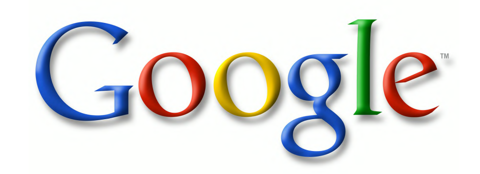
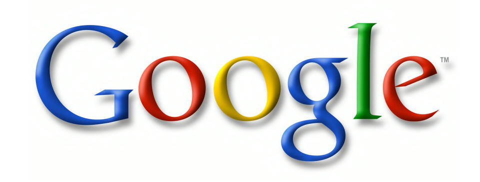
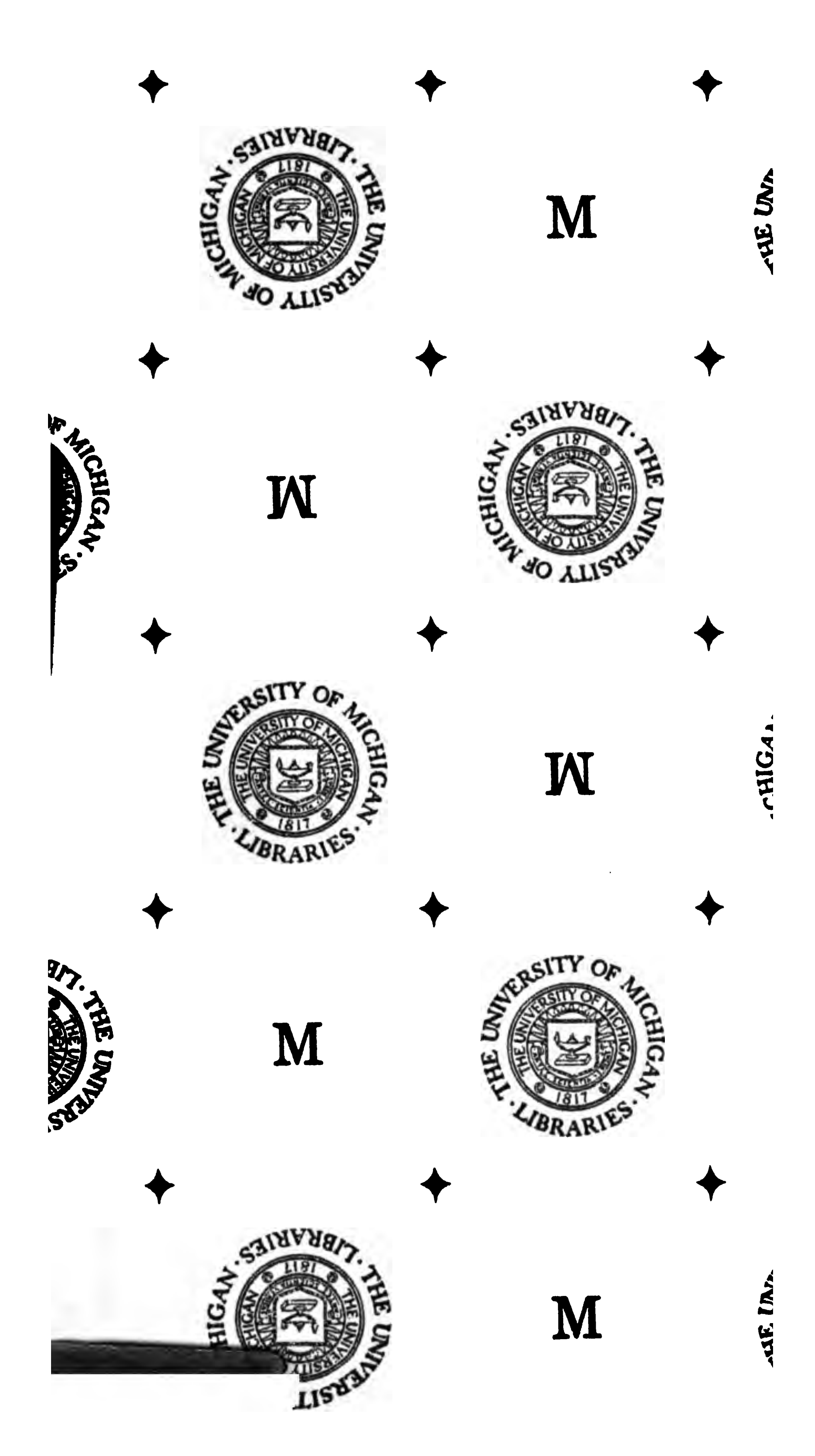





THE UNIVERSITY OF MICHIGAN · LIBRARIES ·
1817
M


THE UNIVERSITY OF MICHIGAN · LIBRARIES ·
1817
M

HISTOIRE SECRÈTE

DU

DIRECTOIRE.

Tome Deuxième.



Paris.

CHEZ MÉNARD, LIBRAIRE,

PLACE SORBONNE, N° 3.

1852.

Histoire secrète
DU
DIRECTOIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Conjuration de Babœuf. — Message du directoire aux conseils. — Causerie à ce sujet avec Barras. — Les conjurés. — Plan de la conspiration par Babœuf. — Suite rapide de cette affaire. — Lettre folle de Babœuf au directoire. — Lettre de Bonaparte. — Sages conseils qu'il donne au gouvernement. — Espoir de ses amis. — Mauvaise humeur de Carnot.

Je devais lire avec Barras un mémoire dont il m'avait confié la rédaction, et le jour où j'arrivais chez lui pour ce travail, lui, d'aussi loin qu'il me vit, se mit à me dire :

Nous l'avons cette nuit, madame, échappé belle ;
Un monde près de nous a passé tout du long,
Et chu tout au travers de notre tourbillon.

« Qu'est-ce, demandai-je à mon tour, que

ce monde vagabond ou plutôt cette conspiration que sans doute vous avez découvert?

— Oh! reprit Barras en se reculant, comme vous mettez le doigt sur la plaie! Ne seriez-vous point par hasard un des conjurés ?

— Ce n'est pas à moi à vous le dire ; c'est à vous à le savoir, et à prendre vos mesures en conséquence. Je vous suis obligé d'ailleurs de la bonne opinion que vous me témoignez.

— Ne plaisantons pas, reprit Barras, ceci est plus grave que vous ne pouvez le croire. Les conspirateurs n'allaient pas de main morte. Notre sang, celui de tous les citoyens recommandables, devait être versé, et un régime supérieur au régime de 1793 aurait été mis en activité.

— Quels sont donc ces tigres enragés qui avaient conçu une pensée pareille? Nommez-les-moi, car il est bon de s'en garantir.

— Le premier, le chef de l'entreprise, celui qui la dirige, qui en a conçu la pensée affreuse, est Caïus Gracchus Babœuf.

— Le tribun du peuple! Cela ne m'étonne point; il est de ces gens à qui aucune extravagance ne coûte, et qui se lancent à pleines voiles sur la mer du crime, plutôt que de

demeurer les bras croisés. Il n'est pas seul, je présume.

— Non, certes; les complices de cet attentat sont nombreux : l'écume de la terreur le compose. Il y a là tout ce que nous avons oublié d'envoyer à l'échafaud après le 9 thermidor. Voilà la liste. »

Je la pris, et trouvai là les *citoyens* Morel, Félix, ex-président d'une commission révolutionnaire; A. Auger, Perrein, ex-général; Coulon, *porcelainier;* Vani, fabricant de bas ; Jarry, ex-adjudant-général; Madier, ex-membre de la convention; le général Rossignol et son frère; Augier Amar, ex-conventionnel; le cafetier Chrétien, Julien de la Drôme, fils Lefranc, Paris, ex-commissaire des guerres; l'ancien adjudant-général Mansard, Boudier-Tourneur, Pelletier-Saint-Fargeau, frère du conventionnel assassiné par le garde-du-corps Paris; Didier, ancien juré au tribunal révolutionnaire; Monquet, tailleur; Monnier, faiseur de ceinturons; Durthé-Babœuf, chef du complot; Germain, ci-devant officier de chasseurs; Fysoné, général destitué; Reys, sellier; Ricord, Choudieu, ex-membres de la convention; Reche,

ex-capitaine dans la légion de police et au troisième bataillon ; l'ex-général Lamy, le Piémontais Buonarotti, Antonnelle, ex-membre de la convention, et Masset, marchand.

Parmi tous ces noms il en était quelques-uns de connus ; les conventionnels par exemple, puis le général Rossignol ; le reste dans son obscurité hideuse ne pouvait être aperçu. Il en était encore plusieurs destinés à être arrêtés dans le premier moment ; Drouet, membre du conseil des cinq-cents ; Chasles, conventionnel, et Voulland. Celui-ci, avec Antonnelle et Vadier, s'échappèrent ; le reste fut moins heureux.

Je lus avec une attention extrême cette liste, et je dis ensuite à Barras :

« Mais je ne vois là que des hommes que poursuit l'opinion publique, et d'autres dont elle ne soupçonne pas l'existence ; tout cela peut-il être dangereux ?

— Sans doute, répondit Barras, ils avaient fait bon marché de nos têtes. Nous devions tous périr en masse ; cela leur paraissait plus expéditif, commode et légal. Tenez, voici le message que nous venons d'expédier au conseil.

« Citoyens législateurs,

« Un complot horrible devait éclater de-
« main dès *la pointe du jour*. Son objet était
« de renverser la constitution française, d'é-
« gorger *le corps législatif*, *tous les membres*
« *du gouvernement*, *l'état-major de l'armée de*
« *l'intérieur*, *toutes les autorités constituées de*
« *Paris*, et livrer cette grande commune à un
« pillage général et aux plus affreux massacres.

« Le directoire exécutif, informé du lieu
« où les chefs de cet horrible complot étaient
« assemblés, a donné des ordres pour les faire
« arrêter. Plusieurs d'entre eux l'ont été en
« effet, et c'est avec douleur que nous vous
« apprenons que parmi eux se trouve un de
« vos collègues, le citoyen Drouet, pris en
« flagrant délit.

« Le directoire exécutif vous invite, citoyens
« législateurs, à vouloir bien lui tracer le plan
« de la conduite qu'il doit tenir en cette oc-
« casion à l'égard de ce représentant. Si vous
« jugez que le directoire exécutif doive faire
« mettre le scellé sur ses papiers, il vous prie
« de manifester votre intention sur cet objet.

« *Signé* CARNOT, président. »

Après que Barras m'eut donné connaissance de ce message, il mit sous mes yeux les papiers saisis sur les conjurés. Je fus épouvanté de cette série d'atrocités, de crimes médités avec froideur, de ces tables de proscription dressées et qu'on aurait mises à exécution. Je fis un retour sur moi-même, et me demandai à quel point d'abaissement nous étions réduits pour que de tels misérables, et à l'aide de pareils moyens, espérassent de parvenir au pouvoir. Je ne dissimulai pas ma pensée à Barras; elle acheva de le mettre de mauvaise humeur. Il tâcha de justifier le gouvernement et même la nation; me prouva que nulle autorité, si sage qu'elle puisse être, n'est à l'abri d'un coup de main de la part de fous furieux. Il ajouta :

« La réussite était impossible : la France n'aurait pas reconnu ces brigands pour ses chefs, non plus que les armées. Bonaparte, Moreau, Hoche, tous les autres généraux, auraient marché de concert contre les assassins, et pas un n'aurait échappé à un juste supplice. Babœuf est un misérable qui n'est pas à son coup d'essai.

—On a voulu le faire ministre des finances.

— Il est des temps, reprit Barras avec une gravité comique, où l'on prierait le diable de célébrer la grand'messe au jour de Pâques ou de Noël. Qu'est-ce que cela signifie? que tous nous avions perdu la tête en ce moment. Nous sommes maintenant raisonnables, et au lieu d'un portefeuille il ne faut plus à Babœuf qu'un échafaud. Je vais faire connaître ceci officiellement au général Bonaparte. Écrivez-lui-en les particularités ; faites en sorte qu'il ne se laisse pas prévenir par les frères et amis de cette canaille. »

Barras montra dans cette circonstance un vif désir d'avoir l'assentiment du jeune général sur les mesures que l'on allait prendre.

Il était convenable, en effet, de se mettre en garde contre ces enragés, dont voici le plan épouvantable, trouvé parmi les papiers de Babœuf, et écrit, je crois, de sa main. Il est à propos de les rappeler aujourd'hui, afin de montrer que ceux qui alors tentaient des révolutions n'y allaient pas de main morte. Voici ce memento curieux.

« Tuer les cinq (les directeurs), les sept « ministres, le général de l'armée de l'inté- « rieur et son état-major, le commandant

« temporaire, s'emparer des salles des deux « conseils, faire main basse sur tous ceux qui « s'y rendraient, s'emparer des portes de la « ville, de toutes les portes des établissemens « publics, etc.

« Nos braves frères d'armes seront invités « à se rendre individuellement et sans chef « au milieu de leurs frères et amis; les cava- « liers hussards, dragons, pourront disposer « de leurs chevaux; les fantassins garderont « leurs habillemens et leurs sacs; tous, et « chacun des braves qui auront combattu se- « ront logés et hébergés chez les citoyens de « Paris, comme au 14 juillet 1789.

« Il sera organisé de petites armées révolu- « tionnaires, qui seront chargées de protéger « l'approvisionnement de Paris.

« Aussitôt que les tyrans seront abattus, « il faut soulever tout le peuple; il faut que « l'insurrection soit générale. L'autorité in- « surrectionnelle, ou plutôt le peuple, pro- « noncera la suppression de toute autorité « existante. En conséquence, que tout homme « qui voudrait agir en vertu des pouvoirs dont « il est maintenant investi soit mis à mort. « L'épée une fois tirée, il faut que le four-

« reau soit jeté au loin ; il faut que le peuple « fasse des actes qui le mettent dans l'impossi- « bilité de rétrograder. Si quelque rassemble- « ment de royalistes venait à se former, et « qu'ils voulussent faire résistance, qu'une « colonne armée de torches enflammées fonde « sur eux, et que les flammes, en punissant les « perfides, vengent la liberté et la souveraineté « du peuple.

« Que tous les étrangers se rendent au « chef-lieu de chaque arrondissement ; ceux « qui refuseront de le faire seront mis à mort.

« Les dépouilles des ennemis du peuple « appartiendront aux vainqueurs. Le peuple « sera mis incontinent en possession de loge- « mens sains et commodes ; assez et trop « long-temps il a été relégué dans des caves « et dans des galetas.

« Il sera expédié des hommes sûrs et dé- « mocrates à Arras, Béthune, Saint-Omer, « Valenciennes, Toulon, Marseille, Dijon, « Lyon, Bordeaux, etc., et dans toutes les « communes où les républicains ont un parti « nombreux. Il faut y mettre le peuple en « insurrection, et partout y faire briller le

« glaive de la vengeance populaire. Il faut « faire arrêter Hoche.

« Prendre les armes aux invalides ; exiger « que les armuriers et fourbisseurs livrent « toutes celles qui seront à leur disposition ; « elles leur seront payées sur leur propre dé- « claration. Après le succès du grand mouve- « ment, les boulangers de toutes les sections « seront sommés de demeurer dans leurs « boutiques, et d'y fabriquer du pain avec « toute la farine qu'ils ont chez eux ; ceux qui « refuseront seront accrochés à l'instant à la « lanterne la plus voisine.

« Tout citoyen sera sommé d'apporter ce « qu'il a de farines, et de déclarer ce qu'il a « de grains et de légumes ; ceux qui refuse- « ront seront mis à mort. Pour s'assurer de « la véracité des déclarations, il sera fait des « visites domiciliaires.

« Les marchands de vin et d'eau-de-vie se- « ront assujétis aux mêmes déclarations et aux « mêmes peines.

« Il sera déclaré solennellement que tout « défenseur de la patrie qui aurait contribué « à la délivrance de la patrie sera libre de

« s'en retourner dans ses foyers ; ce qui ne lui « sera accordé que sur le vu d'un certificat « de conduite, qui lui sera accordé par le « chef de l'expédition, etc. »

Je ne pouvais contenir mon étonnement et mon horreur à la lecture de ces pièces extravagantes, dont la férocité de ceux qui les avaient rédigées ne pouvait être conçue. Dirai-je l'effet qu'elles produisirent sur moi ? ce fut de me ramener par une pente insensible à des sentimens monarchiques. Je compris que, chaque fois qu'un gouvernement n'est pas héréditaire dans une seule famille, il laisse à tous ceux qui veulent s'en emparer une sorte de droit à le faire ; que cette idée qu'on ne renverse rien en se mettant à la place de ceux qui administrent doit nécessairement multiplier les révolutions à l'infini. Je touchai ceci dans mon épître du lendemain au général Bonaparte. Je rapporterai sa réponse à ce sujet après que j'en aurai fini avec le citoyen Babœuf.

Celui-ci, arrêté, mis en jugement devant la haute cour nationale, n'en finit que longtemps après avec la justice, car son supplice ne fut ordonné qu'en 1797, tant ses amis eu-

rent de l'influence et reculèrent ce fatal instant. On sait que, condamné à mort, il voulut échapper au bourreau en se frappant lui-même d'un coup de stylet; mais sa main tremblante trompa son désir, et il périt sur l'échafaud, quand déjà il avait à moitié perdu la vie. Peu de jours après son arrestation, et conservant dans les fers la fierté dont il ne se défit jamais, il écrivit au directoire en ces termes :

« Regarderiez-vous au-dessous de vous, ci-« toyen directeur, de traiter avec moi de « puissance à puissance ? Vous avez vu à pré-« sent de quelle vaste confiance je suis le « centre ; vous avez vu que mon parti peut « bien balancer le vôtre; vous avez vu quelles « immenses ramifications y tiennent: j'en suis « presque convaincu, cet aperçu vous a fait « trembler.

« Est-il de votre intérêt, est-il de l'intérêt « de la patrie de donner de l'éclat à la conju-« ration que vous avez découverte? je ne le « pense pas. Je motiverai comment mon opi-« nion ne peut être suspecte.

« Qu'arriverait-il si cette affaire paraissait « au grand jour? que j'y jouerais le plus glo-

« rieux de tous les rôles. J'y démontrerais,
« avec toute la grandeur d'âme, avec l'éner-
« gie que vous me connaissez, la sainteté de
« la conspiration dont je n'ai jamais nié d'être
« membre.

« On pourrait me condamner à la déporta-
« tion, à la mort; mais mon jugement serait
« aussitôt réputé prononcé par le crime puis-
« sant contre la vertu faible; mon échafaud
« figurerait glorieusement à côté de celui de
« Barnevelt et de Sidney. Veut-on, et dès le
« lendemain de mon supplice, me préparer
« des autels, à côté de ceux où l'on révère
« aujourd'hui comme d'illustres martyrs les
« Robespierre et les Couthon? Ce n'est point
« là la voie qui assure les gouvernemens et
« les gouverneurs.

« Vous avez vu, citoyens directeurs, que
« vous ne tenez rien lorsque je suis sous votre
« main. Je ne suis pas toute la conspiration,
« il s'en faut bien; je ne suis même qu'un
« simple point de la longue chaîne dont elle
« se compose. Vous avez à redouter toutes
« les autres parties autant que la mienne. Ce-
« pendant, vous avez la preuve de tout l'inté-
« rêt qu'elles prennent à moi; vous les frap-

« periez toutes en me frappant, et vous les « irriteriez.

« Entreprendriez-vous de vous délivrer en « total de cette vaste secte sans-culottique, « qui n'a pas encore voulu se déclarer vain- « cue? il faudrait d'abord en supposer la pos- « sibilité; mais où vous trouveriez-vous en- « suite? Vous n'êtes pas tout-à-fait dans la « position où était celui qui, après la mort « de Cromwell, déporta quelques milliers de « républicains anglais. Charles II était roi, et « quoi qu'on en ait dit, vous ne l'êtes pas « encore.

« Mais, direz-vous, les patriotes nous sont « aussi dangereux que les royalistes, et peut- « être plus. Vous vous trompez. Ils voulaient « uniquement vous forcer à convenir vous- « mêmes que vous aviez fait du pouvoir un « usage oppressif, que vous en aviez écarté « toutes les formes, toutes les sauve-gar- « des populaires, et ils voulaient vous les « reprendre. Ils n'en seraient point venus là « si, comme vous aviez semblé le promettre « après vendémiaire, vous vous étiez mis en « mesure de vouloir gouverner populaire- « ment.

« Moi-même, par mes premiers numéros, « j'avais expliqué comment il me paraissait « possible que vous fissiez disparaître tout ce « que le caractère constitutionnel de votre « gouvernement offre de contraste avec les « véritables principes républicains.

« Ne croyez pas intéressée la démarche que « je fais. A la manière franche et neuve dont « je ne cesse de me déclarer coupable, dans « le sens que vous m'accusez, je fais voir que « je n'agis point par faiblesse. La mort ou l'exil « serait pour moi le chemin de l'immortalité, « et j'y marcherais avec un zèle héroïque et « religieux; mais ma proscription, mais celle « de tous les démocrates ne vous avanceraient « point, et n'assureraient pas le salut de la ré- « publique. J'ai réfléchi qu'au bout du compte « vous ne fûtes pourtant pas constamment « les ennemis de cette république. Vous fûtes « même républicains de bonne foi. Pourquoi « ne le seriez-vous pas encore ?

« Il ne serait pas si malheureux que l'effet « de cette simple lettre fût de pacifier l'inté- « rieur de la France, en prévenant l'éclat de « l'affaire dont elle est le sujet. Ne prévien-

« drait-on pas en même temps ce qui s'oppo-
« serait au calme de l'Europe?

« *Signé* BABŒUF. »

Rien qu'à lire cette pièce, chacun demeurait convaincu que la cervelle du tribun parisien était fortement dérangée. Cet homme, qui, dans les fers, avec des complices sans doute, mais abandonné ostensiblement de toutes les parties de la république, prétendait traiter avec le directoire, lui dicter des lois, lui accorder même son pardon, était plaisant au milieu de son atrocité. Tant de jactance avec tant de faiblesse faisait pitié. Le directoire se moqua de lui, et ne conclut ensemble aucun traité d'alliance. La machine du gouvernement ne marcha pas moins, et nous ne nous aperçûmes pas que le parti de Caïus Gracchus Babœuf fût si formidable. Le général Bonaparte me manda à cette occasion :

« Mon ami, je tombe de mon haut lorsque
« je vois de telles extravagances occuper les
« Parisiens. Si elles les intéressent, que nos
« victoires doivent leur paraître ridicules!
« Votre Babœuf est à un tel degré de dérai-

« son, que je le plaindrais si je ne voyais en « arrière combien la férocité de tigre de pareils « êtres dégoûterait du système républicain, « malgré son excellence. Il est naturel de fré- « mir sur le sort de la patrie, lorsque chaque « jour elle peut être en butte à de telles atta- « ques. Je crains que la force ne soit seule- « ment stable que là où règne un souverain « unique, et dont toute l'autorité du pays re- « pose dans la main. C'est un blasphème, je « le sais; mais la vérité a une évidence qui « frappe les plus aveugles.

« Je voudrais que le directoire tâchât, par « l'énergie de ses mesures, de participer à cette « stabilité de la monarchie; qu'usant des pou- « voirs que la constitution lui donne, il ré- « duisît au silence ces péroreurs de gazette, « ces Démosthènes quotidiens, qui font tant de « mal à la chose publique, dont au moins ils « enraient la marche.

« Il n'y a jamais abus dans le développe- « ment et dans l'extension de l'autorité, lors- « que celle-ci agit pour l'avantage de tous. Elle « est alors conservatrice, et n'usurpe point. « Malheur au gouvernement qui, pour tout « consolider, hésitera à dépasser les limites

« qu'on lui impose; il se suicide, et il tue la « nation. Voyez quelle énergie fut imprimée à « la république lorsqu'elle fit de la terreur la « première des lois : elle demeura invincible. « L'est-elle maintenant, même dans l'inté« rieur? J'en doute. Les jacobins, les roya« listes, les monarchiens, je ne sais qui en« core, la tourmentent, l'affaiblissent, la pour« suivent de manière à provoquer sa chute.

« Je crains que les directeurs ne voient pas « cela aussi bien que je le vois; qu'ils ne s'en« dorment en présence d'un péril d'autant « plus réel qu'on le dissimule. Mes succès, loin « de servir la république, nuisent peut-être à « sa sûreté; car elle se repose sur mes vic« toires, et se croit invincible en France parce « que je triomphe en Italie. Qu'elle ne s'abuse « point là-dessus; mes succès ne prévien« draient pas sa chute : elle serait tombée, que « je n'en saurais rien encore, et que le temps « me manquerait pour venir à son secours.

« Parlez sérieusement à Barras de tout ceci. « Dites-lui que nos ennemis sont infatigables, « qu'il y en a de toutes sortes; mais qu'avec « de la fermeté on les fera taire; que je lui « offre mon concours, ainsi qu'aux autres

« membres du directoire, et que, pour peu « qu'on me croie nécessaire, je me hâterai de « venir. Je tiens au titre du général *de vendé-* « *miaire;* ce sera dans l'avenir mon premier « titre de gloire; car ce jour-là je sauvai la ré- « publique du royalisme. Est-ce du jacobi- « nisme pur qu'il faut la délivrer maintenant?

« BUONAPARTE. »

Cette lettre devint, le croira-t-on? le germe de la journée du 18 fructidor. Barras, à qui je la montrai, d'après l'invitation que j'en avais reçue, parut charmé de l'offre de Bonaparte. Il me dit :

« Je craignais que le général ne voulût faire son jeu à part. Maintenant je ne puis plus douter de l'excellence de ses opinions. Il peut compter que, s'il faut sauver la république, on aura recours à lui. »

Ce fut beaucoup : nous espérions davantage. Chacun déjà insinuait à madame Bonaparte que, malgré la constitution, qui fixait à quarante ans l'âge voulu pour être directeur, il fallait que son mari fût porté à cette place éminente. Elle ne demandait pas mieux,

et ne se cachait point pour le dire. Cela se répandit; le bruit en vint aux oreilles de Carnot, qui s'en fâcha vivement : il se laissa aller à des propos injurieux à la gloire du vainqueur de l'Italie. On ne manqua pas d'en faire part à ce dernier, qui en témoigna de son côté une colère motivée. Il y eut de part et d'autre des dits et redits. Les amis du général crièrent à l'injustice, à la calomnie. Carnot demeura seul à peu près de son bord; et dès ce moment acheva de se décider la haine que ces deux hommes célèbres eurent toujours l'un pour l'autre, et dont ils donnèrent plus d'une preuve depuis lors sans pour cela cesser de s'estimer.

CHAPITRE II.

Bonaparte en Italie. — Une de ses proclamations. — Appétit des gens de lettres. — Propos de Barras à ce sujet. — Quelques littérateurs. — Les jeunes gens. — Leurs manières et leurs costumes. — Reproches que les jacobins leur adressent. — Parure des femmes. — Embarras du directoire. — Sujet d'une des douleurs de Joséphine. — M. Ouvrard. — Une de ses bonnes fortunes.

Ce Bonaparte, que certains redoutaient et que d'autres, en bien plus grand nombre, regardaient comme un demi-dieu ; poursuivait glorieusement le cours de ses victoires, et remplissait l'Italie d'épouvante et d'espérance. Chaque fois qu'il élevait la voix, la péninsule se taisait attentive, et le reste de l'Europe commençait à l'écouter avec un respect religieux. Ce fut pour montrer son accord avec le directoire exécutif, et afin de ne pas faire croire aux ennemis de la patrie qu'ils pourraient profiter de nos divisions intérieures, qu'il adressa à son armée la proclamation suivante, écrite dans ce style que les grands hommes peuvent

seuls prendre, et que les guerriers ordinaires ne savent même pas imiter.

« Soldats !

« Vous vous êtes précipités comme un tor-
« rent du haut de l'Apennin ; vous avez cul-
« buté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre
« marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autri-
« chienne, s'est livré à ses sentimens naturels
« de paix et d'amitié pour la France.

« Milan est à vous ; le pavillon républicain
« flotte sur toute la Lombardie. Les ducs de
« Parme et de Modène ne doivent leur exis-
« tence politique qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'or-
« gueil ne trouve plus de barrière qui la ras-
« sure contre votre courage. Le Pô, le Tésin,
« l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour.
« Ces boulevards si vantés de l'Italie ont été
« insuffisans ; vous les avez franchis aussi rapi-
« dement que l'Apennin.

« Tant de succès ont apporté la joie dans le
« sein de la patrie. Vos représentans ont or-
« donné une fête dédiée à vos victoires célébrées

« dans toutes les communes de la république.
« Là, vos pères, vos mères, vos sœurs, vos « épouses, vos amantes, se réjouissent de vos « succès, et se vantent avec orgueil de vous « appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait... « mais ne vous reste-t-il plus rien à faire?... « Dira-t-on de nous que nous avons su vain- « cre, et que nous n'avons pas su profiter de « la victoire? La postérité nous reprochera- « t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombar- « die?... Mais je vous vois déjà courir aux « armes; un lâche repos vous fatigue; les jour- « nées perdues pour la gloire le sont pour « votre bonheur. Eh bien! partons; nous avons « encore des marches forcées à faire, des enne- « mis à soumettre, des lauriers à cueillir, des « injures à venger.

« Que ceux qui ont aiguisé les poignards de « la guerre civile en France, qui ont lâche- « ment assassiné nos ministres, incendié nos « vaisseaux à Toulon, tremblent... L'heure a « sonné.

« Mais que les peuples soient sans inquiétu- » des, nous sommes amis de tous les peuples, « et plus particulièrement des descendans des

« Brutus et des Scipions et des grands hommes
« que nous avons pris pour modèle.

« Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui se rendirent célèbres, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de notre victoire; elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèces qu'il a fait depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie.*

« BONAPARTE,

« Au quartier-général de Milan, le 1er prairial an 4. »

C'était par ce langage, véritablement rempli d'une éloquence entraînante, que le général se faisait comprendre de ses troupes. Il n'en était pas de même du directoire, dont les proclamations pâles et sans force annonçaient

sa décrépitude au moment de sa jeunesse. Chacun constatait son impuissance afin d'en profiter; la littérature surtout prenait une attitude hostile, qui devait faire beaucoup de mal.

Parmi les hommes de lettres de l'époque, ceux qui avaient vécu à la cour des derniers rois n'avaient pu s'affranchir du servilisme qui long-temps les flétrit. Ils ne parlaient que d'une manière embarrassée le langage de la liberté. On voyait que, malgré le souvenir des verges dont cette cour les fustigeait parfois, ils en regrettaient les chaînes dorées et les avantages. Marmontel, l'abbé Morellet, La Harpe, Ducis même, et nombre d'autres encore, ne furent jamais franchement républicains; je le voyais à leur mine, je le comprenais à leur langage. Les premiers, hommes finis, et en qui tout feu sacré avait disparu depuis long-temps, si tant est qu'ils en eussent possédé la moindre étincelle, tracassaient la marche du gouvernement.

Les directeurs le reconnaissaient; ils auraient voulu contenter tout le monde. Barras me disait, un soir que tous deux nous entamâmes ce chapitre:

« Nous ne pouvons rien de ce que nous v
lons. L'argent nous manque, et, avec lui
fidélité de la littérature ; elle est pareille à c
du soldat, qui meurt aussitôt qu'on ne la sc
et qu'on ne l'abreuve. Cette vertu, dans
deux classes de citoyens, a toujours faim
soif. Nous ne sommes ni rois ni princes, e
aucun titre, n'avons la facilité de distrib
des pensions.

— Dans ce cas, repartis-je, ne comptez
aucun homme de lettres que le gouvernem
ne soldera pas. Chénier sera fidèle, cela
sans dire, il est des payés ; Morellet ne s
rait l'être, il a tout perdu et on ne lui r
rien. Il avait pourtant fait avant vous t
un assez bon marché de sa conscience
prêtre. »

Morellet, le plus médiocre parmi ceux
ont écrit, était alors une sorte de personn
important, à cause d'une brochure qu'il ve
de publier, touchant les biens des émig
Il avait pris le parti de ces derniers, et cela
procurait une sorte de famosité qu'il exp
tait. Marmontel aurait voulu compter p
quelque chose, et son nom passait déjà i
perçu. La Harpe, par fanatisme, faisait

l'opposition. On ne savait à qui s'entendre. L'élégant, le pur Andrieux avait une conduite plus patriotique ; il aimait le nouvel ordre de choses, et ne le calomniait point. Parny faisait presque le gentilhomme. Au milieu des sans-culottes, il était impie et médiocrement républicain.

Barras aurait bien souhaité gagner ces gens-là; mais le moyen de le faire, quand on n'avait que des mandats à leur donner! Il fallut donc y renoncer, et souffrir que les lettres se conservassent royalistes en majorité. Il s'élevait à côté d'elles une jeune littérature, qui, surprise par Bonaparte dans son développement, n'appartiendrait pas non plus à la république. De ce conflit naissaient des embarras de toutes sortes. Il en était d'autres plus ridicules encore, et qui, néanmoins, donnaient beaucoup de peine à l'autorité : c'était, le croirait-on ? le costume des jeunes gens à la mode, leurs caprices relatifs à la coupe des vêtemens, à leur manière de se coiffer.

Ils s'avisèrent de porter leurs cheveux tressés en cadenettes ou retombant en *oreilles de chien*, de poudrer parfois leur titus, et, à des habits verts, d'ajouter des collets de velours

noir. Leurs chapeaux avaient des formes particulières; ils armaient leurs mains d'un gros bâton noueux, montrant des pistolets aux poches de leurs vestes, et, pour achever de se distinguer, adoptaient les bottes à revers.

Ce costume, qui n'était pas sans élégance dans son originalité, contrastait singulièrement avec celui des jacobins, qui n'avaient pas encore renoncé à leur veste courte, à leurs cheveux gras et sans poudre, à leur énorme bâton; ils prenaient à peine pour les bons jours la redingote en forme de sac, à taille longue, et conservaient surtout leurs gros souliers carrés et garnis de clous.

Cette différence dans la mise amenait sans cesse des querelles et des combats dans les rues. Les jeunes gens bien mis, désignés d'abord sous le titre de *jeunesse dorée* de Freron, parce que le député s'était mis à leur tête après le 9 thermidor, tenaient en général le haut du pavé. Depuis cette époque agens de la réaction, ils en avaient conservé l'autorité. Ils maltraitaient, de parole et de fait, les vrais patriotes, vengeaient sur eux les crimes commis, les assommaient souvent en plein jour, lorsqu'ils étaient en nombre pour

le faire en sûreté, et non moins souvent encore les assassinaient à la faveur de la nuit.

Les jacobins, indignés de rencontrer des maîtres que les autorités protégeaient, supportaient impatiemment d'avoir changé de rôle, et, d'oppresseurs qu'ils étaient jadis, d'être devenus opprimés. Ils reprochaient à leurs adversaires d'être vendus à l'étranger, de correspondre avec les bannis, de porter avec leurs habits verts la livrée du comte d'Artois, et avec leurs collets de velours noir le deuil de Louis XVI.

Il y avait quelque chose de vrai dans ces inculpations. Ces merveilleux aux manières efféminées, aux phrases précieuses, et qui affectaient une mignardise de langage telle qu'ils ne prononçaient plus la lettre R dans les mots, étaient, en effet, presque tous anti-républicains, fils ou parens des victimes de la terreur, ou se targuant de l'être. Ils aspiraient publiquement à renverser l'ordre de choses établi, et dans leur jactance ne s'en gênaient guère.

La convention nationale, qui leur devait de la reconnaissance, la leur témoigna en ne sévissant qu'à demi contre eux, ou plutôt en leur laissant toute liberté de tourmenter les

anarchistes. Le directoire, au moment de son installation, ne songea pas à eux, quoique leur aspect déplût beaucoup à tous les militaires. Ceux-ci les accusaient de manquer de courage, d'avoir évité de se rendre à l'armée pour se livrer à la mollesse des villes. Ils enviaient leur façon de se mettre, leurs manières; et, hors d'état de les imiter, parce que tous à peu près manquaient d'éducation, ils préféraient les tourmenter, ce qui leur paraissait une douce vengeance.

Il y avait donc lutte ouverte entre les jacobins, les militaires d'une part, et la *jeunesse dorée* de l'autre. On appelait ceux qui la composaient *muscadins*, *incroyables*, *ma paole supéme*, etc., et on leur rendait avec usure, quand on en trouvait l'occasion, le mal qu'ils faisaient. Les officiers supérieurs qui entouraient le directoire lui portaient plainte chaque jour contre les *muscadins*. Le directoire essayait de contenir ceux-ci; mais dès qu'il faisait mine de les attaquer, voilà que tombaient sur lui toutes les femmes dont il s'environnait. Elles criaient à la tyrannie, à l'injustice; elles prenaient, avec une vivacité extrême, la défense de ces *jeunes gens si inté-*

ressans, si bien que la galanterie grossière des directeurs en demeurait effarouchée. Les contre-ordres venaient, on protégeait les *incroyables*, et on s'en prenait à leurs ennemis.

Chaque femme à la mode en avait une foule autour d'elle pour lui donner le bras, l'accompagner au spectacle, à Mousseaux, à Tivoli, à Coblentz. On sait que l'on désignait ainsi cette partie du boulevard située entre les rues Lepelletier et du Mont-Blanc, qui depuis fut connue sous le nom de boulevard de Gand, à cause de la retraite des Bourbons dans cette ville, en 1815. Les dames d'alors avaient d'autant plus d'intérêt à protéger ces merveilleux, qu'elles-mêmes étaient souvent exposées à être insultées, à cause de l'extravagance de leur mise.

Renonçant à toute pudeur, voulant à toute force être remarquées, elles se montraient presque nues, sans chemise, au pied de la lettre, sans jupon, à peine un corset, peut-être des pantalons couleur de chair, et avec cela une tunique grecque en belle et claire mousseline, qui, à part ce qu'elle laissait entrevoir, ne cachait ni les bras, ni les jambes, ni la gorge. Des bracelets sans nombre, et dessinés

sur les formes antiques les plus pures, ornaient les bras et le bas du mollet. Au lieu de souliers, on portait des sandales ou des brodequins. Dans le premier cas le pied se trouvant à découvert, on ornait chacun de ses doigts de bagues chargées de camées précieux ou garnies de diamans; une ceinture d'or ou de soie relevait la tunique; celle-ci était parfois en laine de couleur; alors on était mise avec beaucoup de décence, et on pouvait descendre dans les rues, les tissus légers étant réservés pour les théâtres et les fêtes d'intérieur. Les coiffures très-plates, fort bizarres, complétaient cette parure, à laquelle était indispensable un schall long en cachemire ou en tissu précieux.

Une femme ainsi habillée causait toujours la surprise des gens du peuple, qui ne pouvait séparer l'indécence des vêtemens de la classe des filles de débauche; aussi s'indignait-il de la folie des dames, et constamment il les poursuivait de ses sarcasmes, de ses injures, de ses outrages, et souvent par des voies de fait. La chose était venue au point que, de ces créatures sans pudeur, aucune n'osait guère sortir sans une sorte de garde autour

d'elle, composée de muscadins élégans ; c'étaient ses défenseurs contre la canaille; aussi, à son tour, les soutenait-elle dans les salons et auprès des membres du gouvernement.

On ne saurait croire l'agitation, la vivacité, que l'on mettait à ce point : les directeurs ne savaient à qui entendre. Les jeunes gens l'emportaient presque toujours malgré eux; car un instinct secret leur laissait deviner que c'était à raison qu'on les accusait de trahir la république, et que l'existence de celle-ci serait toujours compromise par les menées des collets verts; alors ils penchaient vers les terroristes. Les querelles devenaient plus vives, le sang coulait à flots; on se donnait des coups de bâton, de sabre, de poignard; les pistolets étaient mis en jeu, et les meurtres nocturnes surtout recommençaient à troubler la tranquillité de Paris.

Madame Bonaparte, avant son mariage, avait, comme les autres femmes à la mode, adopté le costume du jour, qu'elle portait dans toute son extravagance; mais une fois unie au général, elle fut contrariée dans sa fantaisie par lui. La sévérité de ses mœurs, le besoin qu'il possédait au plus haut degré

de la considération personnelle, ne put le faire consentir à ce que sa femme affectât une parure blâmable. Il s'expliqua devant elle avec force et persévérance; exigea qu'elle réformât la tunique trop décolletée, qu'elle prît des robes moins échancrées, moins diaphanes surtout. *Ce fut son premier acte de tyrannie.* Que de larmes il coûta à Joséphine, qui, avec une naïveté parfaite, se proclama la personne la plus malheureuse de son sexe; portant ses plaintes à tout le monde, prise en pitié par les autres folles, et trouvant étrange que le récit de *ce malheur* laissât froids les hommes sensés! Elle mit une insistance extrême à l'emporter sur ce point; mais Napoléon prononça le *je le veux* avec une telle énergie, que force fut à Joséphine de céder, sans pour cela se résigner à son triste sort.

Bonaparte méprisait ces manières sans pudeur; elles lui étaient odieuses. Il ne pouvait non plus supporter la *jeunesse dorée;* il disait d'elle :

« Ce sont les courtisans des Tuileries descendus dans la rue, en perdant leurs grâces, et en conservant leurs vices et leurs ridicules. Mon plus grand bonheur, ajoutait-il, serait

de faire des soldats de tous ces élégans inutiles. Tout jeune homme qui a du sang dans les veines doit prendre une profession ou un fusil ; il lui faut du travail ou de la gloire. Ces chenilles brillantes me sont en horreur, d'autant que la plupart est gorgée de venin. »

On doit croire qu'à son retour d'Italie peu de ces beaux messieurs osèrent se montrer devant lui. Joséphine ne les recevait que dans son absence, et encore avec une sorte de terreur, car la voix de Napoléon avait un éclat tellement terrible, qu'on l'entendait tonner à trois cents lieues de distance ; mais en revanche, quand il n'était point là, comme on se dédommageait de sa rigueur ! Que de jeunes gens venaient chez sa femme, qui, légère, imprudente, irréfléchie, faisait peut-être, à cette époque, trop bon marché de sa réputation ! Il est certain que MM. de D..., de C..., de P..., étaient fort assidus auprès d'elle. Barras venait après eux ; le fournisseur Ouvrard jouait là aussi un rôle *conséquent* (ce mot est consacré par un grand maître).

Ouvrard, homme d'esprit et de chiffres, gagnant des masses d'or, sans avoir jamais pu as-

surer sa fortune; tête forte, avec une cervelle à manies, voulant, par exemple, tout accaparer et ne payer jamais ses dettes; devant à tous et trouvant du crédit chez tous. Véritable génie de finance, mais intrigant par-delà toute nature; calculant combien de soldats devaient mourir de faim, pour que certains marchés lui rapportassent un gros gain, avec autant de sang-froid que s'il se fût agi de l'achat d'une terre. Toujours lancé avec succès dans les entreprises hasardeuses; emportant les fournitures beaucoup plus au moyen de ses paroles que de ses cadeaux; promettant, et ne tenant presque jamais; éblouissant néanmoins l'avidité des autres, de manière à faire qu'elle se contentât d'espérances. Il a toute sa vie fait des merveilles en ce genre, et, à son début, il tenait ce qu'il annonça dès son apparition sur la scène. Il avait autant de vivacité que de raison, opérant en apparence en insensé, et néanmoins ayant prévu les diverses chances possibles, de façon à profiter de celle la moins avantageuse d'aspect; c'est une justice que je me plais à lui rendre, il la mérite. Il est assez d'autres points sur lesquels on peut l'accuser avec sévérité et droit.

Ouvrard plaisait aux dames, autant en homme d'esprit qu'en financier. A peine s'il avait l'écorce de Turcaret. Il faisait le gracieux, le galant; instruit qu'auprès d'une femme on a de grands avantages en paraissant l'adorer, et sachant qu'une femme gagnée, c'est dix administrateurs dont on fait ce que l'on veut. Aussi rôdait-il sans cesse autour de celles en rapport d'amitié, ou de mieux encore, avec les directeurs, ministres, généraux, membres des tribunaux; en un mot, il ne laissait à l'écart que celles qui brillaient seulement par leur figure. Il disait :

« Je n'adore la beauté qu'autant qu'elle me profitera par son influence : un homme sage ne fait l'amour que pour arriver à faire mieux ses affaires. »

Il se conduisait en conséquence de ses maximes, et s'en trouvait bien. J'ai entendu raconter néanmoins une anecdocte dans laquelle, à tort ou à raison, on lui donnait un rôle principal, et qui prouve que le plus habile est parfois sujet à se fourvoyer.

Il rencontre dans le monde, chez Tallien, je crois, une jolie femme, demande son nom; c'est la moitié d'un homme en place très-

influent. Il se hâte de lui présenter ses hommages; elle est charmante, et lui connaisseur; il jouit déjà de cette famosité qui nous rend familier au public. On sait qu'il est riche, aussi l'accueille-t-on en conséquence. Il demande à être admis à faire sa cour dans la maison conjugale, et, dans la conversation, ne laisse pas ignorer qu'il sait la profession du mari.

On minaude la réponse; ce mari est un homme bizarre, fâcheux, ridicule, jaloux même; il n'admet chez lui que ses amis. Mais on sort le matin pour prendre l'air, on se baigne chez Poitevin, on traverse les Tuileries. Le jour suivant on ne manquera pas de faire cette course. Ces indications données, la conversation change; on parle sentiment, c'est là le fort de la dame; elle a besoin d'épancher son cœur; il lui faut un ami tendre, sincère, dévoué, qui attende tout de l'âme sans rien exiger des sens; en un mot, un deuxième Platon.

Ouvrard sait ce que cela veut dire, il se fait mieux que le disciple de Socrate. Il affiche une spiritualité de principes, telle que pour la soutenir il fallait le lendemain faire

quelque folie. On se sépare; car ici-bas tout a une fin. Le lendemain venu, Ouvrard est aux Tuileries à la grille de l'eau; midi sonne, la belle passe, on l'aborde; le bras est offert, on parcourt l'ex-jardin royal; bref on ne tarde pas à s'entendre. Ouvrard parle tendresse et intérêt; le mari peut lui adjuger une fourniture magnifique, la dame en convient, mais ce mari est si avare!...

Ces mots ne tombent pas à terre. Ici Ouvrard donne, et ne rembourse point. Il est généreux, même magnifique, remet un riche écrin, une forte somme, et une soumission bien libellée. La dame se charge de tout; on se revoit trois, quatre, cinq fois peut-être; l'amour et les cadeaux vont leur train; la fourniture, au contraire, n'arrive pas; elle viendra cependant, car la jolie femme s'est expliquée avec son féal époux, qui a promis, juré; tout est en règle.

Sur ces entrefaites, notre galant par spéculation est abordé par une de ses connaissances qui lui demande s'il veut prendre sa part d'une entreprise colossale à la tête de laquelle il est depuis ce jour-là; car la signature, nécessaire vient lui a-t-on dit, d'être

donnée. « Qu'est-ce ? » demande Ouvrard. — Ni plus ni moins que celle que sa tendresse poursuit auprès de la dame. Surpris de ceci, craignant quelque erreur, il oublie la promesse qu'il a faite d'éviter toute publicité dans leurs rapports intimes ; il ne voit alors que l'urgence, quitte son ami, court chez le monsieur avare d'un pas précipité, et demande à parler à la citoyenne maîtresse de la maison. Elle est chez elle, c'est un vrai bonheur ; on le conduit, il monte, on ouvre une porte, la dame est là... Bon là ! où donc est-elle ?... Dans son fauteuil... Oui, je vois une manière de vieille fée âgée de soixante ans peut-être, mais la charmante madame Lo.....

On le regarde, on le croit fou, il s'explique, il y a erreur ; la personne qui est devant lui est réellement la femme de l'administrateur dont dépend la fourniture ; et celle qui a un si joli visage, à qui il a donné tant d'argent et fait de si riches cadeaux, on ne peut le lui dire dans le logis ; mais plus tard il a le désespoir d'apprendre que c'est la *bonne amie*, et pas mieux, d'un agent de la police qui a pris le nom de son amant, lequel est le même que celui du fonctionnaire public.

Je laisse à penser le désappointement, la mystification, la colère d'Ouvrard, tout ce qu'on voudra, et à quel point les mouvemens de son âme furent exaltés lorsqu'il aperçut qu'il était malheureux de toutes manières.

CHAPITRE III.

Sûreté publique compromise. — Un acte de vol. — Lettre d'un royaliste à un chef de voleurs. — Effroi de deux directeurs. — On fait des recherches dans Paris. — Une dame compromise. — Elle écrit à Barras. — Notre conversation à ce sujet. — Le poète Lebrun. — Le peintre Girodet. — Barras me raconte les détails de son entrevue avec l'inconnue mystérieuse.

On ne pouvait se plaindre de cette façon de dévaliser un financier; c'était une sorte de réduction sur ses bénéfices dont la cour des comptes ne devait pas connaître, et que certes il ne lui a pas soumis; mais il existait par malheur à cette époque des brigandages autrement organisés. Il y avait par toute la France absence totale de surveillance publique et de bonne administration municipale. Les filous,

les escrocs, les voleurs de tous genres, les brigands, les chouans, les chauffeurs, désolaient la surface de l'état, sans qu'on songeât à prendre ces mesures promptes, vigoureuses et répressives, qui rétablissent la tranquillité et la sécurité presque instantanément, telles que Bonaparte commanda dès son entrée au pouvoir, et qui eurent un tel succès.

On ne voyageait qu'en tremblant, ou escorté par de la gendarmerie; chaque chemin creux était un coupe-gorge, chaque bois une Forêt-Noire; à peine s'il y avait de la sûreté dans les auberges, à tel point tout était bouleversé. Des plaintes s'élevaient; comment y faire droit? Le brigandage se rattachait souvent à des causes politiques. Ce dévaliseur de grande route était un gentilhomme de nom et d'armes, très-bien famé dans sa province, et qui faisait de cette manière la guerre au nom et pour le compte du roi. Ailleurs c'étaient des jacobins au désespoir, des débris d'armée révolutionnaire qu'il fallait ménager, crainte de pis. Les vrais voleurs se perdaient dans ces classifications, et la police sans énergie ne luttait contre le mal qu'avec impuissance et mollesse.

Je me souviens pourtant qu'un acte de pillage, commis dans la commune de Dugny, département de la Seine, produisit un grand effet sur les directeurs, à cause d'abord de la proximité de Paris, et du nombre et de la qualité présumée des dévaliseurs.

Vers les onze heures du soir, le 5 juin 1796, vingt hommes bien armés se présentèrent chez le citoyen Benoît, cultivateur et fermier d'un moulin à eau assez considérable situé dans cette commune, et à deux cents pas à peu près des autres habitations. Ils frappèrent à la porte, demandant au nom de la loi qu'on la leur ouvrît; et, sur une réponse peu satisfaisante, ils l'enfoncèrent au moyen d'une grosse pièce de bois. Pendant que plusieurs d'entre eux étaient occupés à cette expédition, d'autres tiraient plusieurs coups de pistolet sur le citoyen Benoît, qui riposta de son mieux par la croisée: personne ne fut blessé de cette décharge réciproque.

Les voleurs étant parvenus à briser la porte, entrèrent dans le moulin. Le premier qu'ils rencontrèrent fut le garçon de garde, qu'ils attachèrent sur son lit, en lui prenant sa montre, ses hardes, son argent, et jusqu'à ses

boucles d'oreilles, qu'ils arrachèrent pour les avoir plus tôt. Ils montèrent ensuite à la chambre du propriétaire, vers la porte de laquelle ils dirigèrent aussi les coups d'une pièce de bois, et ils l'enfoncèrent facilement. Entrés alors dans la chambre, huit se précipitent sur le citoyen Benoît, et veulent le terrasser, lui mettant aussi le pistolet et le poignard sur la gorge, afin de le contraindre à dire où il cache son argent et ses effets précieux.

Voulant sauver ses jours, et ne lui restant plus aucun moyen de défense, il leur donna ses clefs; plusieurs s'en saisirent, et le quittèrent pour aller le dévaliser. Pendant qu'ils fouillaient les armoires et détachaient les montres, le citoyen Benoît, qui n'était plus tenu que par trois ou quatre, fit de nouveaux efforts pour se débarrasser de leurs mains. A force de se débattre, il parvint près de la fenêtre, par laquelle il se jeta; mais ils le retinrent par les cheveux. Forcés enfin de le lâcher, à cause du poids de son corps, ils le laissèrent se précipiter perpendiculairement, ce qui le préserva des accidens d'une chute dangereuse.

A peine fut-il en bas qu'il fut assailli de

nouveau par ceux demeurés en sentinelles devant la porte. Il fut encore assez heureux pour leur échapper en traversant deux rivières et en se cachant dans une pièce de seigle, où il demeura jusqu'à l'arrivée de secours nombreux. On lia dans son lit sa femme, malade depuis quelque temps; et on doit croire quelle était sa frayeur de se trouver au pouvoir de ces bandits, qui, en sa présence, ouvrirent et crochetèrent les armoires, commodes, coffres, etc.

Il y avait dans la maison du meûnier quatre femmes et sept hommes; mais plusieurs, quoique éveillés, ne purent donner aucun secours, la porte des uns étant gardée, d'autres, dans leur effroi, n'ayant songé qu'à se cacher. Cependant les deux gardes-moulin furent assez courageux pour traverser cette troupe voleuse; l'un courut à la gendarmerie du Bourguet, l'autre au village de Dugny; mais on ne put arriver à temps des deux endroits pour faire la capture de la bande, qui, se doutant des secours proches à venir, s'évada en toute hâte, emportant avec elle ce qui s'était d'abord trouvé sous la main. Les voleurs se sauvèrent

tous ; on ne put en atteindre ni même en apercevoir aucun.

La seule capture que fit un gendarme fut une lettre trouvée par terre, à peu de distance du moulin ; elle était timbrée de Paris, et écrite par un personnage qui signait sans doute un nom convenu. Voici ce qu'elle disait :

« Vous faites bien de vous rapprocher de « nous ; c'est dans Paris où vos hommes peu- « vent nous être utiles, puisqu'ils sont propres « à tenter un coup de main. Il y a dans cette « ville tant de scélérats à punir, à commencer « par les directeurs, que la besogne ne man- « quera pas aux vôtres. Si, dans le nombre, « il en était de bien déterminés, on pourrait « tenter un coup de maître. Venez en causer « avec moi. L'argent ne manquera pas après « le succès ; en attendant, entretenez la bra- « voure de ces dignes royalistes en les faisant « vivre aux dépens des jacobins.

« Adieu. Tout à vous.

« Natos Clément. »

Il y avait alors un régicide honnête homme

au ministère de la police, le conventionel Cochon, qui, peu satisfait de ce nom, le changea sous l'empire contre celui bien plus sonore de comte de Lapparent. C'était, à part ses opinions, un personnage bien vu de tous, qui craignait les excès, qui avait participé à la mort du roi par frayeur seule, et non par conviction. Cet acte le tourmentait; aussi, comme pour s'en blanchir, faisait-il une police douce, peu active, point gênante, au gré des administrés, et point à celui des gouvernans. On lui remit la lettre ci-dessus; il s'en vint en grande hâte l'apporter au directoire. La frayeur de Rewbell et La Révellière fut, dit-on, comique, à ce que Barras nous conta; ils voulaient qu'on les environnât de canons, et le dernier, principalement, demandait que l'on plaçât *une petite batterie* à la porte de son antichambre.

Carnot se moqua de lui: cela devait être. Barras conclut que le courage n'excluait pas la prudence, et des recherches actives furent ordonnées. Il eut l'idée d'envoyer chez les papetiers, afin de voir si aucun d'eux ne reconnaîtrait à la forme, au grain et à la marque, si le papier de la lettre était sorti de son

magasin. Il y en eut un, qui habitait la rue de Thionville, qui dit reconnaître cette feuille comme ayant fait partie d'un cahier vendu à une jeune femme très-jolie, que certainement il désignerait si elle lui était présentée.

Cette qualification de jolie femme, donnée à une conspiratrice, mit Barras en feu. Il ordonna que les recherches les plus actives pour la retrouver fussent faites; et la première fois que nous nous accointâmes, il me témoigna son vif désir de la rencontrer.

« Il me semble, dit-il, que je serais fou d'une factieuse charmante; que je mettrais une vive insistance à m'en faire aimer. Je suis las de ces beautés faciles.....

— Ah! sire, répondis-je en riant, votre majesté est-elle déjà dégoûtée de la couronne?

— Au moins des flatteurs et des complaisantes.

— Et des travaux ?

— Que Satan les emporte! j'en suis accablé. Le pouvoir est quelque chose, mais que d'ennuis il traîne à sa suite! Je crois que, pour être roi sans peine, il faut être né dans la royauté. Hors cela, il y a trop de mal à l'apprentissage; non point que force douceurs

ne se trouvent mêlées là-dessous ; mais enfin, somme totale, un directeur est plus heureux qu'un roi, et un bourgeois riche qu'un directeur. Il est honoré de ses voisins, et les journaux ne se mêlent de ses plaisirs ni de ses affaires. »

Deux jours après, je reçus un message de Barras. J'étais accoutumé à ces façons ; je ne m'en tourmentais plus. J'arrive, il vient à moi, la figure rayonnante.

« Mon bon ami ! un vrai roman, une aventure dans les règles. Voyez-vous cette lettre ?

— Oui.

— Voyez-vous celle-là ?

— Oui.

— Que vous semble du papier et de l'adresse ?

— Que l'un et l'autre sont pareils ; que toutes les deux sont de la même main.

— Et vous avez raison. Celle-là est tombée de la poche d'un voleur chouan ; celle-ci m'est adressée par une jolie femme ; et toutes les deux partent de la même personne. »

Ceci m'intrigua ; je témoignai quelque curiosité. Barras m'avait appelé pour me faire partager sa joie, et non pour me rien cacher.

Il prit la seconde lettre, et me la lut; elle disait :

« Monsieur le vicomte, vous me cherchez; « je pourrais vous échapper toujours; mais il « me plaît de me faire connaître. Je suis votre « ennemie, puisque vous êtes celui du roi. Je « cherche à vous perdre, mais non de ma « main, abandonnant à d'autres celui de pu- « nir votre perfidie. Je pourrais vous échap- « per, en compromettant des amis fidèles et « dévoués; tandis qu'en me livrant à votre « police, je les sauverai. Cependant, avant que « de me remettre dans les mains de cette ca- « naille, je désire vous parler. Choisissez le « lieu, si vous avez peur; sinon je vous atten- « drai demain au soir sous la terrasse des « Tuileries, au bord de l'eau, et sur le quai. »

Barras épiait ma physionomie, et lorsque j'eus achevé de lire :

« Eh bien! n'est-ce pas une femme délicieuse?

— C'est, répliquai-je, au moins une créature adroite, qui veut vous tromper.

— Et pourquoi cela? Ne peut-il y avoir en elle un peu de cet héroïsme, dont tant de femmes royalistes donnent les preuves cha-

que jour? La tournure, d'ailleurs, de son billet, n'est pas commune; elle annonce de l'esprit, de l'originalité. Certainement, je verrai cette dame.

— Ici, je présume, puisqu'elle vous le propose.....

— Bon! Et par là je témoignerais que j'ai peur. Non, j'irai la trouver en plein air, puisque cela lui convient davantage. Nous nous rencontrerons sous les Tuileries.

— Eh! si un guet-à-pens est organisé?

— Je le braverai. D'ailleurs cet endroit est facile à faire garder sans affectation; quelques hommes sur place aux deux extrémités, et en bas le long de la Seine, suffiront à ma sûreté.

— Mais si, au lieu de la dame, vous trouvez des conspirateurs armés?

— Ne la calomniez pas. Au demeurant, il me plaît de tenter l'aventure, et, coûte que coûte, je me satisferai. J'ai tant de fois exposé ma vie pour choses qui m'étaient indifférentes; je peux bien ici la jouer pour mon contentement. »

Je n'eus plus d'objection à faire; je dus céder à la fantaisie du directeur. Il avait cette

chaleur impétueuse des méridionaux, cette vivacité qui leur fait tout braver, selon le désir de leur cœur ou de leur tête. En un mot, s'il manquait de génie, il possédait le courage moral au plus haut degré; et, mu par une curiosité de galanteries, il était en ce moment disposé à commettre une imprudence. Je me contentai de lui recommander de prendre ses précautions; il me le promit, et j'ai lieu de croire qu'il n'en fit rien. Il me recommanda de venir exactement ce même soir au Luxembourg, après l'heure du rendez-vous, afin qu'il pût me conter tout chaud ce qui se serait passé entre lui et la *belle inconnue*.

Je ne manquai d'accourir vers onze heures. Un *post-scriptum* du billet désignait dix heures. Barras n'était pas encore rentré. Il avait donné ordre qu'on me fit attendre dans son salon, où je trouvai le peintre Girodet et le poète Lebrun. Je voyais rarement celui-ci, car je le méprisais fort, et souvent l'artiste, que j'aimais beaucoup. L'un et l'autre avaient une audience du directeur, qui, certes, ne s'en ressouvenait plus. Lebrun nous régala d'une douzaine d'épigrammes, toutes plus malicieu-

ses les unes que les autres, et qu'il fit suivre de la lecture de je ne sais plus quelle ode, en la gloire des directeurs.

Cela terminé, enfin, non sans peine (car il parlait et récitait sans cesse ses productions énergiques, brillantes, fortes de pensées et de mots énergiques), je pus causer des beaux-arts avec Girodet. Je fis, ce soir-là, une remarque singulière; c'était avec quel feu, quel enthousiasme, il louait les grands peintres, chefs des diverses écoles, et combien il paraissait souffrir lorsque je faisais ainsi que lui. On aurait dit qu'il n'était pas jaloux des éloges donnés par lui-même; tandis que ceux qui venaient des autres lui déplaisaient comme si on les lui ravissait à son détriment. J'ai vu, depuis, se répéter dans Girodet cette même singularité. Cet illustre peintre avait une jalousie fâcheuse qui le dévorait. C'était autant l'amour de la gloire qu'une envie honteuse. Il souhaitait avec tant d'ardeur la palme de son art, qu'il craignait sans cesse d'en être reculé, si on accordait à d'autres, à un degré supérieur, les qualités qu'il aurait voulu posséder seul en ce moment.

Vers minuit, et pendant que je me livrais à

une vive et secrète inquiétude, Barras arriva enfin. La présence des deux solliciteurs sublimes le contraria visiblement; et, pour se défaire de leurs importunités, il se hâta de leur accorder la grâce que chacun sollicitait. Cela fait, il les congédia sans trop de cérémonie. Dès que nous fûmes seuls :

« Que vous m'avez inquiété ! lui dis-je.

— Elle est divinement belle, dit-il aussi.

— Ne vous est-il rien arrivé de fâcheux?

— C'est un caractère de démon et d'ange. »

A ce dernier mot, j'arrêtai mes questions. Ce qui sortait de la bouche du directeur me prouvait qu'il était revenu sain et sauf de son aventure téméraire. Lui continua :

« J'ai demeuré deux heures avec elle! deux minutes! deux secondes! Le temps allait plus vite que ma pensée, plus rapidement que mon désir. Écoutez de point en point les détails de cette scène neuve et piquante. Je suis arrivé devant le pavillon de Flore à dix heures moins un quart, et sur-le-champ j'ai poursuivi mon chemin par le quai, jusqu'à la place de la Révolution; je n'ai rien trouvé sur mon passage qui fût digne de mon attention. Quelques passans épars, allant à leurs

affaires; des courses rapides, telles que le font des gens pressés de rentrer chez eux. Mon inconnue n'était point là. Je reviens sur mes pas; je vois venir à moi une femme à la taille élancée, sans être néanmoins dépourvue d'embonpoint. Il y avait dans sa démarche quelque chose de gracieux, de juvénile, de ferme et de timide tout à la fois, qui me fit dire : C'est elle! Je ne me trompais pas.

La lune donnait en plein sur mes traits, que je ne cherchai plus à cacher. La dame passa, me vit, hésita de continuer sa route. Je vis son indécision; je m'arrêtai; elle en fit autant. Prenant alors mon parti, je vais à elle.

« Est-ce moi que vous cherchez? demandai-je.

— Oui, vous précisément, me répond une voix argentine et toute pareille aux sons d'une flûte douce, vous, que je devrais haïr, et que j'ai poursuivi jusqu'à ce jour de ma juste colère.

— Et maintenant, m'en voulez-vous moins?

— Oh! je ne change pas aussi vite; mais, ainsi que déjà je vous l'ai mandé, la vivacité des poursuites faites par votre ordre compro-

met les jours de personnes que j'aime plus que ma vie, et j'ai préféré me sacrifier à vous les laisser immoler.

— Je suis donc bien coupable à vos yeux?

— Beaucoup, autant qu'il est possible de l'être.

— Et je ne puis espérer de le devenir moins ?

— Non, car vous persisterez dans vos crimes.

— Le mot est dur.

— Il est mérité. Assassin de votre roi...

— Ah! madame.

— Souffrez des épithètes que vous avez recherchées par vos actes sacriléges. Tremblez qu'un compte terrible ne soit exigé de vous en retour du sang que vous avez versé.

« Jusque là, poursuivit Barras en revenant au ton du récit, car auparavant il prenait celui du dialogue, nous étions démeurés immobiles l'un devant l'autre; les allans et venans nous regardaient; deux ou trois s'arrêtèrent à quelque distance. M'avaient-ils reconnu? La curiosité, dans tous les cas, était dangereuse; il ne convenait pas de lui fournir un aliment. J'interrompis le fil de notre con-

versation pour faire observer à ma compagne que nous ferions mieux de marcher; elle y consentit. J'offris mon bras par un geste; elle laissa tomber le sien le long de son corps, mais je dirigeai nos pas vers les Tuileries, et à la faveur de la lune je pus examiner le visage qui appartenait au beau corps mon voisin.

« J'accompagnais une femme âgée d'environ vingt-deux ans; elle eût été trop vieille si on lui en eût donné vingt-cinq. Elle est belle, mon cher citoyen, belle à ravir en extase; je ne sais la couleur de ses yeux, ils sont seulement aussi grands que sa bouche est petite; c'est un chef-d'œuvre de la nature que cet ensemble charmant. Je ne pus modérer les termes de mon admiration; ma compagne m'a répliqué sévèrement; nous sommes revenus au ton de la querelle. Je lui ai dit presque avec aigreur que si j'étais coupable elle ne l'était pas moins, en se liant à des voleurs de grande route, à des briseurs de portes fermées, dont le royalisme se manifestait par le pillage et l'incendie. L'inconnue a répliqué que ces misérables n'avaient aucun rapport avec elle.

— Vous leur écrivez, cependant.

— C'est ce qui vous trompe, m'a-t-elle dit, car je ne les connais point, je vous jure.

— Et votre lettre?

— M'a été dictée, voilà tout.

— Vous n'êtes donc qu'un instrument de conspiration?

— Je me suis refusée, a-t-elle reparti avec une fierté noble, à participer de ma volonté à des actes que je réprouve; mais, en même temps, il n'y en a point, parmi les serviteurs des princes, de plus fidèles, de plus dévoués que moi.

— Mon malheur est grand, ai-je dit alors, d'être contraint à vous combattre. Il me serait si doux de vous aimer et de vous estimer!

— Votre amour m'épouvanterait, votre estime serait une flétrissure. Il ne peut y avoir de commun entre vous et moi que l'échafaud, auquel je me dévoue, et où vous allez me faire monter.

— A Dieu ne plaise, me suis-je écrié vivement, que j'ajoute ce crime à mes fautes, à mes erreurs, comme il vous conviendra. J'ai pu commander à la justice de vous poursuivre avant que de vous connaître. Maintenant ma seule insistance vous tourmentera.

— Vous êtes cependant un jacobin féroce.

— Je suis, malgré vos allégations, un homme d'honneur, un Français digne de respect, à cause de l'amour qu'il porte à la France. J'ai pu me tromper; peut-être je me trompe encore, mais au fond mes intentions ont été et sont pures encore.

— Je voudrais le croire, a répliqué l'inconnue en soupirant.

— Je vous en convaincrai, j'espère, si vous me permettez de vous revoir. Ne conservez plus aucune inquiétude pour vous, pour les personnes dont vous me donnerez la liste, je vous jure qu'elles seront désormais à l'abri de tout danger.

— Me le promettez-vous foi de gentilhomme?

— Oui, foi de Barras, puisque celle de chef de la république ne vous suffit pas.

— Eh bien! M. le vicomte, demain je reviendrai à vous à votre audience publique. Deux choses m'y amèneront : le bonheur de ne plus craindre pour ceux qui me sont chers, et la pensée que peut-être.....

Elle s'arrêta. Je devinai la fin de sa phrase: *je vous gagnerai à la bonne cause.*

C'était là certainement ce qu'elle voulait dire. Je la laissai dans sa chimère, formant la mienne du bonheur de lui plaire un jour. Elle m'a prié de la laisser à l'entrée du pont des Tuileries; j'ai obéi, et nous nous sommes séparés, elle fort agitée, moi ému au-delà de toute expression. Si bien qu'au lieu de revenir ici directement, je me suis mis à parcourir les deux rives de la Seine, à rêver d'amour, à faire le jeune homme, le Céladon, choses fort ridicules à mon âge et à ma position dans le monde. »

Je savais ce que la politesse me commandait en un cas pareil, et ma réplique ne se fit pas attendre. Barras me dit ensuite :

« C'est une personne de qualité, d'une beauté très-remarquable. Ma surprise est grande de ne pas l'avoir reconnue. Au reste, je suis entraîné vers elle par tout ce que le mystère a de gracieux et de piquant. C'est une aventure très-distinguée, et je ne me tiendrai pas tranquille avant que de l'avoir conduite à sa fin naturelle. »

Je devais m'attendre à cette conclusion. Je l'approuvai, n'ayant aucunement la pensée d'inspirer des idées raisonnables à un homme

qui me paraissait amoureux outre mesure. Je le quittai qu'il était deux heures du matin, tant nous avions trouvé le moyen de parler. Barras, sans trop s'occuper des affaires du gouvernement, s'endormit d'un sommeil que des songes d'amour bercèrent sans doute; et moi je regagnai pédestrement, et non sans dangers, ma demeure; car en vérité, à cette époque d'anarchie constituée, la forêt de Bondy était moins périlleuse que le trajet nocturne à travers les rues de Paris. Heureusement que je ne rencontrai qu'une patrouille, qui eut envie de m'envoyer coucher au corps-de-garde, afin de me convaincre, je présume, de son pouvoir souverain.

CHAPITRE IV.

Aspasie Carle Migelli. — Sa biographie. — Son crime. — Sa condamnation. — Apprêts de son supplice. — Propos horribles du peuple. — Sages réflexions de Louis Mercier. — Lettre de Bonaparte. — Il me fait le portrait de trois Milanais. — Serbelloni. — Sopranzi. — Nicolini. — Opinion du premier sur Bonaparte. — Projet des Italiens. — Le directoire se refuse à l'exécuter. — Lettre colérique de Napoléon touchant les directeurs et les journalistes. — On veut l'apaiser. — Carnot s'y oppose. — Lettre humble du directoire à Bonaparte. — Ce que celui-ci m'écrit.

La révolution française fut féconde en personnes du second sexe qui témoignèrent de leur courage, de leur fermeté et de la vivacité de leurs opinions. Olympe de Gouges, Thérouenne de Moricourt, Charlotte Corday, la fille Renaud, et nombre d'autres affichèrent, un caractère extraordinaire, que montrèrent aussi dans leurs derniers instans toutes celles condamnées à mort par le tribunal révolutionnaire. Une jeune femme, alors âgée de vingt-trois ans, jolie à charmer, occupa à cette époque tout Paris par sa fin malheureuse, et néanmoins méritée, la belle Aspasie

Carle Migelli, fille d'un couvreur du ci-devant prince de Condé.

Cette créature, aux passions vives, à la tête exaltée, avait, à la suite d'une maladie cruelle qui l'amena à l'hospice des fous, éprouvé toutes les émotions d'une tendresse mal payée de retour, qui souleva de nouveau les facultés de son âme, et la conduisit au plus funeste sort. Elle donna d'abord avec une sorte de furie dans les premiers excès de la révolution, poussa la férocité républicaine jusqu'à dénoncer sa mère comme ennemie des nouveaux principes, et à cause, a-t-on prétendu, des mauvais traitemens qu'elle en avait reçus.

Bientôt, incarcérée à son tour pour avoir crié vive le roi, ce qui était une étrange anomalie, elle se justifia de cette inculpation, et un jugement l'acquitta pleinement. Ces diverses secousses auraient dû modérer la fièvre ardente et perpétuelle qui la consumait, il n'en fut rien : Aspasie, toujours folle, et par conséquent raisonnable aux yeux des fanatiques du moment, continua de se montrer dans toutes les émeutes populaires. Le plaisir que sa beauté aurait rendu si doux n'était pour elle que d'un attrait secondaire; elle

aimait avec froideur, en comparaison de la vivacité de ses opinions politiques.

A l'époque du 1er prairial an 3 (21 mai 1795), lorsque les jacobins, avides de ressaisir le pouvoir qui leur était échappé au 9 thermidor de l'an passé, ameutèrent le peuple de Paris et le dirigèrent vers la convention nationale, Aspasie ne négligea pas une si belle occasion de se distinguer. On la vit parcourir le faubourg Saint-Antoine un couteau à la main, appeler la canaille à la victoire et à la vengeance, exciter les femmes à faire comme elle, et diriger les colonnes criminelles, vers la salle de la convention. Il y avait dans ses yeux quelque chose de sinistre et d'égaré qui annonçait l'hallucination de ses sens. Déjà et à diverses reprises elle avait tâché d'assassiner, dans son domicile, le député Boissy d'Anglas, que les meneurs avaient désigné à son poignard à cause de ses vertus énergiques.

Boissy échappa à la mort par hasard. Chaque fois qu'Aspasie venait le demander il était sorti; elle reconnut à la quatrième fois que cet homme, dit-elle, ne devait pas périr de sa main, et qu'un pouvoir supérieur le dérobait à sa justice. Mais, au 21 mai 1795, elle se déter-

mina, d'après des suggestions atroces, à frapper deux autres députés, Camboulas, qui, au moyen d'une vive résistance, eut beaucoup de peine à se soustraire à la mort qu'elle lui réservait, et le malheureux Féraud, qui ne put également éviter son heure funeste. Aspasie coopéra au meurtre de celui-ci en le frappant à coups de galoches tandis qu'on le tuait avec une arme plus sûre; elle dansa autour du corps de la victime, et à l'aide de son couteau en détacha la tête défigurée, qu'on présenta, comme on sait, à Boissy d'Anglas, occupant alors le fauteuil de la présidence de la convention.

Aspasie, dans son délire sanguinaire, s'armait pour la république, et combattait pour la royauté, car elle avoua pendant le procès qu'on lui fit à la suite de son arrestation que le dessein de ses complices, qu'elle ne fit pas connaître, était de tirer Louis XVII de sa prison et de le proclamer roi. Tout, au reste, fut confusion dans le procès, dont les particularités ne sont pas bien connues; un arrêt intervint qui condamna la jeune Aspasie au dernier supplice. Ses extravagances avaient indigné, sa mort amena dans les cœurs un sen-

timent de pitié pour elle. Je me ressouviendrai toujours que je fus entraîné malgré moi sur son passage fatal ; je voulais me détourner, j'avais horreur de contempler sa charmante figure en présence du fer homicide ; une violence intérieure, qui me commanda lorsqu'elle fut devant mes yeux, m'obligea à fixer ceux-ci sur cette créature infortunée. Qu'elle me frappa douloureusement ! que ce contraste de tant de charmes avec le sourire d'une douleur sans espérance, d'un égarement moral avec une sorte de fierté physique, avait quelque chose d'épouvantable ! Elle était vêtue de blanc, et portait, par-dessus, la chemise rouge du parricide, à cause de la qualité du député ; un voile noir couvrait imparfaitement sa tête ; repoussé par un vent impétueux, il ne faisait que la draper d'une manière hideuse. Ce tableau déchirait l'âme ! la mienne ne put soutenir tant d'émotion ; j'admirais mélancoliquement le plaisir atroce que prenait le peuple à contempler les dernières angoisses d'Aspasie, les plaisanteries infâmes de quelques hommes, l'impassibilité des femmes, l'indifférence générale de cette multitude, qui allait là comme à un spectacle bien aimé. J'entendis

auprès de moi une personne assez bien mise, au visage doux et presque sentimental, dire avec une voix modulée sur un ton argentin :

« Oh! que c'était bien plus beau en 1793 et 1794, lorsque chaque jour quarante ou cinquante têtes tombaient !

— Oui, répondit sa vieille mère, cela valait la peine de perdre la demi-journée, maintenant on se dérange presque pour rien !!!!! »

Ce dialogue effroyable m'inspira une telle indignation, que je retrouvai mes forces, et que, me démêlant de la foule cannibale, je parvins à m'éloigner à pas précipités. Je rencontrai à quelque distance le philosophe Mercier; il vint à moi en me tendant la main.

« Mon enfant, qu'avez-vous? me dit-il, vos traits sont altérés. »

Je lui contai ce que je venais de voir, ce que je venais d'entendre.

« Cela vous étonne? répondit-il; on ne voit pas autre chose; il y a des tigres dans le peuple d'aujourd'hui; c'est tout simple, et la conséquence de son ignorance; éclairez-le, instruisez-le, et il deviendra lion, c'est-à-dire fort et courageux, tandis que maintenant il est féroce et lâche. Ceux qui veulent l'aveu-

gler sont bien coupables ! Travaillez à lui inspirer l'amour de l'étude, il prendra celui de la sagesse, de la modération et de toutes les vertus douces. Ce n'est pas en général celui qui sait qui est celui qui tue, la morale est en lui le résultat de ses occupations; mais parmi la classe abrutie, là tout délassement est un vice, où toute pensée a pour développemens une mauvaise action; les crimes sont familiers, ainsi que les sentimens atroces. On était moins méchant dans Athènes qu'à Lacédémone; les arts, les lettres étaient cultivés dans la première de ces villes, on les méprisait dans la seconde. »

Je fus frappé de ces paroles nourries de fond; je me promis de concourir de tous mes moyens à l'éducation du peuple, et, grâce à Dieu, c'est une tâche dont je me suis acquitté au contentement de ma conscience. Mercier me parla ensuite de la malheureuse Aspasie, me décrivit l'amour qui avait occasioné le dérangement de sa raison; il mit dans ce récit une éloquence chaude, rapide, pittoresque. Ah! combien ce littérateur avait de chances de succès! qu'il aurait été mieux apprécié en France s'il fût venu à une autre époque qu'à

celle de la décrépitude de tout génie et de toute imagination !

Je fis connaissance vers ce temps avec trois hommes recommandables par leurs talens et la portée de leur esprit, les citoyens Serbelloni, Sopranzi et Charles Nicolini ; tous les trois étaient envoyés auprès du directoire par la municipalité milanaise, dont ils avaient les secrets. Ils possédaient cette finesse, cette grâce, cette profondeur si communes chez les gens habiles par-delà les Alpes, et certes étaient bien capables de réussir dans la mission qui les attirait à Paris. Il s'agissait de décider le directoire à faire une seule république de toute l'Italie, à réunir par un lien fédératif les divers états qui la composaient. Ce n'était pas là le plan du directoire, qui aurait craint de rendre trop puissante une république ainsi fondée; mais nous voulions cependant que la Lombardie dans toute son étendue, le dogat de Venise, et peut-être le Piémont, ainsi que Mantoue, Modène, Ferrare et Bologne, se réunissent par le même lien. C'étaient sur ces bases que l'on fonderait, mais pas pour les exécuter sur-le-champ, car

on était en paix avec Venise, et on venait de traiter avec le roi de Sardaigne.

Je reçus sur ces entrefaites une lettre de Bonaparte, dans laquelle il me disait :

« Vous verrez à Paris très-incessamment les « députés de la cité milanaise, et vous me « saurez gré de leur avoir recommandé de « frayer avec vous. Ce sont des diplomates, « des administrateurs consommés. Je crains « qu'au retour ils ne méprisent la France, « quand ils auront appris, par le résultat de « leurs propres réflexions, par qui et comment « elle est gouvernée. Le duc Serbelloni sort « d'une des familles les plus nobles du pays; « c'est un gentilhomme de la vieille roche, « exempt de tout préjugé, ennemi des abus, « et qui ne souhaite que le bien de son pays. « Il se croit peu honoré d'avoir été l'un des « chambellans de l'empereur, et l'est beau- « coup de la confiance du peuple qui vient de « l'appeler à la présidence de sa municipalité. « Il n'a d'ambition que tout assez pour aimer « les grandes choses ; il est généreux, magni- « fique, il aime tout ce qui luit, éclaire et « vivifie. Je fais grand cas de la tournure de « son esprit et de ses sentimens.

« Fidèle Sopranzi est avocat, beau parleur, « fort adroit, ami aussi du bien et démocrate, « attendu sa naissance. Il est homme de bon « conseil, lumineux, ferme, ou plutôt te- « nace, ne reculant jamais, parce qu'il est « convaincu que, lorsqu'on a tant fait que de « se mettre en chemin, il est plus pénible de « faire dix pas en arrière que cent en avant. « Je voudrais que nos avocats du directoire « prissent des leçons de celui-là.

« Charles Nicolini vaut les autres, et peut- « être vaut mieux, car il est financier, des « pieds à la tête; tout économie, tout scrupu- « leux d'argent, sage, modéré, et cependant « ferme au plus haut point; il tiendra la bourse « de l'état serrée comme la sienne, ne l'ou- « vrira ni pour de folles dépenses, ni au « profit des intrigans et des fripons. On « devrait lui adresser ceux qui dévorent la « France; il en rendrait bon compte, je vous « assure.

« Recevez-les bien en mon nom; que ma « femme leur prodigue toute l'amabilité de « son accueil. Il est bon qu'ils voient que le « nouveau régime n'a pas perdu l'urbanité « de l'ancien. Les étrangers se figurent que

« nous sommes des hérissons, qu'on ne sait
« par où nous prendre; que les sans-culottes
« égorgeurs, que les tricotteuses de Robes-
« pierre sont les beaux et les belles de nos
« salons. Vous n'imagineriez pas combien ces
« choses nous nuisent; on ne nous approche
« qu'en tremblant, tant on est certain d'être
« mangé; et lorsqu'on se retire sans avoir été
« mordu par aucun de nous, on en témoigne
« une surprise impatientante et désagréable.
« La chose en est au point que, pour faire
« tomber ce préjugé honteux à notre égard,
« je me rends poli, flatteur, courtisan même;
« je ne me reconnais pas.

« Il est d'un très-grand intérêt que l'Italie
« nous respecte, nous estime; sans cela ja-
« mais elle ne nous aimerait, et son affection
« tendre est nécessaire au maintien de notre
« influence dans le pays.

« La république milanaise, cisalpine, comme
« on voudra l'appeler, s'organise avec rapi-
« dité. Je veille à ce que des excès n'en com-
« promettent pas l'existence. Je veux éviter
« 93 en 96. Du sang versé dans les rues par
« le peuple, hors du combat, souillerait ma
« gloire et celle de l'armée : que l'une et

« l'autre demeure intacte, avec cela on peut « aller loin; où irons-nous?...

« Adieu. Faites tout ce qu'il faudra pour « que les députés, de retour, vous prodiguent « des éloges. Menez-les chez les hommes les « plus agréables de Paris, chez Talleyrand-« Périgord, par exemple, chez les ci-devans « qui sont devenus nôtres; évitez-leur trop « de rapports avec cette canaille parleuse, « turbulente, et qui ne cesse d'intriguer; « qu'ils causent avec Barras, Carnot, mais « sauvez-leur Letourneur et La Révellière, « honnêtes gens sans doute, mais dont l'un « ne sait pas raisonner, et dont l'autre dérai-« sonne toujours.

« Qu'ils fréquentent nos savans Monge, « La Place, la Grange, Haüy, Lalande même, « malgré sa folie; nos meilleurs poètes, nos « artistes : tout ce monde parle une langue « qu'ils entendent merveilleusement. Ils sont « fous de Chénier; ils tiennent à causer avec « Ducis. Serbelloni a mission d'Appiani auprès « de David. Je vous assure que ce trio nous « vaut.

« Adieu. Ne souffrez pas que Joséphine les « reçoive avec les freluquets dont elle s'en-

« vironne ; elle voit, je trouve, mauvaise com-
« pagnie, car ses intimes sont des nullités,
« ou tout au moins des inutilités. Il me re-
« vient qu'elle fait toujours la royaliste. Com-
« prendra-t-elle jamais que ma femme ne
« doit avoir d'autre opinion que la mienne?

« Je vous embrasse.

« *Signé* BUONAPARTE. »

Instruit par cette lettre du caractère des hommes qui nous arrivaient, je me conduisis en conséquence. Je ne sais pourquoi Serbelloni me plut davantage que ses collègues; ses manières de grand seigneur y contribuèrent sans doute. Je lui fis un accueil particulier. Il était plus âgé que moi, ayant alors environ quarante-quatre ans; mais je m'attachai à ses formes bienveillantes, à sa noble façon d'agir; il exprimait les sentimens les plus purs, les plus patriotiques. Certes celui-là n'aurait pas vendu la Lombardie aux étrangers.

Il me parla avec enthousiasme et vénération de Bonaparte, ne tarissant jamais d'éloges sur son compte, me disant de lui :

« C'est le Scipion moderne. Jusqu'à présent, rien n'a fait clocher la comparaison entre lui et ce Romain illustre; ils ont la même grandeur, un pareil génie, et un désintéressement égal. Je ne sais s'il reviendra riche d'Italie; il pourrait revenir millionnaire. On ne peut lui reprocher ni pillage ni concussion; c'est la vertu militaire et civile poussée au plus haut degré; il est aussi habile en administration qu'à la tête d'une armée; il ne peut plus s'arrêter dans la route où il marche. Il me semble impossible que, parmi tant de couronnes de laurier que la victoire posera sur son front, il n'y en ait pas une d'or et fermée, qui y reste toujours du consentement de quelque nation.

— Vous faites injure, dis-je en riant, à son républicanisme.

— Je préjuge l'avenir, et rien avec. C'est une hypothèse comme une autre. Avant six ans l'Italie, s'il le voulait, le proclamerait son souverain. En attendant, nous passerons par la république. »

Serbelloni ensuite m'expliqua le plan des patriotes de la péninsule. Je fus ébloui de ce qu'il présentait de vaste et d'imposant : cet em-

pire romain relevé de ses ruines; cette Italie, forte de son unité, jetant sa pesanteur dans la balance politique de l'Europe, eurent mon approbation. Je crus devoir en parler à Barras; il me dit :

« Cela est impossible. En le tentant, nous ferions trop crier l'Europe. D'ailleurs, à quoi bon créer un géant dont l'immensité colossale nous embarrasserait un jour? Laissons Venise, la Toscane, Naples, Rome, le Piémont, indépendans les uns des autres; organisons seulement la Lombardie, et ce sera déjà un magnifique et important ouvrage. Ne nous donnons pas trop d'embarras à la fois; nous avons bien assez de ceux dont on nous accable.

—Mais, dis-je, il me semble que les affaires vont bien sur les bords du Rhin, où Moreau remporte des victoires, et en Italie, où le pape cédera trois légations, où le château de Milan capitule, et où le roi de Naples nous demande la paix.

—Oui, dit Barras, nous sommes au mieux avec Bellone; mais la discorde est là, et ne veut aucunement nous laisser reposer. Tandis que le général Bonaparte poursuit ses succès,

qu'il s'empare de Livourne sous le bon plaisir du grand-duc de Toscane, on nous fait des querelles avec lui. Les journalistes, les pamphlétaires ne le laissent pas respirer; il nous accuse de les exciter sous-main, et assurément il a bien dû se plaindre à vous en termes positifs.

—Oui, dis-je, il a de l'humeur; il trouve qu'on le traite mal, il veut donner sa démission.

—Ce serait à lui une action coupable que d'agir ainsi, et à nous un crime que de l'accepter. Les choses ne sont pas en position à ce que la république se passe de ses services. Nous nous boudons réciproquement, mais, au fond, nous devons nous aimer. Voyez, arrangez cela avec lui, car il serait pénible d'en venir à un éclat fâcheux. »

J'aurais pu montrer à Barras une missive fulminante du général, arrivée de la veille, et dans laquelle il me disait :

« Mon ami, on m'environne d'un nuage de « calomnies, de fausses allégations, de men- « songes, de turpitudes. Ne pouvant jouir du « bonheur de me voir vaincre par les ennemis, « on me combat avec les armes atroces de l'en-

« vie. Gens et maîtres m'en veulent : les uns, « de ce que je ne les laisse pas piller; les au- « tres, de mon refus de partager la prime du « pillage. Ces petits ambitieux redoutent ma « grande ambition; ils crient par avance à l'in- « justice, si je veux, un jour, demander la ré- « compense des services rendus. La sévérité de « ceux qui n'ont aucun titre est incroyable en- « vers ceux qui en possèdent beaucoup. On « admet sans examen tout homme inconnu, « on scrute jusqu'au moindre acte de celui « qui a fait prononcer son nom par la multi- « tude. . . . .

« Je ne peux supporter l'insolence des fol- « liculaires; c'est une race que j'ai en horreur, « et j'adopte pour elle la généalogie que Vol- « taire donne à Fréron. Je voudrais pouvoir « les tenir tous au milieu de mon armée, je « vous promets que *mes soldats* les arrange- « raient de manière à les faire taire pour long- « temps. Le directoire les ménage; il souffre « qu'ils m'abreuvent d'humiliations, d'outra- « ges, de sottises, d'inculpations infâmes. Je « ne puis voir dans ces turpitudes l'exercice « d'un droit; c'est un attentat contre la vie, « contre l'honneur d'un citoyen. Ils me feraient

« haïr la liberté et la république, si c'était
« possible. Je ne me tiendrai point tranquille
« que ces scélérats ne soient fustigés. Quoi!
« je triomphe des souverains, je fais la loi en
« Italie, j'agrandis la majesté de la France, et
« j'en suis récompensé par des lazzis, par des
« pamphlets, par des dénonciations qui ten-
« dent à faire de moi un voleur ou un traître!
« Cela ne passera pas ainsi. Je suis capable de
« tout, si je ne reçois pas une satisfaction écla-
« tante. Demandez-la en mon nom, et telle-
« ment claire, tellement précise, qu'elle cou-
« vre de confusion mes lâches ennemis.

« *Addio*, *Signor*.

« BUONAPARTE. »

Livourne, ce 12 messidor an 4 de la république.

C'était au milieu de ses succès que ce grand homme, tourmenté par des écrivains faméliques, trouvait le moyen de s'en plaindre, et demandait à en être vengé. Le directoire sentait qu'il avait raison; néanmoins, il ne savait comment s'y prendre pour ne point aller contre la liberté de la presse, et, en même temps, pour satisfaire le général. Le moyen

d'accorder ces deux extrêmes amena des négociations actives, mit en mouvement madame Bonaparte, Cambacérès, Talleyrand-Périgord et jusqu'à madame de Staël, pour qui c'était un besoin que de se mêler à toutes les intrigues.

Il y avait de l'opposition dans le directoire. Carnot était charmé que l'on matât le fin Corse; il résistait à toute démarche qui pût lui être agréable. Letourneur faisait comme lui. Barras flottait incertain; mais cinq à six femmes l'entreprirent, toutes amoureuses de la renommée du général. C'était lutter pour lui avec trop forte partie; d'ailleurs, au fond de son âme, il convenait que le plaignant avait raison. En conséquence, il proposa qu'une lettre serait adressée au général en chef de l'armée d'Italie, par laquelle le directoire, s'exprimant collectivement, désavouerait les malices, les injures, les insinuations des gazetiers ennemis.

Carnot se refusa long-temps à consentir à cette voie d'accommodement; et, lorsqu'on lui disait que Bonaparte pourrait donner sa démission, si on ne le contentait pas, il répondait :

« Tant mieux; il y aura dans la république

plus d'un général bon à le continuer, et sa retraite désaccoutumera l'armée à ne jurer que par un seul officier. »

Cependant il dut se rendre à la volonté de ses collègues, qui parurent déterminés à prendre l'initiative s'il se refusait à se joindre à eux. La lettre dont j'ai eu une copie, et qui certainement est imprimée, ne se retrouve pas dans mes papiers. Je n'y vois qu'une note ainsi conçue, et qui en apprendra assez au lecteur.

« Le directoire a écrit avant hier (1er août « 1796), pour l'assurer de son estime, de sa « confiance, de son indignation contre les fol« liculaires qui attaquent la loyauté et la con« stante fidélité de ses services.

« Les sommes considérables que la républi« que doit à vos victoires (porte la lettre) prou« vent que vous vous occupez tout à la fois de « la gloire et des intérêts de votre patrie. Ja« mais il n'a été question de votre rappel; ja« mais, non jamais le directoire, jamais aucun « de ses membres n'a pu penser à donner un « successeur à celui qui conduit si glorieuse« ment nos républicains à la victoire. Tous les « bons citoyens sont d'accord pour vous ren-

« dre justice ; vous n'aurez pas de peine à mé-
« priser les autres. »

Cette lettre, où la chaleur nuit un peu à la dignité, n'en aura que plus de force contre les accusateurs de Bonaparte. On voit qu'elle est inspirée par un sentiment profond de l'injustice commise envers ce général, et pour laquelle l'esprit de parti s'est saisi, et autorisé de choses et de paroles qui n'y avaient aucun rapport.

Le directoire se déshonora en écrivant cette lettre. Elle ne contenta point Bonaparte, mais il en profita. Elle devint une sorte de titre qui lui servit à se rendre plus exigeant, et il m'écrivit à ce sujet la lettre suivante :

« Vous avez dû voir quel avantage on trouve
« à faire du bruit. Les poltrons et ceux dont
« les plans n'ont rien de fixe s'épouvantent du
« moindre embarras dans lequel on les jette.
« Le directoire est pleinement dans ce cas. Ces
« gens n'ont pas de centre commun d'unani-
« mité, de vue ; ils vivent au jour le jour. Cela
« ne peut durer, parce qu'enfin nous sommes
« quelques-uns qui en savons plus que lui.
« Quand je dis nous, c'est pour rendre ma

« phrase plus modeste. Je tourmenterai mes « ennemis de mille manières..... Ah! si je les « contraignais à faire mon éloge!..... »

C'était ainsi que s'exprimait cet homme extraordinaire, qui a bien réussi dans ce noble désir. Oui, ses ennemis lui rendent enfin la justice qu'il mérite; ils reconnaissent ses grandes qualités, et c'est bien à lui que l'on peut appliquer ces vers du poète Le Brun, dans son ode :

Vivant, nous blessons le grand homme;
Mort, nous tombons à ses genoux.
On n'aime que la gloire absente,
La mémoire est reconnaissante,
Les yeux sont ingrats et jaloux.

CHAPITRE V.

État convulsif de Paris. — Merlin de Douai. — Le prêtre Hartmann. — Un tribunal résiste au ministre de la justice. — Opinion de Barras sur Merlin. — Les restes de Turenne au cabinet d'histoire naturelle. — Causerie sérieuse et curieuse avec Barras. — Ce qu'il voulait de Bonaparte. — Fin de l'histoire des restes de Turenne. — Lettre politique de Bonaparte. — Il ne veut pas être royaliste. — Fin de l'anecdote de la dame mystérieuse. — Ce que Barras laisse entrevoir. — L'abbé de Montesquiou en président Bonneau. — Les amies de Barras sont intriguées. — Scène que me fait Joséphine. — A quel sujet.

L'anarchie de la convention avait eu de la vigueur. Ceux qui gouvernaient alors s'appuyant sur l'épouvante, on les redoutait en les détestant; tandis que, à l'époque présente, on méprisait ceux qui ne savaient point faire peur, et l'anarchie du moment était hideuse et pleinement misérable, sans profit et sans succès.

Toutes ces tracasseries, ces intrigues, ces combats de plume, ces querelles, ces raccommodemens, n'aidaient pas à la tranquillité de l'intérieur. Les difficultés naissaient en

foule du sein du directoire. Il redoutait les royalistes, essayait de contenir les jacobins, sans pouvoir y parvenir. Les conspirations allaient leur train; celles des amis de la monarchie toujours dans l'ombre, celles des démocrates plus apparentes, parce qu'elles étaient agréables à une grande partie de la nation. Les conseils avaient déjà une tendance marquée à s'isoler du directoire, à lui faire la guerre même, car ils le tracassaient sur tout. On ne portait aucune considération à ces cinq chefs du gouvernement. La nullité de trois de ses membres, le libertinage de Barras, la rudesse de Carnot, à qui on reprochait sa participation de droit aux crimes du comité de salut public, n'étaient nullement propres à procurer cette vénération, cette estime indispensables à la force de tout fonctionnaire.

Les agens du directoire ne satisfaisaient pas davantage les citoyens; on commençait à trouver mauvaise leur conduite passée; on savait que leur exagération n'avait eu aucune borne. Le ministre de la police, et puis de la justice, Merlin, était un de ceux auxquels on en voulait le plus. Grand jurisconsulte, sans doute, excellent faiseur de lois, il s'était toujours

montré sous des dehors blâmables. Jacobin furieux, ardent à faire verser du sang, c'était avec férocité qu'il rendait la justice. Jamais une circulaire de douceur et de clémence ne partit de ses bureaux; toutes celles qu'il écrivait recommandaient des actes de rigueur, de cruauté; il appelait sur tous les prévenus la rigueur des décrets, la confiscation et la mort. La chose en vint au point que de zélés patriotes, et dont les sentimens ne pouvaient être suspects, furent obligés de s'élever contre la rage persécutrice de Merlin. Rœderer compta dans le nombre; il publia le fait suivant, dont la connaissance inspira une horreur générale.

Un prêtre, nommé Hartmann, n'avait pas prêté le serment exigé du clergé, mais, en même temps, s'était refusé à remplir les fonctions de son ministère; par conséquent, il rentrait dans la classe des autres citoyens, et rien ne pouvait lui être imputé. Cependant on l'arrête dans le département du Bas-Rhin, et on le condamne à mort, en vertu des lois des 29 et 30 brumaire an II. Le tribunal de Strasbourg, nanti de cette cause, suspend l'exécution de ce jugement rigoureux, attendu

que le conseil des cinq-cents, sur un message du directoire, a apporté des adoucissemens à la loi, et que sa résolution n'attend plus que la sanction du conseil des anciens.

Les choses sont en cet état, lorsque tout-à-coup arrive du ministère de la justice une lettre de Merlin, qui enjoint au commissaire du gouvernement (faisant fonctions de procureur du roi) de *reprocher* au tribunal *ses lenteurs* et *les motifs* qu'il a allégués pour surseoir à l'exécution de Joseph Hartmann; elle lui enjoint aussi de *requérir* que cet ecclésiastique *soit dans les vingt-quatre heures remis à l'exécuteur* des jugemens criminels, et *mis à mort.*

Le réquisitoire est fait et présenté en conséquence. Le tribunal, indigné, loin d'y faire droit, y répond par la décision suivante:

« Vu le réquisitoire, le..., considérant... que « la justice éternelle veut que le juge diffère « toute condamnation afflictive, quand le lé- « gislateur a manifesté la volonté de changer « la loi pénale...; qu'il a rendu d'ailleurs un « jugement de sursis motivé, et qu'il ne peut « le réformer lui-même...; que le tribunal de « cassation peut seul le renverser...; déclare

« qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la réqui-
« sition du commissaire du directoire exé-
« cutif. »

Cela fait, le tribunal envoie une copie du réquisitoire et de son arrêt au conseil des anciens, et le vertueux Dupont de Nemours signale ce fait à toute la France. Rœderer là-dessus prend feu, et, dans le Journal de Paris, attaque le ministre de la justice, Merlin, avec toutes les armes de la raison et d'une colère d'humanité.

Je parlai de ceci à Barras, il haussa les épaules.

« Que puis-je à cela? me dit-il; les poltrons sont cruels. Merlin s'est caché dans des caves chaque fois qu'un péril a menacé la représentation nationale, et il en est sorti pour se ruer sur les vaincus, non moins que s'il eût participé à la victoire. Dieu nous garde de tomber dans les mains de ceux qui croient faire montre de courage en faisant preuve de fureur! Les fautes qu'ils commettront seront toujours souillées de sang.

— Pourquoi, dis-je, ne congédiez-vous pas Merlin?

— Parce que sa réputation de légiste est

faite et solide; on a grande confiance en ses lumières. On a raison : il est nécessaire au débrouillement de notre jurisprudence. Un sot serait pire. On tâchera de modérer son exaltation; c'est tout ce qu'on peut faire dans la circonstance.

— Soit. Qu'il demeure en place, puisqu'il n'y a pas mieux à y mettre, et passons, s'il vous plaît, de l'âme de Merlin au cadavre de Turenne. Vous savez que celui-ci repose maintenant au Cabinet d'histoire naturelle, entre le squelette d'une girafe et la superbe dépouille d'un arra; croyez-vous qu'il soit convenable que les restes de ce grand guerrier demeurent exposés à une profanation journalière? Pourquoi sont-ils là? est-ce par dérision? ce serait un crime.

— Comme vous prenez feu, répliqua Barras, pour des ossemens glacés, auxquels importe peu la place où ils achèveront de se consumer! La gloire de Turenne ne tient pas au lieu où son corps repose; d'ailleurs celui-ci n'a pas été choisi dans un mauvais dessein; bien au contraire, on a vu en lui un moyen de conserver ces vénérables reliques. Il y a trois ans que le citoyen Desfontaine, profes-

seur de botanique au Jardin des Plantes, passant par Saint-Denis, apprit que les autorités d'alors délibéraient sur le dernier supplice et les dernières ignominies auxquels ils pourraient condamner cette momie d'aristocrate, encore trop vivante pour eux. Il se rendit à la maison commune, il représenta que le corps de Turenne pourrait servir à des démonstrations d'histoire naturelle, et le demanda pour le Musée du Jardin des Plantes de Paris; et voilà le héros sauvé des mains des barbares, comme le cadavre d'un criminel est sauvé de la voirie pour passer sous le scalpel d'un chirurgien. Telle est, mon cher, la cause de la translation de Turenne au Muséum; ce n'est donc point pour l'enseignement de l'histoire naturelle qu'il est là, c'est parce que l'histoire naturelle l'a réclamé quand la raison, la justice, la reconnaissance publique l'abandonnaient; elle lui a donné asile, et n'a pas prétendu l'avilir.

— Voilà qui est bien, dis-je; votre explication me satisfait. Mais est-il convenable que Turenne demeure toujours là? ne devrait-on pas le transporter sous des voûtes plus glorieuses, aux Invalides, par exemple?

— Nous avons tant de choses à faire! repartit-il. D'ailleurs, certains verraient dans cet acte de justice un retour vers la royauté.

— La pente, à revenir à elle, est donc très-rapide, dis-je alors, pour que si peu de chose y amène?... Vous vous faites peur d'un fantôme.

— Je vois bien, n'en doutez pas; nous sommes dans une position qui ne peut durer. On a, pendant un temps, entraîné le peuple (j'entends par ce mot ceux qui ont quelque chose) vers des institutions précaires nullement de son goût positif. La république ne convient aucunement à cette masse ou riche ou aisée qui préfère, sans en convenir encore, l'autorité d'un seul à ce gouvernement de tous. Il faut donc craindre tout ce qui le rapporterait à l'ancien régime. Que les cendres de Turenne demeurent donc au cabinet d'histoire naturelle, en attendant que plus de stabilité permette d'en disposer autrement.

— Mais, répliquai-je, puisque vous avez cette croyance, pourquoi n'en profiteriez-vous pas? »

Barras, à ces mots, me regarda fixement; il paraissait vouloir deviner ma pensée la

plus secrète. Ses yeux ne me déconcertèrent pas; je soutins avec calme leur investigation. Lui, prenant ensuite la parole, tandis qu'il baissa la voix :

« Votre question est indiscrète et prématurée... Est-il possible, d'ailleurs, de faire tout ce que l'on voudrait? Non, sans doute; il y a des obstacles presque invincibles... Ah! si je commandais les armées comme le général Bonaparte!...

— Eh bien?...

— Eh bien! je pourrais un jour faire ce qu'il fera peut-être. Que vous en semble? »

Je fus à mon tour chagrin de cette demande, à laquelle il convenait de répondre sans hésitation.

« Ma croyance est, s'il faut vous l'expliquer tout entière, que Bonaparte tiendra toujours à s'entendre avec vous.

— Si c'était vrai, nous pourrions tous les deux..... Il y a un partage à faire pareil à celui des Romains, dont les deux consuls se divisaient de bon accord les soins administratifs et politiques du dedans et du dehors.

— Quand vous en viendrez là, dis-je, il sera très-aisé de vivre de bon accord. »

Barras secoua la tête, se tut un instant, et puis reprit :

« Cet homme est d'une ambition immense.

— Il n'en a pas autant que vous lui en soupçonnez.

— Vous devez savoir ses intentions ; vous êtes investi de sa confiance? »

Le moment était difficile ; je répondis délibérément :

« C'est parce que je la possède que je traite *ex professo* ce point avec vous. Bonaparte vous porte de l'affection et de la reconnaissance. Le tout sera qu'on ne le brouille pas avec vous et vous pas avec lui.

— Et tant de gens s'en occupent aujourd'hui, et plus tard y travailleront avec plus d'activité encore ! Il est impossible qu'on ne nous aigrisse pas réciproquement.

— La franchise d'action, la sincérité des paroles, amènent la confiance.

— On doute toujours de ceux que l'on craint. La réputation de celui-là peut monter haut par une continuité de victoires, et alors où arrêtera-t-il ses prétentions?... S'il était battu, il serait plus possible de s'entendre. »

Ce propos me fit du mal. Ainsi l'un des chefs du gouvernement en était venu à ce point d'ambition que les revers de la patrie lui déplairaient moins que la continuation des hauts faits d'un général français. La chose me blessa tellement, que, dès cette heure, je me sentis moins porté vers Barras que jamais. Je lui tus mon opinion, et notre causerie fut terminée par la brusque arrivée de Carnot.

Je me retirai, réfléchissant beaucoup à ce qui m'avait été dit. Voyant avec quelle facilité le général Bonaparte pourrait s'aider de Barras pour arriver à la première place, je me demandai ensuite si je devais lui faire part de l'ouverture à laquelle j'avais amené le directeur. Tout bien calculé, la chose me parut convenable, et j'écrivis en conséquence. La réponse ne tarda pas à venir; je la rapporterai plus bas; je veux auparavant en finir avec les reliques de Turenne.

Je n'étais pas seul à m'indigner de leur séjour au cabinet d'histoire naturelle; le député Dumolard, l'un des plus intrépides parleurs de l'époque, et que la mort a pu uniquement réduire au silence, s'avisa de récla-

mer contre cette profanation, à la tribune des cinq-cents; il obtint un succès complet, et pour cette fois on décida la translation du cercueil et des ossemens du héros au musée des monumens français, que vers cette époque M. Alexandre Lenoir établissait, aux applaudissemens universels. Ceci n'était pas toutefois un lieu de pleine convenance; mais encore valait-il mieux que les restes du rival de Condé reposassent là qu'au milieu des quadrupèdes, des oiseaux et des reptiles du Jardin des Plantes. On les y apporta donc, et ils y demeurèrent jusqu'en 1800, époque à laquelle le premier consul Bonaparte, dont le tact des convenances était si exquis, leur assigna pour dernier asile le dôme des Invalides, seule place où ils seraient convenablement.

Dans ma lettre au vainqueur des Alpes et au vainqueur déjà presque complètement de la haute Italie, je ne déguisais rien de tout ce que Barras m'avait fait entendre. Mes réflexions venaient ensuite, et je terminais par des conseils que j'osais donner. Voici la réponse textuelle du personnage :

« Vous n'êtes pas le premier à me parler

« sur cette matière; l'homme en question, « parmi ses qualités, n'a pas le silence; il est « bavard à faire peur. Aussi il me revient de « cent côtés tout ce qu'il dit et tout ce qu'il « voudrait... Quant à moi, je ne veux rien, « ou plutôt une seule chose m'occupe, celle « d'asseoir par la force des armes la supério- « rité de la France; c'est là le point essentiel « du moment. On est en meilleure position « au dedans lorsque l'on fait la loi au dehors. « Ne vous tourmentez pas de mon avenir, je « n'y songe pas encore. Il faut avant tout « construire solidement le présent, c'est l'es- « sentiel. D'ailleurs, si j'avais un système de « gouvernement, il serait autre que celui ad- « mis par le directoire. Je comprends le pou- « voir d'une toute autre manière, et crois le « voir du bon côté. Ne dites pas au *person-* « *nage* que vous m'avez écrit, car il faut re- « tarder tant qu'on pourra tout point de con- « tact entre nous; c'est essentiel, ne l'oubliez « pas. Qui sait si nous nous entendrions? Je « crains que non; dans ce cas, pourquoi en- « trer en négociations? Je vois que très-pro- « chainement je lui déplairai.

« Cependant, telle chose propre à nous

« rapprocher peut arriver. Je vois des intri-
« gues se nouer autour de moi, qui ne me
« conviennent en aucune manière : il est
« des gens qui s'obstinent à vouloir que je de-
« vienne royaliste, *ceux-là se trompent;* chan-
« tez-le sur les toits à tous ceux qui voudront
« traiter ce point avec vous. Celui qui dans
« ma position se ferait royaliste extravague-
« rait. Je ne suis pas fait pour marcher à la
« suite d'un roi et perdu dans la foule d'une
« cour. Je veux mieux... N'avoir pas de maître
« et ne servir que ma patrie! Que ceux qui
« n'entendent pas ce langage ne cherchent
« point à me comprendre, ce serait pour eux
« peine perdue. »

De si hautes confidences me donnèrent à réfléchir; la pensée du général se développait tout entière; il était clair pour moi qu'il voulait demeurer en liberté de la disposition de son avenir; que, par conséquent, il ne prendrait jamais des engagemens propres à le gêner dans ses fantaisies. Il avouait, d'une autre part, ce que je soupçonnais depuis très-long-temps, c'était qu'on ne pourrait le gagner à la cause des Bourbons, et cela par la raison très-simple qu'il prétendait avoir la sienne à part.

J'aurais pu enfin démêler, dans une phrase un peu obscure, le coup d'état du 18 fructidor, qui déjà se préparait; je n'en vis rien dans ce moment, où je m'attachais à toute autre chose. J'espère fournir sur cet événement des lumières nouvelles, et donner des détails curieux, inconnus encore. Mais avant que d'en venir là, je prétends épuiser les autres documens entassés dans mon portefeuille.

J'ai commencé, au chapitre III de ce volume, le récit d'une aventure de Barras; je vais en donner la suite. La dame mystérieuse ne manqua pas, le lendemain, de venir à son audience publique, ainsi qu'elle le lui avait annoncé. Elle portait les noms des individus pour lesquels il lui fallait une sauve-garde, et le directeur n'était pas homme à le lui refuser; d'ailleurs, sa parole engagée dès la veille le lui commandait impérieusement. Il avait de l'esprit, des manières agréables; car, malgré son jacobinisme apparent, il n'avait pu, pendant le règne de la terreur, se défaire de ses anciennes habitudes, et depuis qu'il régnait à son tour, il s'étudiait à les ressaisir complètement. Il essaya donc de plaire à la belle inconnue, dont il s'est toujours refusé à

me laisser connaître le nom, ce qui m'a fait soupçonner plusieurs femmes de l'époque, qu'à mon tour je ne désignerai pas, à raison de cette incertitude.

L'audience publique eut lieu en particulier; elle fut longue, et s'écoula toute en galanteries d'une part, et toute en royalisme de l'autre, chacun allant droit à son but. Le directeur, avec la facilité extrême de son caractère, faisait bon marché de sa position; il promettait plus que certainement il n'aurait pu tenir. La dame s'attendrissait en conséquence du succès de ses propos. Brefs, si on n'alla pas jusqu'au dénoûment dans cette seconde entrevue, on se quitta du moins avec la promesse réciproque de se revoir plus intimement. Barras, dans sa joie, ne me tut rien de ses espérances.

« Et celles de cette divine créature, lui dis-je, sont-elles moindres?

— Ma foi, qu'elles aillent aussi loin qu'elles pourront aller. Peu m'importe, pourvu qu'elle ne remette pas l'accomplissement de mon bonheur au lendemain de la rentrée de S. M. Louis XVIII sur le trône de ses ancêtres. »

Il se mit à rire en prononçant ces derniers mots, et moi d'un ton sérieux :

« Est-ce donc chose si plaisante ? et si elle se réalisait par vous ?

— Oh ! avant que ceci n'arrivât, j'aurais si bien pris mes mesures, que je n'en serais pas la dupe. Je vous en préviens. »

Ce propos me confondit. Barras ne repousserait donc pas un accommodement avec le roi, car ses paroles n'étaient pas de celles qui rejettent toute proposition. Je crus inutile, et peut-être même dangereux pour moi, d'insister sur ce fait. Je dois dire que je ne savais pas encore ce que j'appris peu de temps après, que déjà il y avait des pourparlers d'arrangement entre le frère de Louis XVI et l'un des meurtriers de cet infortuné prince. Je rapporterai tout cela lorsque je viendrai au 18 fructidor.

Nous épuisâmes la matière touchant la belle inconnue. L'impression faite sur Barras était profonde ; elle le porta à des imprudences dont je frémissais pour lui. La dame ayant refusé de venir ostensiblement au Luxembourg, il fallait aller vers elle, au fond de la

rue Plumet, tout isolée, à moitié bâtie, un vrai coupe-gorge, où un meurtre aurait été commis avec trop de facilité. Je reprochais cette témérité au directeur, mais il avait tant de bravoure et d'amour à la fois, qu'il se moquait de mon épouvante, et ne se faisait jamais accompagner. Il en résulta que ces rendez-vous de plaisir dégénérèrent en négociations politiques ; que le boudoir devint un cabinet de conférences, dirigé par l'abbé de Montesquiou et par les autres membres du comité supérieur royaliste.

L'abbé de Montesquiou en était le chef ; c'était avec une gravité plaisante que ce membre du clergé, voyant les lettres peu canoniques et de Barras à la dame, et de la dame à Barras, il corrigeait celles-ci, et y glissait des phrases analogues au jeu joué, le tout avec un sérieux imperturbable, qui me rappelait ces vers de je ne sais plus quel poète.

Il faut convenir que la grâce
Fait bien des tours de passe passe,
Avant d'arriver à son but.

Ce qu'il y eut de plus comique dans cette

affaire fut que l'inconnue aurait voulu conserver sa vertu, et qu'on négocia diplomatiquement sa défaite, le tout dans l'intérêt de la bonne cause, et afin que Barras n'eût aucun texte de mécontentement. Je sus ceci, très-long-temps après, et pendant le règne de Napoléon. L'abbé de Montesquiou, dans un accès de jovialité, peu ordinaire en lui, me fit cette étrange confidence, que M. Royer-Collard pourrait corroborer de son aveu, si la chose ne lui déplaisait pas, car lui aussi en a eu pleine connaissance. Ce sont, au reste, des faits que l'on oublie, et l'on a raison souvent. Tant il y a, que la dame rendit heureux le directeur; qu'il le fut beaucoup, car il était amoureux à la folie. On s'en apercevait autour de lui, sans pouvoir en assigner, l'objet à cause du mystère gardé. Plus d'une sultane en éprouvait de l'inquiétude; car ledit seigneur ne se tenait pas à une inclination. La demi-douzaine était à peine suffisante. On se détestait réciproquement sans doute, mais on se connaissait du moins, ce qui faisait qu'on pouvait se déchirer à bonnes enseignes; et cela consolait; tandis qu'une rivale inconnue, que pouvait-on en dire? comment l'attaquer

pour parvenir à sa ruine? le cas embarrassait beaucoup.

Joséphine me parla de ce qui occupait tant de bonnes têtes; elle me demanda ce que j'en savais.

« Rien, fut ma réponse.

— Mais vous avez certainement fait là-dessus, vos conjectures.

— Non.

— C'est étrange.

— C'est, au contraire, fort simple, car l'affaire ne peut me regarder; je ne suis pas en dispute du cœur de Barras.

— N'importe, cela vaut la peine qu'on s'en occupe; vous vivez dans l'intimité du directeur, il convient d'être au courant de ses allures. »

Je me tuai de répéter à madame Bonaparte que je ne pouvais raisonnablement me tourmenter des amours cachées ou publiques de Barras, elle ne voulut pas convenir que j'avais raison; et lorsque force fut à elle de s'avouer mon incurie, alors elle s'attacha à me prouver que par amitié (pour qui? aurais-je pu lui demander) je devais essayer de surprendre le secret du directeur. Elle ne réflé-

chissait pas au mauvais rôle que je jouerais, aux conséquences fâcheuses qu'il aurait peut-être pour moi; l'essentiel était de satisfaire sa curiosité, je n'ose pas dire son dépit. Je me tins sur la défensive, et nous nous séparâmes assez mal d'accord. Je m'en allai régaler Barras de cet incident, dont nous nous amusâmes. Il prenait un intérêt réel à ces commérages, à ces trames féminines; il y noyait la meilleure partie de ses instans; et certes je suis persuadé que, s'il avait voulu l'employer uniquement aux affaires majeures, il s'en serait mieux trouvé dans son avantage particulier.

CHAPITRE VI.

Une conspiration jacobine. — Tallien. — Mot de Barras sur son compte. — Cusset. — Huguet. — Javogues. — Propos atroce de celui-ci. — Autres chefs du complot. — Détails de l'attaque du camp de Grenelle. — Les conjurés sont vaincus. — Conduite des directeurs. — Éclaircissemens fournis par Carnot. — La mauvaise humeur de Barras s'épanche avec moi. — Il se justifie. — Veut l'être auprès de Bonaparte. — Réflexions. — Mort de Marceau. — Biographie de ce général. — Son éloge par Barras. — Qui celui-ci craignait. — Il veut s'entendre avec Bonaparte. — Éloigne le pacte, et à tort.

Barras aurait bien voulu qu'on le laissât goûter en paix les délices de la première place, qu'on ne l'en dérangeât que le moins possible, si décidément on ne lui accordait pas la perpétuité du repos. Mais il avait affaire d'une part aux jacobins et de l'autre aux royalistes, chacun infatigables dans leurs attaques journalières, et enfantant coup sur coup des conspirations contre lesquelles il fallait se défendre du mieux possible, et par conséquent ne cesser de se tenir sur ses gardes.

Les jacobins surtout déployaient une acti-

vité véritablement effrayante. Incapables de s'accoutumer à la perte du pouvoir, ils prétendaient le ressaisir par toutes les voies possibles; un coup manqué ne faisait qu'en précéder un plus violent encore. Il n'y avait aucun relâche à attendre d'eux; c'est une race de sac et de corde, toujours misérable et mourant de faim, qui, n'ayant rien à perdre, ne peut que gagner. La république est pour eux le moyen d'arriver à la fortune, l'appât présenté aux dupes qui commencent, grâce à Dieu, à ne plus s'y laisser prendre. Avec un appel à la liberté on était sûr, en 1796, de soulever des hordes de canaille, d'hommes sans aveu, bons à tout faire, et auxquels les crimes ne coûteraient pas.

Il fut donc facile aux meneurs de se remettre en scène dès après la conspiration de Babœuf déjouée. Ce malheureux par son mauvais succès n'épouvanta point ses complices. Parmi ceux-ci Tallien comptait en première ligne, Tallien l'un des hommes les plus abominables de la révolution, et qui, par l'adresse de ses intrigues, était parvenu, dans les derniers temps, à s'innocenter en partie. Tourmenté du besoin d'échapper à ses créan-

ciers, augmentés sans cesse dans leur nombre par ses dépenses folles, il avait la monomanie des conspirations, se mêlait de toutes, et puis, selon que le vent tournait, agissait pour ou contre; scélérat de sang-froid, et d'autant plus dangereux, il se vendait, se revendait tant qu'il trouvait de chalands. Il était satisfait, pourvu qu'il y gagnât cet argent, dont l'emploi était constamment fait à l'avance. Aussi Barras, qui le connaissait à fond, disait de lui : « Il y aurait cinq cent complots par an, que Tallien serait mêlé à tous. »

Néanmoins jusqu'à cette époque les deux conventionnels faisaient un grand étalage de leur amitié réciproque. Elle n'alla pas plus loin, son terme fut marqué à cette conspiration dite du camp de Grenelle.

Bien que Tallien y participât, ce ne fut point lui qui la conduisit au dénoûment; il se tint quelque peu en arrière, ne voulant pas se compromettre, et il mit en avant trois autres conventionnels régicides comme lui, mais que la vindicte publique avait éloignés de la représentation nationale actuelle; c'étaient Cusset, Huguet et Javogue. Le premier, Lyonnais et négociant en soieries, était un éner-

gumène fanatique sans ombre de sens commun, abhorré de ses compatriotes, auxquels il avait fait tout le mal qu'il avait pu leur faire. Leur exaspération contre lui ne lui permit pas de revenir à Lyon, où sa mort était jurée, il se fixa à Paris. Là il se mit en complot perpétuel contre le gouvernement, cherchant, par tous les moyens possibles, à coopérer à l'établissement de la constitution dite de 93. Il avait été un des hommes de Babœuf, sans qu'on pût le lui prouver; et dans ce cas-ci il se mit par bonheur en telle évidence qu'il n'y eut pour lui aucune voie de salut.

Huguet, le second, ancien prêtre, né à Moissac, avait prêté le serment constitutionnel; il était devenu évêque de la Creuse, ce qui ne l'empêcha pas de voter la mort du roi. Son exagération, forcenée déjà lors de sa députation à la législative, déplut à tel point aux démagogues, qu'à plusieurs reprises ils le huèrent, et provoquèrent son emprisonnement à l'Abbaye. Il voulut sans appel, sans sursis, le supplice de Louis XVI; prit une part active à tous les crimes de la montagne, et s'il ne partagea pas le châtiment de Robespierre et de ses complices, c'est parce qu'on ne de-

manda pas la mort de tous ; mais il ne fut pas réélu ; on repoussa son concours dès qu'il y eut un pas rétrograde vers des idées saines, et cet abandon mit Huguet en fureur. On le vit dès lors se mêler à chaque trame, à toute conjuration jacobine. Il se fit remarquer par son audace ; on l'arrêta le 1er avril 1795, avec Duhem, Fousledoire et Amar, lorsque avec ceux-là il avait essayé de secourir à main armée Collot d'Herbois, Billaud Varennes et quelques autres monstres qui tombaient enfin au pouvoir de la justice. Huguet avec ses camarades fut enfermé au château de Ham, où il ne demeura pas longtemps. Une amnistie prononcée le 26 octobre suivant le rendit à la liberté sans le faire renoncer à ses intrigues ; il les renoua avec plus de vivacité, et devint l'un des acteurs chefs du complot de Grenelle.

Javogue, le troisième, né à Bellegarde, près Montbrisson, et député du département de Rhône-et-Loire, prit part à toutes les mesures atroces qu'Albitte exécuta contre Lyon, en conformité des ordres du comité de salut public. Il avait montré une joie affreuse à la

mort de Louis XVI. Une personne lui entendit tenir le propos infernal suivant :

« On parle de couper le cou à Capet, il faudrait le lui scier, afin qu'il se sentît mourir plus long-temps. » Au reste, ce misérable disait plus tard aux sans-culottes foncés du département de l'Ain : « Il faut, mes camarades, profiter du moment pour faire vos affaires; conduisez tous les riches à la mort, et vous aurez leurs biens. C'est une vertu dans une république que de dénoncer son propre père. »

Javogue, objet d'horreur pour une partie de la France, fut pareillement repoussé des nouvelles élections. La rage alors se mit dans son cœur, et il essaya de revenir sur l'eau en se chargeant d'autres crimes.

Ces hommes, dirigés par Tallien, par Fouché, et cinq ou six autres non moins influens, s'adjoignirent sans succès l'un des aboyeurs de l'époque, Pion, l'un des auteurs du journal *la Sentinelle*, dit *le Miroir;* Saunier, rédacteur de l'*Ami du peuple*. Ils résolurent, avec les coupe-jarrets qui les reconnaissaient pour chefs, de fondre sur le Luxembourg, de massacrer les directeurs, de faire main-

basse sur les deux conseils, tandis que l'on appuierait ces actes du soulèvement des troupes campées dans la plaine de Grenelle, et où les conjurés avaient des amis.

Le plan arrêté, on fixa l'instant de l'exécution à la nuit du 11 au 12 septembre 1796 (24 et 25 fructidor an IV). Sansoucy, général d'armée révolutionnaire, ou plutôt soldat déshonoré, qui avait subi dans son régiment la correction infamante des courroies, infligée par ses camarades, devait commander le mouvement. Les conjurés, ramassés dans la fange de Paris, reste impur des assassins de septembre, des Marseillais et des hommes de Robespierre, renforcés de l'écume des journalistes d'alors, se rassemblèrent le 11 septembre au soir (c'était un samedi) dans les cabarets et lieux de prostitution qui avoisinent la barrière de Vaugirard. La principale réunion eut lieu au *Soleil d'or*.

Ces démonstrations hostiles n'étaient pas demeurées inconnues à la police. L'éveil ayant été donné, des mesures furent prises pour déjouer ce nouvel attentat.

Le camp de Grenelle, composé de toute

sorte de monde, penchait, en partie, vers des opinions exagérées. Il était donc probable que les conspirateurs n'auraient pas de peine à s'y procurer des amis. On en eut la frayeur, et avec raison; car plusieurs corps de cette armée pactisaient secrètement avec eux. Le danger était donc imminent. Une circonstance fortuite le détruisit. Les conjurés avaient bu outre mesure lorsqu'ils se dirigèrent vers Grenelle; et, au lieu de se présenter aux quartiers où se trouvaient leurs complices, ils se montrèrent à ceux où l'on ne voulait pas d'eux. Loin de les accueillir, on les repoussa énergiquement; bien que certaines compagnies essayassent de les seconder; mais ce ne fut que d'une manière incertaine, sans démonstration positive. Ils n'en tirèrent aucun avantage. Le début fut cependant heureux. On désarma un premier poste; on essaya de faire croire à la troupe que le peuple de Paris prenait tout entier part à ce mouvement.

Cependant les officiers, quoique surpris, font battre la générale. On court aux armes; les rangs se forment. L'ordre est donné de

marcher sur ces assaillans, qui, alors, se mettent à crier : *Vive la constitution de* 1793! *Meurent les tyrans du peuple!* On leur répond par des coups de sabre, par des décharges de mousqueterie. La frayeur s'empare d'eux; ils reculent, prennent la fuite, et le coup est manqué.

Pendant que ceci se passait, une autre portion des conspirateurs tentait d'emporter le Luxembourg, afin d'effectuer le massacre des directeurs. Mais ici on était en mesure de les recevoir. Des corps nombreux avaient pris position aux alentours du palais; et il ne fut même pas possible de commencer l'attaque sur ce point. Le coup manqué, les chefs réels du complot, qui, placés sur le quai des Tuileries, en attendaient le résultat, se dispersèrent fort épouvantés; tandis qu'on arrêtait les imprudens dont les démontrations hostiles compromettaient la sûreté; et au point du jour tout était fini. Paris apprit alors le danger couru en même temps qu'évité.

Voilà ce qu'il y eut d'apparent dans cette affaire, où l'on arrêta Javogue, Huguet, et Cusset, et quelques autres qui payèrent de leur vie l'audace de leur coup de main. Mais

les scènes cachées que ce fait amena valent la peine d'être divulguées, et je puis les retracer de point en point.

Barras et La Révellière avaient pris leur volée, dès le samedi dans la journée, pour aller s'ébattre à la campagne. Il restait seulement à Paris Carnot, Rewbell, et Le Tourneur. Ce fut ceux-ci qui durent prendre les mesures nécessaires, non sans avoir quelque soupçon que la politique précédente de leurs deux autres collègues avait provoqué leur absence en ce moment; il y a une obscurité complète sur cet événement. Le directeur Carnot était instruit du complot; il avait manœuvré en conséquence pour en surprendre les auteurs; et Barras et les trois autres membres du directoire paraissent n'en avoir rien su, puisque Carnot lui-même a écrit dans ses mémoires les phrases suivantes :

« Après l'affaire de Grenelle, comme on ac-
« cusait Barras de n'avoir point paru dans
« cette circonstance pour la défense du di-
« rectoire, il fit mettre dans quelques jour-
« naux qu'il s'y était montré, et laissa le fait
« dans l'incertitude, afin de pouvoir le nier
« selon le vent. Le fait est qu'il n'y parut pas;

« non plus que Rewbell et La Révellière.
« Mais, ensuite, ils poursuivirent l'affaire avec
« plus de chaleur que moi..... La Révellière,
« que je fus moi-même avertir du danger,
« lorsqu'on vint annoncer que les insurgés
« marchaient sur le palais directorial, et qu'ils
« n'étaient plus qu'à quelques pas de la porte,
« me dit qu'il s'en remettait bien pour cela à
« Le Tourneur et à moi, qui étions militai-
« res..... Rewbell et Barras s'excusèrent le
« lendemain, en disant qu'ils avaient été à la
« campagne parce qu'ils n'avaient pas été
« avertis. *Je crois, moi, qu'ils y furent parce*
« *qu'ils étaient trop bien avertis.* »

L'accusation portée dans ces derniers mots est formelle. Carnot ne la retint pas au premier moment; il s'en déchargea sur ses intimes, qui allèrent la répandre, au grand dépit de Barras. Celui-ci, instruit par voie officielle de ce qui s'était passé, accourut..... Je ne pus arriver à lui que le lendemain, et dès que j'entrai :

« Quoi! dit-il, vous avez le courage de venir voir un complice de Sansoucy et de Javogue ?..... Car il n'est pas que vous n'ayez con-

naissance des inculpations de Carnot contre Rewbell et moi. »

J'assurai mon ignorance, réelle en effet : Barras alors reprenant la parole :

« Oui, Carnot prétend que je suis sorti de Paris pour retirer mon épingle du jeu, afin de me tourner du côté des conspirateurs si la chance leur devenait belle. La vérité est que, le ministre de la police ne m'ayant rien mandé de tout ceci, j'avais été prendre l'air, selon ma coutume..... Oui, j'étais sans nouvelle aucune de ce qui se passait ; je vous l'atteste sur l'honneur. Le beau rôle à jouer, que celui d'aider au succès de ces misérables ! J'aurais été égorgé le premier de tous, et je serais leur complice ? J'ai à me plaindre bien vivement de Carnot. »

J'avoue que j'eus beaucoup de peine à me persuader que le ministre de la police n'eût rien fait savoir à Barras. Cependant je tus ma pensée secrète, et je devisai comme lui, et avec lui, sur l'horreur du procédé de Carnot. Le directeur reprit :

« Certes, on verra, à la vivacité de mes poursuites, si je pactisais avec ces coquins. Ah ! si

je voulais perdre la république, je trouverais des acquéreurs qui me la paieraient à un plus haut prix.

— Ceci est positif, répliquai-je. Vous voilà donc brouillé avec Carnot?

— Point. Il nie le propos; il en accuse ses amis. C'est un finot sous un vernis de probité antique. Mais patience, je me revancherai. Nous avons eu une explication; nos collègues nous ont raccommodés. Ce sera la copie de la paix entre les diables Asmodée et Pillardoc. Je le verrai venir, et, si je le trouve en faute, je ne l'épargnerai pas. Il se plaint de ma liaison avec Tallien, qui est en ceci pour quelque chose. Et depuis quand peut-on deviner ce que pensent nos amis? Tallien est un intrigant, c'est certain; mais il a de bonnes qualités. Au demeurant, je le crois coupable, cette fois; et je romps avec lui, et cela de telle manière, que, s'il est convaincu de complicité, je ne me mettrai pas entre lui et la justice. »

Barras était réellement furieux, et à tel point, que j'hésitai à le croire hors de tout soupçon. Qu'aurait-il, néanmoins, espéré, en se ralliant à de tels hommes? Je ne peux l'imaginer. Il me dit ensuite :

« Écrivez au général (Bonaparte) ce qui se passe ; racontez-lui çe qu'on a fait, ce qu'on a dit. Il est bon de le prévenir au sujet des mensonges qu'on lui débitera sur mon compte.

— Je vais m'en occuper, répondis-je ; il est peu prévenu en faveur de Carnot, et il ne faut pas, cependant, que la nouvelle de vos débats lui vienne par votre collègue. »

C'était déjà une chose bien singulière à cette époque que l'attache mise par les chefs de l'état à se maintenir en bonne position auprès de Bonaparte. Nul ne se dissimulait la grandeur de sa position sociale, et du rôle plus important qu'il remplirait un jour. C'était une vraie curiosité que ce manége du supérieur envers l'inférieur ; que ces intrigues de politesse, de prévenances, dont celui-là devenait d'objet de toutes parts. Ce colosse naissait à peine, que déjà il pesait sur toute son époque du poids de son génie, que chacun reconnaissait.

La discorde entra donc au Luxembourg avec la conspiration de la rue de Grenelle. Il y eut, dès lors, scission, non ouverte, mais sourde. Carnot complota de son côté, Barras du sien ; et de ce conflit naquit le 18 fructidor. Ce fut, du moins, une de ses causes les

plus majeures; et, pour les initiés aux secrets du Luxembourg, il devenait constant que le directoire s'entre-dévorerait très-prochainement.

En attendant, on fit le procès aux conspirateurs. Les chefs avec les trois conventionnels furent condamnés à mort et conduits au supplice. Javogue, pendant la route, échappa à l'escorte, et courut assez loin en appelant les patriotes à son secours. Les patriotes, remplis de terreur, demeurèrent immobiles. On ressaisit le coupable, et il tomba sous le plomb meurtrier. Ce fut le dénoûment de cet acte sanglant.

Paris témoigna peu de sympathie pour les coupables. Il est un fait certain, c'est que dès le 9 thermidor la république mourut en réalité; plus on alla, plus la masse se dégoûta d'elle. Un instinct, qu'on ne voulait pas avouer encore, imprimait dans tous les cœurs la nécessité d'un gouvernement monarchique déjà rétabli, car le directoire n'était autre chose que la royauté déguisée sous des formes encore un peu démagogiques : ceci frappait les bons esprits, et leur faisait espérer un meilleur avenir.

Ce mois de septembre vit mourir honora-

blement, des suites des blessures reçues sur le champ de bataille, le brave général Marceau; jamais il n'en fut un plus digne de regret et d'éloge. Entré au service à dix-sept ans, il partit en 1792 pour la frontière, en qualité de commandant des volontaires du département d'Eure-et-Loir. Enfermé dans Verdun lorsque la trahison livra cette place, lorsque Beaurepaire se tua plutôt que d'accéder à une capitulation infâme, Marceau protesta contre cet acte, mais il dut en subir les conséquences; la plus dure, sans doute, fut pour lui que, en sa qualité de plus jeune officier, il reçut la mission de porter cette capitulation au roi de Prusse. Il céda en frémissant; des larmes vertueuses tombèrent de ses yeux lorsqu'il parut devant Frédéric-Guillaume, qui, loin de s'en offenser, lui en sut gré, et le lui prouva par son accueil. Marceau entra dans la ligne, fut combattre dans la Vendée. L'ingratitude des jacobins ordonna son arrestation, on l'accusait de trahir!... de trahir!... Son innocence reconnue, il continua de servir la patrie. A la déroute de Saumur, il céda son cheval au conventionnel Bourbotte, combattit à pied, et

ne céda qu'au nombre. Il fallut récompenser tant de belles actions; Marceau, à vingt-deux ans, fut nommé général de brigade. Il justifia ce choix par un mélange d'héroïsme et de bonté. Il fit la guerre dans la Vendée en frère qui souffre d'avoir à punir des frères; il chassa les Vendéens du Mans, et accomplit leur ruine à la bataille de Savenay. Une nouvelle accusation menaça son existence; le crime de Marceau était grand, il avait sauvé une jeune fille prise les armes à la main. Bourbotte, qui lui devait tant, s'acquitta en l'arrachant à l'échafaud. Il ne perdit que le commandement en chef; on l'envoya à celui d'une division des Ardennes; il passe à celle de Sambre-et-Meuse, aide Jourdan à vaincre à Fleurus, et court s'emparer de Coblentz en 1795. Il veut se tuer, parce que la division Bernadotte, compromise par la négligence d'un officier de génie, qui avait oublié de brûler le pont du Rhin, est déjà talonnée par l'ennemi. Marceau s'accuse injustement de cette faute, croit devoir s'en punir; déjà il tient l'arme fatale. Kléber, son ami de cœur, accourt, le désarme, l'entraîne; ils se précipitent ensemble au-devant de l'ennemi, l'étonnent, l'arrêtent,

le repoussent. Bernadotte trouve le temps de faire sa retraite, et le mal est réparé. La suite de sa carrière est une perpétuité de belles actions. Il fait reculer plusieurs fois l'archiduc Charles. Il se battait contre le général Hotz dans la forêt d'Hochsteinball, lorsqu'il est frappé mortellement d'une balle tyrolienne. Demeuré au pouvoir de l'ennemi, il en reçut des marques d'intérêt et de respect, qui adoucirent l'amertume de ses derniers momens. On l'inhuma dans le camp retranché de Cologne; sa pompe funèbre réunit les Français et les Autrichiens.

La France pleura amèrement la perte de cet habile capitaine, qui unissait des qualités brillantes à une figure charmante, à un extérieur séduisant. Barras, plus que tout autre, s'affligea de cette mort; il aurait voulu que la destinée eût conservé les rivaux généreux de Bonaparte, ceux en position de partager avec lui l'amour de leurs concitoyens; et la fortune, par une fantaisie contraire, enlevait successivement ces habiles capitaines. Marceau, Hoche, Kléber, disparurent, afin que lui seul s'élevât sans compétiteurs.

Barras aimait Marceau; il me dit à son sujet:

« C'était un caractère antique ; une de ces âmes rares qui devraient vivre toujours, et qui toujours nous quittent trop promptement. Celui-là combattait sans arrière-pensée ; les factions n'en auraient fait ni un Monck ni un Cromwell.

— C'est-à-dire que d'aucune façon il n'aurait travaillé pour son compte personnel ?

— Non, car il aimait la France avant tout. Elle connaîtra ce qu'il valait, maintenant que la jalousie gardera le silence ! Elle l'eût opposé avec succès à toutes les ambitions qui se préparent à la tourmenter un jour.

— Qui donc redoutez-vous ? demandai-je avec une naïveté fallacieuse, dont le directeur ne fut pas dupe.

— Qui ! votre ami d'abord, puis Carnot, ensuite tous ceux dont les succès attacheront les regards de la multitude. Il y a dans les triomphes militaires un charme magique, enivrant et qui les mérite, et le peuple qui les admire. Jamais un dominateur ne s'élèvera dans un état par le seul appui de la parole. Il faut, pour les plus riches qualités civiques, le concours du sabre pour parvenir à leur but ; s'il lui manque, on ne monte qu'à la

seconde place. Si j'avais fait la guerre avec bonheur, où me serais-je arrêté ? »

Je me mis à sourire. Barras continua.

« A quoi bon feindre avec vous? on ne trompe que les imbéciles ; vous n'êtes pas dans leur rang. Je tiens à conserver ma position, et la rendre solide ; comment y parvenir ? Si Bonaparte voulait..... Il ne voudra jamais ; car il aspirera à tout. Nous ne sommes pas encore à cette époque. Il n'est pas tellement le premier entre ses pairs pour qu'il puisse tenter un coup hardi ; des réputations s'élèvent à côté de la sienne. Moreau, Bernadotte, grandissent ; Kléber, Joubert, Hoche, sont là ; d'autres s'y mêleront encore, et peut-être que la balance s'établira au profit de la république. Mais je répète, entendez-moi bien, si Bonaparte voulait.....

— Pour qu'il veuille, repris-je, il faudrait au moins qu'il sût ce qu'on peut vouloir ; et si une proposition franche lui était faite..... »

Barras, au lieu de me répondre, se mit à réfléchir assez long-temps, puis me dit :

« Rien ne presse encore. Attendons. »

L'attente ne lui réussit pas.

CHAPITRE VII.

Un émigré rentré. — Il me parle de l'émigration. — Barras veut le voir. — La royauté. — L'étranger. — L'avenir. — Le comte de M.... — Louis XVIII. — Mon parent est pris pour un envoyé secret. — Marmont. — Ce que j'écris de lui à Bonaparte. — Je le justifie aux dépens de qui de droit. — Madame de Staël veut voir Marmont. — Elle mène quelque peu Barras. — Et joue La Révellière. — Me parle encore de Bonaparte. — Elle et Joséphine s'aimaient peu. — Mot sur celle-ci de madame de Staël. — Carnot se méfie de la femme d'esprit. — Ce qu'il dit. — Carnot dameret. — Mot charmant de madame de Staël. — Madame G.... — Friponneries du temps. — Intégrité de Bonaparte proclamée par un entrepreneur.

Cependant, au milieu de ces intrigues de tous genres, le cours des choses marchait selon la volonté de la Providence : la guerre à l'extérieur, avec des mélanges de succès et de revers qui laissaient paraître brillant d'un plus vif éclat la réputation de Bonaparte, seul victorieux chaque fois qu'il se montrait sur le champ de bataille; il y avait dans l'intérieur une balance égale envers la bonne et mauvaise fortune. La république se rétablissait avec lenteur des plaies profondes que la con-

vention lui avait faites par son anarchie délirante. Le commerce, l'agriculture languissaient encore, et la haine réciproque des divers partis ne s'amortissait pas; néanmoins il y avait amélioration positive dans l'état moral de la masse des Français. On respirait, c'était beaucoup pour eux, naguère en présence perpétuelle de la prison ou de la mort; maintenant on jouissait d'un repos, précaire il est vrai, et l'on se remettait à danser avec gaîté sur un volcan qui rugissait avant de faire éruption.

Sur ces entrefaites, je vis arriver inopinément chez moi un de mes parens, homme d'esprit et de conduite, ce qui ne l'avait pas empêché d'émigrer, car se défendre de cette folie eût été impossible pour gens en certaine position; la sienne était telle qu'il avait dû faire abnégation de sa sagesse au profit de son dévouement. Il était parti l'un des premiers, et les miens depuis lors n'avaient pas eu de ses nouvelles; à peine si moi-même j'avais conservé son souvenir. Il entra dans mon cabinet sans aucune cérémonie; on n'annonçait pas alors, on évitait toute façon aristocratique; il s'assit dès l'abord, et me dit:

« Me remettez-vous ?

— J'ai tant d'effroi de vous voir en France, répondis-je, que je voudrais me tromper.

— Et moi tant de joie d'y être, que la mort me semblerait douce sur le sol natal.

— Auriez-vous changé de pensée?

— Grâce à Dieu, je conserve les mêmes sentimens que j'avais jadis; j'ai seulement vu de près l'étranger, plus *nos messieurs et nos mesdames*, et cela m'a déterminé à tout braver pour m'en éloigner. Je conte ceci à vous seul, mon cousin, car à tout autre je soutiendrais, avec des preuves excellentes à l'appui, que je suis Meinherr Wolf, Dantzickois de naissance, et venu en France pour les affaires de la forte maison de banque Hoppe, dans laquelle j'ai un intérêt. Ainsi ne vous gênez aucunement pour parler de moi à ce titre, aucune investigation ne me fera peur.

— Tant mieux, car parfois nous avons des bourrasques pénibles à supporter pour ceux qui viennent de là-bas, et nous nous faisons alors ogres, de frayeur qu'on ne nous prenne pour des agneaux. »

M. de Luspal se mit à rire, il répliqua :

« Ogres ou moutons, peu m'importe; l'essentiel pour moi est de respirer sur la douce

terre de France. Oh! que je peux m'écrier avec Tancrède :

Plus je vis l'étranger, plus j'aimaj ma patrie!

Je sais que vous êtes bien avec Barras, dites-lui la vérité sur mon compte; peut-être aura-t-il envie de me questionner; je suis en mesure de satisfaire sa curiosité. »

Mon parent me donna des détails sur sa position et son envie; il voulait vivre à l'écart à Paris, en dehors de toute politique, jouir tranquillement de ses heures, et se délasser dans la joie de ne faire rien. Je demeurai assourdi de tout ce qu'il m'apprit, je tombai des nues en l'écoutant; aussi, dès le même soir, j'en dis un mot à Barras.

« Amenez-moi cet homme déguisé, fut son premier mot; je ne pourrais recevoir un émigré, mais un citoyen de Dantzick a tout droit à l'accueil d'un des chefs du gouvernement.»

Nous choisîmes une heure commode. M. de Luspal, ayant toujours habité la province, était complètement inconnu au Luxembourg; et, à moins d'une malice diabolique, on ne devait pas présumer qu'il vînt là, à point

nommé quelqu'un capable de mettre un nom sur son visage; lui et moi entrâmes donc chez Barras par la porte des intimes. Le directeur fit usage de toutes ses formes de bonne compagnie, fut gracieux, prévenant, joua la comédie diplomatique en acteur consommé; mon parent le seconda de son mieux, non sans quelquefois oublier son rôle, mais du moins sans que Barras l'en fît apercevoir, ou eût l'air de le découvrir lui-même. Leur conversation eut lieu à peu près dans les termes suivans :

BARRAS. Venez-vous droit de Dantzick, M. Wolf?

M. DE LASPAL. Non, citoyen directeur, il y a long-temps que j'ai quitté ma ville natale, et que je cours le monde.

BARRAS. Vous aurez vu l'émigration de près ?

M. DE LASPAL. De très-près, M. le vicomte, face à face et bras dessus bras dessous, je vous jure.

BARRAS. Et elle pense?

M. DE LASPAL, *vivement.* Elle clabaude plus qu'elle ne pense; elle se mine, se perd, se dis-

sipe. Il y a quelque gloire dans les rangs de l'armée de Condé, mais ailleurs....

Barras. Ainsi elle touche à sa dissolution.

M. de Laspal. Sa fin dépend d'un décret.

Barras. Et alors adieu la légitimité, il y aura donc stabilité pour la république?

M. de Laspal. Pas davantage, M. le directeur; la république est comme l'émigration, une vessie gonflée de vent; ni l'une ni l'autre ne se perpétueront; la première meurt de faim et de lassitude, la seconde sera dévorée par la royauté.

Barras. Oh! avant que cela arrive.....

M. de Laspal. Cela arrivera par nécessité, on n'est bien que sous une monarchie.

Barras. Monsieur, un roi ne se naturalisera plus en France.

Mon parent le regarda fixement, hésita sur la réponse à faire; sa haute raison lui insinua de changer de propos; il prit pour texte les intrigues qui divisaient les cours du comte de Lille et du comte d'Artois, passa en revue leurs favoris, serviteurs stipendiés, agens, n'omit personne, et nous amusa beaucoup. Il se mit à prédire la rupture prochaine de Louis XVIII

avec M. d'Entraigue, et fit de celui-ci un portrait achevé; tout-à-coup, s'interrompant, il dit au directeur :

« A propos, voilà que je me rappelle un grand drôle qui rôde maintenant autour du prince de Condé, un prétendu comte de M...., âme damnée de qui l'achète, et que le gouvernement français a bien tort de payer, attendu qu'il l'est assez grassement par l'Angleterre. »

Barras soutint cette attaque à merveille, le M.... était la mouche chargée par son ordre de surprendre les secrets de l'émigration; on n'avait pu la choisir plus audacieuse, et il faut convenir qu'elle ne manquait pas d'habileté dans son odieux métier. Jamais il ne fut espion plus déhonté, propre à mieux trahir tout le monde, prenant de toute main, rapportant faux à toute oreille, ne se disant pas vrai même à soi, afin sans doute de se maintenir dans le plein exercice de sa fourberie. Mon parent l'avait vu de trop près pour ne point l'apprécier à sa juste valeur; il voulut que le directeur pût, à son tour, bien connaître le personnage.

Barras persista dans son indifférence affectée au sujet du prétendu comte de M...., et

M. de Laspal, ayant épuisé cette matière, revint à celle de l'émigration. Celle-ci, dans sa bouche, devenait inépuisable. Il nous apprit avec quel dédain superbe les Autrichiens particulièrement traitaient ces martyrs maladroits de la fidélité; comment le cabinet de Vienne était en défiance de Louis XVIII, dont il redoutait la sagacité.

« Il en a donc? demanda Barras avec intérêt.

—Plus qu'on ne peut le croire, lui fut-il répondu. Le comte de Lille est parvenu à jouir d'une considération personnelle très-honorable. Il est prudent, sage, ne donne rien au hasard. Il travaille déjà à détruire les préjugés de ses compagnons d'infortune; et s'il rentre en France, ce sera pour y établir le gouvernement sur les bases de la déclaration de Louis XVI, du 23 juin 1789.

— J'ai peine à le croire, repartit Barras: le comte de Lille voudra trôner du droit divin.

—Sans doute, et cependant accordera aux Français toute la liberté compatible avec le repos du royaume. Il s'est expliqué positivement là-dessus. »

Barras parut méditer, puis il dit :

« Il est fâcheux que des garanties respectables et positives ne puissent être données sur ce point important. On promet tout dans le malheur, et, lorsque l'on a ressaisi la puissance, on ne veut en rien perdre. Les Bourbons, d'ailleurs, ne pardonneront jamais le passé.

— Il se peut que, dans leur cœur, ce souvenir reste ineffaçable. Je ne nierai pas ni ne professerai aucune opinion là-dessus ; je soutiendrai seulement que, s'ils veulent rentrer et se maintenir, il faudra qu'ils passent une éponge sur les actes qui ont eu lieu, et c'est encore la pensée du comte de Lille.

— Et son frère ? dit Barras.

— Attendu que son frère ne régnera qu'après lui, il sera utile à tous d'arranger si bien les choses à l'avance, que le comte d'Artois ne puisse les gâter à son tour. »

Ceci convenait trop au directeur pour qu'il n'y acquiesçât pas. Peut-être que, dès cette même époque, il entamait ses premières négociations avec Louis XVIII. Je ne l'affirme point. Ce qui est sûr, c'est qu'il alla s'imaginer que mon parent était un agent secret envoyé vers lui par le roi. Il se trompa, M. de Laspal

n'avait mission de personne; il parlait seulement selon les inspirations de sa loyauté. Ceci terminé, il partit très-satisfait de Barras, qui, de son côté, prit de lui une haute estime. Il me parla à son sujet plus d'une fois, et je découvris dans ses propos sa pensée secrète. Alors, sans hésiter, j'allai trouver M. de Laspal, et lui demandai ce qu'il en était.

« Rien, ma foi, dit-il. Je ne suis l'ambassadeur ni de roi ni de prince. J'ai causé d'abondance, en homme rempli de son sujet; voilà tout. »

J'insistai, il ne se départit pas du même langage. Je fus à Barras lui fournir ce dernier éclaircissement. Il me dit :

« Si jamais on députe vers moi un plénipotentiaire, je gage qu'on prendra un étourdi, tandis que l'on avait là un excellent diplomate.

—Si vous le trouvez tel, répondis-je, pourquoi ne l'employez-vous pas?

— Je n'ai aucune proposition à faire; je n'aurais, tout au plus, qu'à en écouter dans l'intérêt de la France. »

Cette phrase me fut lancée avec tant de sécheresse, que je me blâmai d'avoir été trop

loin ; et, au lieu de me justifier, je gardai le *tacet*, et fis bien.

On atteignait au renouvellement de l'année, la cinquième de la république *une et indivisible*. On fêta ce jour assez ridiculement. Les cérémonies furent si mesquines, que le journal officiel ne put se retenir de s'en moquer tout le premier. Il promit, en revanche, que l'on ferait mieux une autre fois, et nous attendîmes la réalisation de cette espérance. Une cérémonie plus importante que celle-là eut lieu. Le 10 vendémiaire (samedi 1er octobre), le jeune Marmont, aide-de-camp de Bonaparte, fut présenté, par le ministre de la guerre, au directoire, et en audience publique. Il avait alors vingt-deux ans, était né à Châtillon-sur-Seine, le 20 juillet 1774, d'une famille noble, et déjà avait pris une belle part des lauriers cueillis par nos braves. Il se signala, dès 1792, à l'armée d'Allemagne, passa, en 1795, à celle d'Italie, où son courage lui mérita un sabre d'honneur, au passage du pont de Lodi. Il commanda l'artillerie à cheval à la journée de Castiglione, et contribua beaucoup au gain de la bataille.

Il parut, à Paris, rempli d'enthousiasme

pour son général, et laissant former de belles espérances sur son compte. Sa figure agréable, ses manières aisées et polies, son esprit vif et enjoué, et déjà sa réputation naissante, lui valurent des succès dans la société de madame Bonaparte. Je le connaissais déjà. Il avait eu la mission de son chef de venir causer avec moi. Il me parut très-spirituel et propre aux affaires. Aussi, dans ma première lettre à Bonaparte, je dis de lui :

« Marmont est venu continuer à Paris ses « triomphes d'Italie. Il plaît aux femmes et aux « hommes d'état. Je présume que vous l'ap« préciez également; il en est digne. Il se dé« mêle avec beaucoup d'adresse de certains « piéges qu'on lui tend à votre intention. Il ne « dit que ce qu'il convient de dire, se tait à « propos, et ôte jusqu'à la possibilité de laisser « interpréter son silence; mais, en revanche, « ses mains sont percées : encore s'il se con« tentait de ne faire que jeter l'or pièce à « pièce!..... il l'éparpille à poignées! Qui donc « l'enrichira? »

Je ne croyais pas deviner si juste, et que Marmont ne pût être enrichi. C'est un homme, au demeurant, plus malheureux que coupa-

ble, contre lequel on s'acharne sans raison. Il a des torts, sans doute, et on en fait des crimes. Il a trahi. Qui? La France. Et les autres, qu'ont-ils fait, ces saltimbanques militaires ou magistrats, ou administrateurs, qui, depuis tant d'années, changent de couleur et de visage, qui ont vendu le peuple à tous les pouvoirs successifs? que sont donc ceux-là? Je le demande. Leur criminalité est-elle d'une espèce différente? Si j'avais à décider, ce serait eux que je flétrirais du nom de traîtres plutôt que le duc de Raguse. Je regrette que le cadre dans lequel j'ai résolu de me renfermer ne me permette pas de m'étendre jusqu'aux époques postérieures. Je pourrais, en venant là, cautériser des réputations insolentes, dont l'audace me fait mal.

Le ministre de la guerre, en présentant Marmont, prononça un discours qui roula sur la conquête de la haute Italie, consommée par le général Bonaparte. Je n'ai pas suivi ce héros dans tous ses beaux faits d'armes, assez d'autres ont pris ce soin. Ma tâche, à moi, est de le montrer dans son intérieur, et pour ainsi dire, sinon sur la scène du monde, mais derrière la toile.

Parmi les dames qui voyaient avec plaisir le jeune Marmont, madame de Staël doit occuper la première place. Elle se tourmenta beaucoup pour le faire venir à ses soirées, et me chargea de l'y amener. Je ne pus m'empêcher de dire gaîment à l'ambassadrice de Suède :

« Madame, je vous préviens que l'aide-de-camp n'a aucune influence sur son général. »

Ma plaisanterie fut comprise, et madame de Staël, loin de s'en fâcher, répondit :

« N'importe ! je tiens à ce qu'on parle de moi autour de Bonaparte. »

Elle y tenait beaucoup, et de plus en plus. C'est un fait que je m'étonne que plus tard elle ait oublié aussi complètement. Le défaut de mémoire dans les actes majeurs de la vie me surprend toujours, quoique en France on doive y être accoutumé. C'est le pays où la mémoire est la plus ingrate, où nul ne se ressouvient le lendemain de ce qu'il a dit et fait la veille; c'est d'ailleurs chose convenue et dont on ne se tourmente plus.

Madame de Staël avait déjà son plan bien arrêté, lorsqu'elle tenait tant à se rapprocher de Napoléon ; c'était dans la pensée de perpé-

tuer par son crédit celui dont elle jouissait en ce moment. Elle était à Paris une puissance réelle, fort écoutée du directoire, où elle comptait deux partisans déclarés, Barras et La Révellière. Son influence sur le premier était une suite de la galanterie naturelle du directeur; il avait du plaisir à causer avec une femme aimable, et il prétendait même avoir eu encore plus de bonheur auprès d'elle. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il régnait entre eux une familiarité gracieuse et une sorte d'abandon qui laissaient beaucoup à penser.

Le moyen dont madame de Staël se servait pour gouverner le collègue de Barras provenait d'une autre source. Elle flattait la manie théocratique de La Révellière, approuvant la plupart de ses idées saugrenues, et allant, dans les instans de causeries intimes, jusqu'à lui laisser entrevoir qu'elle pourrait bien finir par professer publiquement le culte théophilanthropique. Cette mystification plaisante lui réussissait en tout point. L'espoir d'une aussi brillante conquête charmait La Révellière, qui, pour se l'assurer, aurait sacrifié les plus chers intérêts de la France. Il coquetait autour de la dame de manière à faire rire, ne

refusait aucune de ses demandes, prenait plutôt ses ordres, tant il craignait de refroidir son *zèle religieux*.

Elle profitait de cette extravagance et du laisser-aller de Barras pour dicter ses volontés au directoire ; et dès cette époque commença l'intrigue qui, l'an d'après, porta M. de Talleyrand au ministère des affaires étrangères, ou des relations extérieures, comme on disait alors. Madame de Staël cependant ne se croyait pas solidement établie, tant que Bonaparte ne serait pas au nombre de ses admirateurs ; il lui inspirait une haute opinion, et elle devinait sa destinée future. Que ses propos d'alors sur le compte de cet homme extraordinaire étaient différens de ceux que la colère, la haine et la vengeance lui ont fait tenir depuis ! Combien de fois elle m'a dit :

« Votre ami recommencera Alexandre et César. »

Elle ne pouvait deviner, ni nous non plus, qu'il rèssusciterait Charlemagne. Elle parlait de lui à Barras avec intérêt, prenait sa défense, et le tout pour parvenir à le dominer. Une sorte de jalousie l'éloignait de Joséphine, que pourtant elle voyait habituellement. Ce n'était

point, il est vrai, pour la flatter; il y avait de l'aigreur jusque dans leurs politesses réciproques, et chaque fois qu'on parlait de celle-là, madame de Staël lançait une épigramme. Un jour entre autres, lasse d'entendre je ne sais qui répéter à satiété le nom de madame Bonaparte, elle se pencha à mon oreille.

« Quand on pense et agit comme Joséphine, dit-elle, on devrait être, non la femme, mais la femme de charge d'un héros. La belle conversation qu'ils font à eux deux! elle répond chiffons quand il lui parle bataille. »

Joséphine de son côté n'avait aucune amitié pour madame de Staël; elle en disait force malices, tenait note de ses étourderies, prétendant que, si la fille de Necker n'était pas si laide, elle la redouterait auprès du général. C'était un état permanent de guerre sourde, déguisée sous des formes polies. On se déchirait à belles dents, en se faisant de doux sourires. Les observateurs riaient de ce manége, ou en faisaient leur profit.

Nous étions quelques-uns admis dans cette double intimité, et par conséquent bien en position pour apercevoir cet éloignement tout en présence. Le manége de la femme de

génie se déguisait peu ; il trompait toutefois les deux directeurs que j'ai nommés. Il en était un troisième qu'elle voulut fasciner également; ce fut Carnot, dont la galanterie et l'amour qu'il portait au beau sexe surprendraient ceux qui ne voient que son caractère dur et supérieur. Il aimait les dames passionnément, faisait pour elles de petits vers badins, anodins; c'était incognito le Dorat de la république. Mais Carnot voulait que ses maîtresses fussent jolies, madame de Staël ne l'était pas, et lui avait trop de mérite pour se laisser séduire par la vanité de posséder une manière de génie en qualité de conquête galante. Aussi, loin de répondre aux agaceries qu'on lui prodiguait, aux doux propos, il se tenait dans une réserve prudente, disant :

« J'ai peur de faire un pas en avant, car alors madame de Staël pourrait en faire quatre. »

C'était également un spectacle curieux que ce jacobin parfumé, repoussant les avances polies d'une femme célèbre, sans toutefois s'en écarter tout-à-fait. Il avait honte de sa brusquerie ; mais à aucun prix il ne voulait d'un bonheur dont il n'appréciait pas les avan-

tages. Néanmoins il dédommageait la dame de ce refus de son cœur par une foule de faveurs, de nominations, etc., qu'elle en obtenait pour ses protégés, ceux-ci en très-grand nombre. Il faut lui rendre cette justice, c'est qu'on parvenait facilement à l'intéresser pour des personnes malheureuses, et que son zèle à servir était extrême. J'ai recueilli d'elle à ce sujet un mot charmant. Le voici :

« Le plaisir d'obliger est le délassement des grandes intrigues politiques. »

Et certes elle ne se le refusait pas.

Je ne pourrais parler avec le même éloge d'une très-jolie femme, madame G....., qui depuis est devenue princesse ecclésiastique. Celle-là obligeait aussi, mais à prix fixe. Sa maxime était que, puisqu'en obligeant on ne fait que des ingrats, il valait mieux faire un bon marché que rendre un service. Elle pratiquait cet axiome de façon à faire crier après son amant, homme, dit-on très-habile; et les malins, qui savaient les sommes considérables qu'elle recevait, lui appliquaient le vers connu de Petit-Jean dans *les Plaideurs* :

Il est vrai qu'à monsieur *elle en rend* quelque chose.

Au reste, nul ne s'en étonnait ou s'en formalisait. Au bon temps du directoire, prendre de toutes mains passait en habitude; on se moquait des dupes qui faisaient de la vertu, sans s'indigner des vendeurs de la chose publique. Piller l'état, voler le particulier, cela s'appelait faire des affaires, et qui n'en faisait pas? Un homme, un seul homme résista au torrent : ce fut Bonaparte. Jamais il ne s'est mêlé d'un trafic honteux, jamais un pot-de-vin ne l'a sali; il est sorti pur de cette époque d'agiotage, de brigandage sans pudeur ; et si parfois des sommes clandestines sont entrées dans sa maison, jamais du moins elles ne parvinrent à lui et il n'en eut connaissance. Un des plus osés fripons du temps (et les coquins hardis pullulaient) dit un jour devant moi à ce sujet :

« Je préférerais proposer à Bonaparte une complicité de vol de grand chemin qu'une prime dans une fourniture faite à la république. »

Il est vrai qu'il revint pauvre de sa première campagne d'Italie, puisque son plus cruel ennemi, Bourienne, ne peut signaler qu'une somme de trois cent mille francs qu'il en rap-

porta. Trois cent mille francs, après tant de villes conquises, tant de batailles gagnées! oh que, depuis 1830, une seule fourniture est plus lucrative! MM. G..... et S..... et P..... le savent bien.

CHAPITRE VIII.

Opérations des armées d'Allemagne et d'Italie. — Victoires de Bonaparte. — Proclamation sévère qu'il adresse au corps d'armée du général Vaubois. — Douleur des soldats. — Journée d'Arcole. — Comment Bonaparte caractérise ce haut fait d'armes. — A Paris on loue Bonaparte. — On le craint au Luxembourg. — Conversation dramatique entre Barras, Carnot, La Révellière, Merlin, Chénier, Talleyrand, madame de Staël et moi. — Mort du roi de Sardaigne et de Catherine II. — Aperçu politique par Carnot. — Madame R..... et un domestique, chronique galante. — Madame de Staël conséquente. — Le citoyen Chauvelin. — Sa piètre aventure avec madame de M..... — Mademoiselle d'Espagne et le député Abolin. — Les naufragés de Calais. — Mot de Barras. — L'impertinence jacobine. — Barras devine juste. — Un député soufflette un journaliste.

Malgré ma résolution d'écarter de mon récit les détails des opérations militaires, je ne peux éviter de retracer en peu de mots la situa-

tion des armées de la république à la fin de 1796, et ce qu'elles avaient fait jusque là depuis le milieu de l'année, afin de rendre plus claire la suite de ma narration. Dans le nord et sur le Rhin il y avait eu, ai-je déjà dit, des succès balancés. Le 24 juin, Moreau passant le fleuve près de Strasbourg, s'empara du fort de Kehl, et le 29 gagna la bataille de Renchen : les 5 et 9 juillet il fut encore vainqueur à Radstadt et à Etlingen; le 10 août à Néresheim, en Souabe; et il contraignit le prince Charles de repasser le Danube et le Lech. Cet archiduc reprit sa revanche en battant à son tour le 22 de ce mois, à Neumarck, le général Bernadotte, et le lendemain à Téming, près Wurtsbourg, le général Jourdan, qui fut contraint de faire sa retraite, et qui, une autre fois encore vaincu à Wurtzbourg, le 3 septembre, essuya l'affront injuste d'une destitution. Il fut remplacé par Beurnonville. Moreau, plus heureux, avait triomphé le 24 août à Friedberg des Autrichiens et pénétré dans la Bavière; mais la mauvaise fortune de Jourdan ne lui permit pas de poursuivre ses avantages. Pressé de tous côtés par les ennemis, il recula dès le

10 septembre, et se montra dans la retraite tacticien habile, non moins que général courageux. Il gagna en se retirant, et le 2 octobre, la bataille de Biberach, et, le 26 repassant le Rhin à Huningue, accomplit l'une des plus savantes manœuvres dont l'histoire militaire de l'Europe conservera le souvenir.

Le 4 juin, Bonaparte investit Mantoue de nouveau. Les Autrichiens, pour l'en distraire, l'attaquèrent sur plusieurs points; il tint tête à toutes ces démonstrations hostiles, triomphant à Roverdo, à Bassano, à Saint-Georges; une partie de l'armée ennemie s'échappa vers le Frioul et le Tyrol; le reste, sous le commandement de Wurmser, parvint à s'enfermer dans Mantoue. C'était en payant de sa personne, en ne s'épargnant point, que Bonaparte obtenait ces avantages. Le soldat, dont il devenait l'idole, se croyait invincible en marchant sous ses ordres, et ne connaissait plus ni frayeur ni dégoût ni fatigue.

Un tel enthousiasme devenait nécessaire pour affronter des combats sans cesse renaissans. L'Autriche, constante à soutenir la lutte, renvoya de nouvelles armées commandées par le maréchal Alvinzy; elles venaient

attaquer des troupes toujours en action, et mal recrutées. Les Français furent de nouveau vainqueurs sur les rives de la Bunta; mais les revers du général Vaubois, mené battant depuis le Tyrol, inspira un instant d'inquiétude..... Bonaparte accourt, réunit ce corps sur le plateau de Rivoli, et, d'une voix triste et sévère, dit :

« Soldats! je ne suis pas content de vous; « vous vous êtes abandonnés à une terreur « panique; vous vous êtes laissé chasser de « positions où une poignée de braves pou« vaient arrêter une armée. Soldats de la 39e « et de la 85e, vous n'êtes pas des soldats « français. Général, chef d'état-major, faites « écrire sur leurs drapeaux : *Ils ne sont plus « de l'armée d'Italie.* »

Ces derniers mots se rapportaient à une proclamation précédente, dont ils faisaient la contre-partie. Ceux qui les entendirent se montrèrent accablés de honte et de désespoir. Le mécontentement d'un héros pesait sur leur cœur; des larmes échappèrent à ces soldats, indignés de leurs revers, et dont un seul homme les punissait si cruellement tous ensemble ; ils s'écrièrent : « Mets-nous à l'a-

vant-garde, et tu verras si nous ne sommes pas encore de l'armée d'Italie. » Il les y mit en effet, et ils y firent des prodiges : il y avait réciprocité de grandeur d'âme entre le capitaine et les soldats. La bataille d'Arcole fut le résultat de cette admonition austère. On sait quels prodiges de valeur eurent lieu, et comment le pont, si vivement défendu par les Autrichiens, fut enlevé par Bonaparte, qui, à plusieurs reprises, se précipita au plus fort de la mêlée. Muiron, son aide-de-camp, lui sauva la vie en y trouvant la mort; Augereau, Lannes se signalèrent par des actes d'une témérité surnaturelle : chaque Français fut un héros dans une bataille qui dura trois jours. Alvinzy, battu, s'échappa avec une armée démoralisée; et Bonaparte, plus tard, en rappelant le beau fait de cette campagne célèbre, s'écria : *Ce fut un chant de l'Iliade.*

Tant de victoires réparèrent quelque peu les désastres survenus du côté du Rhin. Paris tout entier s'enivra de Bonaparte; on en fit une telle idole, que le gouvernement en conçut une épouvante profonde, non qu'il osât la manifester; mais il ne put éviter

de le laisser connaître à ceux qui l'approchaient. Je me rappelle qu'à une soirée du Luxembourg, et en petit comité, il y avait là Barras, Carnot, La Révellière, Talleyrand, Merlin, madame de Staël, Chénier et moi: on parla de ces prodiges militaires renouvelés des Grecs et des Romains : il fallait admettre leur réalité, mais on faisait la grimace; on vantait le général en chef avec retenue; on portait au troisième ciel tous les officiers sous ses ordres, et on élevait les soldats jusque dans le sein du Père éternel. Je m'amusais de cette échelle proportionnelle qui manifestait si clairement le désir qu'on avait de diminuer la gloire du chef, afin de le rendre moins redoutable. Madame de Staël, qui, presque toujours manquait de mesure, parce qu'elle abondait d'impétuosité, ramenant sans cesse la conversation sur Bonaparte, le louangeait hyperboliquement et de façon à tourmenter les auditeurs.

Talleyrand se pencha à son oreille. « Madame, lui dit-il, on ne nie pas les services, mais on a effroi de la récompense. »

Madame de Staël alors promena circulairement sa main autour de sa tête. Talleyrand,

qui la comprit, répéta le même geste, mais autour de son col. Je vis ces propos muets: le dernier me fit frémir. Tout cela eut lieu rapidement; nul, hors moi, n'y fit attention. Chénier, qui, je ne sais pourquoi, s'avisait d'être jaloux de Bonaparte, prétendit qu'avec de tels soldats on devait conquérir le monde. Je me retournai vers lui.

« Ah! dis-je, les fiches ne manquent jamais aux joueurs, il n'y en a pourtant qu'un seul qui gagne la partie.

— Avec l'aide d'un conseil éclairé et souvent d'une direction cachée, » ajouta Carnot avec un ton solennel et mystérieux tout à la fois. Je devinai son intention. Il prétendait nous faire croire que c'était à lui que Bonaparte devait son plan de campagne. Je savais bien qu'il n'en était rien; je ne relevai pas néanmoins le propos: ceux présens y applaudirent. Madame de Staël, prenant la parole:

« En vérité, il est des modesties admirables.

— Lesquelles? demanda Chénier étourdiment.

— Celle particulièrement de celui qui mène

Bonaparte de victoire en victoire, et qui consent à lui en laisser tout l'honneur. »

La phrase, par sa contexture, formait un double sens. Carnot dut la prendre pour un persiflage mérité. La Révellière seul était avec moi porté d'inclination pour Bonaparte; aussi il le louangeait franchement. Barras se taisait presque toujours, et son mutisme parlait plus haut que des paroles mesurées. On causa ensuite de la mort foudroyante de Catherine II, dont la nouvelle était arrivée le matin même. On savait depuis quelques jours celle de Victor Amédée III, roi de Sardaigne. On s'interrogea pour savoir ce que ces deux trépas royaux feraient à la politique européenne. Carnot, avec un tact parfait, devina ce qui eut lieu, et s'exprima en ces termes :

« Nous n'avons fait que changer d'ennemis, et ceux que nous prenons seront plus âpres que ceux qui partent. Le nouveau roi de Piémont est beau-frère de Louis XVI et du prétendant; un double nœud les lie, il en aura plus d'envie de servir leur cause; et ce que nous devons faire le plus vite, sera de

nous débarrasser de lui. La *vieille Cateau du nord* nous combattait avec de l'argent et des intrigues; son fils se mettra en cervelle de jouer le conquérant, et de recommencer ou Pierre Ier, ou Charles XII, ou Frédéric II; il a peu de sens, et fera marcher des troupes contre la république; Suwarow le maintiendra dans cette idée. Ne nous endormons pas. »

Talleyrand se récria sur le pronostic, voulut entreprendre de prouver que la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg ne changerait pas de conduite.

« Il en changera, reprit Carnot; plus le souverain est faible, plus il tient à faire parade de forces : les incapables ne demeurent tranquilles que lorsqu'on les a bien battus.

— Peut-on dire maintenant encore et avec Voltaire, ajouta madame de Staël,

C'est du nord aujourd'hui que nous vient la lumière?

— Croyez-moi, madame, répliqua le directeur Carnot, Voltaire a avancé une sottise; il n'est venu et ne viendra jamais du nord qu'un déluge de barbares : c'est le midi qui perpétuellement a porté et portera la civilisa-

tion dans ces régions glacées. Voltaire, dont j'apprécie le mérite littéraire, a toujours flagorné les rois.

— Il en avait besoin, répondis-je, afin de s'en faire un appui contre les prêtres. C'était du servilisme philosophique.

— Bon, dit Chénier en riant, que ne faisait-il mieux, en tuant les rois et les prêtres? »

La plaisanterie ne convint à aucun des cinq autres régicides présens. Ces tueurs de roi ne voulaient point qu'on traitât cette matière, surtout par forme de plaisanterie. Aussi Merlin, avec une gravité motivée, riposta :

« On ne tue ni rois ni prêtres, on juge des coupables. »

Cette phrase prétentieuse fut bien accueillie des intéressés. Nous étions là trois qui aurions voulu ne pas y être, car la situation était embarrassante. Madame de Staël nous en tira, en demandant à Barras si Paul Ier aimait les femmes. Cette question produisit à nos oreilles l'effet d'une corde fausse dans un instrument dont on joue ; elle occasiona une dissonnance complète. Barras, néanmoins, enchanté de se rejeter à mille lieues de l'af-

faire traitée, se mit à débiter des folies; Carnot vint à son aide; nous nous y fîmes tous, hors le grand-pontife, le petit La Révellière, qui, méditant de se placer en guise de dieu sur l'autel de la théophilanthropie ne se permettait jamais la moindre gaîté. On épuisa la chronique scandaleuse de l'époque. Une aventure de madame R... faisait en ce moment beaucoup de bruit.

Il y avait dans la maison où elle logeait un domestique, jeune homme de bonne mine, éveillé, alerte et mauvais sujet à l'avenant. Il s'était aperçu que madame R..., quand ils se rencontraient, jetait sur lui un regard qui semblait dire: c'est dommage que tu sois aux gages de quelqu'un. Le drôle s'avisa, un beau matin, de se faire écrire de province une lettre à son adresse, dans laquelle on lui parlait de sa noble famille et des espérances qu'on avait que son affaire politique s'arrangerait sous peu. On lui conseillait, en attendant, de toujours conserver son incognito, sous peine des plus grands périls.

La lettre fut placée sur une marche de l'escalier, à l'instant où la dame le montait; elle la releva, l'ouvrit, la lut, et un sentiment de

pitié l'engagea à la remettre à celui qui devait être fort en peine de sa perte. Ceci prit du temps, parce qu'elle ne voulait mettre personne dans la confidence. Enfin un moment favorable se présenta; on se rencontra seul à seul dans le vestibule. Madame R..., à voix basse et du ton le plus sentimental, remit la lettre, et provoqua une explication; le coquin ne l'éluda pas: il descendait d'une antique maison de Provence, avait émigré avec ses parens, puis, rentré furtivement en France, avait tué, à son corps défendant, un alguasil jacobin qui l'arrêtait; force lui avait été de fuir loin de sa terre natale. Il était venu se cacher à Paris, et, pour mieux tromper la police, avait endossé l'habit de *citoyen officieux*, titre sous lequel alors on désignait les domestiques. Tout cela fut conté rondement et sans hésiter. Il était vrai que ce compère sortait de la maison d'un noble d'Aix, et qu'il avait la langue bien pendue.

Rien ne touche plus le cœur d'une femme sensible, et surtout usagée, que le malheur d'un beau jeune homme. Madame R... était dans ce cas, et se laissa prendre au piége. La liaison se noua, fut loin, très-loin, aussi loin

que possible; mais on souffrait de la situation d'un cavalier si aimable; on voulait l'en retirer, et, sans lui rien dire, on travaille à cet effet; on tâche d'intéresser pour lui. Il avait dit son nom, celui de son premier maître; on le trouve sur la liste des émigrés, mais rayé depuis un an. D'ailleurs l'âge, le signalement, ne sont pas les mêmes. — Ce sera son fils? — Il n'en a point. — Son neveu? — Il n'a que des nièces. — Qu'est-il donc? — Mais, citoyenne R..., si c'était un fripon? La dame rougit, se trouble, va aux informations, et finit par découvrir qu'elle a été complètement jouée. Je laisse à penser sa colère, sa honte et son supplice, tandis que le drôle, loin de baisser la tête, la relève avec plus d'audace, ne garde plus de mesure, dit ce qui s'est passé, et va montrant des lettres...

Cette rouerie fit un bruit incroyable; son auteur aurait dû mourir sous le bâton; l'effronterie qu'il mettait en jeu fit sa fortune. Il y eut d'autres femmes curieuses de le connaître; on le tira de condition, et, comme il était porteur d'une jolie figure et de beaucoup de vigueur, il fit son chemin. J'ai fini

par le rencontrer dans le monde, où il trônait sous son nom de guerre, qui, donné d'abord par sobriquet, était devenu sien.

Madame de Staël nous dit :

« Mais enfin c'est un homme, et, dans une république, une femme serait bien folle de ne pas mettre à exécution le principe de l'égalité. »

Aucun de ceux présens n'osèrent combattre ce sophisme ; Barras fut seul à se permettre de faire la moue. Il lui restait du sang noble dans les veines, et c'était un jacobin presque aussi grand seigneur de forme que le moins gentilhomme Chauvelin, tout aussi sans-culotte que lui. Ce dernier m'a toujours surpris ; son impertinence d'action était si opposée à son républicanisme de parole ; il faisait tellement l'homme de cour au milieu de la fange démagogique, qu'on devait en être confondu. Je trouve, dans la notice qui le concerne dans la *Biographie des contemporains*, qu'il se tint à l'écart pendant toute la durée du régime directorial ; c'est une fausseté. Il rôda constamment autour du Luxembourg, cajola par mots et par lettres chaque directeur, ne cessant de demander à rentrer

dans la diplomatie. Barras, malgré une bienveillance apparente, lui fut constamment contraire.

« Il est trop flasque, disait-il; nous le verrions porter dans la diplomatie la mollesse qu'il a près des dames. »

Et, à la suite de ce début, il racontait le trait connu de ceux de l'ancienne cour. Madame de M..., éprise de M. de Chauvelin, avait consenti à le faire cacher dans une pièce reculée de son appartement; il était convenu qu'il y demeurerait pendant toute une semaine... Un jour se passe; le marquis de Chauvelin, beau parleur, ne déparle, mais n'agit point; il démontre si languissamment sa passion, que dès la nuit suivante la dame lui dit avec une naïveté charmante :

« Mon cher ami, pour ce que nous faisons ici, ce n'est pas la peine d'exposer, moi ma réputation, et vous la vie; croyez-moi, retournez chez vous, nous nous en trouverons bien tous les deux. »

Et, du conseil passant à l'exécution, elle le congédia lestement.

On ne saurait imaginer combien ce genre de tort du marquis-citoyen Chauvelin lui

nuisait dans l'esprit de Barras, véritable roué, plein de valeur et de force. Il avait conservé tous les goûts de l'ancien régime, et, malgré sa démagogie patente, se sentait toujours entraîné vers ceux de sa caste. Il ne pouvait oublier que les *Barras étaient aussi anciens que les Rochers de la Provence.* Il en résultait que la noblesse s'adressait à lui par préférence, qu'il prenait ses intérêts tant qu'il le pouvait. Je me souviens à cette époque de l'avoir singulièrement indigné contre une décision inique du conseil des cinq-cents; décision qui fit beaucoup de bruit.

Le marquis d'Espagne avait émigré avec ses fils et sa femme; on s'empara des biens de tous , et ceux de la marquise furent vendus les premiers. Alors parut mademoiselle d'Espagne, qui, chassée de Saint-Cyr où elle était élevée, prouva qu'elle n'avait pas émigré, et réclama sa part légitimaire sur la fortune de ses parens. L'administration du département de la Haute-Garonne, touchée de la justice de cette demande, surseoit à la vente des biens du marquis d'Espagne, liquide les droits de la fille, les fixe à quarante-six mille neuf cent quatre-vingt-

dix-neuf livres, dont l'hypothèque est affectée sur un domaine non vendu, appartenant au marquis d'Espagne. La jeune personne entre en jouissance.

Les choses en étaient là, lorsque Abolin, membre actuel du conseil des cinq-cents, et ancien régisseur des biens de la maison d'Espagne, profite de l'influence de sa position pour soumissionner, et se faire livrer à dix mille francs une terre qui, déjà avant la révolution, en valait cent vingt mille. On dénonça à la tribune l'intrigue d'Abolin; on y fit connaître la vérité, mais la majorité voulut traiter favorablement un collègue, que d'ailleurs on pouvait imiter, et on passa à l'ordre du jour sur la pétition de mademoiselle d'Espagne. Une telle iniquité inspira une indignation générale; Abolin en ressentit les conséquences; aussi plus tard, et mieux inspiré par sa conscience, il entra, dit-on, en arrangemens avec la famille qui avait tant de droit de se plaindre de lui.

Cet acte des cinq-cents fit à Barras beaucoup de peine, d'autant plus qu'à la même époque ses collègues l'obligèrent de se joindre à eux pour poursuivre avec rigueur MM. de

Choiseul, de Damas, etc., naufragés sur la côte de Calais, et contraints malgré eux d'aborder en France; on les arrêta contre tout droit des gens. Il s'ensuivit une procédure atroce, qui se perpétua jusqu'au 18 brumaire, où l'équité de Napoléon la termina brusquement. Je ne dirai rien de ce fait fameux, je puis affirmer que Barras se montra malgré lui acharné à poursuivre des hommes échappés à la fureur des flots. Il lui échappa un jour ces paroles remarquables :

« On signalera la France comme une seconde Tauride; il est peu agréable de jouer en cinquième, malgré soi, le rôle de Thoas. »

Il y avait des momens où la majorité jacobine et roturière du directoire se prenait d'une belle fureur contre la noblesse, et la pourchassait le plus républicainement du monde, c'est-à-dire avec mâle-rage. Le type des jacobins est une jalousie excessive contre les hommes bien nés; ils les accusent de tous les défauts qu'ils ont eux-mêmes, car où trouve-t-on plus de hauteur, d'orgueil, de suffisance, d'amour de la suprématie, et d'avidité pour l'argent, que parmi les *gens de peu* qui sont depuis quarante ans devenus en France, *les gens*

de beaucoup, ou pour mieux dire *de tout?* En est-il qui aient vendu mieux et plus souvent la patrie, qui se soient vautrés plus profondément dans la fange de la flatterie? Quels ont été meilleurs courtisans qu'eux? qui a plus mangé et bu aux dépens du peuple? qui l'a plus largement exploité? Lequel de ceux-là s'est écarté de la cour, lorsque la cour lui a été ouverte? Lequel n'a pas quêté les cordons, les titres, les honneurs, les décorations? Pas un, non, pas un, même Carnot, ne s'est épargné la honte de cette flétrissure volontaire. Oui, le citoyen Carnot a consenti à devenir comte, lorsque, ma foi, les duchés n'étaient déjà plus en grande valeur. Du moins, ces jacobins, ces libéraux actuels, si âpres à la curée, devraient être plus équitables, et ne pas tant en vouloir à la noblesse de sa persistance à maintenir ce qu'elle possède depuis si long-temps, lorsque eux sont si cramponnés à ce qu'ils tiennent si nouvellement, et si superbes de ces titres juvéniles.

Barras me l'a dit plus d'une fois : « Mes confrères ne me pardonnent pas ma noblesse; mais, en revanche, je lui dois une partie de

ma supériorité sur eux. Je jouis de l'influence irrésistible d'un nom illustre, soit au-dedans, soit à l'étranger; les ambassadeurs cherchent à traiter avec moi: c'est le privilége de ma naissance. On a eu grand tort de détruire la noblesse; dix ans ne s'écouleront pas avant qu'on la rétablisse. Chacun en France la déteste et la veut, et le peuple, au fond, ne peut se passer d'elle.»

Barras fut prophète. Bonaparte fit des nobles aussitôt qu'il se vit assis, bien établi; et ceux qui avaient tant murmuré à la création de la légion d'honneur trouvèrent tout simple qu'un empereur voulût avoir des magnats autour de son trône. Ces *citoyens* étaient cent fois plus gonflés que les *messieurs*. Ils voulaient surtout qu'on parlât d'eux avec une vénération profonde, qu'on les encensât toujours, qu'on ne les sifflât jamais. Ils avaient principalement en horreur les critiques de la presse, tandis qu'ils avaient tant employé la presse à poursuivre ceux de haut rang. Ils faisaient de laides grimaces lorsque certains journaux se moquaient d'eux, et dans leur colère s'abandonnaient à de petits excès féodaux. Nous en eûmes un exemple plaisant

vers la fin de septembre 1796. Un rédacteur du journal *le Censeur des Journaux*, nommé Langlois, se promenait dans un des corridors de la salle du conseil des cinq-cents; quelqu'un le nomme à l'instant où passe le député Bellegarde. Celui-ci, le prenant pour un nommé Isidore Langlois, rédacteur du *Messager du soir*, dont il avait à se plaindre pour des articles contre lui, va délibérément vers l'homonyme de son ennemi, et, sans aucune information, lui assène un soufflet à pleine main, à la manière de celui de Pourceaugnac. Langlois, *du Censeur des Journaux*, justement irrité de cette attaque imprévue, sort un pistolet de sa poche (car, en ce temps de république, malheur à qui ne prenait pas ses précautions!), l'appuie sur la poitrine du député; le coup va partir, lorsque Perrin, des Vosges, autre représentant, détourne à propos l'arme homicide. Langlois alors se venge à coups de pieds et de poings; cela cause un scandale étrange. Le conseil des cinq-cents intervint, et, par forme disciplinaire, Bellegarde eut à subir une détention de trois jours dans sa maison.

Le directoire vit sans peine cet acte, qui

déconsidérait la législature, avec laquelle il entrait en pleine lutte. D'une part on voulait attirer tout le pouvoir à soi, de l'autre on prétendait en conserver la majeure partie. Le moyen de s'entendre au milieu de cette rivalité d'ambition?

CHAPITRE IX.

Fêtes et plaisirs.—L'officier de dragons et la peau de tigre. — Rétif de la Bretonne. — Son orgueil naïf. — Mercier et lui. — Rapport aux cinq-cents fait par Mercier contre les artistes. — Sa querelle avec David. — Énergie et justesse de ses répliques. — Ses antipathies littéraires. — Ses médisances sur Fontanes.—Pourquoi il englobait Marmontel dans cette proscription. — Son propos touchant Chénier. — La Harpe ennemi de tous les gens de lettres. — Scène plaisante de ce dernier, venant de communier. — Épigramme inédite de Chénier sur son compte. — Espoir de paix. — Lord Malmesbury vient en traiter avec le directoire. — Qui ne veut pas cesser la guerre. — Barras m'avoue pourquoi. — Diplomatie. — Note I. — Note II. — Réflexions.

Les nuages qui chargeaient l'horizon politique n'épouvantaient aucunement les Parisiens, trop long-temps contenus par le règne de la

terreur dans leur amour immodéré des divertissemens de tous genres. On courait aux fêtes données, soit gratis, soit à prix d'argent, soit dans des lieux couverts, soit sous la voûte céleste : quoi que ce fût enfin plaisait, pourvu que ce fût une distraction. C'était un véritable délire, dont je prenais ma part avec la vivacité de mon âge, d'autant moins contenue que la présence de Bonaparte n'était point là pour la retenir. J'allais partout où je savais que des divertissemens nous étaient offerts, et, dans la simplicité de mon âme, je ne manquais aucune séance de l'Institut. Il était, vous ai-je dit dans le volume précédent, nouvellement rétabli, et déjà le point de mire de toutes les ambitions littéraires et scientifiques. Les artistes, les gens de lettres, les géomètres, les naturalistes, les hellénistes, et surtout les citoyens de la classe de morale, politique, législation, aimaient à faire parler d'eux à tout prix, et ce désir était également partagé par leurs femmes. Plusieurs de celles-ci, fort jeunes et très-jolies, affichaient une légèreté de conduite dont elles trouvaient l'exemple dans la meilleure compagnie d'alors. Je me souviens d'une anecdote dont l'une d'entre elles

fut l'héroïne, et qui fit force bruit dans le temps. Je me plairai à la répéter.

Cette dame avait pour époux un grand amateur de curiosités naturelles ; il travaillait à la formation d'un cabinet où les productions des quatre parties du monde venaient tour à tour prendre rang. Un beau jour on apporte la superbe dépouille d'un tigre royal ; il la place sur une sorte de mannequin, de manière à lui rendre l'apparence de la vie, et il invite ses amis à venir l'admirer. Parmi ceux-ci ne comptait pas un lieutenant de cavalerie au régiment du cordelier Malo, jeune gars de vingt-deux ans, beau comme Adonis, et taillé en gladiateur combattant. C'était un genre de mérite que l'érudit appréciait peu, et que sa pudique moitié estimait beaucoup. Il avait interdit à cet officier l'entrée de sa maison, et, dès que lui en sortait, le lieutenant y établissait son quartier-général. Ce manége dura quelque temps, à la satisfaction des amans... Mais tout a un terme, et la mauvaise fortune est en pleine habitude de remplacer la bonne. Il advint que, dans le moment où l'on croyait notre illustre à l'Institut, il se présente, non seul, mais en compagnie, amenant deux particu-

liers pour qu'ils vissent son tigre. Où cacher l'amant? toutes les issues sont fermées, et, s'il est rencontré, quelle scène va s'en suivre! Mais comment faire?... Une idée se présente. On ignore ce que veut le savant; il ressortira peut-être... Et vite, vite, l'amant est niché sous la peau bigarrée. Il y est fort à son aise; la carcasse est vaste, le mannequin posté très à propos. Cependant le mari et les invités arrivent. « Ma femme, ces citoyens viennent voir ma peau.—Votre peau?—Oui, celle de notre bête.—La voilà, citoyens.—Qu'elle est belle!» Et chacun de s'extasier, et la dame de frémir. On tourne autour, on examine. L'un passe les mains sur le poil, l'autre soulève un pan... « Oh! que vois-je? dit celui-ci; on a doublé ce tigre avec un habit de dragon. » Il tire, on résiste, il ne lâche pas prise; tout-à-coup un juron se fait entendre, la peau est soulevée... Instant d'effroi, et le militaire sort, persuadé qu'on le mystifie. Qui le fut? Le mari. Il eut dès ce moment l'histoire naturelle et sa femme en égale aversion.

Parmi ceux qu'indignait leur non admission à l'Institut, je place en première ligne Rétif de la Bretonne, génie rocailleux, agreste, sans

mesure ni retenue, et néanmoins ingénieux, original, varié, rempli de pensées fortes, d'idées neuves, mais habillées, il est vrai, sous un style bizarre, encore plus étrangement recouvert d'une orthographe qui en rendait la lecture difficile. Rétif de la Bretonne avait, en outre, un orgueil prodigieux, qui s'exprimait avec une naïveté incomparable. Celui-là, plus encore que Rousseau, ne comprenait pas comment la France tardait à lui dresser des autels. Il savait les mériter, il les aurait de la postérité, pourquoi donc les lui refuser pendant qu'il était en vie? Cet orgueil fou le porta à l'acte d'une telle extravagance, qu'on a peine à croire qu'il soit possible que l'hallucination de la vanité puisse aller jusque là. Rétif s'avisa d'écrire sa propre biographie, en seize gros volumes, et, sous prétexte de se donner en exemple à la postérité, se traîna volontairement dans la boue, se déshonora si bien, qu'il n'y eut pas moyen de le relever de sa flétrissure éclatante, et que, quoique ses talens réels parlassent pour lui, il fallut le laisser à l'écart.

Qui n'a pas entendu le rugissement de sa colère ne peut s'en former l'idée exacte, à moins qu'il ne soit intimement lié avec un

romantique également mis de côté. Rétif tonnait dans les rues, soit de vive voix, soit par placards. Il imprima tout au long cette phrase parfaite :

On demande pourquoi Rétif de la Bretonne ne fait point partie de l'Institut. Réponse. *Quand on eut fini le manuscrit de l'Encyclopédie, on s'aperçut qu'on avait oublié l'article Paris.* Ainsi, d'après Rétif, Rétif était le Paris de l'Institut de France. *Risum teneatis!* Il est certain que cet homme de lettres aurait dû y siéger, s'il ne s'en était pas rayé lui-même, ainsi que je l'ai dit précédemment, par la publication inconvenante de *Monsieur Nicolas, ou le cœur humain dévoilé.* Ce sont les mémoires les plus étranges, les plus vicieux, et à la fois les plus amusans à lire. On ne revient pas de ce mélange de turpitudes et de sentimens philosophiques, de cette dissolution pratique, avec tant de vertu en théorie, et de cette persistance à déshonorer soi, toute sa famille, ses parens, ses amis et ses connaissances. Ce livre est trop peu connu, il mérite de l'être davantage.

Rétif était l'inséparable de Mercier; chacun prenait la charge de trompette de son cama-

rade. Il y avait la réciprocité d'éloges, et la camaraderie de l'époque actuelle a été fondée par ces deux littérateurs, au demeurant bien supérieurs à tous nos romantiques du jour, leurs pâles copies. Mercier avait plus d'art et d'adresse. Nommé membre du conseil des cinq-cents, chaque fois qu'il prenait la parole, il soutenait une question singulière; il frappait l'attention par l'étrangeté de ses doctrines. Je crois amuser mes lecteurs en leur présentant des lambeaux d'un des discours de Mercier dont voici le sujet.

Une loi venait d'être portée; elle établissait l'impôt de la patente; les peintres, sculpteurs, architectes et graveurs, y étaient soumis. Ils en appelèrent par pétition à une nouvelle décision de la législature. Une commission aux cinq-cents fut nommée, selon l'usage, pour faire un rapport, et Mercier choisi pour rapporteur. On aurait dû penser qu'il s'empresserait d'affranchir les beaux-arts d'une taxe honteuse. Cela eût été le pont aux ânes pour lui; aussi, loin de marcher dans cette ligne, il en adopta une tout opposée, et, montant à la tribune, il dit:

« Il s'agit de donner une idée juste de ce

qu'on entend par peintre, sculpteur, graveur et architecte. Vous savez que, pour bouleverser les choses, on a bouleversé le langage; on a abusé du mot d'*artiste*. Autrefois un peintre était un peintre, un comédien était un comédien, un violon était un violon; aujourd'hui ce sont des artistes. L'abus en ce genre a été porté si loin, que peu s'en est fallu que Montesquieu, Newton, etc., ne fussent des artistes.

« Parce qu'on a dit que la peinture est sœur de la poésie, les peintres ont cru pouvoir s'assimiler aux poètes, aux écrivains, aux géomètres, comme s'il était permis de comparer le pinceau du peintre au compas de Newton. Il faut être grossier de langage, et sourd de génie, pour placer la peinture dans les couleurs; elle est dans l'âme et les sentimens.

« A entendre les peintres, leur art est purement libéral; ils ne gagnent rien. Parcourez le salon. Ici, c'est un portrait de l'auteur; là, c'est celui de sa mère, de son père, de sa fille. S'il a peint cette femme, c'est qu'elle était belle. Ce tableau d'histoire restera dix ans dans son atelier; et s'il s'en défait à cette époque, ce sera pour une somme modique.

« L'inégalité de talens forme entre ceux qui se décorent du beau nom d'artiste une ligne de démarcation impossible à tracer. Les plus mauvais peintres sont les plus riches. Feriez-vous payer la même patente au pinceau de Poussin et à la broche du rôtisseur; à la plume de Rousseau et à l'encrier de Marat? Tous ces peintres, graveurs, sculpteurs et architectes, ont été les vampires du trésor public... »

Le rapporteur, après ces phrases peu louangeuses, conclut à ce que les peintres, etc., qui n'avaient ni enseigne ni boutique, qui ne faisaient aucune entreprise de peinture, de sculpture et de bâtiment, fussent déchargés de la patente. On écouta l'orateur avec mécontentement; on lui en donna la preuve, en refusant l'impression de son discours. Il s'en moqua; il avait parlé à la tribune, et tous les journaux répéteraient ses paroles.

Il y eut pleine insurrection contre lui parmi les artistes, furieux d'avoir été aussi maltraités.

La première fois que David rencontra Mercier à l'Institut, il fut à lui bouillant de cour-

roux, et le remercia ironiquement de son œuvre.

« De quoi te plains-tu ? répliqua Mercier. Ai-je dit plus de mal des artistes que tu as voulu leur en faire? Ai-je provoqué contre eux des mesures de mort ? »

Cette apostrophe se rapportait au propos de David, qui, au temps de la terreur, avait dit publiquement : « On peut tirer à mitraille sur les artistes, sans craindre de toucher un seul patriote. »

C'était les dévouer en masse au supplice. Mercier, d'ailleurs, avait été proscrit avec les soixante-treize, et il n'oubliait pas que David siégeait parmi les proscripteurs. Celui-ci, atterré par la vigueur de la réplique, balbutia quelques mots.

« Écoute, poursuivit Mercier ; fais des tableaux, c'est ton métier. Je dis métier, entends-tu? car tu débats à l'avance le prix de ton travail. Tu sais ce qu'il te rapportera ; donc tu es marchand, et point artiste.

— Et toi, l'es-tu? car tu vends aussi tes feuilles écrites.

— Je les donne à vil prix, et j'éclaire le monde. Quel bien un tableau peut-il faire à la

patrie et à l'humanité? Est-ce avec des peintures ou au moyen de statues qu'on serait parvenu à faire la révolution ? Il fallait la parole tonnante, le levier énergique de la plume, pour renverser les préjugés. Montre-moi, avant 1789, un seul de tes tableaux où tu aies fait preuve d'indépendance. Ton pinceau t'a-t-il conduit à la Bastille ou fait avoir des démêlés avec la justice? Non, tu l'as employé à retracer les traits de tous les vicieux, de toutes les femmes galantes de l'époque; tu as jugé digne de la postérité quiconque t'a payé grassement. Moi, au contraire, j'ai lutté avec audace contre le trône, le clergé, la noblesse, la magistrature; j'ai harcelé, accablé les riches et les oppresseurs; j'ai subi la prison, la saisie de mes volumes ; je me suis laissé ruiner dix fois, tandis que tu gagnais de l'argent de ce monde-là, que tu le flagornais dans ses salons. La révolution est venue; alors tu as demandé du sang, et moi j'ai invoqué la clémence; tu es devenu féroce parce que tu étais fort; je me suis presque rangé du parti que j'avais aidé à renverser, parce que je l'ai vu faible. Aussi je suis écrivain, et toi tu es artiste. Adieu, David. »

Mercier, au sortir de ce combat de langue, vint tout chaud nous le raconter chez madame Bonaparte, qui parfois l'engageait à dîner. Nous admirâmes la vigueur de cette philippique; elle lui fit un ennemi irréconciliable de David, qui ne la lui pardonna jamais. Plus de vingt ans après il s'irritait au seul nom de Mercier; celui-ci, au contraire, jusqu'au moment de sa mort, faisait l'éloge des talens de David, sans plus se ressouvenir de leur dernière querelle.

Il faut avouer qu'il ne manifestait pas une égale mansuétude envers certains hommes de lettres pour lesquels il professait, à tort sans doute, le plus souverain mépris; il rangeait dans ce nombre d'abord La Harpe, puis Marmontel, ensuite Fontanes, et enfin Delille. C'était chaque jour contre eux de nouvelles, de vives attaques; il les qualifiait de *phrasiers*, d'arrangeurs de mots, d'eunuques littéraires; c'étaient, à l'entendre, des gens qui faisaient de la poésie avec des sons, qui, de leur vie, n'avaient eu en propre une idée; et puis il les entreprenait dans le secret de leur existence. Oh! pauvre Fontanes, qu'il y avait loin de la rudesse avec laquelle Mercier te

traitait au concert laudatif qui t'a accompagné jusqu'à la tombe! Avec quelle amertume il te reprochait de t'être fait entretenir par Agnès Lebegue, première femme de Rétif de la Bretonne! Qu'il entrait à ce sujet en des détails pénibles! Monsieur le marquis, vous aviez débuté en souteneur du beau sexe. Mercier manquait de charité, mais il prenait sa revanche; les puristes non plus ne l'épargnaient pas; c'était une attaque presque permanente, et où il n'entrait aucune générosité.

Je dis un jour à Mercier : « Soit; foudroyez La Harpe, Fontanes, Delille, Andrieux; mais pourquoi tirer sur Marmontel, qui est des vôtres.

— Des miens!

..... Rayez cela de vos papiers.

Non, certes, il n'en est pas; il critique Boileau, ce n'est point par principe littéraire, mais par envie de faire parler de soi. Il le critique, et il suit ses maximes, et il marche à la suite de l'école funeste du règne de Louis XIV. Non, pardieu, Marmontel n'est pas des nô-

tres, et je lui appliquerai par justice ses propres vers contre Boileau :

> Sans feu, sans verve, et sans fécondité,
> Marmon.... copie, on dirait qu'il invente;
> Comme un miroir il a tout répété.

— Eh! répondis-je, vous battez cet auteur avec ses propres armes.

— Je le repousse dans ses rangs, dont il veut sortir à tort. Ceux que j'admets dans les miens, c'est Rétif de la Bretonne, un peu Ducis, quoique copiste.

— Et Chénier?

—Lui..., s'il avait voulu..... Mais non, monsieur préfère le goût au génie. Il adviendra de là que, le goût changeant, on l'abandonnera... Tenez, mon cher ami, le règne des aligneurs de mots, des académiciens, n'a de durée que pendant leur vie; et, à leur mort, ce qu'ils ont écrit meurt aussi. Que prendre en effet dans leurs œuvres? des mots! ils ne manquent pas dans les dictionnaires; tandis que chez nous on viendra toujours à la pêche des pensées, on nous moissonnera, vendangera perpétuellement. »

C'était avec ces tournures originales, ces

expressions pittoresques, que Louis Mercier soutenait ses opinions. Il étincelait de gaîté, d'esprit et de trait. Son tableau de Paris reste encore en modèle, que de flasques copies ne feront jamais oublier (le livre des *Cent et un*, par exemple).

La Hárpe, le plus saintement du monde, cherchait à rendre à Mercier fèves pour pois; et y parvenait avec peine. La Harpe, depuis sa conversion, que je veux croire sincère, bien que j'aie devers moi des raisons d'en douter, était devenu un chien hargneux qu'on ne savait comment satisfaire; il se plaignait sans relâche, frondait sur tout, et, par un commérage continuel, rendait son commerce pénible. L'envie des succès de ses collègues le consumait, et pourtant il devait être satisfait de ses succès présens; il professait, au Lycée, au milieu d'une affluence d'auditeurs toujours croissante, ce cours de littérature qui, réuni depuis en corps d'ouvrage, est devenu son plus beau titre de gloire. On l'applaudissait avec raison; eh bien! il n'était pas content, car à côté de lui il en était d'autres qu'on louait, et il aurait voulu que la renommée ne signalât que lui.

La réputation de Chénier lui était surtout odieuse; il déguisait ici assez bien sa jalousie derrière ses principes si récens religieux et monarchiques. Un de mes amis alla le voir comme il venait de communier, et le crut tout occupé de cette sainte action. Savez-vous ce que faisait La Harpe? une satire sur Chénier, virulente, haineuse, remplie de calomnies, et La Harpe, se mettant à la lire à mon ami, s'interrompait en disant :

« Mon Dieu, qui de ma bouche es descendu dans mes entrailles, c'est pour toi que je combats..... La charité m'ordonne d'épargner ce misérable, aussi le fais-je..... C'est un autre Caïn.... Qui l'ignore?.... Sainte Vierge, inspire moi!...... Je suis vrai...... Je ne répète que la moitié de la vérité..... Ce n'est pas moi que je défends..... Chrétien, je pardonne des injures, soldat de la foi, je dois mourir sur la brèche. » Et cent autres momeries de ce genre. Mon ami avait grand'peine à conserver son sang-froid, à ne pas éclater en face de La Harpe; mais du moins il ne put garder le secret, et raconta à toute notre société ce qu'il avait entendu. L'irascible Chénier n'était homme à demeurer en reste, il tombait lui aussi avec

sa dureté ordinaire sur cet ennemi. On connaît les traits dont il le meurtrit dans nombre de ses ouvrages, mais peut-être on ignore l'épigramme suivante, que ses éditeurs n'ont pas recueillie, et que je tiens de lui-même.

DIALOGUE.

Frère La Harpe est mort, on l'enterre aujourd'hui.
—Quel mal de l'Achéron lui fait voir les rivages?
—Las! le pauvret! il a passé d'ennui!
— Il lisait donc ses froids ouvrages?

Un peu plus tard, et dans un autre volume, je m'étendrai peut-être sur ces querelles littéraires. Leur physionomie avait un cachet particulier, que ne présente pas celle de nos jours. La camaraderie n'existait pas alors, et par conséquent chacun combattait isolé, sans auxiliaire; la bataille n'en était pas moins acharnée, et les spectateurs n'en portaient que plus d'intérêt aux assaillans.

Cette fin d'année amena une espérance de paix continentale qui ne se réalisa pas. L'Angleterre parut vouloir entrer en négociations, et pour cela envoya en France lord Malmesbury. Il amena avec lui lord Granville, MM. Ellis, Talbot, Ross, et une suite assez

nombreuse, dont cinq courriers du cabinet. C'était un homme d'esprit, diplomate consommé, âgé d'un peu plus de cinquante ans, et très-propre à réussir à Paris. Il se présenta avec des manières froides mais agréables, réservant toute sa raideur pour la rédaction de ses notes diplomatiques. On le reçut bien, trop bien peut-être, ce qui laissa craindre qu'on ne voulût pas sérieusement s'accommoder. Je fus bientôt au fait de la pensée secrète du cabinet de Londres et de celui du Luxembourg, à la suite de quelques propos que me tint Barras.

Instruit de la venue du ministre plénipotentiaire anglais, je courus m'en réjouir avec le directeur. Je le trouvai moins satisfait que je m'y attendais; il écouta paisiblement les expressions de ma joie, puis me dit :

« Là, là, ne vous mettez pas tant en frais d'allégresse; des négociations ne sont pas toujours des traités. Savons-nous quelles sont les intentions réelles de l'Angleterre, ses prétentions, ses exigences, son ultimatum? Nous sommes battus sur le Rhin, il est vrai, mais nous menons battant en Italie; il y a pleine

balance, et on peut être exigeant aussi bien que ce monde-là.

— Mais si l'Angleterre est raisonnable, si elle se montre désireuse de la paix ?

— La paix, reprit Barras, fait grand bien à toute époque à un gouvernement assis sur une base solide ; elle est très-souvent nuisible au gouvernement qui s'établit. Les ambitions, en temps de guerre, s'écoulent vers les armées ; en autre temps, elles débordent dans l'intérieur. L'état de calme est nécessairement celui de luttes acharnées, de batailles intestines, de trames, d'intrigues ; car on cherche à occuper ses loisirs ; alors, les mécontentemens comprimés éclatent, les exigences deviennent hargneuses et pressantes ; on a beaucoup à faire pour maintenir la turbulence des partis. La position belliqueuse, au contraire, comprime les factieux ; on a trop d'inquiétude pour la patrie, pour songer à la troubler ; il y a toujours une masse énorme de gens prompts à soutenir l'administration, par cela seul que la guerre règne.

— Ainsi nous n'aurons pas la paix ?

— Nous pouvons l'avoir ; mais si elle nous

fait faute, c'est que l'intérêt de tous l'aura décidé. »

En termes diplomatiques, *l'intérêt de tous* signifie positivement l'intérêt de quelques-uns, comme la phrase *bien public* doit être traduite, sans hésiter, par celle *bien particulier*. Barras donc m'en dit assez pour me laisser deviner que les hostilités continueraient encore sur mer et sur terre.

Ce qui m'était connu en particulier le fut peu après du public, lorsque l'on eut connaissance de la note du gouvernement insérée dans le journal officiel de l'époque. Elle disait :

NOTE I.

« Lord Malmesbury a remis le 5 brumaire (mercredi 26 octobre), au minitre des relations extérieures, un mémoire où il propose d'admettre, comme principe, que le premier objet des négociations de paix se rapportera aux restitutions et aux cessions que les parties respectives ont à se demander. La Grande-Bretagne, vu ses succès, n'a aucune restitution à demander à la France. Mais la France a fait des conquêtes sur les alliés de la Grande-

Bretagne, qui doivent lui être compensées par des restitutions proportionnelles ; c'est sur ce pied que le roi d'Angleterre offre de traiter, en offrant des compensations.

« Le directoire a, le même jour, chargé le ministre des relations extérieures de faire au lord Malmesbury une réponse qui porte en substance ce qui suit :

NOTE II.

« Le directoire voit avec peine que la proposition du lord n'offre que des moyens dilatoires.

« Si le lord eût voulu traiter séparément, ainsi qu'il y est formellement autorisé, les négociations eussent pu être considérablement abrégées, tandis que la nécessité de balancer, avec les intérêts des deux puissances, ceux des alliés de la Grande Bretagne, multiplie les combinaisons, complique les difficultés, tend à la formation d'un congrès, et exige l'accession des puissances qui, d'après la déclaration du lord, ne lui ont donné aucun pouvoir de stipuler pour elles.

« Ainsi, sans rien préjuger contre les intentions du lord Malmesbury, sans rien conclure de ce que sa déclaration paraît ne pas s'accorder avec ses pouvoirs, sans supposer qu'il ait reçu des instructions secrètes, sans prétendre, enfin, que le double but du gouvernement britannique ait été d'écarter par des propositions générales les propositions partielles des autres puissances, et d'obtenir du peuple anglais le moyen de continuer la guerre, en rejetant sur la république l'odieux d'un retard qu'il aurait nécessité lui-même ; le directoire ne peut se dissimuler que la proposition de lord Malmesbury n'est que le renouvellement de celle faite, l'année dernière, par M. Wickman, et qu'elle ne présentait qu'un espoir éloigné de paix.

« Le principe de rétrocession, vaguement et isolément présenté, ne peut servir de base à des négociations.

« Cependant le directoire, pour prouver qu'il ne se refuse à aucune voie de conciliation, déclare : qu'aussitôt que le lord Malmesbury fera paraître ses pouvoirs des puissances alliées de la Grande-Bretagne, à l'effet de stipuler leurs intérêts respectifs ;

il s'empressera de répondre aux propositions précises qui lui seront faites, et que les difficultés s'aplaniront autant que peuvent le comporter la sûreté et la dignité de la république. »

Cette manière inaccoutumée de transporter à la face d'une nation des actes diplomatiques, jusqu'alors renfermés dans le secret des portefeuilles, fut un véritable chat jeté aux jambes du gouvernement anglais, si on peut employer ici cette expression proverbiale.

Le directoire, avec beaucoup d'adresse, se mettait à côté, et, bien qu'au fond il ne voulût pas la paix, se montrait, au contraire, disposé à la conclure, aussitôt que les autres puissances la voudraient sincèrement. Les Anglais s'en aperçurent, ils en prirent de l'humeur; lord Malmesbury se plaignit de la publicité donnée à la réponse faite à sa note confidentielle. On répliqua vertement, la négociation, au lieu d'avancer, recula. On échangea d'autres notes, remplies d'aigreurs et d'exigences. Bref, le ministre plénipotentiaire se retira sans qu'on pût rien terminer. C'était, au fond, ce que l'on souhaitait de part et d'autre. Chacun eut par là le droit de se

plaindre, de crier à la déloyauté de l'adversaire, de lui reprocher son amour du sang; la guerre enfin continua, parce que la paix était encore peu nécessaire aux puissances belligérantes.

CHAPITRE X.

Suite de la négociation de lord Malmesbury. — Note III. — Note IV. — Note V. — Note VI. — Note VII. — Note VIII. — Note IX. — Note X. — Note XI. — Note XII. — Note XIII. — Barras m'instruit du résultat de l'affaire. — Article fier d'un journal officiel d'alors. — Note XIV. — Note XV. — Note XVI. — Rupture des négociations. — Ce que m'en dit Barras. — Fabre de l'Aude. — Le député Ozun. — Quel gouvernement convient à la France. — *De l'Influence des passions*, par madame de Staël. — Analyse de l'ouvrage. — Citations. — Ce que La Harpe en disait. — Ce que T.... en pensait.

La négociation de lord Malmesbury fut si étrangement conduite de part et d'autre, et les actes qui la signalèrent si singuliers, que, revenant sur ce que j'en ai dit à la fin du chapitre précédent, je crois devoir offrir aux amateurs de diplomatie l'ensemble des pièces relatives à ce point d'histoire, et que l'on trou-

verait difficilement. Ce sera la partie la plus sérieuse de ce volume; mais nos diplomates modernes apprendront du moins avec quelle hauteur leurs devanciers traitaient les affaires d'état. On se rappelle de la dernière note venue du directoire, et transmise à l'envoyé anglais par Charles de Lacroix, ministre des relations extérieures. Voici la réponse que l'on y fit.

NOTE III.

Samedi 12 novembre 1796.

« Le soussigné a transmis à sa cour la réponse du directoire. Ce n'est point par des injures réciproques que l'on travaille de bonne foi à l'ouvrage de la paix. Il n'est point autorisé, comme on le suppose, à une négociation séparée; il lui est enjoint de n'entendre à aucune proposition tendante à séparer les intérêts de S. M. B. d'avec ceux de ses alliés. Sans doute leur intervention sera nécessaire; mais pour abréger les délais on peut commencer à discuter le principe de la négociation combinée, basée sur les compensations. Le directoire ne s'est pas expliqué d'une manière précise, ni sur l'acceptation de ce principe, ni sur les

modifications qu'il désirerait d'y apporter, ni enfin sur l'énonciation d'un autre principe quelconque qu'il proposerait pour servir au même but.

« *Signé*, MALMESBURY. »

NOTE IV.

« Le soussigné est chargé par le directoire exécutif de vous inviter à désigner dans le plus court délai, et nominativement, les objets de compensation réciproque que vous proposez ; il est chargé en outre de vous demander quelles sont *les dispositions pour traiter sur une base juste et équitable dont S. M. l'empereur et roi a donné au gouvernement français une preuve si éclatante au moment même de l'ouverture de cette campagne*. Le directoire exécutif l'ignore. C'est l'empereur et roi qui a rompu l'armistice.

« *Signé*, CHARLES DE LACROIX. »

NOTE V.

13 novembre 1796.

« Le ministre plénipotentiaire de S. M. B.

s'adresse au ministre des relations extérieures pour le prier de l'informer s'il doit regarder la note officielle qu'il a reçue de sa part hier au soir comme la réponse à celle que le lord Malmesbury a remise hier matin au ministre des relations extérieures par ordre de sa cour; il fait cette demande pour ne pas retarder inutilement le départ de son courrier. »

NOTE VI.

Réponse. Même jour.

« Le soussigné ministre des relations extérieures déclare à lord Malmesbury, plénipotentiaire de S. M. B., qu'il doit regarder la note officielle qu'il lui a transmise hier comme la réponse à celle que le lord Malmesbury lui avait adressée le matin de ce même jour. »

NOTE VII.

13 novembre 1796.

« Le lord Malmesbury vient de recevoir la réponse du ministre des relations extérieures, dans laquelle il déclare que la note officielle qu'il lui a transmise hier doit être regardée

comme la réponse à celle que lord Malmesbury lui a adressée le matin du même jour. »

NOTE VIII.

13 novembre 1796.

« Le soussigné (*lord Malmesbury*) n'hésite pas un moment à répondre aux deux questions que vous êtes chargé de lui faire de la part du directoire exécutif.

« Le mémoire présenté ce matin par le soussigné propose en termes exprès, de la part de S. M. le roi de la Grande-Bretagne : de compenser à la France par des restitutions proportionnelles les arrangemens auxquels elle devra consentir pour satisfaire aux justes prétentions des alliés du roi, et pour conserver la balance politique de l'Europe.

« Avant l'acceptation formelle de ce principe, ou l'énonciation, de la part du directoire exécutif, d'un autre quelconque qui puisse également servir de base à la négociation d'une paix générale, le soussigné ne saurait être autorisé à désigner les objets de compensation réciproque.

« Quant à la preuve des compensations

pacifiques donnée au gouvernement français par S. M. l'empereur et roi à l'ouverture de la campagne, le soussigné se contente de rappeler les paroles suivantes, qui se trouvent dans la note du baron de Deglemann, du 4 juin dernier :

« Les opérations de la guerre n'empêcheront nullement que S. M. I. ne soit toujours portée à concourir d'après cette forme de négociation qui sera adoptée de concert entre les parties belligérantes à la discussion des moyens propres à mettre fin à l'effusion ultérieure du sang humain. »

NOTE IX.

« Le soussigné Charles de Lacroix, en réponse à votre seconde note d'hier, est chargé par le directoire exécutif de vous déclarer qu'il n'a rien à ajouter à la réponse qui vous a été adressée. Il est chargé également de vous demander si, à chaque communication officielle qui sera faite entre vous et lui, il sera nécessaire que vous envoyiez un courrier pour recevoir des instructions spéciales. »

NOTE X.

Paris, ce 13 novembre 1796.

« Le soussigné (lord Malmesbury) ne manquera pas de transmettre à sa cour la note qu'il vient de recevoir du ministre des relations extérieures. Il déclare également qu'il sera dans le cas d'expédier des courriers à sa cour toutes les fois que les communications officielles qui lui seront faites exigeront des instructions spéciales. »

NOTE XI.

26 novembre 1796.

« La cour de Londres, informée de ce qui s'est passé ensuite du dernier mémoire remis par son ordre au ministre des relations extérieures, a trouvé qu'il n'y a absolument rien à ajouter à la réponse faite par le soussigné (lord Malmesbury) aux deux questions que le directoire a jugé à propos de lui adresser.

« Elle attend donc encore, et avec le plus grand intérêt, l'explication des sentimens du directoire par rapport au principe proposé

de sa part pour base de la négociation, et dont l'adoption a paru le moyen le plus propre pour accélérer le progrès d'une négociation si importante au bonheur de tant de nations.

« Le soussigné a reçu en conséquence l'ordre de renouveler la réponse d'une demande franche et précise sur cet objet, afin que sa cour puisse connaître avec certitude si le directoire accepte ladite proposition, s'il désire d'y apporter des changemens ou modifications quelconques, ou enfin s'il voudrait proposer quelque autre principe pour arriver au même but. »

NOTE XII.

7 frimaire.

« En réponse à la note remise hier (26 novembre vieux style) 6 frimaire, par le lord Malmesbury, le soussigné (Charles de Lacroix), ministre des relations extérieures, est chargé par le directoire exécutif d'*observer* que les réponses faites des 5 et 22 brumaire dernier renfermaient la reconnaissance du principe de compensation, et que, pour ôter tout prétexte à discussion ultérieure sur ce point, le soussigné, au nom du directoire

exécutif, en fait encore la déclaration formelle et positive. En conséquence, le lord Malmesbury est derechef invité à donner une réponse prompte et catégorique à la proposition qui lui a été faite le 22 brumaire dernier, et qui est conçue en ces termes : *Le soussigné est chargé par le directoire exécutif de vous inviter à désigner dans le plus court délai et nominativement les objets de compensation réciproque que vous proposez.* »

NOTE XIII.

« Le soussigné (lord Malmesbury), en réponse à la note de ce matin, qui lui a été remise de la part du ministre des relations extérieures, s'empresse de lui assurer qu'il ne tardera pas un moment de la communiquer à sa cour, dont il doit nécessairement attendre les ordres ultérieurs avant de pouvoir s'expliquer sur les points importans qu'elle renferme. »

Paris, 27 novembre 1796.

Les journaux continuant à mettre le public dans la confidence de cette négociation menée si bizarrement, le public en éprouvait de la colère; il aurait voulu que l'on marchât

plus droit. Il se plaignait. Barras me demanda ce que l'on disait dans les sociétés que je fréquentais.

« On murmure.

— Que veut-on?

— La paix.

— On aura la guerre, répliqua-t-il brusquement. Malmesbury ne veut que semer la discorde parmi nous, et inspirer à nos alliés de la défiance contre nous. Il exige des choses absurdes; l'abandon de la Hollande, de la Belgique, de l'Italie; des choses de l'autre monde. Il occupe le tapis par des balivernes, nous croit des enfans. On lui prouvera qu'il y a des hommes dans le gouvernement.

— Vous romprez donc les négociations?

— Elles sont rompues. Vous n'avez donc pas lu les journaux ce matin?

— Non, vraiment. Je n'aime pas ce qui me tourmente, et je rejette leur lecture vers le soir. »

Le directeur alla prendre sur la cheminée le numéro du *Rédacteur*, du 1er nivose (mercredi 21 décembre), et lut lui-même, en appuyant sur les mots, le paragraphe suivant :

Paris, 30 frimaire an V.

« Après avoir parcouru tout le cercle des « moyens évasifs et dilatoires de la tortueuse « diplomatie, le lord Malmesbury a été enfin « forcé, à ce qu'il paraît, de s'expliquer caté- « goriquement.

« Ses propositions étaient toutes contraires « à la constitution, ou aux lois ou aux traités. « Il proposait à la France la honte et la per- « fidie.

« Comme il ne faisait, à Paris, que recevoir « et envoyer des paquets, on lui a enjoint de « partir.

« On écoutera, cependant, les propositions « ultérieures de l'Angleterre, en correspon- « dant par courriers. »

« Que vous semble de ceci ? ajouta Barras en reposant la gazette audacieuse.

— Que, pour parler aussi haut, il convient d'agir avec force. Mais connaîtrons-nous ces propositions ?

— Les voici. Méditez-les ; voyez si elles sont acceptables. »

Il me remit alors deux mémoires confidentiels, datés du 27 frimaire (17 décembre),

adressés par lord Malmesbury à Charles de Lacroix; l'un sur les objets principaux de restitutions, de compensations, et d'arrangement réciproque; l'autre, sur la paix de l'Espagne et de la Hollande. En voici la substance:

Dans le premier, note XIV, « S. M. B. demandait la restitution à l'empereur de tous ses états sur le pied de possession avant la guerre; le rétablissement de la paix entre l'empire et la France, par un arrangement qui serait traité avec l'empereur, comme chef de l'empire; l'évacuation de l'Italie, avec l'engagement de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de ce pays; la faculté, à la cour de Pétersbourg, d'intervenir dans la négociation, ou d'y accéder; enfin la paix entre le Portugal et la France, sans qu'il soit question d'aucune condition ou d'aucune cession de part et d'autre.

« A ces conditions, S. M. B. offrait à la France la restitution entière, et sans réserve de tout ce qu'elle avait conquis sur cette puissance dans les Deux-Indes; la restitution des îles de Saint-Pierre, de Miquelon, et de la pêche de Terre-Neuve, sur le pied du *statu ante bellum*. Quant à la partie espagnole de

Saint-Domingue, si elle devait rester à la France, S. M. B. demanderait en retour une compensation. »

Dans le second mémoire, note XV, « S. M. B. déclarait que, si le roi d'Espagne désirait accéder au traité définitif, elle ne s'y refuserait pas; il ne serait question que de rétablir la paix sans restitution ni compensation quelconque, ou, en tout cas, il en serait convenu dans le cours de la négociation.

« Pour ce qui regardait la république des Provinces-Unies, S. M. B. et ses alliés ne consentiraient pas à rétablir l'ancien état territorial, à moins que la France ne pût également remettre ces provinces, à tous égards, et dans la même position politique où elles se trouvaient avant la guerre, etc. »

Ces deux mémoires étaient sans signatures. Le directoire chargea le ministre des relations extérieures de déclarer au lord Malmesbury qu'il ne pouvait écouter aucune note confidentielle non signée, et qu'il était requis de donner, dans les vingt-quatre heures, son *ultimatum*, signé de lui.

Le lord Malmesbury, en renvoyant, le 29,

les deux mémoires signés de sa main, ajouta ce qui suit :

NOTE XV.

« Quant à la demande positive d'un *ultimatum*, lord Malmesbury *observe* que c'est vouloir fermer la porte à toute négociation que d'insister là-dessus d'une manière aussi péremptoire, avant que les deux puissances se soient communiqué leurs prétentions respectives, et que les articles du traité futur aient été soumis aux discussions que demandent nécessairement les divers intérêts qu'il s'agit de concilier. Il ne peut donc rien ajouter aux assurances qu'il a déjà données au ministre des relations extérieures, tant de vive voix que dans sa note officielle. »

Lorsque j'eus achevé, Barras, sans me laisser le temps de lui expliquer ce que je pensais sur ces trois pièces, que je ne trouvais pas si déraisonnables que lui les prétendait, me dit :

« Certes, après cette dernière note, le directoire n'a pu douter plus long-temps des intentions réelles du cabinet anglais ; aussi a-t-il pris la détermination de terminer brusque-

ment une déception trop prolongée; et Charles de Lacroix a reçu de nous l'ordre de notifier à lord Malmesbury qu'il eût à quitter Paris sous deux fois vingt-quatre heures; que, cependant, les négociations, si l'Angleterre en voulait, pourraient être continuées par courriers. Lord Malmesbury a accusé la réception de cette dernière note, le 30 frimaire (20 décembre), et a demandé des passeports pour partir aujourd'hui. Enfin nous serons débarrassés d'un intrigant qui, tout à la fois en paraissant s'occuper de traiter avec le directoire, cabalait auprès des jacobins et des royalistes.

— Son renvoi, si subit, fera beaucoup crier, me mis-je à dire.

— Oh! nous le savons! Les ennemis de la république sont ceux du directoire. Ils ne perdront pas l'occasion de le déchirer. Peu lui importe, il fait son devoir..... Mandez tout ceci au général; il ne sera pas trop fâché de la continuation de la guerre. »

Ce fut par là que se termina la conversation. Je sortis du Luxembourg, tout pensif. Comme je descendais la rue de Tournon, deux individus m'accostèrent, tous les deux mem-

bres du conseil des cinq-cents, et très-estimés de leurs collègues et du public. C'était Fabre de l'Aude, qui depuis, sous l'empire, fit un beau chemin. Il devint membre et président du tribunat, sénateur, grand procureur-général du conseil du sceau des titres, et commandeur de la légion-d'honneur. Il est aujourd'hui pair de France [1]. C'est un homme de probité, de sens, d'un caractère doux, conciliant, et néanmoins ferme, très-entendu dans la partie des finances, dont alors il se mêlait beaucoup. L'opinion générale l'appelait au ministère, qu'occupait alors le conventionnel et régicide Ramel. Fabre de l'Aude était entièrement pur de tous les excès de la révolution.

Le second, Joseph-Antoine Ozun, né dans le comté de Bigorre, à Sarrancolin, d'une famille fort ancienne et très-estimée, réunissait une foule de qualités brillantes et agréables. Il avait de l'esprit, de l'énergie, de la vivacité, pensait et parlait bien. Appelé, en septembre 1795, aux cinq-cents, il s'y distin-

[1] Il est mort du choléra en juillet 1832 : il est singulier que l'auteur parle de lui en cette circonstance.

(*Note de l'éditeur.*)

gua par des travaux importans sur les branches diverses de l'administration. Bonaparte se lia avec lui à son retour d'Italie, l'apprécia, et se servit de lui plus tard pour préparer les résultats de la journée du 18 brumaire. Il l'appela à la préfecture de l'Ain, et venait de le nommer préfet du palais consulaire, au moment où il apprit sa mort, arrivée, par suite d'une chute de cheval, en juin 1802. Ozun laissa des regrets universels dans tous les lieux où il était connu.

Je m'étais fait son ami depuis quelque temps; nous nous voyions beaucoup, et n'avions rien de caché l'un pour l'autre. Lui, et M. Fabre de l'Aude, m'ayant donc rencontré à ma sortie du palais directorial, et reconnaissant que je me livrais à une rêverie profonde, me barrèrent le chemin. J'allai me heurter contre eux, alors je les aperçus.

« Oh! comme vous êtes soucieux! me dit Ozun.

— On ne quitte jamais cette maison avec grande gaîté, ajouta M. Fabre de l'Aude en désignant du doigt le Luxembourg..... Qu'y dit-on de nouveau? me demanda-t-il.

Moi. Les gazettes ont dû vous l'apprendre, repartis-je.

Ozun. Oui, *ces messieurs* (il insista sur la qualification) veulent la guerre; ils croient en avoir besoin pour se soutenir; elle ne les empêchera pas de tomber.

Fabre. Quant à nous, nous ferons tout notre possible pour les envoyer garder les moutons. C'est pitié que de voir comment ils gouvernent la France.

Moi. Ils la rapprochent pourtant de l'unité, dis-je à mon tour et en riant.

Fabre. Ma foi, nous ne nous sauverons que par cette unité.

— Et que par l'hérédité, prétendriez-vous encore peut-être, répliqua Ozun, dont les opinions, quoique très-modérées, se rapprochaient un peu plus du républicanisme.

Fabre. Mon ami, occupons-nous d'abord de l'unité, et, si l'essai vous paraît bon, le reste viendra plus tard.

Moi. Mais où trouver cette unité?

Ozun, *avec gaîté*. De l'autre côté du Rhin, peut-être à Véronne. Qui sait où?

Fabre. Pourquoi ne pas la chercher d'abord

à la tête de nos armées? Nous sommes à une époque où la force du sabre doit être l'appui naturel de la loi.

Moi. Un despotisme militaire?

Fabre. Le repos, la prospérité publique à l'ombre d'un grand caractère.

Ozun. Ceux de ce genre on les jette au moule?

Fabre. Vous plaisantez, et vous pouvez choisir; car les sujets ne manquent pas.

Moi. Où sont-ils?

Fabre. Moreau, Pichegru, Hoche, Joubert, Bonaparte, tous ceux-là sont des hommes. »

Je me tus, voulant apprendre ce que Ozun pensait. Lui, voyant mon silence, se hâta de dire :

« Si j'étais contraint à subir le joug d'un soldat, je ne voudrais que celui du vainqueur de l'Italie.

Moi. Et vous avez raison.

Fabre. Citoyens, je suis des vôtres. »

Nous nous donnâmes la main, et, depuis ce moment, travaillâmes de concert. Cependant, reprenant la parole :

« Mes amis, dis-je, la poire n'est pas mûre.

Ozun. Elle le sera dans un ou deux ans. Il est impossible que ces gens vivent au-delà. Je suis pour eux cependant, car je craindrais le retour à l'ancien régime.

Fabre, *avec une expression prophétique.* Que de fautes on n'évitera pas si on revient trôner !

Moi. Qui sait? L'expérience est puissante!

Fabre. L'expérience! Qui en a? Personne. Les fautes passées ne servent qu'à l'historien, jamais aux autres. On veut toujours être placé dans une position différente de ceux qui les commirent. Les Bourbons ne verront leur position qu'imparfaitement; et néanmoins si seulement ils pouvaient être demi-sages, ce que l'on aurait de mieux à faire serait de s'accommoder avec eux. L'Europe royale, tant qu'elle ne les verra pas à Paris, nous fera une guerre déclarée ou sourde.

Ozun. Alors, il faut que l'Europe devienne toute républicaine.

Fabre. Le modèle que nous lui offrons vaut la peine d'être copié..... Ainsi, le directoire veut la guerre, il a raison; six mois de paix le tuerait..... Au demeurant, comme il mourra d'une ou d'autre façon.....

OZUN. Je ne suis pour son enterrement qu'avec l'assistance de Bonaparte, je vous en préviens. »

Nous causâmes encore quelque temps sur ce sujet, et puis chacun alla de son côté. Il me fut prouvé que dans le sein des conseils il s'élèverait un fort parti contre le directoire.

Ce fut vers cette époque que madame de Staël, qui, tout en se mêlant de politique et de galanterie, ne négligeait pas la littérature, publia son ouvrage *de l'Influence des passions sur les individus et les nations*, un vol. in-8°, imprimé à Lausanne, en 1795. Peu de livres firent plus de bruit. La célébrité de l'auteur lui prêta un nouveau lustre. Chacun voulut le lire. On se l'arrachait, et, dans chaque salon, dans tous les lieux où l'on se réunissait, il n'était question que de cette production remarquable. La matière était divisée en trois sections :

La première, consacrée à l'amour de la gloire, à l'ambition, à la vanité, aux passions de l'amour, de l'avarice, du jeu, de l'ivrognerie, de l'envie, de la vengeance, de l'esprit de parti et du crime.

La seconde traitait, ou, pour mieux dire,

traite des sentimens intermédiaires entre les passions et les ressources qu'on trouve en soi-même : ce sont ceux de l'amitié, de la religion, de la tendresse conjugale, paternelle et filiale.

Dans la troisième partie, enfin, il est question des ressources que l'on trouve en soi : la philosophie, l'étude et la bienfaisance. Madame de Staël appelle passions toutes les affections qui, plaçant en dedans de nous un tyran, nous rendent au dehors sujets forcés, en nous asservissant à la puissance des autres. Son but est de prouver que le bonheur est incompatible avec les passions, que leur caractère est d'imprimer leur mouvement à toute la vie, et leurs jouissances à peu d'instans ; que si leur absence n'assure pas le bonheur, elle exempte du moins de grands maux ; que d'ailleurs elles ne sont pas nécessaires pour donner à l'âme un mobile, chaque circonstance qui nous environne suffisant pour déterminer l'âme à une préférence ; et, enfin, que la vertu est aussi capable de porter aux grandes actions que la plus noble des passions.

Cette analyse rapide suffira à donner une idée de ce livre, aujourd'hui beaucoup moins

lu qu'autrefois. Il est semé de pensées vivement exprimées, riches de coloris et de fond. En voici quelques-unes :

« Dans les républiques populaires, la liberté de la presse, la multiplicité des journaux rendent la gloire impossible. Là le peuple juge ; il ne s'abandonne point à l'enthousiasme. Le mérite obtient de l'estime, il n'obtient point de gloire.

« Les progrès des lumières diminuent l'empire individuel de l'homme ; le genre humain hérite du génie, et les grands hommes rendent leurs pareils moins nécessaires aux générations suivantes.

« Tant que dure le premier éclat des grandes réputations, les amis ne cessent d'agir en faveur de ceux qui les ont obtenues ; et, quand les ennemis arrivent avec des armes toutes nouvelles, les amis ont émoussé les leurs en les faisant inutilement briller autour du char de triomphe.

« C'est par des circonstances, jamais par le talent seul, que quelques hommes ont échappé à l'inconstance de la faveur publique.

« S'il se mêle des torts aux revers de la fortune, quel champ vaste pour les décou-

vertes des esprits médiocres! Parce qu'il y a une bataille perdue, ils pensent qu'ils l'ont gagnée!

« Aimer n'est plus accordé à celui que la passion de la gloire a dominé long-temps; son âme est trop vaste pour être remplie par un seul objet.

« Le feu de l'ambition dessèche; il est âpre et sombre comme tous ces sentimens qui, condamnés au secret par notre jugement sur leur nature, sont d'autant plus éprouvés que jamais on ne les exprime.

« L'admiration est une sorte de fanatisme qui veut des miracles. On ne consent à accorder à un homme une place au-dessus des autres, à renoncer à l'usage de ses propres lumières pour le croire et lui obéir, qu'en lui supposant quelque chose de surnaturel. Dès qu'il lui devient nécessaire de raisonner sur ses défaites, de les expliquer par les obstacles, de les excuser par des malheurs, c'en est fait de l'enthousiasme. La pompe du génie, c'est le succès..... »

Je pourrais multiplier les citations, je m'arrête à celles-là. Ce volume eut des partisans fanatiques et des détracteurs forcenés. Nul ne

s'en occupa avec indifférence. La Harpe me dit à ce sujet :

« L'auteur a la passion de la renommée ; il lui manque celle de la vertu.

— Mais en quoi est-elle coupable ?

— Elle ne croit pas en Dieu, d'abord ; et puis.....

— Achevez.

— A quoi bon ? cette femme court après la gloire ; c'est tout au plus si elle atteint la famosité. »

T....., parlant sur le même texte, disait :

« L'ouvrage est bon, mais il devrait être signé par un homme. — Pourquoi ? — Les femmes doivent inspirer les passions, et pas disserter sur elles. Figurez-vous votre maîtresse dans son boudoir, s'arrachant de vos bras pour écrire un axiome philosophique. En amour, vive la bêtise ! car l'amour c'est le positif. »

T..... a prouvé qu'il professait cette maxime.

CHAPITRE XI.

Comment Bonaparte se dessinait. — Il écrit au cardinal Mattey. — Carnot s'en fâche. — La Révellière en prend de l'humeur. — Scène qu'il m'en fait. — Je l'apaise. — J'en instruis Bonaparte. — Ce qu'il me répond. — Boissy-d'Anglas. — Le contrat de rente, anecdote. — Les orléanistes. — Le duc de Montpensier. — Quelques-unes de ses dernières paroles. — Le comte de Beaujolais. — Ce qu'il dit à deux émigrés. — Barras craignait les orléanistes. — Nous causons sur les Bourbons. — Lemarrois présente au directoire les drapeaux d'Arcole. — Anniversaire du 21 janvier.

Ce n'était pas seulement de littérature et de politique intérieure que l'on s'occupait à Paris. Les cœurs et les yeux s'attachaient à suivre les mouvemens de nos armées si malheureuses en Allemagne, où cependant Moreau fondait sur l'habileté d'une retraite sa gloire à venir, et si heureuses en Italie, où des triomphes ajoutaient chaque jour d'autres lauriers à ceux déjà cueillis. Il en résultait que le bonheur ou plutôt le génie de Bonaparte le rendait l'objet d'un enthousiasme universel; rien n'entachait cette réputation si radieuse à son aurore, si supérieure, dans

toutes les parties, à ce que l'on connaissait autour de lui; déjà il n'avait plus d'égal. Ses rivaux lui étaient inférieurs dans l'opinion publique, et ses amis jouissaient avec orgueil de ce succès, supérieur à ceux conquis par la voie des armes. On rencontrait en lui une vivacité de conception sans pareille, une vigueur d'exécution non moins étonnante, une intégrité au-dessus du soupçon, des formes graves, solennelles, propres à reconstituer la considération qui n'environnait plus le pouvoir; chacune de ses paroles était retentissante; chacun de ses actes portait coup; une de ses lettres, et toutes avaient leur prix, obtint une approbation de vogue; elle est conçue en ces termes, et adressée, le 21 octobre, au cardinal Mattey, archevêque de Ferrare.

« Monsieur le cardinal, la cour de Rome a « refusé d'accepter les conditions de paix que « lui a offertes le directoire; elle a rompu « l'armistice même; elle arme, elle veut la « guerre, elle l'aura. Mais avant de voir de « sang-froid la ruine et la mort des insensés « qui voudraient opposer des obstacles aux « phalanges républicaines, je dois à ma na- « tion, à l'humanité, à moi-même, de tenter

« un dernier effort pour ramener le pape à « des conditions plus modestes et conformes « à ses vrais intérêts, à son caractère et à sa « raison. Vous connaissez, monsieur le cardi-« nal, les forces et le courage de l'armée que « je commande ; pour détruire la puissance « temporelle du pape, je n'ai besoin que de « la volonté de le faire. Allez à Rome, voyez « le saint père, éclairez-le sur son véritable « intérêt. Délivrez-le des intrigans qui l'assié-« gent, qui veulent sa perte et celle de la ville « de Rome. Le gouvernement français me « permet encore d'écouter des propositions « de paix ; tout peut s'arranger ; la guerre, si « cruelle pour les peuples, a des résultats ter-« ribles pour les vaincus. Sauvez le pape des « plus grands malheurs. Vous savez combien « je désire terminer par la paix une lutte qui « serait pour moi sans gloire, comme sans « danger.

« Je vous souhaite, monsieur le cardinal, « dans votre mission, le succès que la pureté « de vos intentions mérite.

« *Signé* BONAPARTE. »

Cette lettre si mesurée, si noble, si bien-

veillante, déplut cependant au directoire, mais à lui seul. Carnot ne sut pas déguiser son mécontentement; il voyait s'élever un compétiteur de gloire, un homme capable de combattre, d'administrer et d'écrire, et cela ne pouvait que le blesser. Il dit à Rewbell, de qui je le sus :

« Où est le directoire? à Paris, ou dans la tente de Bonaparte? Que signifie ce style de potentat, sous la plume d'un général de la république? Voyez comme par grâce il prononce le nom du gouvernement français! Nous lui devons de la reconnaissance pour ce souvenir bienveillant! »

Rewbell me rendit compte de ce propos, car alors il avait de l'amitié pour Bonaparte. Il me conseilla en même temps de voir La Révellière, qui, tout-à-coup et au sujet de cette lettre, avait, la veille, péroré longuement contre mon ami. Je fis ce qu'il me disait, et me rendis chez le pontife des théophilanthropes. Du plus loin que celui-ci me vit :

« Il se passe en Italie de belles choses! s'écria-t-il. Quoi! nous ne remportons dans ce pays des victoires multipliées que pour y soutenir le fanatisme, que pour mieux affer-

mir la religion du Christ! Un commandant en chef des armées républicaines donne au tyran de Rome les titres de *saint-père*, de *sa sainteté*! Il hésite à renverser ce trône des superstitions, et il ne craint pas de me donner ce désagrément! Je vois bien qu'il n'est ni ne veut être mon ami..... Soit, je ne l'y force pas; mais le directoire saura le contraindre à ne pas affecter l'empire. »

Je soutins cette bordée de mon mieux; et, avec un air de componction qui, loin d'irriter La Révellière, l'adoucit, je répliquai que le général était bien à plaindre, si on méconnaissait ainsi ses intentions; que son désir le plus ardent était, après sa soumission au directoire, de se conserver l'attachement du directeur présent; que s'il traitait le pape avec considération apparente, c'était pour ne point heurter les préjugés dont la plus grande partie de l'Italie demeurait imbue; qu'en le maltraitant il fournirait de fortes armes au fanatisme, ce qu'il fallait éviter. En un mot, j'accommodai tant que je pus cette affaire difficile. La Révellière m'écouta en hochant la tête, et lorsque j'eus fini :

« Tout ceci, reprit-il, est bel et bon; mais

le général ne fait qu'à sa tête. Pourquoi, si là-bas il croit devoir jouer au catholique, ici n'est-il pas des miens ? Il me semble que la théophilanthropie est préférable à ces momeries renouvelées des Hébreux.

—Vous en causerez avec lui à son retour, dis-je, et j'espère qu'il vous donnera satisfaction. Ne lui en veuillez pas en attendant, et ne paraissez pas embrasser des inimitiés dont votre beau caractère doit être exempt. »

Cette flatterie, permise à cause du motif, acheva d'apaiser l'amour-propre du concurrent à la suprématie pontificale. La Révellière, d'ailleurs, comme tous les esprits médiocres, craignait de paraître se laisser mener, et il savait que Carnot déguisait peu cette prétention à son égard. Aussi il me répondit qu'il était au-dessus de toute influence; son mécontentement provenait moins du fond du délit que de l'apparence du délit même, pouvant laisser croire à l'indifférence de Bonaparte à son égard.

Je me récriai de nouveau sur cette supposition, que je taxai librement d'injuste; et, enfin, je remis le général bien dans l'esprit du fondateur de culte. Je me hâtai de faire part

à celui-là du succès et du mauvais effet produit par sa lettre. Voici ce qu'il me répondit:

« Il y a en France et en Europe d'autres « hommes que les cinq directeurs. Ce n'est pas « pour eux que je travaille, mais pour la pa- « trie. Ce n'est pas tout que de lui fournir de la « force, il faut encore la rendre respectable. « La rudesse démagogique irrite et inspire « autant de haine que de mépris. Je veux vain- « cre par les armes, par la raison et par les « formes. Tant pis pour ceux dont l'intérêt « serait de me voir autrement. Je conçois la « jalousie d'auteur de la part de La Révellière, « son indignation de ce que je fais passer le « pape avant lui. Cela ne se peut autrement. « La chaire de saint Pierre est plus ancienne « que les tréteaux du théophilanthropisme. On « doit des égards à la vieillesse. D'ailleurs, culte « pour culte, je préfère celui de mes pères. « Les reproches qu'on lui adresse sont injus- « tes; la religion chrétienne sera toujours « l'appui le plus solide de tout gouvernement « assez habile pour savoir s'en servir; mais on « tombe sur lui, on écrase ses ministres, et « puis on s'étonne de le rencontrer sur la « route en pierre d'achoppement. Quant à moi,

« si j'étais à diriger les affaires, je m'accom-
« moderais avec lui, et m'en trouverais bien.

« Je vous remercie pourtant de m'avoir « ménagé le retour de l'amitié de La Révellière ; « je ne suis pas dans la position où un ennemi « de plus est chose indifférente. Quant à la « malveillance de l'autre (Carnot), ou des au- « tres, j'espère sous peu y acquérir plus de « droits ; car je me flatte également d'augmen- « ter sous peu la gloire des armes de la répu- « blique. Adieu.

« *Signé* BONAPARTE. »

Chaque pièce de la correspondance de ce grand homme portait avec elle ce cachet de perspicacité étendue de graves réflexions. Celle-là était tout empreinte de sa pensée religieuse, dont il se hâta de fournir la preuve de l'existence aussitôt qu'il eut pris les rênes de l'administration. Était-il surprenant que des personnages si en-dessous de lui, fussent jaloux de tant de mérite? La vertu a toujours importuné la foule envieuse des gens médiocres; ils la poursuivent partout où elle se montre. Il y avait pareillement alors un homme de la vieille roche, un de ces

caractères mélangés de la force de Fabricius et de la douceur de Fénélon, et qui s'était démêlé avec plein honneur du labyrinthe révolutionnaire sans être aucunement souillé de fange ou de sang, Boissy-d'Anglas, que l'on aurait deviné si je ne l'eusse pas nommé. Celui-là, non plus que Bonaparte, eut à supporter les coups de la calomnie, comme il avait su braver le poignard des assassins de son collègue Féraud. On lui en voulait de sa vie irréprochable, et l'envie essayait de le surprendre de toutes façons. Il avait toujours déjoué ses efforts; et néanmoins, comme elle est infatigable, vers ce temps elle revint à la charge, et voici dans quels termes Boissy lui-même nous raconta le dernier tour qu'elle venait de lui jouer.

« Hier matin (19 décembre), au moment où la séance du conseil des cinq-cents allait s'ouvrir, le représentant du peuple Bailleul, tenant à la main le *Journal des Hommes libres*, parcourait rapidement les corridors du conseil, la salle des conférences, le vestibule, se glissant au milieu de quelques députés que le froid réunissait autour des poëles, leur annonçant la découverte d'un contrat

de constitution de rentes, passé tout nouvellement en faveur de mes enfans, au nom de *Louis-Stanislas-Xavier*, autrefois MONSIEUR, aujourd'hui prétendant au trône de France. On peut s'imaginer de l'effet que produisait une pareille nouvelle, même sur ceux qui sont les moins disposés à ajouter foi aux discours de Bailleul. — Cela ne se peut pas, disaient les uns. — Cela est impossible, disaient les autres, c'est encore un mensonge de Louvet ou de Poullier. — Le fait est certain, répliquait Bailleul en souriant; et il montrait le *Journal des Hommes libres*. On cite le notaire qui a reçu l'acte. Vous voyez que l'accusation est positive. — Très-positive, répétaient à la fois trois ou quatre personnes qui paraissaient avoir un grand désir de la trouver telle. —Quand je vous le disais il y a quelques jours, à la bibliothèque, poursuivait un autre, que plus de cent députés avaient leur lettre de grâce dans leur poche, et le prix de leur trahison assuré, vous leviez les épaules, vous me traitiez de fou. Eh bien! avais-je tort? Oh! vous en découvrirez bien d'autres. Je suis sûr que, si vous compulsiez tous les dépôts publics de Paris, on verrait

qu'Henri Larivière, Lanjuinais, Dumolard, Pastoret, etc., n'ont pas été plus maltraités que Boissy-d'Anglas, et on sentirait la nécessité d'une grande et prompte mesure. — Il faut convenir, murmurait un assistant, que c'est une étrange manière de conspirer, que de le faire par devant notaire. — Et tous ajoutaient : Il faut mettre Boissy en jugement; certainement Drouet ne fut pas aussi coupable [1]. — Il n'est pas temps encore, répliqua Bailleul, il n'est pas temps; et il entra dans la salle, où la séance venait de s'ouvrir.

Or, poursuivit Boissy d'Anglas, voici l'explication de *mon crime*. J'étais autrefois officier dans la maison de MONSIEUR. En 1790, la charge fut supprimée, et comme la fortune ennemie pouvait bien forcer un prince à supprimer ses officiers, mais à les payer non, MONSIEUR me passa, au commencement de

[1] Le fameux maître de poste de Sainte-Menehould, qui arrêta Louis XVI, devint membre de la convention et régicide; il entra dans la conspiration de Babœuf; plus tard dans celle du camp de Grenelle, on le condamna à mort. Il s'échappa, fut amnistié, et a terminé ses jours en 1824, à Mâcon, dans des sentimens d'une haute piété.

(*Note de l'auteur.*)

1791, chez Gondouin, notaire, rue des Quatre-Fils, un contrat de cinquante-cinq mille livres, portant dix pour cent d'intérêt, au viager, sur la tête de mes quatre enfans. Notez que la charge m'avait coûté cinquante mille livres, et qu'il y avait cinq ans de rentes arriérées..... Voilà le fait; maintenant j'attendrai l'acte d'accusation de Bailleul. »

Ledit acte n'arriva pas. Bailleul en fut pour sa courte honte, sa badauderie, sa méchanceté, qui lui avaient fait adopter si légèrement une calomnie si grossière. Il fallut qu'il en demandât pardon à Boissy, qui lui répondit avec froideur :

« Citoyen, je préfère vos injures à vos excuses. » Le mot était dur, et mérité pourtant, car, dans cette circonstance, Bailleul s'était mis au-dessous de sa conduite ordinaire, très-honorable d'ailleurs.

Il y avait dans les conseils des haines réciproques, qui tiraient leur source de la conduite tenue avant le 9 thermidor, et depuis des vengeances à exercer en retour de dénonciations, d'emprisonnemens, de menaces de mort, de déportations, d'exils, de saisies de biens. Que de causes avaient dû fomenter ré-

ciproquement ces querelles intestines! que de sujets de se détester on avait eus! Ces époques de turbulence, de troubles, de guerres civiles, sont des momens affreux, dont le ciel frappe les peuples qu'il veut punir. Il y avait eu tant d'intrigues, tant de partis opposés, que chaque citoyen devait avoir nécessairement des ennemis; ces partis existaient encore. C'étaient les royalistes purs, les monarchiens, les fédéralistes, les jacobins, les républicains, ceux du directoire, et puis de certains directeurs, à part de leurs autres collègues, des conseils, de Bonaparte, de Pichegru, de La Fayette, des d'Orléans; oui, les orléanistes survivaient à la mort terrible et méritée de leur chef: ceux-là donnaient au gouvernement de l'effroi. Ils craignaient que la royauté ne fût un jour rétablie au profit du duc de Chartres, devenu titulairement duc d'Orléans, par le décès de son père; aussi répondait-il par un refus constant à toutes les instances de la vertueuse femme du misérable ÉGALITÉ, pour obtenir la mise en liberté de ses plus jeunes fils, le duc de Montpensier, et le comte de Beaujolais, détenus en otage au fort Saint-Jean, à Marseille. Le directoire

voulait bien relâcher ces princes, mais à la condition que leur frère aîné et eux quitteraient le continent d'Europe, et passeraient en Amérique. On était à la recherche du jeune duc d'Orléans, voyageant alors dans les royaumes du nord sous le voile d'un incognito complet; enfin on le rencontra. Les supplications de sa mère lui parvinrent; il consentit à obéir à la frayeur du directoire. Il s'éloigna de la France, de ses partisans; et dès qu'on le sut débarqué aux États-Unis, on ouvrit, aux duc de Montpensier et comte de Beaujolais, les portes d'une prison qu'ils avaient habitée pendant plus de trois ans et demi; eux aussi abandonnèrent forcément la France, et n'échangèrent la captivité que pour l'exil.

C'étaient deux princes d'une belle espérance. Le duc de Montpensier avait été démocrate à faire pitié; le comte de Beaujolais, quoique très-jeune, s'était montré royaliste, de façon à réparer les torts de sa famille. Le malheur avait corrigé le premier, trop égaré par les exemples de son père, les instructions de madame de Genlis, et sa fréquentation de l'antre des jacobins, où son frère aîné l'avait présenté avec tant de joie et de sollicitude.

Le duc de Montpensier, revenu de son erreur, est mort en détestant les principes révolutionnaires. Un de mes amis lui a entendu dire, à Malte, où il est décédé :

« Un prince du sang qui se révolte contre son roi mérite le mépris des hommes et le châtiment de Dieu. »

Il avait de l'esprit, des connaissances peu profondes mais très-variées. Son frère, le comte de Beaujolais, se faisait adorer de tous ceux qui l'ont connu. Déjà, et à peine dans l'adolescence, il témoignait à l'infortunée Marie-Antoinette le désespoir que lui inspirait la conduite criminelle de son père. Il saisissait les occasions de se rapprocher au moins de sentiment avec la famille royale. Que de fois, en exil, il a répété à des émigrés qui s'approchaient avec plaisir de lui seul :

« Messieurs, mes frères et moi avons tant à réparer envers les chefs de notre race, que l'on nous verra mourir tous plutôt que de rien faire qui lui déplaise. Mon frère aîné tiendra toujours à devoir de se montrer le premier sujet du roi de France. »

Le directoire avait peur sans motif. Les orléanistes n'étaient pas en position de l'em-

porter. On ne trouvait là ni conviction, ni chaleur, ni enthousiasme. Le chef de cette famille inspirait de l'horreur, et on le poursuivait de malédictions jusque dans la tombe où il reposait. Ses enfans n'avaient rien fait de remarquable. L'aîné s'était battu, il est vrai, mais qui ne se bat pas en France? Il avait accompagné Dumouriez dans sa désertion, bien que lui-même ne désertât pas. La nécessité impérieuse, le besoin naturel à l'homme de conserver sa vie, lui interdisaient de demeurer, après la fuite de son chef, au pouvoir d'hommes furieux qui l'auraient conduit au supplice. Mais, s'il était excusable dans sa retraite à l'ennemi, cela ne lui procurait aucun partisan dans la république. Il en avait peu alors, et le gouvernement, en le craignant, faisait montre de sa faiblesse accoutumée, et point de l'étendue de sa vue politique. Je m'amusai à plaisanter Barras sur ce point. Barras ne se divertissait pas autant que moi là-dessus. Lui, au contraire, prétendait que le parti orléaniste finirait par l'emporter en France, et soutenait bonne la mesure qui contraignait les princes de ce nom à sortir de l'Europe.

« Il n'y restera toujours que trop de Bourbons, me disait-il; trois parmi eux, sans compter ceux-là, nous donneront un jour de la tablature.

— Lesquels? demandai-je.

— Les ducs d'Angoulême, de Berry, et d'Enghien; les deux derniers particulièrement; on les enverra en enfans perdus. Vous verrez quels tracas ils donneront à la république.

— Elle les mépriserait, répondis-je, s'ils restaient les bras croisés. Malheur aux grands qui se reposent sur d'autres du soin de rentrer dans leur héritage!

— Nous tâcherons de les empêcher de ressaisir le leur, répliqua Barras impétueusement. Non, je ne pourrais jamais croire ma tête solide sur mes épaules tant que je me verrais en face d'un Bourbon.

— Cette terreur est la sauve-garde de la république, dis-je.

— Eh! le moyen, vraiment, de nous faire croire qu'on oubliera le passé. Il est des actes qu'un fils, qu'un frère, qu'un père, qu'une mère, ne pardonnent jamais. Nous avons posé entre les Bourbons et nous une barrière

de sang; elle ne peut être levée ni franchie.

— Et pourtant, dis-je avec une gaîté calculée, il est des gens qui vous accusent de travailler à votre accommodement avec le comte de Lille.

— Les propositions m'en ont été faites souvent, très-souvent ; mais ce ne serait pas sans méfiance que je les écouterais. On peut vouloir connaître les offres que nous feraient nos ennemis, sans, pour cela, avoir la ferme résolution de traiter. »

Je pris ce propos pour un aveu caché des négociations que Barras avait entamées déjà avec Louis XVIII; mais je me gardai bien de découvrir que je lui donnais cette signification. Je répliquai en termes généraux, me contentant de m'inquiéter si on fêterait, cette année, le 21 janvier.

« Il le faut bien, répondit Barras mélancoliquement ; si on ne le célébrait pas, ce jour terrible, on nous dénoncerait à la nation. Tant que la république existera, cette cérémonie deviendra son cachet annuel, et la séparera des rois. D'ailleurs, lors même que je pencherais vers une autre mesure, mes quatre collègues décideraient celle-là. Et puis, faire

une telle proposition, il faudrait avoir les reins forts. »

Une réception solennelle, et bien autrement honorable, termina l'année 1796. Le 31 décembre, le directoire, accompagné de ses ministres et du corps diplomatique, tous en grand costume, reçut, dans son audience publique, les quatre drapeaux autrichiens pris à la bataille d'Arcole. Quatre officiers les portaient; le brave Lemarrois, alors chef de bataillon et aide-de-camp de Bonaparte, les présenta au pouvoir exécutif, au milieu des applaudissemens d'une foule immense qui encombrait les salles et les dehors du Luxembourg. Lemarrois n'était pas éloquent, et néanmoins, en cette circonstance, il débita un discours qu'on lui avait fait, peut-être, mais qui parut chaud, rapide et plein. Il parla modestement des exploits héroïques dont il avait pris sa part, et répondit de l'armée d'Italie, qui ne cesserait de marcher dans la route de l'honneur, et qui serait toujours prête à la défense de la patrie. Le président (c'était Barras) répliqua aussi en assez bons termes; il louangea les braves, n'oublia par les chefs, promit la reconnaissance de la république; et,

en finissant, remit à Lemarrois, au nom du gouvernement, une paire de pistolets de la manufacture de Versailles, puis acheva par l'accolade fraternelle obligée, qui faisait partie du cérémonial républicain. On profita de l'occasion pour adjoindre une seconde présentation moins importante à celle-là, si glorieuse, celle du commandant en chef des grenadiers composant la garde du corps législatif.

Le militaire revêtu de ce titre s'appelait Ramel, homme destiné à parcourir une pénible carrière, et qui, après avoir reçu des affronts insignes au temps de la république, finirait par être assassiné à Toulouse par les compagnies secrètes, après le second retour des Bourbons.

J'assistai à cette solennité; je vis avec plaisir combien on était fier des conquêtes de Bonaparte, et j'en augurai avantageusement pour l'avenir. Tout le monde, ce jour-là, avait un air de fête, quelque chose de joyeux et d'ouvert. Il n'en fut pas de même lorsqu'il fallut célébrer l'anniversaire de l'assassinat de Louis XVI; les deux conseils ne sortirent pas de leur salle respective; tout se borna là à des discours et à des prestations de serment de

haine à la royauté, que chaque membre prononça, et que parjurèrent tous ceux que la royauté impériale ou bourbonnienne voulut employer depuis.

CHAPITRE XII.

Cérémonie régicide. — Comment elle est troublée. — Correspondance du carillonneur de Notre-Dame. — Réflexions convenables. — Barras mécontent. — Lettre de Bonaparte. — Pichegru et le directoire. — Le directoire contraint de publier sa justification. — Les boulangers conspirateurs. — Un journaliste fouetté. — Ce que Bonaparte en pense. — Scène dramatique aux cinq-cents. — Abbé Brotier. — La Villeurnois. — Duverne de Presle. — Poly. — Message du directoire. — Rapport du ministre de la police. — Il se justifie.

Le directoire prétendit mettre plus de pompe dans cette prolongation du régicide: il fit disposer l'église de Notre-Dame, toujours prétendu temple de la Raison, et y vint avec une suite nombreuse, des chœurs de musique, et un grand appareil. On avait décoré le sanctuaire de peintures et d'emblèmes analogues, disposé des candélabres, des statues, des bas-reliefs allégoriques. Les cinq

nefs étaient encombrées de spectateurs, et les autorités constituées environnaient les cinq membres du pouvoir exécutif. A peine chacun est à sa place, et au moment où Barras va commencer un discours d'apparat, voici qu'une vapeur malsaine, infecte, s'élève de l'un des bas-côtés, et empuantit l'auditoire, dont la majeure partie se retire précipitamment; puis on voit descendre des voûtes des nuages épais d'une poussière noire, qui tombe en manière de pluie bizarre sur le directoire, sur les hauts assistans. Pour cette fois, la frayeur s'empare du plus grand nombre; on craint la chute des voûtes; on redoute une trahison; c'est un complot jacobin ou royaliste qui éclate, et c'est à qui se sauvera le plus vite. La Révellière et Rewbell ne furent pas les derniers à partir; leurs trois collègues, plus intrépides, ou ne ressentirent pas d'effroi, ou surent le dissimuler.

Ce fut une risée dans tout Paris à la nouvelle de cet événement. Les journaux à la solde du directoire prétendirent que le gouvernement avait échappé à un péril affreux; ils accusèrent les ennemis de la chose publique, et étaient au plus fort de leurs décla-

mations ; lorsque parut la lettre suivante, écrite à bonne intention, sans doute, et dont l'effet fut de couvrir de ridicule ces journalistes à plume vénale, qui voient une conspiration dans tout ce qui contrarie leurs soldans.

GILBERT, *concierge de l'édifice de Notre-Dame, aux rédacteurs du journal de...*

« Plusieurs journalistes, en rendant compte « des détails de la fête qui a eu lieu le 2 de ce « mois dans l'édifice de Notre-Dame, ont été « induits en erreur sur les causes tant de l'o- « deur infecte que l'on a sentie dans l'un des « bas-côtés de la nef, que de là poussière qui « est tombée sur la place qu'occupaient les « membres du directoire.

« La mauvaise odeur qui s'est répandue « provient simplement des bois de sapin, en- « duits de poix résine ou autres matières bi- « tumineuses que des ouvriers avaient brûlées « dans quelque chapelle, pour préparer leurs « peintures. Cette odeur n'a donc pu prove- « nir des caveaux, comme quelques feuilles « l'ont avancé, non plus que des fosses de vi- « dange, puisqu'il n'en existe pas, et que « d'ailleurs toutes les précautions avaient été

« prises pour faire évaporer cette odeur en « ouvrant les nombreux vitraux de l'édifice, « et en visitant les caveaux, qui sont en bon « état, et qui ne renferment que peu de sé« pultures.

« La curiosité seule (et le procès-verbal du « commissaire de police de la division du « Pont-Neuf en fait foi) a fait naître l'incon« vénient de la poussière qui a incommodé « un instant les membres du directoire: des « citoyens s'étaient introduits sur les voûtes, « et ont voulu regarder par les trous des cor« des des cloches du petit clocher qui existait « autrefois ; en débouchant ce trou sans pré« caution, l'amas de poussière qui se forme « dans un endroit aussi élevé, et où l'on ne « va jamais, a pu nécessairement tomber sans « effort, et sans que la malveillance y ait eu « aucune part.

« Ayant été à portée, par la place que j'oc« cupe, de connaître particulièrement la « cause de ces légers événemens, je dois ce « témoignage à la vérité, afin de désabuser les « citoyens trompés par des récits faux et sou« vent exagérés par la malignité et l'esprit de « parti. »

Cette lettre simple et véridique immola à la risée publique ceux qui avaient voulu profiter d'un peu de mauvaise odeur répandue et de quelque poussière précipitée pour détourner *la grande*, *l'atroce conspiration des tours Notre-Dame*. On avait déjà bâti là-dessus un complot superbe dans son horreur ; accusé des individus dont plusieurs furent mis en arrestation. Le gouvernement lui-même, pour se rendre intéressant, avait fait à ce sujet des démarches alarmantes. Force fut à lui et aux misérables écrivains qu'il salariait de s'arrêter dans leur marche, et ceci au bruit des sifflets et des huées, qu'on n'épargna pas.

Une des fautes constantes de l'administration est de trop compter sur la crédulité publique. Il n'est pas de conte, pas de fausseté qu'on ne se flatte de lui faire admettre. Le peuple ne se laisse pas aller toujours à cette confiance excessive qu'on lui suppose, et lorsqu'il a pris l'éveil, c'est avec du mépris qu'il réplique au pouvoir, également en ce cas insensé et coupable.

Barras, qui plaisantait volontiers, ne permit point les rires sur ce point comique. Il s'était mis à crier l'un des premiers au jaco-

binisme et au royalisme, avait pris feu avec éclat; il lui en coûtait de rabattre *du péril couru* et de sa colère sans cause. Aussi lui et les autres directeurs prirent une mesure à la hauteur de la circonstance, celle de destituer le concierge des tours de Notre-Dame, qui s'avisait de dire la vérité lorsqu'on ne la lui demandait pas. Ce fut le dénoûment obligé de cette conspiration d'odeur et de platras.

Pour contraster avec la petitesse directoriale, je ne peux me retenir d'insérer ici une lettre de Bonaparte au général Rusca, au sujet des soulèvemens qui avaient eu lieu vers cette époque dans le Ferrarais et la Garfagnane. On y remarquera toujours avec quel mélange de douceur et d'énergie il administrait les pays conquis, et la mesure parfaite de son style digne et plein de noblesse.

« Général, des malheureux se sont laissé
« séduire par des agens perfides qui parcou-
« rent l'Italie pour exciter les peuples à la ré-
« volte, et faire tomber sur eux tous les maux
« de la guerre. Vous vous porterez à Castel-
« nouovo avec une colonne mobile ; vous ferez
« fusiller les chefs des rebelles; vous vous fe-
« rez délivrer vingt otages, que vous enverrez

« à Milan. Vous ferez détruire la maison du « confesseur du duc de Modène, qui est l'au- « teur de cette rébellion; vous ferez ériger « sur les décombres une pyramide avec cette « inscription : *Châtiment d'un prêtre furieux « qui, abusant de son sacré ministère, a pré- « ché la révolte et l'assassinat.* Vous ferez as- « sembler les magistrats, les chefs des divers « couvens et tous les curés; vous leur direz « de ma part que, tant que les ministres de la « religion seront animés des vrais principes, « comme le cardinal Mattey, l'archevêque de « Bologne, les évêques de Modène et de Pa- « vie, qui, par leur sagesse et la pureté de « leur morale, nous rappellent les premiers « siècles de l'Église, je les respecterai, eux, « leurs propriétés et leurs usages, lorsqu'ils « les feront contribuer à la tranquillité publi- « que et au bien général. Mais quand la sain- « teté de leur ministère deviendra, entre les « mains des malveillans, un instrument de « discorde et de guerre civile, je les traiterai « sans aucun égard; je ferai détruire leurs « couvens, et je ferai punir corporellement les « curés des villages qui se sont mal com- « portés.

« Après cela, vous vous porterez à Car-
« rare, et de là à Livourne, où vous vous
« joindrez à la garnison de cette place et à la
« colonne mobile que vous trouverez à Bolo-
« gne, sous le commandement du général
« Lannes, pour défendre les côtes de la Tos-
« cane de toute invasion de la part des An-
« glais. »

Ce n'était seulement pas avec de la poussière que l'on combattait le directoire ; on s'en prenait à tous ses actes ; on incriminait chacune de ses intentions. Cette attaque journalière augmenta tout-à-coup de virulence au sujet du général Pichegru. Cet homme, duquel je parlerai avec plus de détails lorsque j'arriverai à l'affaire du 18 fructidor, venait de tomber en pleine disgrâce ; le directoire lui reprochait secrètement ses intelligences nouées avec les Bourbons, dont il était instruit par Montgaillard, agent secret de la république auprès des princes. On avait eu connaissance des machinations du général, et en lui retirant le commandement d'une manière indirecte, on lui avait offert l'ambassade de Suède. Pichegru, de mauvaise humeur, s'était refusé à l'accepter, et était revenu sans

emploi à Paris. Cela servit de texte à des déclamations touchant l'ingratitude du directoire ; on représentait le vainqueur de la Hollande dans l'obligation, pour fournir à ses premiers besoins, de solliciter des fonctions tellement rabaissées, qu'elles deviendraient une honte pour la république. Cette accusation prit tant de consistance, que le directoire exécutif se vit contraint à se justifier publiquement de sa conduite en cette circonstance ; ce qu'il fit par la note suivante, insérée officiellement dans les journaux :

« Parmi les innombrables mensonges qui « se débitent chaque jour, il en est qu'il pa« raît nécessaire de relever. Tel est celui qui « concerne le général Pichegru. On a an« noncé que ce général était *obligé*, *pour vi« vre*, *de solliciter l'entreprise des diligences « de Besançon à Vesoul*. Lorsque le direc« toire exécutif renonça au projet d'envoyer « Pichegru en Suède, il arrêta qu'il serait « traité comme général divisionnaire en acti« vité. La même chose fut décidée à l'égard « du général Joubert, lorsqu'il donna sa dé« mission. »

De pareilles explications sont toujours fâ-

cheuses; elles ne détrompent pas ceux qui veulent croire aveuglément, et elles déconsidèrent un peu plus les gouvernemens que l'on force à de telles démarches. Aucun affront ne fut épargné à celui du directoire.

Il est des pouvoirs tellement avilis par leur origine ou par leur marche, qu'on se croit tout permis envers eux.

Au demeurant, la faute, en pareil cas, doit toujours venir en premier du gouvernement qui en souffre: on s'expose à la moquerie publique lorsqu'on s'accroche d'une façon inconsidérée à tout ce qui se présente, sans rien approfondir, pour s'en faire une arme contre des partis, que l'on paraît craindre avec la frayeur d'un enfant. Par exemple, les agens du directoire firent, avec une précipitation inconsidérée, un bruit énorme d'un accident bien simple, qui arriva vers ce temps, et où encore il leur fallut, autant que pour l'affaire de Notre-Dame, revenir sur leurs pas après s'être avancés avec fracas.

Le 20 janvier 1797, un régiment passait vers trois heures de l'après-midi devant les Invalides; son commandant, le citoyen Malo, destiné à une célébrité peu honorable, et qui

éclaterait incessamment, était en avant de sa troupe, lorsqu'un coup de fusil fut tiré; il entendit siffler la balle à ses oreilles. Aussitôt les dragons, pressant leurs chevaux, se rapprochèrent de lui; deux ou trois autres coups de fusil partirent encore, et un cavalier eut la cuisse cassée.

Certes, l'à-propos parut excellent, et on se mit à crier à la trahison, à la conspiration. Les gens de la monarchie, ceux de la constitution de 93, s'étaient réunis pour ce guet-apens. On insinua que les conjurés espéraient que le ricochet des balles irait les porter jusqu'au Luxembourg pour y atteindre les directeurs. On demanda vengeance, on provoqua des mesures extraordinaires, une enquête surtout prompte et sévère..... L'enquête eut lieu; voici quel fut son résultat.

Deux boulangers de l'hôtel des Invalides s'amusaient à tirer à la cible, pendant que le détachement de cavalerie passait; une balle mal dirigée, ayant franchi le mur, était venue blesser, à la jambe et non dangereusement, un brigadier de dragons. Ces boulangers avaient des opinions très-patriotiques. On les emprisonna, et on ne put, malgré les recherches les

plus actives, trouver *leurs complices*. Il fallut donc se résoudre à voir s'enfuir en fumée cette *grande conspiration;* ce qui n'empêcha pas des gens d'insinuer que la patrie avait, ce jour-là, couru un danger imminent.

Je ne sais si les railleries que l'on fit sur ces deux faits, des Invalides et de Notre-Dame, aigrirent le directoire, et principalement Barras, ou si ce dernier céda à un mouvement impétueux de colère contre la guerre active que lui faisaient les journaux; tant il y a que, vers la fin de janvier, le 27 du mois, un acte de violence eut lieu, tel que, pour en trouver un exemple, il faudrait remonter aux temps où les lois étaient impuissantes devant la fantaisie des grands seigneurs.

Parmi les feuilles périodiques dont la malignité ne laissait pas respirer le directoire, on distinguait le *Courrier républicain*, qui s'acharnait sur Barras en particulier, avec une constance et une furie passant toute expression. Le rédacteur en chef, ou le propriétaire, était le citoyen Poncelin, ci-devant abbé, et qui travaillait également à la *Gazette de France*, alors dirigée par le spirituel Fiévée. Le *Courrier républicain* ne mettait plus de bornes

à la virulence de ses incriminations contre Barras, depuis le discours prononcé par ce dernier à la cérémonie régicide de Notre-Dame. Barras, ne sachant comment punir l'audace du folliculaire, imagina une vengeance terrible et flétrissante à la fois.

Le 25 janvier, l'abbé Poncelin, tranquille dans sa maison de campagne, reçut la visite imprévue de trois individus, se disant porteurs contre lui d'un mandat d'amener. L'abbé, fort épouvanté, n'ose décliner leur compétence, se détermine à les suivre et monte en voiture avec eux. On se dirige vers Paris et le Luxembourg, et le prévenu est introduit dans la partie de ce palais occupée par Barras. Là, on enferme l'abbé dans une chambre, on lui sert un déjeûner splendide sur des plats d'argent, ce qui ne le prépare pas à la scène dont on fera suivre ce début d'accueil. Tout-à-coup une foule d'hommes, que Poncelin porta à quinze, la frayeur sans doute lui ayant fait voir triple, entrent inopinément, se saisissent de lui, défont son vêtement nécessaire, après lui avoir attaché les mains derrière le dos, et, l'ayant mis ainsi hors d'état de défense, le fustigent jusqu'au sang. Le

malheureux proteste contre ce guet-apens indigne, hurle, invoque la loi; on se moque de lui, on poursuit l'œuvre; puis, la chose terminée, on le rhabille et on le met à la porte en le persiflant. Le voilà dans la rue à demi mort de frayeur, de mal et de colère; il va demander justice, dépose sa plainte. Dieu sait le scandale qui en résulte! Chaque journaliste se sent fessé sur le cuir de son confrère; tous prennent couleur pour lui, hors ceux vendus au gouvernement, et un concert d'imprécations s'élève à l'unanimité contre cette violation du droit commun.

Cependant aucun résultat ne suivit ce tapage. L'abbé Poncelin, qui d'abord avait manifesté la ferme résolution d'obtenir de la justice le châtiment d'une telle voie de fait, se laissa intimider par des menaces qui lui furent adressées, et, apaisé par quelque somme qu'on lui donna, il retira sa plainte, et tout fut dit.

Si je me tus encore auprès de Barras sur un attentat aussi criant, je me permis d'en écrire très au long à Bonaparte; sa réponse fut brève.

« *Quant à l'affaire du derrière de Poncelin,*

Barras a bien fait; » et puis il passa à un autre texte.

Le fracas occasioné par la féodalité de cette punition s'éteignit peu après dans celui, bien autrement grand, qui naquit de la découverte des menées royalistes de l'abbé Brotier, de Duverne de Presle et de Lavilheurnois, qui eut lieu le dernier janvier, et dont on eut connaissance le lendemain. J'étais ce jour-là aux cinq-cents, devant à la sortie de la séance aller dîner avec Ozun et Regnaud Saint-Jean d'Angely, un des hommes les plus aimables du temps. Le député Chapelain venait de reproduire son projet de loi sur la liquidation des rentes viagères dues aux émigrés par des particuliers, lequel on renvoya après une longue discussion à la commission des finances.

On en était là, lorsqu'une agitation contenue se répand dans la salle; des colloques s'établissent, on va, on vient, on s'informe. — Qu'est-ce? demandai-je par signes à Ozun. Il s'approche de moi, et me dit avec mystère que le ministre de la police (citoyen Cochon) a découvert tout-à-l'heure une conspiration royaliste des plus majeures, tramée

par des émissaires de Louis XVIII. On annonce l'arrestation de soixante prévenus..... Soixante..... c'est une manière d'armée. Ils ont essayé de gagner à leur cause Malo, ce commandant des dragons dont il a été question plus haut, en lui remettant cent cinquante mille livres; lui a feint de céder, et a par là facilité l'arrestation des coupables.

Le secret que Ozun me confiait n'en est bientôt plus un, tous les députés le savent, les spectateurs en sont instruits, par eux le brouhaha augmente..... Arrive dans ce moment un message du directoire..... *Silence...... paix..... en place, la lecture*, *la lecture*. On la veut, on la provoque à grands cris, car on ne doute pas que ce message ne soit relatif à la *grande conspiration*. Le secrétaire Bos prend le papier.... On aurait entendu voler une mouche..... Il lit, et c'est le compte des dépenses ordonnancées pendant le trimestre passé par le ministre de l'intérieur..... Alors partent des rires généraux, qui déconcertent un peu la *solennité du danger que court la patrie*.

Le lendemain on se réunit aux conseils pour entendre la lecture des pièces touchant le complot découvert. J'en transcrirai deux, le mes-

sage du directoire, et le rapport du ministre de la police, afin de montrer à mes lecteurs que tous les actes de ce genre sont jetés dans le même moule; mais, avant, je veux donner quelques renseignemens sur la personne des conspirateurs chefs.

Le premier, abbé Brotier, était parent du savant traducteur de Tacite. C'était un brave homme, fort simple, bon mathématicien, et à qui, pour me servir d'une expression proverbiale, le rôle de conspirateur allait comme des manchettes à un pourceau. Il n'y avait là ni adresse, ni esprit d'intrigue, ni moyens de succès; des intentions très-royalistes, sans doute, une grande envie de réussir, mais voilà tout.

Le second, Berthelot de Lavillheurnois, né à Toulon en 1750, maître des requêtes, et très-attaché aux Bourbons, était connu par les vertus sévères qui relèvent tant le prix du mérite. Arrêté en 1793, relâché après le 9 thermidor, il fit partie d'un comité royaliste un peu en dessous du principal, qui, se maintenant dans une circonspection excessive, ordonnait et n'exécutait pas.

Le troisième chef, Duverne de Presle, était un ancien élève de l'école militaire. Il entra

fort jeune dans la marine royale, fit les campagnes de mer dans la guerre contre l'Angleterre, en 1778, et puis servit en Amérique sur terre, sous les ordres de Rochambeau. La paix conclue, il voyagea dans la mer Noire, dans la mer du nord, rentra en France en 1788, puis parcourut la Suisse, l'Allemagne et l'Angleterre, revint en France en 1792, en ressortit plus tard pour aller chercher vers MONSIEUR des lettres de créance qui devaient lui servir auprès des chefs de l'insurrection bretonne. De là, en 1795, il fut à Paris pour y organiser, dit-il, une conspiration. Déjà caché tour-à-tour sous les noms de Duval, Bertrand, Mollet, Boneval, il s'établit à la fin sous celui de Dunant, épicier, au faubourg Saint-Marceau, et là se mit en rapport avec Brotier et Lavillheurnois.

Un quatrième agent supérieur, le baron de Poly, né à Gunsterblum, dans le Palatinat, fut adjoint à ceux-là. Il avait pris dès son adolescence du service dans l'armée française. A la révolution, il rentra dans la vie civile, s'établit à Troyes, où il se fit agréger à la société jacobine de cette ville, ce qui ne l'empêcha pas d'être incarcéré. Il sortit de prison à la chute

de Robespierre, et alors embrassa chaudement la cause royale.

Maintenant que j'ai fait connaître ces messieurs, je reviens à mon récit.

Le 31 janvier, aux cinq-cents, on discutait la loi sur le divorce, lorsque l'ordre du jour fut interrompu par l'arrivée, attendue avec impatience, du message du directoire, ainsi conçu :

« Le directoire, qui suivait *avec activité* les fils « secrets d'une *affreuse* conspiration, tramée « par les émissaires du soi disant Louis XVIII, « vient de faire saisir quatre de ces émissaires. « (Voilà le nombre de soixante, annoncé d'a- « bord, très-réduit.) Vous trouverez ci-joint « copie du rapport du ministre de la police « sur les crimes médités par les conjurés ; il « en transmettra les pièces au fur et à mesure « que les mesures de police permettront de les « rendre publiques. »

Cela lu, le secrétaire du conseil passa au rapport du ministre Cochon ; il disait :

« Depuis long-temps j'étais instruit qu'il existait à Paris des commissaires de Louis XVIII chargés de correspondre avec d'autres com-

missaires distribués dans toute la république. Leur plan était de renverser le gouvernement actuel, et de relever le trône sur les cadavres des républicains. J'avais de fortes présomptions de l'existence du complot; mais il me fallait des preuves : c'est vers ce but que j'ai dirigé tous mes efforts. Tant que les commissaires se sont bornés à conspirer secrètement avec des chefs affidés, je me suis contenté de recueillir tout les renseignemens qui pouvaient me mettre en mesure de découvrir ce complot, tramé dans les ténèbres, bien persuadé que leurs démarches auraient enfin une publicité qui me permettrait de les saisir.

« Ce que j'avais prévu est arrivé. Les commissaires royaux, après avoir concerté leur plan, ont tenté de le mettre à exécution. Ils ont d'abord fait faire des enrôlemens au nom de Louis XVIII, mais avec tant de secret et de circonspection, qu'il était impossible de remonter à la main qui dirigeait les mouvemens. L'opération n'était confiée qu'à des agens subalternes qui ne connaissaient même pas le but vers lequel on voulait les mener.

« Mais comme cette mesure était périlleuse, en ce qu'elle les mettait trop à découvert, et

que d'ailleurs elle ne leur offrait pas des ressources suffisantes pour l'exécution de leur plan, ils ont pensé qu'il fallait s'assurer des troupes en gagnant les chefs. Les insensés croyaient-ils donc que les soldats de la patrie consentiraient à renverser sur la république ceux qui l'ont consolidée par leurs victoires et cimentée de leur sang?

« Des propositions furent faites à Malo, commandant le douzième régiment des dragons. Ils avaient pensé que ce brave militaire, qui s'est montré avec tant d'énergie et de courage l'ennemi de toutes les factions, devait avoir le cœur ulcéré de toutes les calomnies dont on a cherché à couvrir son zèle. En même temps, le nommé Poly faisait des tentatives auprès de Ramel, commandant la garde du corps législatif, lequel est connu par son attachement à la république et à la constitution de l'an 3.

« Ces deux citoyens me firent part du projet qui tendait à faire proclamer roi Louis XVIII par les troupes qu'ils commandent. Les deux militaires écoutèrent avec patience les propositions qui leur furent faites; ils affectèrent même d'entrer dans le projet proposé, afin

de connaître à fond tout le complot. Ils convinrent d'une maison tierce pour y entamer des conférences avec les commissaires royaux.

« Il m'eût été facile de faire arrêter sur-le-champ les conspirateurs ; mais il était essentiel de saisir les plans, et d'avoir des preuves écrites.

« Malo témoigna donc aux commissaires que, avant d'aller plus loin, il voulait connaître les plans et les pouvoirs de Louis XVIII. Cette proposition fut trouvée juste, et on convint de se trouver chez Malo, à l'École-Militaire, avec toutes les pièces qu'il désirait. L'entrevue fut fixée le 11, depuis....... jusqu'à midi (lundi 30 janvier).

« Malo me rendit compte de ce qui se passait, et nous concertâmes ensemble le moyen de nous emparer de la personne des conspirateurs. Il fut convenu que, dans la nuit du 10 au 11, on placerait deux militaires sûrs dans l'appartement de Malo, pour entendre tout ce qui se dirait ; qu'on n'enverrait aucun agent de police, afin d'écarter tout soupçon ; et qu'au signal qu'en donnerait Malo, l'arrestation serait faite par des dragons.

« Toutes ces mesures ont été parfaitement

exécutées. La conférence a eu lieu au local désigné et à l'heure dite. Les militaires cachés entendirent toute la conversation, et ils frémirent d'horreur au récit des propositions qui étaient faites. Au signal donné par Malo, des hommes armés s'introduisent dans l'appartement, et arrêtent les trois scélérats (Brotier, Lavillheurnois, Duverne de Presle). Un commissaire de police a sur-le-champ dressé procès-verbal du tout. D'après les cartes de sûreté dont ces individus étaient porteurs, l'un se nomme Brotier, l'autre Berthelot, le troisième..... (son nom était inconnu encore). On a été faire visite à leur domicile; je rendrai compte de son résultat au directoire. Poly a été arrêté dans son logement, aux Petites-Écuries, avec une correspondance considérable, dont le dépouillement n'est pas encore fait. Je joins ici copie des pièces trouvées chez les conspirateurs, ainsi que de la dernière lettre écrite par Malo et Ramel.

« Vous frémirez au récit des atrocités que ces scélérats voulaient commettre; vous y verrez que tous les mouvemens qui ont lieu dans toutes les parties de la France, que les crimes qui s'y multiplient, ne leur étaient pas

étrangers; qu'ils soudoyaient les partisans de l'anarchie, qu'ils mettaient en avant pour exciter les haines, exaspérer les esprits contre la république, et venir plus facilement à bout de l'anéantir.

« Louis XVIII devait d'abord proclamer une amnistie générale, mais ce n'était qu'un piége tendu aux républicains; car le parlement aurait déclaré que le roi ne pouvait accorder une pareille amnistie, et qu'il fallait poursuivre tous ceux qui avaient travaillé au succès de la révolution.

« Les commissaires avaient jugé à propos de me conserver ma place jusqu'à l'arrivée de Louis XVIII, quoique j'aie voté la mort du roi. Je ne sais pourquoi ces scélérats m'avaient ainsi distingué. J'ai juré haine à la royauté et à l'anarchie; je tiendrai mon serment, et je poursuivrai toutes les factions, de quelque masque qu'elles se couvrent. »

CHAPITRE XIII.

Analyse des pièces saisies.—Plan de la contre-révolution.—Siméon pérore pour se défendre.—Lui et autres étaient royalistes.—Conversation avec Barras sur le complot.—Colère du directeur.—Pourquoi.—Axiomes du gouvernement.—Dénoûment de l'affaire.—Détails sur Cochon.—Son excuse du vote régicide.—Bataille de Rivoli.—Comment Bonaparte m'annonce la prise de Mantoue.—Il haïssait le journalisme.—Anecdote plaisante à ce sujet.—Ses idées sur le pouvoir.

A la suite du rapport du ministre de la police venaient les pièces saisies sur les conspirateurs et celles dont ils étaient l'objet, cotées depuis A jusqu'à A M. Une, signée Louis, et plus bas *Lavauguyon*, excita dans le conseil de grands éclats de rire, parce qu'elle portait pour date de *l'an premier de notre règne*. Dans une autre, on berçait le roi d'un soulèvement général en France. Le *directoire royal suprême*, séant à Paris, annonçait qu'au signal donné Lyon lèverait de nouveau l'étendard de la révolte, et le Jura ferait marcher douze mille hommes sous l'étendard des lis. Les chefs qui prendraient le commandement seraient le duc

d'Angoulême, dont on attendait à Paris la prochaine arrivée en la compagnie du duc de Bourbon; le prince de Poix, le premier entre les incapables; le comte de Puyssaie et le baron de Poly. Malgré le pardon universel que le roi accorderait, de nombreuses victimes tomberaient sous le fer vengeur de la justice: celles qui passeraient d'abord seraient Lafayette, que l'on amènerait, de sa prison à Olmutz en Autriche, dans une cage de fer; Menou, Dumas, du conseil des anciens, Lameth (les deux frères), Barras, Carnot, Tallien, etc. Au supplice à Paris de l'ancien général en chef de la garde nationale de France, on inviterait les ambassadeurs des puissances européennes. On commencerait l'exécution du complot par une émeute jacobine, qui serait excitée. On tâcherait par tous les moyens possibles d'empêcher les prochaines élections au corps législatif. La mort, enfin, frapperait les constitutionnels de 1791, et il y aurait amnistie pour les anarchistes égarés.

Certainement tout cela était absurde et néanmoins pas incroyable. Ceux qui conspirent ne sont presque jamais que des imbéciles ou des furieux. Les plans extravagans, ridi-

cules même dans leur horreur, sont ceux auxquels on s'arrête par préférence; on ne croirait pas à la réussite de quelque chose de raisonnable. La dernière pièce qui fut mise sous les yeux des conseils prouvera sans réplique ce que j'avance ici : c'était le plan complet de la conspiration, dont un secrétaire donna pareillement lecture. Il contenait les dispositions suivantes :

« Poser des corps-de-garde de gens sûrs aux barrières et aux murs de clôture; ne laisser entrer que les approvisionnemens et les fidèles attendus, lesquels répondraient au mot d'ordre convenu; ne laisser sortir personne dans les premières vingt-quatre heures; s'emparer des Invalides, des télégraphes, des Tuileries, du Luxembourg, des maisons des ministres; s'assurer du cours de la rivière au-dessus et au-dessous de Paris; trois cents hommes de Versailles, de Sèvres ou de Paris, suffiraient à s'emparer de Meudon; s'emparer des poudrières d'Essonne, de Corbeil, du donjon de Vincennes, pour en faire une prison ou pour protéger la retraite en cas de besoin, les habitans de Vincennes sont bons; établir au Temple le quartier-général et la résidence

des agens du roi; intercepter les ponts, contenir les faubourgs Antoine et Marceau par tous les moyens militaires; établir une batterie à Montmartre, pour contenir Paris et éclairer la route du Nord.

« Si la promesse de l'amnistie ne ramène pas chaque directeur, mettre leur tête à prix et les déclarer traîtres au roi et à la patrie; consigner chaque membre des conseils dans sa maison, surtout empêcher leur réunion, et leur inspirer la terreur; s'assurer des municipalités, des jacobins, des principaux terroristes; rétablir la juridiction prévôtale et les anciens supplices; au premier propos incendiaire faire juger prévôtalement; brûler les presses des journaux jacobins du *Père Duchène*, des *Hommes libres*, de *la Sentinelle*, de *l'Ami des lois*, *le Rédacteur* et *Défenseur de la patrie;* arrêter leurs auteurs, mettre en liberté tous ceux qui ne seraient pas en prison pour crime; proclamer une amnistie générale au nom du roi; annoncer la paix comme prochaine; ordonner aux juges de paix, aux tribunaux de continuer provisoirement leurs fonctions au nom du roi; faire une proclamation honorable pour les armées et amicale

pour les puissances étrangères; faire garder honorablement, mais avec surveillance, les ambassadeurs étrangers, jusqu'au retour des courriers qui seront expédiés à leurs cours; ordonner à tous les fournisseurs et agens de continuer leurs services; faire circuler dans les rues de nombreuses patrouilles; ordonner l'ouverture des boutiques; faire un approvisionnement de grenades, c'est le meilleur moyen de dissiper les attroupemens; rendre à la gendarmerie son nom de maréchaussée, lui donner un chef et lui faire faire le service de Paris; envoyer des proclamations dans les provinces, aussitôt que le roi aurait été proclamé à Paris; déployer la plus grande sévérité contre les royalistes qui se livreraient à des vengeances dans le moment où l'indulgence serait proclamée au nom du roi; nommer M. Vauvilliers directeur des approvisionnemens, que personne ne peut mieux administrer que lui; nommer M. Henin, ancien premier commis, ministre des affaires étrangères; laisser Bénezech à l'intérieur; nommer à la marine M. de Fleurieu, à la justice Siméon ou Paresseux, aux finances M. Vignoles-Desgrandes, demeurant rue Saint-Florentin, vis-

à-vis l'hôtel de l'Infantado, au ministère des Indes Barbé-Marbois; au ministère de la police laisser Cochon ou y mettre Portalis; mais Cochon a voté la mort du roi, ce serait trop effaroucher les royalistes; réunir les anciens agens de police et les charger de remonter cette partie.

« Abolir les décades et le comput républicain; charger M. Débar, ancien major de la garde de Paris, de recréer cette garde; ordonner aux anciens intendans de se rendre dans les provinces; ordonner à M. Villière de reprendre la direction générale des ponts et chaussées; être avare du sang français, et se souvenir qu'aucun gouvernement n'a le droit de faire mourir que pour l'exemple. »

A ce plan était jointe la copie de la proclamation d'amnistie, qui devait être faite à tous les Français, et les pouvoirs donnés au nommé Brotier; ils étaient datés de Véronne, le 2 février 1796.

Le conseil et le public entendirent, dans un silence mêlé par intervalle d'éclats de rire ou de murmures d'indignation, cette lecture intéressante. Certains doutaient encore de la réalité du fait, d'autres y puisaient des armes

pour poursuivre le combat à mort qu'ils voulaient avoir avec les royalistes. Ceux des députés dont les opinions modérées penchaient vers la douceur se demandaient si une rigueur constitutionnelle ne vaudrait pas mieux. Je dois le dire, la majorité n'était nullement bourbonnienne, ou du moins ne penchait point pour la branche aînée de cette maison ; c'est un fait positif dont le temps a prouvé l'exactitude.

Siméon, alors membre des cinq-cents, et qui se voyait appelé par les agens royaux à un ministère en expectative, crut devoir imiter l'honnête Cochon, qui, le meilleur des hommes, à part son crime politique, s'était mis tout-à-coup à jacobiner, afin d'écarter tout soupçon de son accord avec les conspirateurs. Siméon demanda la parole, et, montant à la tribune, il parla en ces termes :

« Il me tarde d'exprimer au conseil mon étonnement de trouver mon nom inscrit sur la liste dressée par les conjurés. Ce que le ministre de la police a dit dans son rapport, je le répéterai avec lui. Je ne sais point ce qui a pu me mériter la confiance de ces messieurs. Sans doute il est fâcheux de fixer leur atten-

tion ; mais cet outrage n'est pas un crime. Si les patriotes injurieux ne se plaisaient point à taxer de royalisme les hommes qui opposent à tous les partis des principes austères, les royalistes n'espéreraient pas trouver en nous des amis. Déjà les commissaires royaux, interrogés s'ils ont eu des relations avec moi, ont dit qu'ils n'en avaient aucune, et qu'ils n'avaient jeté les yeux sur moi que parce que j'avais la confiance du peuple. Cette confiance, je m'honorerai toujours de la mériter ; ce sentiment m'eût servi à repousser leurs propositions, s'ils avaient osé m'en faire. Vous n'avez pas, au reste, oublié que les lettres interceptées nommaient, comme dévoués au royalisme, des hommes auxquels vous avez conservé avec raison votre confiance. Justice, s'il y a accusation contre moi ; mais, jusque là, estime, je dirai presque confiance et amitié ; car c'est un dédommagement nécessaire pour l'outrage fait à un de vos collègues. »

La mollesse de cette défense indiquait assez le combat intérieur entre la conscience de Siméon et la nécessité de se démêler des imprudences des royalistes. Il savait bien, au fond de son âme, pourquoi ceux-là le mettaient en

avant; c'est parce qu'ils croyaient pouvoir compter sur lui, et avec raison. Siméon, maintenant, craindrait-il d'avouer la vérité? C'est qu'à cette époque il était en relation suivie avec l'abbé de Montesquiou, agent supérieur du roi, que, comme M. Royer-Collard, il travaillait au retour des Bourbons. Plus d'un faisait comme lui. Boissy-d'Anglas marchait dans la même route, mais à sa manière toute patriotique, toute indépendante; il cheminait seul; c'est encore ce que je sais à ne pouvoir en douter. Quant aux autres individus signalés dans le plan d'exécution, ils étaient connus en qualité de royalistes. Portalis surtout, Barbé-Marbois avec lui, ces deux là, de même que Siméon, dirigeaient leurs efforts vers le rétablissement de la monarchie constitutionnelle; et, si Louis XVIII, à sa rentrée, avait voulu tout raconter, il aurait pu rendre justice au zèle de ces messieurs.

Dès que le complot eut éclaté, je me rendis au Luxembourg, en sortant de la séance du conseil des cinq-cents. Il me fut impossible de parvenir à Barras aussitôt que je l'aurais voulu. Il était en grande conférence avec ses collègues, les ministres, et des chefs militaires ainsi que des

magistrats, appelés par invitation expresse. Le conseil se prolongea fort tard. Je demeurai la plupart du temps qu'il dura avec Bottot, secrétaire particulier de Barras, chez qui je m'arrêtais lorsque le directeur était invisible. Vers neuf heures on se sépara. Barras demanda à manger; il mourait de faim; et, sachant par Bottot que j'étais là, il me fit appeler. Dès que je parus :

« On ne prétendra pas cette fois, me dit-il, que les royalistes se tiennent tranquilles. Les voici en plein mouvement; et, tandis qu'on nous endort par de belles paroles, on cherche à nous égorger. C'est une duplicité abominable. On ne me prendra pas pour dupe, je vous en réponds. »

Je donnai à ces paroles le sens caché que Barras y attachait. Certainement c'était l'aveu tacite de ses pourparlers actuels avec les agens du roi; mais je ne cherchai pas à obtenir des propos plus clairs. Je me contentai de répondre :

« On ne doit jamais se confier pleinement à ceux dont l'avantage est de nous nuire. Mais que sont-ce donc que ces hommes, choisis pour renverser la république?

— Des imbéciles, des aventuriers, des gens incapables de remuer un pavé des rues; de ces intrigans qui complotent dans un arrière-cabinet, besogneux, vivant de leurs trames. Que voulez-vous que nous ayons à craindre d'eux? rien; mais ils n'en sont pas moins coupables, et on les punira sévèrement. Mes collègues font grand bruit de cette affaire; elle n'est, tout bien pesé, qu'une niaiserie..... Carnot en est tout gonflé. C'est lui, cette fois, qui aura sauvé la patrie. »

Et Barras s'abandonna à un accès de gaîté de mauvaise humeur.

« Comment! sauvé la patrie? répétai-je.

— Oui, c'est lui qui a mis le premier le nez dans le gâchis. Ce drôle de Malo, cet ancien frère coupe-choux défroqué, s'en est venu le trouver de préférence. Je préside le directoire, la révélation me revenait de droit. On ne m'a pas trouvé assez pur : il faut un homme sans tache; l'ex-cordelier (Malo) l'a rencontré dans mon collègue. »

A l'aigreur de ces plaisanteries, je reconnus où le bât blessait le citoyen Barras. Il regardait comme un outrage le choix de Carnot fait à son détriment par Malo, et ceci ne contribua pas peu

à la vengeance qu'il en prit au 18 fructidor. Il aurait voulu que le commandant des dragons eût eu plus de confiance en lui; il l'en aurait largement récompensé; au lieu que, persistant dans sa rancune, il donna plus tard à Malo, que néanmoins il fallut tout d'abord nommer général de brigade, tant de mortifications, que ce militaire, réellement ancien moine cordelier, remit sa démission, et se renfonça si bien dans son obscurité première, que depuis il n'en est plus ressorti, et que ses parens seuls ont appris le jour où il a été de vie à trépas. Peut-être existe-t-il encore; peu importe, d'ailleurs.

Je laissai Barras épancher sa colère, puis m'enquêtai de la destinée des agens royaux.

« Qu'on les noie, les brûle, les pende, s'écria-t-il; on les traitera toujours selon leurs œuvres. On va les faire juger par un conseil de guerre.

— On ne les a pas pris les armes à la main, répliquai-je. Et la loi?...

— La loi! dit Barras, ah! la bonne.....! elle n'est utile que lorsqu'on la viole, elle nuit chaque fois qu'on la respecte. »

Le pittoresque de ce propos me fit sourire;

le directeur en fit autant, et cette fois, plus franchement, il continua :

« Dans les temps de révolution, la légalité est une folie ; elle ne sert jamais au pouvoir, tandis que c'est une arme excellente pour ceux qui l'attaquent. La loi est froide, lente et juste ; la défense doit être ardente, prompte et passionnée ; sans ces trois conditions, on est perdu. Quoi ! on emploiera les armes les plus imprévues contre nous, les complots, l'incendie, la révolte, le couteau, le poison, et nous devrons impérieusement à notre tour ne combattre qu'avec des *armes courtoises*, pour me servir d'un terme de l'ancienne chevalerie ! Ce serait par trop de duperie ; on aurait toujours le dessous. Comme on me combat je riposte ; c'est la règle de *primo mihi.* »

Je ne pus m'empêcher de convenir qu'au fond Barras avait raison ; je me récriai seulement sur le malheur des circonstances qui obligent à s'écarter de la règle immuable, en forçant les souverains à devenir de simples chefs de partis.

« Voilà où nous en sommes, reprit le directeur ; le gouvernement est notre propre affaire, notre cause personnelle, dont nous

avons à nous démêler du mieux qu'on peut. Les fautes nous tuent, ne pouvant les rejeter sur nos ministres. On nous en demande toujours compte à la manière des voleurs ; qui, le pistolet appuyé sur la gorge des passans, leur crient : *la bourse ou la vie!* A nous, on dit : *la vie ou le pouvoir!* Et dans cette position on hésiterait à se servir de ressources prises en dehors de la loi! Celui qui voudrait ne faire que par elle mériterait un brevet de logement aux Petites-Maisons. »

Ce que Barras professait ce soir-là fut mis en œuvre contre les conspirateurs désignés ; on les envoya devant un conseil de guerre séant à l'Hôtel-de-Ville de Paris. On apprit dans les débats que *l'épicier Dunant* était l'ancien officier de marine Duverne de Presle. Les avocats des prévenus contestèrent la légalité du tribunal militaire, soutenant que leurs cliens n'avaient pas été pris les armes à la main, mais arrêtés au milieu des épanchemens d'une conférence intime. L'opinion publique se prononça dans ce sens ; elle répugnera toujours à voir intervertir l'ordre de la justice. Le conseil de guerre persista à soutenir sa permanence; les accusés se pourvurent

au tribunal de cassation; une lutte s'établit alors entre ce tribunal suprême et les deux pouvoirs législatif et exécutif. La requête en cassation fut admise, mais le ministre de la justice, Merlin, provoqua un décret qui annula le jugement. Ceci devenait un coup d'état véritable, et amena entre les membres du tribunal de cassation et le directoire une animosité dont les conséquences furent graves, puisqu'au 18 fructidor suivant on décima l'indépendance de la haute magistrature.

Cependant le conseil de guerre se trouvait très-embarrassé : le directoire, d'une part, usant de toute son influence, cherchait à lui arracher une condamnation sanglante; de l'autre, l'opinion, renforcée par l'arrêt de cassation, lui interdisait le droit de connaître derechef de cette cause. Ses membres hésitèrent long-temps sur ce qu'ils avaient à faire; enfin un jugement intervint de leur part : il porta le cachet de leur hésitation et des capitulations de leur conscience.

Le prononcé porta que Brotier, Dunant ou Duverne de Presle, Lavillheurnois et Poly, arrêté également, étaient coupables; mais

qu'ayant égard aux circonstances atténuantes, à la franchise de leurs aveux, la peine de mort serait commuée en celle de réclusion; savoir, Brotier et Duverne de Presle pour dix ans, Poly pour cinq, et Lavilheurnois pour un. Les autres accusés qu'on avait joints au procès furent ou acquittés ou renvoyés devant le tribunal criminel pour autres délits.

Un tel arrêt devenait un triomphe pour les conspirateurs. Ce fut la pensée du directoire, qui, plus tard, changeant la réclusion en une peine plus grave, les envoya avec les déportés de fructidor à Cayenne et à Sinnamary. En résultat, cette levée de boucliers nuisit à la cause royale, et acheva de semer la discorde parmi les membres du gouvernement.

Une de ses conséquences fut que le directoire cessa d'avoir de la confiance dans le ministre de la police. On s'imagina qu'il avait connu le complot comme complice, et qu'il ne s'était mis en mesure de le dénoncer et de le poursuivre qu'au moment où il l'avait vu arriver à la connaissance de Malo. On débuta par lui faire grise mine, par lui retirer le secret de certains actes. On poussa si loin les marques de mécontentement, que Cochon ne

put se dissimuler la nécessité de sa retraite. Elle n'eut lieu pourtant que le 13 messidor suivant (6 juillet). On le remplaça par Le Noir La Roche. Tous les deux, plus tard, devaient s'asseoir ensemble au sénat consulaire et impérial. La démission du ministre de la police ne le mit pas à couvert du ressentiment de Barras : on le fructidorisa; mais on ne l'envoya pas outre mer; il fut retenu à l'île d'Oléron, où il demeura jusqu'au 18 brumaire.

C'était un homme très-recommandable, bon administrateur et probe. Les royalistes lui ont rendu justice, quoiqu'il se fût taché de régicide. Je lui demandai, dans une occasion où nous nous trouvâmes ensemble à la campagne dans une sorte de familiarité, ce qui, malgré sa douceur naturelle, ses qualités estimables, et je ne craindrai pas de dire ses vertus, l'avait pu conduire à voter la mort de Louis XVI. Il me regarda fixement, me prit la main, la serra dans la sienne, et, tandis qu'une vive rougeur couvrait son front, il me répondit d'une voix fortement accentuée:

« La peur !! Oui, monsieur, continua-t-il, la peur ! Il aurait fallu se trouver à cette épo-

que de délire et de crimes pour concevoir jusqu'où l'épouvante pouvait faire descendre des gens de bien. On tremblait non seulement pour soi, mais pour les siens, mais pour ses amis, ses simples connaissances. Le péril menaçait tous les alentours de celui qui oserait tenir tête à la révolution. On ne redoute pas, dans les temps ordinaires, la mort qui vous menace, parce qu'on a la certitude d'en être seul frappé; mais alors un acte de courage proscrivait toute une famille, et ici le cœur demeurait saisi, dans l'intérêt des autres, d'une faiblesse qu'on aurait rougi d'avoir pour soi. Telle est, monsieur, non l'excuse, car je sais qu'il n'y en a pas pour une telle action, mais le motif du vote funeste d'un grand nombre d'entre nous. »

J'admirai cette réponse naïve et loyale, déplorant toutefois qu'il y ait si peu de ces âmes fermes, capables, dans les temps d'orage, d'affronter la foudre, n'importe sur quelque front qu'elle doive tomber.

Le 1er février la présidence de Barras prit fin. Rewbell le remplaça dans cette suprématie triennale. Celui-ci voulait du bien à Bonaparte, qui avait répondu très-succincte-

ment aux détails que je lui transmis sur le complot Brotier. Il regardait, disait-il, ces intrigues comme des misères ridicules dont on se débarrasserait aussitôt qu'on le voudrait. Il portait en ce moment toute son attention sur l'ouverture de la campagne, recommencée par lui en plein hiver, et toujours avec un pareil succès. Il avait gagné, le 14 janvier, la bataille de Rivoli; il fut encore vainqueur à Saint-Georges et à la Favorite. Le chef de l'armée autrichienne, Alvinzi, faisait des efforts désespérés pour parvenir à dégager Mantoue, bloquée étroitement. Ce fut en vain. Des combats partiels lui enlevèrent ses troupes; et, dans ces trois journées, il y eut de son côté cinq ou six mille soldats tués ou blessés et vingt mille prisonniers, le général Provera, entre autres, qui reçut là le même affront qui déjà l'avait frappé l'an dernier à Millesimo.

Les drapeaux trophées de ces victoires furent envoyés à Paris. Bonaparte poursuivit ses succès; il s'empara de Roveredo, de Trente. Enfin il m'écrivit la lettre suivante :

« Je vous embrasse. Mantoue est à la France.
« Les armes, l'artillerie, le bagage nous res-

« tent. Nous en avons besoin. Quinze mille « hommes formant la garnison rentrent chez « eux, avec promesse de ne pas servir jus- « qu'après l'échange. Voilà le principal. Je fais « de mon mieux : si on n'est pas content, que « l'on aille se...... coucher, ce que je n'ai pres- « que jamais le temps de faire. Je laisse à vos « journaux le soin de réduire à rien la prise « de Mantoue, pourvu qu'ils ne la regardent « pas comme nuisible à la patrie et *le com-* « *mencement d'une trahison.* »

Le général détestait le journalisme; il ne perdait aucune occasion de manifester son antipathie contre les feuilles périodiques. Je lui ai entendu dire sans fin que quatre gazettes hostiles faisaient plus de mal que cent mille hommes en plate campagne. La plus mauvaise recommandation qu'on pût donner à quelqu'un auprès de lui, c'était de le prétendre rédacteur de journaux. Il ne leur pardonnait pas les sottises débitées sur son compte. Il regardait leur liberté comme désorganisatrice de tout gouvernement. Je me souviens que, peu après le 18 brumaire, Fabre de l'Aude, qu'il estimait beaucoup, sollicitait de lui je ne

sais quel emploi pour un homme de sa connaissance; j'étais présent.

« Qu'a-t-il fait? demanda Bonaparte.

— Une gazette. »

Le premier consul tressaillit.

« Une gazette! répéta-t-il. Ah! c'est un parleur, un critique, un frondeur, un donneur de conseils, un régent des souverains, un tuteur des nations. Il n'y a que les cabanons de Bicêtre qui conviennent à ces gens-là.

— Mais, premier consul, repartit Fabre, qui avait encore son franc parler, vous employez tous les jours des hommes qui ont été journalistes.

— S'ils n'avaient été que cela, je les repousserais. Je m'en sers malgré cela, entendez-vous? »

On ne doit donc pas s'étonner du soin extrême qu'il mit à garrotter la presse, et surtout la presse périodique. Il ne pouvait la supporter que soumise à ses volontés impérieuses. Tout était positif dans cet homme : il ne souffrait ni observations ni critique; l'obéissance passive, voilà ce qu'il voulait uniquement.

« Le pouvoir, disait-il, est une roue qui

doit aller sans cesse : tout ce qui retarde ou entrave sa marche est périlleux. Il lui faut une libre carrière, le concours de tous, et nulle résistance. Sans cette condition, il vacille, il n'est sûr de lui ni des autres. Comment ses agens lui obéiront-ils, dans le cas où ils verront les autres blâmer ses actes ? Le silence en dehors de lui fait une portion considérable de sa force. »

Telles étaient les maximes sévères de ce grand administrateur, de ce personnage chargé de consolider le repos des peuples et d'affermir les trônes. Les rois et les peuples ne l'ont compris qu'après qu'il a disparu par leur faute.

CHAPITRE XIV.

Entrée en Romagne de l'armée française. — Proclamation et arrêté de Bonaparte. — Ces actes déplaisent au directoire. — Pour quelle cause. — Je ruse dans l'intérêt de Bonaparte auprès de Barras. — Carnot tombe dans le piége que je lui avais tendu. — Conquête de la Romagne. — La madone de Lorette vient à Paris. — Lettre conciliante de Bonaparte au cardinal Mattey. — Lettre du pape à Bonaparte. — Réponse de celui-ci. — Scandale que cause à Paris cette correspondance. — Mot de Barras. — Fureur de La Révellière. — Nous apaisons cet orage. — Lettre de Bonaparte à ce sujet. — Manége de Talleyrand. — Sa lettre justificative. — On la critique. — Opinion de Chénier sur l'ancien évêque d'Autun. — Propos de Barras sur l'indiscrétion de madame de Staël.

Malgré les avertissemens du général Bonaparte, le souverain pontife, entraîné par la coalition européenne, avait voulu absolument la guerre; on la lui déclara. Des ordres furent donnés en conséquence. L'armée française marcha vers la Romagne. Bonaparte, du quartier-général de Bologne, adressa aux sujets du saint-père, et le 12 pluviose an V, la proclamation suivante : (24 janvier.)

« L'armée française va entrer sur le ter-

« ritoire du pape; elle sera fidèle aux maximes « qu'elle professe: elle protégera la religion « et le peuple.

« Le soldat français porte d'une main la « baïonnette, sûr garant de la victoire, offre « de l'autre, aux différentes villes et villages, « paix, protection et sûreté..... Malheur à « ceux qui la dédaigneraient, et qui, de gaîté « de cœur, séduits par des hommes profon- « dément hypocrites et scélérats, attireraient « dans leurs maisons la guerre et ses horreurs, « et la vengeance d'une armée qui, dans six « mois, a fait cent mille prisonniers des meil- « leures troupes de l'empereur, pris quatre « cents pièces de canon, cent dix drapeaux, « et détruit cinq armées.

« Article I. Toute ville ou village, où, à « l'approche de l'armée française, on sonnera « le tocsin, sera sur-le-champ brûlé, et les « municipaux fusillés.

« II. La commune sur le territoire de la- « quelle sera assassiné un Français sera sur- « le-champ déclarée en état de guerre; une « colonne mobile y sera envoyée. Il y sera pris « des otages, et il y sera levé une contribution « extraordinaire.

« III. Tous les prêtres, religieux, ministres de « la religion, sous quelque nom que ce soit, « seront protégés et maintenus dans leur état « actuel, s'ils se conduisent selon les principes « de l'Évangile; et s'ils sont les premiers à les « transgresser, ils seront traités militairement, « et plus sévèrement que les autres citoyens. »

Cette proclamation, et plus encore cet arrêté, couvrait d'une protection spéciale les prêtres français émigrés et établis dans les provinces de la Romagne. Ce fut une manifestation éclatante de la pensée intime de ce grand homme, qui n'entendait point combattre des individus, mais seulement des masses; qui déjà aspirait à se rallier toutes les opinions, tous ceux chassés ou persécutés par un gouvernement inhabile. Ceci causa au directoire et aux jacobins une surprise complète. Ils ne pouvaient assez s'étonner de l'autorité que se donnait Bonaparte; on s'indignait de l'amnistie de fait qu'il accordait en son nom, puisque le pouvoir exécutif n'était pas nommé. Carnot excitait le mécontentement de ses collègues. Il demanda, dans une séance du directoire, que Bonaparte fût déchu de son commandement: il se trouva seul

de son avis. Ses collègues, tout en éprouvant du dépit des allures du général en chef, ne croyaient pas qu'on pût s'en passer.

Ce qui, dans la circonstance, aida à Bonaparte, fut la jalousie, que je m'accuse ou me vante d'avoir su fomenter dans le cœur de Barras contre Carnot. Je m'avisai, vers cette époque, de dire au premier, par manière d'acquit :

« Avez-vous connaissance d'un bruit encore peu répandu? On prétend que Carnot ne serait pas éloigné de renoncer aux fonctions de directeur, pour aller en Italie remplacer Bonaparte.

— Voilà un bruit très-ridicule, me fut-il répondu.

— Ridicule, j'en conviens; seulement positif, je l'affirme.

— Oui-dà! le collègue aspirerait...! En effet tout est croyable..... J'ai bien quelque méfiance de Bonaparte; mais, entre nous, Carnot m'est autrement suspect. Rassurez-vous, il ne chassera pas le général de son poste. »

Le hasard corrobora ce que j'avais imaginé. Carnot, sans projet, je suppose, s'avisa de dire au directoire que Bonaparte méritait d'être sévèrement réprimandé, et congédié

s'il se maintenait dans son indépendance inconvenante; il ajouta: « J'irais plutôt prendre sa place. »

Ce propos en l'air ne tomba pas. Barras y vit la confirmation de l'avertissement que je lui avais donné. La frayeur le saisit plus que jamais qu'il n'y eût dans le directoire un coup monté, pour enlever au profit de Carnot le commandement; aussi, prenant la parole avec chaleur, il témoigna combien lui paraîtrait désavantageux à la république la destitution de Bonaparte, que l'on accuserait les directeurs d'une jalousie odieuse, qu'il valait mieux approuver la mesure du général, sauf à lui en manifester un mécontentement secret. Rewbell, sans être prévenu, parla dans le même sens; La Révellière se piqua de générosité, bien que sa cause sacerdotale fût un peu compromise, et on arrêta qu'on approuverait le général.

La victoire, toujours à ses ordres, ne tarda pas à le justifier de plus en plus. La Romagne, le duché d'Urbin, la marche d'Ancône, et Ancône même, furent conquis rapidement. On enleva une portion du trésor de Lorette, et Bonaparte, pour faire une aga-

cerie galante à La Révellière, envoya au directoire la statue de bois de la Sainte-Vierge, honorée d'un culte si fervent dans ce qu'on croit être sa propre maison. Cette plaisanterie eut le succès attendu. La Révellière, pendant plusieurs jours, ne jura qu'au nom du vainqueur de la papauté, mais il chanta bientôt la palinodie, lorsque les actes subséquens de son héros parvinrent à lui.

On aurait pu croire que Bonaparte faisait à regret la guerre au père commun des fidèles. Déjà, dès le 13 février, il écrivait au cardinal Mattey, qui lui inspirait une vive affection.

« Je sais que S. S. a été trompée ; je veux « bien encore prouver à l'Europe la modéra« tion du directoire exécutif de la républi« que française, en lui accordant cinq jours « pour envoyer un négociateur muni de « pleins pouvoirs, qui se rendra à Foligno, où « je me trouverai, et où je désire de pouvoir « contribuer, en mon particulier, à donner une « preuve de la considération éclatante que j'ai « pour le Saint-Siége. »

De pareilles avances, si nobles et si bienveillantes, appuyées sur des succès de plus en plus rapides, décidèrent le pape à recourir

à la générosité du vainqueur. En conséquence, le saint-père lui écrivit en ces termes :

PIE P. P. VI.

« Cher Fils,

« Bénédiction et salut apostolique.

« Désirant terminer à l'amiable nos différends « actuels avec la république française, par la « retraite des troupes que vous comman« dez, nous envoyons et députons vers vous, « comme nos plénipotentiaires, deux ecclé« siastiques : M. le cardinal Mattey, parfai« tement connu de vous ; monseigneur Ga« leppi, et deux séculiers : le duc don Louis « Braschi, notre neveu, et le marquis Camille « Massimi; lesquels sont revêtus de nos pleins « pouvoirs pour concerter avec vous, pro« mettre et souscrire telles conditions que « nous espérons justes et raisonnables; nous, « nous obligeant, sous notre foi et parole, « de les approuver et ratifier en forme spé« ciale, afin qu'elles soient valides et inviola« bles en tous temps. Assuré des sentimens « de bienveillance que vous avez manifestés, « nous nous sommes abstenus de tout dé-

« placement de Rome, et par là vous serez « persuadé combien est grande notre confiance « en vous. Nous finissons en vous assurant de « notre plus grande estime, et en vous don- « nant la paternelle bénédiction apostolique.

« *Donné à Saint-Pierre de Rome, le* 12 « *février* 1797, *l'an vingt-deuxième de notre* « *pontificat.*

« PIE P. P. VI. »

Bonaparte possédait trop le sentiment des convenances pour manquer dans cette occasion à ce qu'il leur devait. Il accueillit les ministres plénipotentiaires du pape, et ne balança pas à lui répondre dans les termes suivans :

« TRÈS-SAINT PÈRE,

« Je dois remercier votre sainteté des choses « obligeantes contenues dans la lettre qu'elle « s'est donné la peine de m'écrire.

« La paix entre la république française et « votre sainteté vient d'être signée; je me « félicite d'avoir pu contribuer à son repos « particulier.

« J'engage votre sainteté à se méfier des « personnes qui sont à Rome, vendues aux « cours ennemies de la France, ou qui se « laissent exclusivement guider par les passions « haineuses, qui entraînent toujours la perte « des états.

« Toute l'Europe connaît les inclinations « pacifiques et les vertus conciliatrices de « votre sainteté. La république française sera, « j'espère, une des amies les plus vraies de « Rome.

« J'envoie mon aide-de-camp, chef de bri- « gade (Lannes) pour exprimer à votre sainteté « l'estime et la vénération parfaite que j'ai pour « sa personne, et je la prie de croire au désir « que j'ai de lui donner, dans toutes les oc- « casions, les preuves de respect et de véné- « ration avec lesquelles j'ai l'honneur d'être « son très-obéissant serviteur.

« *Signé* BONAPARTE. »

« 1er ventose an V (19 février). »

Oh ! pour le coup, ce fut bien à Paris et dans le gouvernement un autre scandale que la lettre du général en chef à Pie VI ; il y eut

dans le premier instant une rumeur, une révolte contre lui si étrange, si animée, qu'elle inquiéta ses véritables amis. On aurait dit, à entendre ces philosophes prétendus si intéressés, si grossiers, si fanatiques eux-mêmes, que le général aspirait à la couronne de France, que déjà il l'essayait sur sa tête; on entendait de toutes parts ces propos : Avez-vous vu la lettre? — Connaissez-vous la lettre? — Que vous en semble? — Est-elle assez servile? — Assez bigote? — Bonaparte se fait capucin, ou roi d'Italie, ou quelque chose de mieux. — Un général de la république française! — Quel style! — Quelle bassesse!

Les exclamations, les cris, les allégations, les calomnies, les male-conjectures, se succédaient avec rapidité. Mieux aurait valu au coupable d'avoir tué son père que d'avoir fait montre de respect envers le père commun des fidèles. Le directoire, les conseils, l'armée, tous avaient ses hurleurs, ses furieux, qui imposaient silence à tout défenseur. Barras, au fond, nageait dans la joie, et dit à Daubermesnil :

« Bonaparte s'est noyé, tant pis pour lui. Devait-il faire le caffard ? »

Le bon ton de Barras lui manqua en cette circonstance. Était-ce à lui à trouver mauvais ces égards accordés à un souverain, à la religion et à la vieillesse, dont un homme bien né ne se départ jamais? Je comprenais la colère des autres, gens grossiers pour la plupart. Carnot, par esprit de parti, gabait; Letourneur soupirait; Rewbell faisait la mine; mais La Révellière, oh! le pauvre La Révellière! il fallait le voir avec son visage effaré, bouffi, ses yeux ardens, sa bosse, ma foi gonflée, jurer, gémir, tonner, pleurer presque; il avait un cauchemar de jour et de nuit qui l'étouffait : *votre sainteté*, *très-saint-père*, *l'estime*, *le respect*, *la vénération*, *l'aide-de-camp envoyé*, et par conséquent l'hommage religieux rendu; et à l'écart la théophilanthropie; et du grand-prêtre La Révellière, pas un mot! Comme cette lettre le reculait! Où serait à lui sa place? Et un tel déboire venait de Bonaparte, dont il espérait être glorifié un jour!

Ce cher directeur n'avait pas assez de sa langue pour se plaindre, pour furibonder;

les cent bouches de la renommée lui auraient à peine été suffisantes à exprimer son douloureux crève-cœur; il allait dans et hors le Luxembourg, s'en prenant à tout le monde, annonçant une rupture complète entre lui et le général.

« C'est mon ennemi, disait-il. Il me déclare la guerre, je la lui ferai; nous verrons qui triomphera. Un tel affront, à moi!... à moi!... Et qu'ai-je à faire de sa Notre-Dame, lorsqu'il adore l'idole vivante? Le voici en route pour rétablir celle de bois (il faisait allusion à la statue de la Vierge de Lorette, qui arrivait par le roulage). Mais patience, mon culte est jeune; il est raisonnable; il gagnera le dessus. »

C'était à mourir de rire. Cependant aucun des partisans de Bonaparte n'avait envie de montrer de la gaîté; nous étions embarrassés, tourmentés. Comment tournerait cette attaque plus maligne que ridicule? Je détachai Joséphine à Barras, afin de le ramener. Elle y alla, se fâchant à son tour, pleurant même; ce qui mit le directeur hors de lui; il ne pouvait soutenir les larmes d'une femme. Fabre de l'Aude, Ozun, Regnault, qui arri-

vait d'Italie, Cambacérès, Talleyrand, quelques autres et moi, travaillâmes de notre mieux à calmer l'effervescence républicaine et philosophique. Nous y parvînmes, aidés surtout des articles du brillant traité de paix de Tolentino, qui furent bientôt après connus. Au demeurant, la masse des Parisiens, de la France et de toute l'Europe, applaudit avec tant d'éclat à la conduite de Bonaparte envers le pape, que les malintentionnés comprirent que l'opinion ne les seconderait pas dans la querelle qu'ils prétendaient lui susciter. Ceci les contraignit par degré au silence.

La Révellière fut le plus difficile à faire taire et à gagner. Il y avait là, ai-je déjà dit, jalousie de métier, intérêt opposé de sacristie. Nous fûmes une foule à nous mettre autour de lui, et à chacune de nos représentations, de nos explications conciliantes, il répondait par un *hom! sa sainteté! votre paternité!* Ces mots malencontreux le tenaient à la gorge. Cependant nous fîmes tant, il reçut de nous tous de si belles promesses, qu'il consentit non à pardonner d'abord, mais à modérer son désespoir, qui était au fond par trop comique.

Ce fut, de notre côté, à qui écrirait à Bonaparte pour lui rendre un compte exact de la tempête qu'il avait excitée. Je ne sais ce qu'il répliqua aux autres; quant à la réponse qu'il me fit, ma prudence me retint de la communiquer, même à Joséphine ; je la gardai dans le plus profond de mon secrétaire, et je vais la publier pour la première fois.

« Eh bien! qu'est-ce? pourquoi tout ce ta-« page? Sont-ils imbéciles, fous ou enragés? « pensent-ils qu'un général en chef soit un « pilier de billard, un souteneur de mauvais « lieux? ou eux-mêmes sont-ils si méchante « compagnie qu'ils ne comprennent pas ce « qu'un homme qui s'estime doit de respect « au premier souverain du monde civilisé? « Parce qu'il plaît à l'un de jouer à la cha-« pelle, ne pourrai je aller à la procession « qu'avec lui? Parce qu'ils ont à eux tous tué « un roi, faudra-t-il que je sois grossier avec « tous les monarques? Qu'ils ne le pensent « pas; un républicain se rend plus respecta-« ble en agissant avec mesure qu'en se li-« vrant à une grossière démagogie. La France « me demanderait compte de ses armées per-« dues, de ses places livrées, de son territoire

« envahi, et, certes, ne me ferait jamais un « reproche de mes formes civiles et de la di- « gnité que je mettrais à conserver la sienne. « Qu'on ne s'avise donc pas de se plaindre « de mon acte en cette circonstance, de blâ- « mer ma conduite. Loin de le souffrir, j'en « appellerais à la république tout entière, « bien assuré qu'elle m'approuverait.

« Mes politesses à l'égard du pape ne « m'ont pas empêché de dicter à notre avan- « tage les clauses du traité de Tolentino; les « intérêts de la France n'ont pas eu et n'au- « ront jamais à souffrir de ce que je manifes- « terai d'égards et d'obligeance envers les « princes vaincus. Enfin, je préfère l'appro- « bation de toute l'Europe aux murmures de « gens qui, si on les laissait faire..... »

La dernière phrase n'était pas achevée dans la lettre originale, et la signature, néanmoins, se trouvait au bout. Je lus, relus cette pièce, qui me parut éloquente; mais, ainsi que je l'ai dit, j'appréciai le péril de la publier, et je la cachai entièrement à nos amis autant qu'à nos ennemis.

Au nombre de ceux qui dès cette époque commencèrent à lier leur cause à celle de Bo-

naparte, je dois placer Talleyrand. Celui-là a le nez fin; il devine toujours, non d'où le vent se lève, mais d'où il se lèvera; chaque fortune qui surgit le compte parmi ses adorateurs, tandis qu'avec la même constance il tourne le dos à tout pouvoir qui tombe. C'est un art consommé. Faut-il le louer? la question est ardue; on ne la résoudra pas facilement.

Depuis la fin de l'année précédente, je voyais Talleyrand devenir plus intime avec quatre membres du directoire; le seul Carnot retenait avec peine l'aversion que ce *capelan* (expression dont il se servait) lui inspirait par instinct; il avait toujours quelque bon conte à en faire, quelque trait à lui décocher. Ses collègues, au contraire, commencèrent à en parler avec des éloges exagérés; ils portaient aux nues son esprit, sa science des affaires, son adresse à les conduire; on n'en disait jamais assez de bien. Lui, de son côté, louait le directoire, ses mesures, ses intentions; c'était une réciprocité très-édifiante.

Madame de Staël, en outre, ne sortait de chez Barras que pour aller chez Rewbell, et

de chez Rewbell que pour se rendre chez La Révellière; il y avait entre elle et ce trio des conférences secrètes, des conciliabules intimes sans fin. Qu'est-ce que cela voulait dire? J'avoue que je ne le comprenais pas trop. Je me perdais en mille conjectures, d'autant que le moment approchait où, d'après un article de la constitution d'alors, un des directeurs devait sortir de fonctions pour faire place à un nouvel élu. Serait-ce Talleyrand, me demandais-je, qu'on prétendrait amener là? Mais, me répondais-je, c'est impossible; il n'est point dans le cas prévu par la loi, à moins que la condition indispensable d'avoir été ou d'être législateur ou ministre, ne s'étende aux fonctions antécédentes, et qu'un évêché, surtout, n'équivaille à la possession d'un portefeuille.

Tout cela me paraissait fort obscur; cependant, mes idées prirent une nouvelle fixité lorsque Talleyrand, qui, jusqu'à ce jour, avait soutenu avec une indifférence complète les attaques multipliées des journalistes, s'avisa tout-à-coup d'en être blessé, et descendit jusqu'à l'éclat d'une justification publique. Je vais transcrire cette pièce aujourd'hui pleinement oubliée, et néanmoins plus curieuse

que jamais, à cause des rôles que ce personnage a joués depuis 1797; bien que, selon toute apparence, il ne doive plus en continuer aucun[1].

Lettre de Charles-Maurice Talleyrand, sur les inculpations de quelques journalistes.

« Paris, 20 février 1797.

« Je ne sais, et je m'inquiète peu de savoir « par quelle vue d'intérêt, ou au profit de « quelle intrigue, des journalistes qui me sont « si inconnus, et qui me connaissent si peu, « ont trouvé bon, depuis quelque temps, de « placer mon nom dans leurs feuilles, à côté « des inculpations les plus absurdes: quand « je n'ai consulté que l'impression que j'en « recevais, j'ai jugé simple et convenable à la « fois de ne pas y répondre. Mais on m'a fait « observer que dans un temps de défiance, et « par conséquent de crédulité, je devais peut- « être une dénégation publique, et qu'il fal- « lait une fois se résoudre à parler de soi, « afin d'avoir le droit de se taire pour tou-

[1] Ceci a été écrit par l'auteur en 1815.
(*Note de l'éditeur.*)

« jours. Je déclare donc à ceux qui peuvent « se rappeler encore les journaux où je suis « accusé de former, chez moi, *des rassemble-* « *mens*, *des conciliabules nocturnes*, et qui « veulent s'étonner de mon silence, que non « seulement l'allégation est fausse dans toutes « ses parties, mais que je n'ai pas *une seule* « *fois*, depuis mon retour d'Angleterre, reçu « le soir, chez moi, une société quelconque, « pas même un seul individu (j'en excepte « M. Desrenaudes, avec lequel je suis lié de- « puis vingt ans, et qui passe quelquefois ses « soirées avec moi). Je provoque, à cet égard, « tous les témoignages, tous les éclaircisse- « mens, et toutes les dépositions domestiques, « au choix des journalistes eux-mêmes. La « démonstration, je pense, ne peut aller plus « loin.

« J'ajoute, pour entrer plus avant dans « l'esprit de la négociation, que j'ai appris loin « de mon pays à le chérir davantage; qu'au- « cune injustice personnelle n'a pu un seul « instant me détacher de ses intérêts; que, du « reste, dans l'éloignement où j'étais relégué, « nul sentiment n'est entré dans mon âme, « que celui qu'ont dû produire et les malheurs

« et les crimes qui ont si long-temps dévasté « la France; que, de retour par le décret qui « m'a rappelé, après quatre ans d'absence, « tout entier à la douleur d'avoir perdu d'ir« réparables amis, et à la consolation de re« trouver ce qui m'en reste, j'ignore plus que « personne au monde, et les partis, et leurs « projets, et ceux qui les conduisent, et ceux « qui en profitent. Que mes vœux bien pro« noncés se sont dirigés et se dirigent con« stamment vers le bonheur et la gloire de la « république française; *que des faits récens « m'ont indiqué dernièrement deux factions « qui aspirent à la détruire, et que s'il en existe « une troisième, travaillée du même désir*[1], « *elle mérite une semblable proscription.* Mais « qu'il me semble prouvé, jusqu'à présent, « qu'on se plaît à faire revivre la logique de « Roberspierre, pour frapper, par un nom qui « dispense de toutes preuves, les hommes à « qui l'on veut nuire, et pour diviser ceux « dont on redoute l'union. Les amis de la li« berté verront sans doute le piége, et sauront « s'en garantir.

[1] La faction d'Orléans. (*Note de l'auteur.*)

« Après tout, qu'importe les vains propos « de certains journalistes ? Nos armées victo- « rieuses font respecter le nom français, et « commandent l'admiration de toute l'Eu- « rope. Dans l'impuissance où ils sont d'ob- « scurcir tant de gloire, pardonnons-leur d'in- « jurier ceux à qui elle apporte tant de bon- « heur et tant d'espérance.

« *Signé* Charles-Maurice TALLEYRAND. »

Cette lettre parut longue, verbiageuse, froide, et sourde. Une justification qui aurait pu être tracée en deux lignes se délaya en phrases sans fin. Il n'y avait là rien de net, de clair, de précis; mais du vague à plaisir. On voyait que M. de Talleyrand parlait la langue du directoire; que déjà il reconnaissait l'existence des trois factions royaliste, républicaine, et orléaniste, afin d'avoir le moyen de les confondre chaque fois que ce serait utile au gouvernement. On trouva triste qu'un homme qui revenait de l'exil parlât *de la nécessité de proscrire.* Ceci lui fit un tort infini dans l'opinion publique, et, par un effet contraire, lui attira l'approbation du directoire.

Chénier, que sans aimer trop, je rencontrais souvent, Chénier me joignait sous les galeries de bois du Palais-Royal, *au camp des Tartares*, deux ou trois jours après l'apparition de cette épître; il me demanda, dès l'abord, ce que j'en pensais; je lui répétai ce que je viens d'exprimer plus haut, et à mon tour lui adressai une question pareille.

« Elle me prouve, répondit-il, que *l'abbé Maurice* (c'était ainsi qu'il titrait le personnage), après avoir été monarchiste, orléaniste, et n'ayant pu être roberspierriste, puisque Maximilien n'a pas voulu de lui, se fait directoriste, en attendant d'être ce que le pouvoir sera un peu plus tard. Le b....., poursuivit-il, sans respect de l'épiscopat, est semblable à une éponge qui s'imbibe de toutes les liqueurs dans lesquelles on la trempe, avec cette différence que l'éponge pressée rend ce qu'on lui confie, et qu'ici tout sera de bonne prise pour notre ami. »

Je ne pus, l'inconvenance à part, me retenir de rire de cette façon pittoresque de peindre un individu. Chénier continua :

« Le voilà de retour d'hier, et il proposeles proscriptions pour demain; ce philosophe veut des moyens extrêmes, il est au diapason

du directoire; mais si le directoire voulait du sang, prenez garde à votre tête, Maurice ne la leur refuserait pas. »

Il y avait dans Chénier de l'aigreur contre l'ancien évêque d'Autun. Je le voyais avec moins de qualités mauvaises, et son élévation, si elle devait avoir lieu, ne me causait aucun chagrin. J'espérais de lui des améliorations; je lui croyais des lumières supérieures; je demeurai seulement convaincu qu'il n'avait pas en pure perte tracé cette profession de foi, toute pâle, rachitique, et mesquine qu'elle fût. L'interroger là-dessus aurait été inutile. Je m'adressai à madame de Staël, bien plus communicative; c'était la femme la plus adonnée à la politique, et la moins capable d'en garder les formes solennelles et mystérieuses. Elle n'intriguait que pour jouir d'une intrigue, et en aurait-elle joui si elle n'en avait pas parlé? Aussi Barras, qui la jugeait bien, me disait, dans une circonstance où il se plaignait d'une indiscrétion de cette personne célèbre :

« Si madame de Staël avait la faculté de dire un mensonge en place d'une vérité, elle serait le chef de la diplomatie européenne; mais la fable ne vient à sa bouche, qu'après la réalité pleinement épuisée.

CHAPITRE XV.

Augereau. — Son caractère. — Son père. — Anecdote. — Présentation des drapeaux d'Arcole. — Satisfaction de Joséphine. — Mélange dans sa société. — Madame de S.... et son nègre. — Madame de Boul.... — Propos de Chénier. — Quelques femmes galantes du temps. — Madame de Montesson. — Son mot sur Talleyrand. — Elle voudrait que Joséphine vît meilleure compagnie. — Qui venait chez madame de Montesson. — Comte de Rochefort. — Marquis de Valence. — Chevalier d'Armensenne. — Le peintre Isabey. — Girodet. — Le directoire veut influencer les élections. — Liste de ses protégés. — Proclamation de Bonaparte. — Il veut venir à Paris. — Sa correspondance le prouve. — Ses victoires sur les Autrichiens. — Proclamation de Louis XVIII. — Lenteur des royalistes.

Le directoire, quoique peu satisfait de Bonaparte, à cause de l'indépendance de ses manières, mettait toujours un grand éclat à tout ce qui venait de l'Italie; c'était, dans ce temps, le seul endroit où les armes de la république fussent réellement victorieuses. Le directoire comprenait que, pour faire supporter son administration, il fallait des succès permanens; il ne balança donc pas à parer des apprêts

d'une fête la réception des soixante drapeaux autrichiens pris à Mantoue, et dont la remise lui fut faite le 1er mars par les mains du général Augereau. Celui-ci, enfant de Paris, né en 1757, fils d'un fruitier de la rue Mouffetard qui vivait encore, était déjà l'un des doyens de la foule de héros mis en lumière par la révolution. D'abord carabinier en France, puis engagé au service de S. M. sicilienne, il avait fini par être maître en fait d'armes à Naples, et, en cette qualité, donna des leçons d'escrime au prince royal. Une mesure politique renvoya de ce royaume, en 1792, tous les Français. Augereau, rentré dans sa patrie, courut aux armées comme volontaire; son intrépidité audacieuse le fit avancer si rapidement, que déjà en 1794 il était général de brigade à l'armée des Pyrénées. Il s'y distingua; et général de division lors de la première campagne d'Italie, il ne se montra pas dans cette autre contrée au-dessous de sa réputation. Il combattit avec des succès constans à Millesimo, à Montesémo, à Dégo, emporta le camp retranché de Céva, s'empara d'Albe, de Casal, et, sur le pont de Lodi, rafraîchit les prodiges des siècles héroïques, et renouvela encore ce bril-

lant fait d'armes l'an d'après, au pont d'Arcole, où il se signala tant auprès de Napoléon. Vingt autres beaux faits d'armes achevèrent pendant cette dernière campagne de l'élever au premier rang.

Mais, par une fatalité trop commune à tout ce qui porte le costume militaire, cet homme, si fort, si terrible un jour de combat, n'avait aucune énergie quand il s'agissait des traverses de la vie civile. Impétueux, extrême en tout, emporté plutôt que rendu vers tous les partis triomphans, il alla, pendant le cours entier de sa vie, de la république maratiste à celle de thermidor, de là aux mollesses du directoire, dont il se fit le séide; plus tard, il se plaignit amèrement, et le 18 brumaire, à Bonaparte, de ce qu'il n'avait pas voulu de son concours pour étouffer la république. L'empire n'eut pas de serviteur plus soumis; il disputa de bassesse aux courtisans de la restauration, et, après avoir outragé Bonaparte vaincu, il revint lâchement dans les cent jours à l'empereur triomphant; ce qui ne l'empêcha pas de trouver des larmes de joie à la rentrée seconde de Louis XVIII. Enfin il n'y avait en Augereau aucune mesure ni retenue; les formes agréa-

bles lui manquaient; aussi ce fut toujours un racoleur, au milieu des pompes de ses titres, et de sa haute dignité militaire.

Je ne poursuis pas plus avant l'histoire abrégée d'Augereau, elle est trop connue; il m'a suffi de le peindre dans ses débuts et dans son caractère.

Un peu avant son arrivée à Paris avec les dépouilles glorieuses de Mantoue, les employés du directoire exécutif découvrirent que le citoyen Augereau, marchand fruitier de la rue Mouffetard, vivait encore, et continuait républicainement à exercer son commerce modeste. Ils crurent devoir fêter de leur côté ce vieillard, tandis que son fils le serait par le directoire même. En conséquence, et dès l'arrivée de la nouvelle officielle de la reddition de Mantoue, ils invitèrent à dîner le père Augereau, âgé alors de soixante quinze ans. Un fauteuil l'attendait au haut de la table, et on lui présenta un bouquet de lauriers, au nom des souscripteurs au banquet patriotique. Les couplets d'à-propos ne firent faute; on dîna gaîment, et, le repas achevé, une députation nombreuse des convives le ramena chez lui. Il était dix heures du soir, le voisinage

commençait à s'inquiéter de son absence, quand on le vit reparaître gai et dispos, paré de son bouquet de lauriers. Chacun, se disputant l'honneur de l'embrasser, prétendit recommencer la fête, et l'on acheva de se griser rue Mouffetard, en portant des toasts à la splendeur de la république, et à l'immortalité de ses généraux.

Ce fut un prélude à la cérémonie plus solennelle de l'apport des drapeaux. On trouva cette fois que la salle d'audience manquait d'étendue, et on prit en place la grande cour du Luxembourg. Le directoire, présidé par Rewbell, environné des ministres et du corps diplomatique, prit place sur une estrade élevée que recouvrait un pavillon; une multitude de fonctionnaires, de dames et de peuple garnissait le reste de l'espace. Des fenêtres décorées de riches draperies avaient été réservées pour Joséphine et pour les femmes des directeurs. Augereau partit, accompagné d'un concours d'officiers, du jeune Jérôme Bonaparte, enfant de douze ans, qui peut-être déjà avait rêvé à une couronne, comme on le fait si souvent sans aucune espérance de l'obtenir. Le père, le frère d'Augereau étaient aussi du

cortége. Des vétérans portaient avec orgueil les drapeaux vaincus. Des discours furent prononcés; j'en fais grâce au lecteur. Rewbell, ayant embrassé le général, lui fit don, au nom de la république, d'une armure complète, et du drapeau tricolore qu'Augereau lui-même avait planté sur le pont d'Arcole. Tandis que l'on pérorait dans la cour, les drapeaux étaient promenés en triomphe dans le jardin du Luxembourg, au milieu d'une populace enivrée des triomphes de Bonaparte, dont elle ne cessait de mêler le nom à ses acclamations. J'étais mêlé parmi elle, et j'écoutais les propos. Déjà plus d'une bouche exprimait le désir que le héros de l'Italie habitât le Luxembourg, qu'il occuperait mieux, disait-on, que ceux en possession à cette heure. Un instinct inspirait à ce peuple la conviction qu'une nation n'est heureuse que sous la puissance d'un bras de fer et d'une tête capable. Des chœurs de musique ajoutaient à la pompe de la cérémonie, sur laquelle brilla un soleil radieux. C'était un présage de ce qui adviendrait un jour.

Joséphine rentra, enivrée de ce qu'elle avait entendu. Déjà on formait autour d'elle une cour peu choisie, il est vrai, mais où parais-

saient toutes les sommités de l'époque, mélangées avec toutes les impuretés du moment. Joséphine avait trop de laisser-aller dans le caractère pour se démêler de ce chaos; il lui manquait la volonté ferme de son mari; elle trouvait tout bien et bon. Ses mœurs faciles, sa douceur, sa bienveillance, auraient eu besoin d'être rehaussées par cette réserve qui en augmente tant le prix. Il venait chez elle des gens à faire frayeur à un honnête homme, et qu'une femme, par conséquent, aurait dû repousser plus sévèrement.

Jamais Joséphine ne sut, par exemple, fermer la porte à une créature portant un nom connu, bien qu'elle le traînât un peu plus bas que la boue des rues. J'ai vu là mesdames de So..., de Ja..., de Lat..., de Boulain..., de V..., et quelques autres, dignes de figurer dans les lupanars antiques. La première venait d'avoir un procès scandaleux avec un nègre naguère à son service, et qu'elle accusait de l'avoir volée. L'enfant de l'Afrique présenta à la justice pour sa justification des lettres d'amour de la marquise, telles que Messaline ne les aurait pas écrites aux gladiateurs ses amans. Le fond

de cette sale affaire provenait d'une vengeance de jalousie.

Quant à madame de Boulain..., c'était, pour me servir des expressions de Chénier sur le compte de cette dame, les vices dégorgés dans le pot de chambre de Lucifer. Jamais il n'en fut de plus impudique, de plus méchante, de plus à craindre. Elle traitait ses amis un peu plus mal que ses ennemis. Son supplice était de voir la vertu, et elle n'était agréable qu'envers les hommes, tant qu'elle pouvait espérer de les captiver; mais cette illusion perdue (et le mécompte se renouvelait souvent), elle s'abandonnait à son hydrophobie calomnieuse, et dardait quiconque avait eu le malheur de l'approcher.

Je pourrais citer madame de Lat...., qui allait de ses amans à la bouteille, et qui, pour ne pas faire trop de chemin, prenait les premiers dans les cabarets; et la marquise de Jau...., si petite femme, qu'on s'étonnait que tant d'inclinations perverses pussent contenir dans ce frêle corps; et mesdames H..., et V..., et F...., et G...., et D...., toutes royalistes ardentes et fraîchement sorties de la police du

comité de salut public, d'où elles venaient de passer à celle du directoire. Madame de Vau.... était déjà à leur tête, elle qui plus tard jouerait un si triste rôle dans son acte sanglant du règne de Bonaparte.

Je ne finirais pas si j'avais à désigner toutes les femmes perdues qui arrivaient chez madame Bonaparte. Il est vrai qu'alors on ne s'occupait guère de ces espiégleries : on sortait à peine du cataclysme révolutionnaire, qui avait tout confondu, et le temps manquait encore pour démêler l'ivraie d'avec le bon grain.

Madame de Montesson, ou plutôt madame la duchesse douairière d'Orléans, comme on aurait dû la nommer, gémissait de l'irréflexion de Joséphine, à qui elle portait un intérêt sincère. Madame de Montesson, femme légitime du père d'Égalité, avait dû à la supériorité de ses vertus et à la prudente réserve de sa conduite d'échapper à la faux de l'anarchie. C'était dans son salon que se réunissait la meilleure compagnie de Paris. Elle en faisait les honneurs avec une grâce infinie accompagnée d'une dignité peu commune. Sans avouer positivement sa qualité de princesse du sang de

France, elle en prenait le rang avec une habile modestie, si bien que nul ne s'en offensait. Elle avait autant d'esprit, de politesse que de mesure, savait marquer à chacun sa place sans affectation, et ne reconduisait aucune dame, pas même la femme du premier consul, lorsque le cas advint, car *elle était toujours incommodée*. Un couvre-pied jeté sur le tabouret mis en avant de son fauteuil constituait cette maladie d'étiquette. Madame de Montesson soupçonna de bonne heure la grandeur de la destinée de Bonaparte; aussi elle le traita en conséquence, et sut s'en faire un ami. Des gens ignorans de ce qui s'est passé à l'époque que je traite ont prétendu que le premier consul avait su mauvais gré à la veuve d'un Bourbon d'une fête qu'elle donna à la famille royale d'Étrurie. Rien n'est moins vrai: la fête eut lieu du consentement de Napoléon, qui n'a jamais cessé d'estimer et d'affectionner madame de Montesson.

Celle-ci, dis-je, aurait bien voulu que Joséphine montât à la hauteur de son époux; que surtout fussent écartées d'auprès d'elle ces personnes des deux sexes indignes d'y paraître, et qui, par un destin contraire, y foisonnaient.

Madame de Montesson lui en parlait souvent, se permettait des conseils autorisés par son âge, qui, s'ils ne fâchaient pas, glissaient sans faire impression. Elle écrivait des lettres parfaites, des lettres que Bonaparte vit, et qui achevèrent de l'attacher à cette dame respectable. J'avais l'honneur d'aller chez elle, et la satisfaction d'en être reçu avec une bienveillance extrême. Elle savait l'attachement que je portais au général, et néanmoins jamais ne se permit de me parler de la légèreté de la conduite de Joséphine. Il y avait entre nous deux, par l'âge, une distance trop étendue pour qu'elle m'autorisât à la franchise, et surtout par la censure de la conduite de madame Bonaparte.

Talleyrand allait souvent dans cette maison; on l'y voyait avec plaisir à cause de son amabilité. Madame de Montesson, toujours si retenue sur ce qu'il fallait dire, se laissa entraîner une fois néanmoins à un jugement qui me surprit, et que j'ai retenu. Quelqu'un, charmé des manières de l'ancien évêque d'Autun, dit, dans un instant d'enthousiasme, que, s'il était femme, il ne pourrait rien refuser à M. de Talleyrand.

« Vos faveurs, soit, reprit madame de Montesson avec gaîté; mais votre confiance, non.»

Nous trouvâmes alors le mot sévère; je ne sais ce qu'on en pensera aujourd'hui.

On avait, dans le cercle intime de madame de Montesson, conservé l'urbanité de l'ancien régime. Cela dura jusqu'au moment où, plus avancée en âge et dans les dernières années de sa vie, elle laissa pénétrer dans son salon la tourbe de la banque et de l'agiotage. Les grands jours de ce lieu devinrent à leur tour un vrai rassemblement de foire en province; mais les petits jours, grâce à Dieu, demeurèrent intacts, on ne les pollua pas. Je rencontrai à ces soirées privilégiées le comte de Rochefort, véritable représentant des seigneurs de l'ancien régime, dont il avait la grâce, la politesse et l'esprit supérieur, dégagé de tout préjugé; le marquis de Valence, mari de mademoiselle de Genlis, et qui, ayant suivi Dumourier dans sa désertion, rentra aussitôt que la chose lui fut possible; le chevalier d'Armensenne, étranger naturalisé en France, dont il disait un mal affreux, et qu'il n'a jamais pu quitter; le peintre Isabey, dont j'aimais mieux le talent que les charges; Gi-

rodet, qui aurait pu produire des chefs-d'œuvre, et qui perdait son temps à être jaloux de quiconque avait du mérite, lui, fou au point de vouloir être poète en dépit de la nature, parce que Salvator Rosa avait cultivé la poésie, et musicien en dépit de son oreille, mais parce que Michel-Ange l'était.

J'aurais une foule d'autres noms à citer; mais j'ai hâte de poursuivre ma course; j'ai de grands événemens à raconter, et d'autres acteurs à faire paraître sur la scène politique. Nous touchions à une crise nouvelle; on la préparait de part et d'autre par une foule d'accusations, de récriminations réciproques. Les conseils jalousaient le directoire, qui s'indignait de l'attaque permanente des conseils. Le directoire, lui aussi, céda à l'envie de dominer les élections qui allaient avoir lieu, le renouvellement du tiers, des anciens et des cinq-cents. Il usa de sa position pour influencer les électeurs, pour appeler les choix sur des hommes qui lui fussent dévoués. Les journaux dévoilèrent cette manœuvre; ils publièrent la lettre circulaire adressée à cet effet à divers fonctionnaires publics, et donnèrent les noms de ceux si chaudement recomman-

dés par le directoire. C'étaient les citoyens Delmas, Fourcroy, Goupilleau (de Fontenay), Poulain-Granpré, Berlier, Cambacérès, Daunou, Eschassériaux aîné, Jard-Panvilliers, Matthieu, Quinette, Richard, Treilhard et Defermont. Il y avait sur cette liste des noms très-recommandables sous le rapport des talens et de la science dans ses diverses branches; les hommes forts de ce temps n'avaient aucun rapport avec la nullité des hommes prétendus forts du nôtre. Ils possédaient un fonds réel d'instruction et de hautes connaissances; c'étaient des notabilités réelles, peut-être la vertu à part, et encore est-ce de la vertu monarchique et religieuse que je parle.

Le directoire prit de l'humeur que les journalistes dévoilassent sa petite manœuvre, et ceci alla grossir la masse des griefs qu'il portait à la liberté de la presse, et qu'un peu plus tard, le 18 fructidor venu, il punit si durement. La correspondance du pouvoir exécutif avait moins d'éclat que celle de Bonaparte : je ne peux résister au plaisir de joindre ici quelques pièces émanées de sa plume, qui, quoi que M. de Bourienne ait dit, n'a jamais pu être que taillée et non tenue par celui-ci.

Je débuterai par la proclamation du général en chef aux soldats de l'armée d'Italie, datée du quartier-général de Bassano, 20 ventose (10 mars.)

« SOLDATS,

« La prise de Mantoue vient de finir une « campagne qui vous a donné des titres éter- « nels à la reconnaissance de la patrie.

« Vous avez remporté la victoire dans qua- « torze batailles et soixante-dix combats; « vous avez fait plus de cent mille prisonniers, « pris à l'ennemi cinq cents pièces de canon « de campagne, deux mille de gros calibre, « quatre équipages de pont.

« Les contributions mises sur les pays que « vous avez conquis ont nourri, entretenu, « soldé l'armée, pendant toute la campagne; « vous avez, en outre, envoyé trente millions « au ministre des finances, pour le soulage- « ment du trésor public.

« Vous avez enrichi le Muséum de Paris de « plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de « l'ancienne et de la nouvelle Italie, et qu'il a « fallu tant de siècles pour produire!

« Vous avez conquis, à la république, les « plus belles contrées de l'Europe. Les répu- « bliques lombardes et cispadanes vous doi- « vent leur liberté. Les couleurs françaises « flottent pour la première fois sur les bords « de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre « heures de navigation de l'ancienne Macé- « doine. Les rois de Sardaigne, de Naples, le « pape, le duc de Parme, se sont détachés « de la coalition de nos ennemis, et ont bri- « gué notre amitié. Vous avez chassé les An- « glais de Livourne, de Gênes, de la Corse..... « mais vous n'avez pas encore tout achevé. « Une grande destinée vous est réservée. C'est « en vous que la patrie met ses plus chères « espérances; vous continuerez à en être dignes.

« De tant d'ennemis qui se coalisaient pour « étouffer la république à sa naissance, l'em- « pereur seul reste devant nous, se dégradant « lui-même du rang d'une grande puissance. « Ce prince s'est mis à la solde des marchands « de Londres; il n'a plus de politique, de vo- « lonté que celle de ces insulaires perfides, « qui, étrangers aux malheurs de la guerre, « sourient avec plaisir aux maux du continent.

« Le directoire exécutif n'a rien épargné

« pour donner la paix à l'Europe. La modéra-
« tion de ses propositions ne se ressentait pas
« de la force de ses armées. Il n'avait pas con-
« sulté votre courage, mais l'humanité et
« l'envie de vous faire rentrer dans vos fa-
« milles ; il n'a pas été écouté à Vienne. Il
« n'est donc plus d'espérance pour la paix
« qu'en allant la chercher dans le cœur des
« états héréditaires de l'empereur d'Autriche.
« Vous y trouverez un peuple brave, accablé
« par la guerre qu'il a eue avec les Turcs, et
« par la guerre actuelle. Les habitans de
« Vienne et des états d'Autriche gémissent
« sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gou-
« vernement. Il n'en est pas un qui ne soit
« convaincu que l'or de l'Angleterre a cor-
« rompu les ministres de l'empereur. Vous
« respecterez leur religion et leurs mœurs,
« vous respecterez leurs propriétés ; c'est la
« liberté que vous apporterez à la brave na-
« tion hongroise.

« La maison d'Autriche, qui, depuis trois
« siècles, va perdant à chaque guerre une
« partie de sa puissance, qui mécontente ses
« peuples en les dépouillant de leurs privi-
« léges, se trouvera réduite, à la fin de cette

« sixième campagne (puisqu'elle nous force
« à la faire), à accepter la paix que nous lui
« accorderons, et à descendre dans la réalité
« au rang des puissances secondaires, où elle
« s'est déjà placée, en se mettant aux gages et
« à la solde de l'Angleterre.

« *Signé* BONAPARTE. »

Bonaparte à son tour était de mauvaise humeur, et celle-ci perçait dans les expressions de la proclamation à son armée. Il aurait voulu traiter à la fois de la paix avec le pape et l'empereur, afin d'assumer sur sa tête seule les lauriers que Moreau et d'autres généraux finiraient par partager avec lui. Un désir inquiet de se montrer à Paris le saisissait déjà; désir irrité par tout ce que nous lui mandions. Il avait à cette époque quelque prévision du coup d'état qui ne tarderait pas à avoir lieu. Il conservait peut-être au fond de son âme l'envie d'en retirer sa part. Il voyait, d'un côté, les conseils hostiles envers le directoire; et, de l'autre, le pouvoir exécutif envahissant tout. Il croyait sa présence à Paris nécessaire à ses intérêts; il ne l'écrivait point, mais cela

perçait dans ses lettres, dans ses propos, et, par suite, reconnaissait combien par lui-même il augmenterait le nombre de ses partisans, en se montrant à eux dans toutes les splendeurs de sa jeune gloire.

Ces causes le portaient donc à souhaiter la paix; je ne pus en douter lorsqu'il me manda:

« La politique autrichienne est insuppor-« table; elle ne se décide pas. Elle me fera « aller aux portes de Vienne, lorsque je « voudrais prendre le chemin de celles de « Paris. Je forcerai à la paix ce cabinet mu-« sard, et je tâcherai de la lui faire payer cher, « ou plutôt d'en finir, car c'est là l'essentiel. « Je me figure que Paris est maintenant une « ville de joie; si on s'y amuse, j'en veux ma « part. Tout ceci pourrait bien finir aux dé-« pens du royalisme et de Venise. Le premier « se remue par trop où vous êtes, la seconde « a mis trop de duplicité dans sa conduite; « elle croit se moquer de moi: ces pantalons « et leur doge jouent de leur reste. J'écraserai « sans retour cette nichée d'inquisiteurs. Je « lacérerai ce livre d'or, où tant d'orgueil se « complaît depuis une si longue suite de siè-« cles; voilà ce que l'on aura gagné à tricher

« avec moi. La paix, d'ailleurs, m'est abso-
« lument nécessaire. Je veux voir de près ce
« qui se passe, savoir à qui j'aurai affaire, et,
« sur ce point, ne m'en fier qu'à moi. Je me
« recommande à vos bons soins pour me
« préparer les voies; j'ai besoin du concours
« de tous mes amis, et vous êtes du nombre. »

Ce n'était point par des paroles que Bonaparte menaçait l'Autriche; il y joignit des actes. L'archiduc Charles, prince de vertu et de mérite, homme de guerre distingué, et qui possède une réputation justement acquise, commandait la dernière armée de l'empereur, dont les succès ou la déroute décideraient la question de la paix ou de la guerre: cette question ne demeura pas long-temps indécise. L'archiduc Charles, malgré sa bravoure et ses dispositions savantes, est forcé dans les retranchemens destinés à défendre l'Autriche antérieure. Le Tyrol, l'état de Venise, ne sont plus soutenus; le Tagliamento est passé par l'armée française. Gradina est contrainte de baisser ses ponts et de recevoir garnison républicaine. Botzen est pris par Joubert; Masséna aide au succès par ses beaux faits d'armes à Tarvis; Masséna, que Bonaparte sur-

nommera l'*enfant chéri de la victoire*. Bernadotte s'empare de Trieste et de Laybach, capitale de la Carniole, tandis que Masséna se fait ouvrir les portes de Clagenfurth, capitale de la Carynthie.

Le bruit de ces miracles épouvantait l'Europe. Ils décidèrent plus d'un souverain à se rapprocher de la république. Le roi de Sardaigne, nouvellement monté sur le trône, signa, quoique beau-frère de Louis XVI, un traité d'alliance avec le directoire; ses troupes combattirent de concert avec les nôtres. Quelle honte pour lui! Tant de bonne fortune porta le gouvernement à braver Louis XVIII, au point de ne pas balancer à faire imprimer dans les gazettes une proclamation adressée aux Français par le prince. Cela parut singulier; on en parla beaucoup, et on forma, à ce sujet, une foule de conjectures. Il y en eut d'assez badauds pour croire que les directeurs pensaient à se rapprocher du roi, et par l'autorisation donnée à la pièce émanée de son cabinet, qu'ils prétendaient lui faciliter sa rentrée en France. Je ne partageais pas cette opinion; je voyais, au contraire, là-dedans, la jactance de l'orgueil et du mépris.

Cependant je n'en dis rien à madame d'Esparbès, chez laquelle j'allais encore de loin en loin, bien que notre intimité ne fût pas sur le pied où elle était avant l'affaire d'Uranie.

Cette maison réunissait toujours l'élite de la société royaliste. On y formait toujours des plans de conspiration admirables, et dont l'effet ne manquerait point, pourvu qu'on se décidât à les mettre en œuvre. Mais le voudrait-on?..... Quand?.... On verra..... Mais enfin..... Oh! que vous êtes pressé! il faut réfléchir, examiner, attendre.... Et l'on attendait, et on trompait les princes par des mensonges et des exagérations qui leur montraient la France avide de leur présence et impatiente de les recevoir.

La bonne compagnie, à toutes les époques de la révolution, s'est nourrie de chimères. Dieu veuille que dans l'avenir elle n'ait plus besoin de recourir à ce repas peu substantiel!

CHAPITRE XVI.

Lettre de Bonaparte au prince Charles. — Autre au directoire. — Moreau. — Son portrait. — Préliminaires de la paix à Léoben. — Deuxième lettre de Bonaparte au directoire. — État politique des affaires en France. — Le directoire divisé d'opinion. — Projets et démarches de Barras et de Carnot. — Manœuvres du premier avec Bonaparte. — Première pensée de la conquête d'Égypte. — Pièce qui le prouve. — Letourneur. — Barthélemy. — Les conseils divisés. — Les trois partis. — Pichegru. — Les frères Montgaillard. — Comment le directoire louvoie envers Pichegru. — Il est élu député. — Les partis en présence.

Bonaparte voulait absolument la paix; il la voulait néanmoins non préjudiciable et honteuse à la France, mais digne de la grandeur nationale; aussi la demandait-il à force de conquêtes, et en menaçant l'empereur jusqu'au cœur de ses états. Il approchait de Vienne lorsque, pour déterminer le cabinet autrichien, il se détermina à faire une démarche qu'il a plusieurs fois répétée en sa vie, et qui est toujours si glorieuse au vainqueur, assez magnanime pour ne pas craindre de la tenter. Il proposa de nouveau un traité, non

à la diplomatie autrichienne, mais au prince Charles, général en chef de l'armée. Il lui écrivit donc le 31 mars 1797 :

« Altesse impériale,

« Les braves militaires font la guerre et dé-« sirent la paix. Celle-ci ne dure-t-elle pas de-« puis six ans ? Avons-nous assez tué de monde « et causé assez de maux à la triste huma-« nité ? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, « qui avait pris les armes contre la république « française, les a posées. Votre nation reste « seule, et cependant le sang va couler encore « plus que jamais. Cette sixième campagne « s'annonce par des présages sinistres. Quelle « qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et « d'autre quelques milliers d'hommes de plus, « et il faudra bien que l'on finisse par s'enten-« dre, parce que tout a un terme, même les « passions haineuses.

« Le directoire de la république française « avait fait connaître à S. M. l'empereur le « désir de mettre fin à la guerre qui désole les « deux peuples. L'intervention de la cour de « Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc au-

« cun espoir de nous entendre, et faut-il,
« pour les intérêts et les passions d'une nation
« étrangère aux maux de la guerre, que nous
« continuions à nous entr'égorger? Vous, mon-
« sieur le général en chef, qui par votre nais-
« sance approchez si près du trône, et êtes
« au-dessus de toutes les petites passions qui
« animent souvent les ministres et les gouver-
« nemens, êtes-vous décidé à mériter le titre
« de bienfaiteur de l'humanité entière et de
« vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez, ne
« croyez pas, monsieur le général en chef,
« que j'entende par là qu'il ne vous soit pas
« possible de la sauver par la force des armes;
« mais, dans la supposition que les chances
« de la guerre vous deviennent favorables,
« l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée.
« Quant à moi, monsieur le général en chef,
« si l'ouverture que je viens vous faire peut
« sauver la vie à un seul homme, je m'estime-
« rais plus fier de la couronne civique que je
« me trouverais d'avoir mérité la triste gloire
« qui peut revenir des succès militaires.

« Je vous prie de croire, monsieur le géné-
« ral en chef, aux sentimens d'estime et de
« considération avec lesquels je suis, etc. »

Le prince Charles, digne de recevoir une lettre pareille, eut la douleur de ne pouvoir y répondre qu'évasivement. On reconnut, dans l'embarras de son style, aux phrases péniblement contournées, que sa position était gênée par des influences secrètes. Je ne peux ici en fournir la preuve en transcrivant sa lettre; je préfère donner celle que, vers la même époque, 16 avril, Bonaparte adressa au directoire, du quartier-général de Léoben, où enfin furent signés les préliminaires de la paix, demandée cette fois avec instance par l'empereur, dont une première bataille, près d'être livrée en-delà des défilés de Newmarck, menaçait l'existence politique. Bonaparte disait donc :

« Citoyens directeurs,

« Quand on a bonne envie d'entrer en « campagne, il n'y a rien qui arrête; et jamais, « depuis que l'histoire nous retrace des opé« rations militaires, une rivière n'a pu être un « obstacle réel. Si Moreau veut passer le Rhin, « il le passera; et s'il l'avait déjà passé, nous « serions dans un état à pouvoir dicter la paix « d'une manière impérieuse et sans courir au-

« cune chance. Mais qui craint de perdre sa « gloire est sûr de la perdre. J'ai passé les « Alpes Juliennes et les Alpes Noriques sur « trois pieds de glace. J'ai fait passer mon ar- « tillerie par des chemins où jamais aucun « chariot n'avait passé, et tout le monde croyait « la chose impossible. Si je n'eusse vu que la « tranquillité de l'armée et mon intérêt parti- « culier, je me serais arrêté au-delà de l'Izonso. « Je me suis précipité dans l'Allemagne pour « dégager les armées du Rhin et pour empê- « cher l'empereur d'y prendre l'offensive. Je « suis aux portes de Vienne, et cette cour in- « solente et orgueilleuse a ses plénipoten- « tiaires à mon quartier-général. Il faut que « les armées du Rhin n'aient point de sang « dans les veines. Si elles me laissent seul, alors « je m'en retournerai en Italie; l'Europe en- « tière jugera la différence de conduite des « deux armées. »

Cette lettre, que j'ai tenu à rapporter, fait connaître que déjà il y avait de la mésintelligence entre Bonaparte et Moreau. Celui-ci jalousait celui-là, celui-là peut-être regardait avec inquiétude la réputation que s'acquérait celui-ci. En effet, Moreau, moins heureux,

moins brillant dans ses campagnes d'Allemagne, était néanmoins parvenu à se faire aimer des soldats, respecter des ennemis, et à être regardé comme l'une des principales espérances de la république. Moreau possédait alors la majeure portion des vertus du citoyen. Il chérissait vivement la patrie, au point de ne pas lui avoir imputé la mort sanglante de son propre père, victimé par les bourreaux de 1793, lorsque lui, Moreau, versait son sang dans les rangs de notre armée. Il plaisait au soldat par sa douceur, son obligeance, sa simplicité, par sa capacité militaire; mais c'était tout. Il y avait en Moreau deux hommes très-distincts, le général et le particulier; le premier, digne en tout d'éloges; le second, mesquin, petit, étroit, vindicatif, commère surtout; il était destiné à subir le joug de ses maîtresses, de ses amis, de la famille de sa femme, quand il en aurait une. Son caractère, essentiellement sans énergie, ne serait jamais au-dessus de ces passions haineuses signalées par Bonaparte dans sa lettre ci-dessus au prince Charles. Il les dirigea par malheur contre son rival en gloire, en hauts faits militaires. L'envie des succès de Bonaparte le perdit; il ne put les

admettre au détriment des siens, et depuis lors sa conduite fut entièrement changée. Il est permis, sans le calomnier, de croire que l'inaction ou la lenteur dont se plaignait le général en chef de l'armée d'Italie provenait d'un dessein caché de ne pas contribuer à des conquêtes qui obscurcissaient sa propre renommée. Bonaparte l'avait démêlé, et ne balançait pas à s'en plaindre; ce qu'il mandait au directoire en fait foi. Moreau persista dans cette mauvaise route; il n'eut pas le courage de lutter à force ouverte; mais il rendit à son concurrent, et à couvert, tous les méchans services possibles. Entraîné néanmoins par le génie de Bonaparte, il le suivit en satellite caché à la journée du 18 brumaire. Plus tard, au lieu de le combattre, il conspira honteusement contre lui; et, enfin, lorsqu'il leva le masque, ce fut pour aller mourir avec plus de honte encore dans les rangs d'une armée ennemie de Napoléon et de la France. La tache du trépas de Moreau a caché sous un voile d'infamie la gloire de ses exploits.

L'Autriche traitait avec regret, mais contrainte à le faire par une suite de victoires qui autorisèrent Bonaparte à dire : « Cette puis-

sance a quatre fois envoyé contre moi des armées sans généraux, et maintenant elle a envoyé un général (le prince Charles) sans armée.» La paix toutefois ne fut pas conclue à Léoben; mais cet armistice provoqua le traité définitif de Campo-Formio. Ce fut dans cet intervalle que Bonaparte écrivit au directoire la lettre suivante, dont les principaux traits montrent son caractère sous un jour aussi avantageux :

« Si je me fusse, au commencement de la « campagne, obstiné à aller à Turin, je n'au« rais jamais passé le Pô; si je m'étais obstiné « à aller à Rome, j'aurais perdu Milan; si je « me fusse obstiné à aller à Vienne, peut-être « aurais-je perdu la république. Dans la posi« tion des choses, les préliminaires de la paix, « même avec l'empereur, sont devenus une « opération militaire. Cela sera un monument « de la gloire de la république française, et un « présage infaillible qu'elle peut, en deux « campagnes, soumettre le continent de l'Eu« rope. *Je n'ai pas, en Allemagne, levé une « seule contribution;* il n'y a pas eu une seule « plainte contre nous. *J'agirai de même en « évacuant;* et, sans être prophète, je sens que

« le temps viendra où nous tirerons parti de « cette sage conduite. *Quant à moi, je vous de-* « *mande du repos.* J'ai justifié la confiance dont « vous m'aviez investi. Je ne me suis jamais « considéré pour rien dans toutes mes opéra- « tions, et je me suis, aujourd'hui, lancé sur « Vienne, ayant acquis plus de gloire qu'il « n'en faut pour être heureux, et ayant der- « rière moi les superbes plaines de l'Italie; « comme j'avais fait au commencement de la « campagne dernière, en cherchant du pain « pour l'armée, que la république ne pouvait « plus nourrir. »

Le but de cette lettre était d'obtenir la facilité de venir à Paris, idée fixe de Bonaparte, et dont le directoire ne se souciait pas. C'est ici, avant de passer aux grands événemens qui vont suivre, le lieu de s'arrêter pour présenter la position de la France et du directoire, pour montrer la politique générale et particulière du gouvernement et de chacun de ses membres. Ce tableau est nécessaire à ceux qui voudront bien comprendre le 18 fructidor et les suites qu'il eut.

Par l'adoption de la constitution de l'an III, la nation, lasse de la république, était rentrée

par le fait dans le régime monarchique tempéré; deux chambres; un pouvoir exécutif; un, quoique formé de cinq magistrats, représentait le roi; mais dans cette royauté il n'y avait pas complètement l'unité nécessaire au gouvernement; chacune des cinq parties du roi fictif avait à part ses opinions, ses prétentions, ses protégés, ses espérances; une lutte intérieure était donc là non pas cependant isolée, mais entre deux fractions du directoire: Carnot seul avec Letourneur, d'un côté; Barras, de l'autre, à la tête de Rewbell et La Révellière. Il fallait que Carnot ou Barras succombât pour rétablir l'unité parfaite dans le directoire. Carnot, jaloux de Bonaparte, jaloux de Barras, et au fond homme probe et véritablement patriote, voulait la puissance, moins dans son intérêt personnel que pour le plus grand avantage de la chose publique. Certes il n'était pas royaliste, et on le calomnia lorsqu'on l'accusa d'avoir travaillé pour les Bourbons. Il savait, lui, que Barras, au contraire, tout en affectant des formes extra-républicaines, prêtait déjà l'oreille aux propositions de Louis XVIII; et en essayant de le renver-

ser, il aspirait à faire dans son sens un acte de véritable patriotisme.

Barras avait un premier but, celui de rester le plus long-temps possible dans l'exercice de sa souveraine puissance, et en second de n'y renoncer que lorsqu'il se serait procuré une existence brillante. Or, pour parvenir à ce double but, il manœuvrait de manière à se débarrasser de tout compétiteur dangereux, et en même temps à s'assurer du repos et de la fortune, lorsque le moment fatal de descendre serait venu. Barras donc était en dehors jacobin constitutionnel, et en dedans marchand prêt à vendre la France au meilleur prix qu'il en pourrait tirer. Ceux qui démentiront mes assertions en imposeront au public; il est maintenant prouvé que Barras, à deux reprises différentes, négocia avec le roi. On a signalé ce fait pendant sa vie, il ne l'a pas nié, la chose est incontestable aujourd'hui. Je sais qu'elle déplaît à ceux qui veulent accommoder la vie politique de Barras selon leur fantaisie, et surtout aux deux messieurs qui font les mémoires de cet homme d'état; mais je dis ce qui est vrai, ce que je tiens de personnes

bien informées, et ce que j'ai vu par moi-même.

Barras, dans ces dispositions, avait deux individus à redouter, Carnot et Bonaparte. Le premier, investi d'une haute considération parmi les gens de l'époque, et que les étrangers ne lui refusaient pas; parvenu d'ailleurs au pouvoir avec de la capacité, de la bravoure personnelle, des intentions droites, tout enfin ce qui donne du poids et du crédit. Le second, jeune encore, mais fort de tant de victoires, de son administration habile, de ses actes politiques, non moins supérieurs; idole des soldats, objet d'admiration pour ses compatriotes, et déjà d'autant plus grand que son avenir était immense, puisqu'on pouvait tout espérer de lui. Bonaparte à Paris deviendrait trop redoutable. Barras pourrait-il éviter de l'élever jusqu'à lui en partageant ensemble la souveraine puissance selon la volonté que l'opinion manifesterait positivement? Non, sans doute, le refus deviendrait impossible, et l'adjonction dangereuse par-delà toute expression. Il fallait donc, en écartant Carnot, éviter la présence de Bonaparte, et pour cela maintenir l'état de guerre qui

le rendrait indispensable à l'armée. Ceci fut le but constant de Barras, la règle de sa conduite à venir, le motif réel de l'expédition d'Égypte, que, dès la fin de 1796, il sût présenter en perspective à Bonaparte comme la récompense de ses travaux. Je tiens de Regnault Saint-Jean-d'Angély, que, vers l'époque dont je parle, il eut, lui, la mission de Barras de proposer au général la conquête, pour le compte de celui-ci, de la terre de Ptolomée. Cet appât, mis au jour, réussit. Bonaparte s'accoutuma à sa sortie d'Europe pour aller se créer un établissement en Afrique ; et la chose est si vraie, que, dès après le 18 fructidor, et avant qu'on parlât encore de cette entreprise, il la fit pleinement pressentir dans une proclamation datée de Passeriano, le 10 septembre 1797, et adressée aux marins de l'escadre de Bruix, auxquels il disait :

CAMARADES,

« Je m'empresse de vous communiquer la « proclamation du directoire exécutif. Vous « verrez les dangers auxquels nous venons « d'échapper.

« Quelques traitres, quelques émigrés s'é-
« taient emparés de la tribune nationale.

« Les premiers magistrats de la république,
« les représentans fidèles à la patrie, les répu-
« blicains, les soldats, se sont ralliés autour de
« l'arbre de la liberté. Tous ils ont réuni
« leurs efforts, ils ont invoqué le destin de la
« république, et les partisans des tyrans sont
« confondus et aux fers.

« Camarades! nous avons soumis et pacifié
« le continent. Nous allons réunir nos efforts
« aux vôtres pour conquérir la liberté des
« mers, pour venger sur ces fiers insulaires
« les maux qu'ils nous ont faits. Quel est le
« marin de la Méditerranée qui pourrait les
« avoir oubliés ?

« Vous souvient-il de cette nuit terrible, à
« jamais désastreuse dans le souvenir du peu-
« ple français ?

« Toulon livré aux Anglais, notre arsenal
« en proie aux flammes, plusieurs frégates
« de guerre en feu, tant de maux, tant de
« crimes, l'ouvrage de peu d'heures! et des
« bigots aussi impudens que lâches, que
« traîtres, osaient rappeler ceux qui ont vendu
« Toulon à l'Angleterre, et ont été la cause de

« la fermeture des mers..... Non, cela ne sera « jamais..... jamais, tant qu'un soldat des trois « armées vivra, tant que vous aussi, braves « marins, conserverez ce sentiment de la di- « gnité de la patrie et des hautes destinées « qui doivent un jour illustrer notre nation.

« Sans vous nous ne pouvons porter la « gloire du nom français que dans un petit « coin de l'Europe; *avec vous nous traverse-* « *rons les mers et porterons l'etendard de la* « *république dans les contrées les plus éloi-* « *gnées.* »

Certainement, et ici je suis d'accord avec M. de Bourienne, toute l'expédition d'Égypte respirait dans cette dernière phrase.

Barras avait habilement jeté l'amorce à laquelle Bonaparte se laissait prendre. Ce rival serait donc écarté pour long-temps, pour toujours, selon les calculs les plus certains de la sagesse humaine. Restait Carnot, qu'il fallait vaincre avec d'autres armes, car c'était un homme à accabler; on ne pouvait espérer de le gagner par aucun avantage. Barras, en conséquence, se mit à l'œuvre. Son premier acte fut la sortie de Letourneur du directoire. Letourneur, influencé par Car-

not, l'aidait de son vote; une intrigue habilement ourdie et appuyée de tout ce qui doit la faire réussir, quand on la dirige contre un homme ordinaire, fut mise en jeu. Letourneur se détacha de Carnot. On lui fit entendre que l'Angleterre, qui encore proposait la paix, la traiterait avec lui; qu'il aurait l'honneur d'attacher son nom à ce grand acte; et par là, et au moyen d'autres aides non moins forts, on obtint de lui qu'il sortirait du directoire, sous prétexte que le sort avait décidé sa retraite.

Carnot, en arrière duquel ceci fut convenu, en ressentit une vive colère: il se trouva seul, et d'autant plus que le collègue qu'on lui donna suivait une route opposée. Barthélemy, neveu du célèbre auteur du Voyage d'Anacharsis, s'était déjà créé par lui-même une réputation très-honorable dans la carrière diplomatique; il la commença au ministère des affaires étrangères du temps du duc de Choiseul, accompagna ensuite le baron de Breteuil en Suisse et en Suède, où il finit par être nommé ambassadeur, en succédant au comte d'Adhémar. Dès le commencement de la révolution, il passa au même titre en

Angleterre, et fut envoyé en Suisse en décembre 1791. Là et plus tard il conclut des traités avec les cours de Prusse, d'Espagne et de Hesse; et, moins heureux, ne réussit pas à obtenir le même résultat du cabinet de Londres lorsqu'il se mit en rapport à cet effet avec M. Wickham.

Il possédait de l'instruction, de la finesse et de la bonhomie royaliste: au fond de l'âme, il comprima ce sentiment par frayeur, et, parvenu au directoire, travailla sans conspirer dans l'intérêt de la maison de Bourbon. Il ne fallait lui demander ni force ni vivacité: sa nonchalance lui devint funeste; elle décida surtout sa perte au 18 fructidor, ainsi que je le dirai alors.

Barras vit avec joie l'adjonction de ce personnage à la pentarchie du directoire, bien assuré qu'il ne s'entendrait point complètement avec Carnot, et que, loin d'aider celui-ci, il lui nuirait dans l'esprit des zélés patriotes. La chose en effet arriva; Carnot, ne pouvant combattre seul, fut dans la nécessité de se rapprocher de son collègue. Or, lorsque les républicains les virent marcher ensemble, ils soupçonnèrent Carnot de pencher vers le

royalisme, et se détachèrent de son parti. Ainsi Barras tira de la nomination de Barthélemy plus d'avantages qu'il n'en aurait obtenu d'un homme de son bord.

Mais tandis que des intérêts si opposés divisaient l'intérieur du directoire, les mêmes élémens de discorde et de perturbation fermentaient à l'extérieur. Trois partis se dessinaient dans les deux conseils : celui du directoire exécutif, nombreux et formé de ces hommes avides et qui ont toujours des votes complaisans pour les chefs qui les récompensent: le parti de la république, soit de terreur, soit légale ; là étaient Aubry, Aimé (Joseph), Dumolard, Mailhe, Bourdon de l'Oise, etc., des cinq-cents ; Rovère, Tronçon du Coudray, etc., des anciens : le parti royaliste, qui, dans ce conseil, comptait, parmi les meilleures têtes, Barbé-Marbois, Lafond-Ladébat, Portalis, etc. ; et dans l'autre Boissy d'Anglas, Henri Larivière, Imbert-Colomès, Madier, Noailles, Pastoret, Siméon, Vaublanc, Camille Jordan, et Pichegru, etc. : je ne signale que quelques noms.

Les républicains francs ne pouvaient espérer d'emporter la balance. La plupart des

jacobins suivaient le directoire, parce qu'il y avait le plus à gagner. Carnot ne devait attendre d'eux qu'une assistance très-incertaine. Les royalistes, au contraire, étaient nombreux et fortement unis : leurs chefs cachés, l'abbé de Montesquiou, MM. de Clermont-Gallerande, Royer-Collard, Barantin et quelques autres, n'avaient ni assez de vigueur pour se montrer, ni assez de confiance en leurs subordonnés pour agir franchement de concert avec eux. Le chef positif, celui en état de faire et qui ne fit rien, Pichegru, les trompa, non par bonne volonté, mais parce que, excellent général d'armée, il ne valait rien pour le rôle de conspirateur. Ici il rentrait dans une indécision fatale, dans une frayeur continuelle de manquer son coup; étranger au chemin de l'intrigue, ne sachant où poser son pied avec sûreté, il tâtonnait, remettait, s'attardait, et fit cela tant de fois, que ses adversaires arrivèrent avant lui.

On a déjà, dans une foule d'ouvrages, fourni les preuves de l'accession de Pichegru au retour de la monarchie. On trouvera les détails de la manière facile et prompte dont il se décida à trahir la république. La gloire

de cette conquête appartient tout entière à Fauche Borrel, que les Bourbons ont si mal récompensé. Pichegru, gagné, se mit en rapport avec les princes français, se donnant à eux, mais ne voulut jamais consentir à faire une fausse démarche en hasardant par trop de précipitation la réussite de cette entreprise aventureuse. L'exemple de Dumouriez lui faisait peur; il prétendait jouer à coup sûr.

Il advint, de ce tâtonnement prolongé, qu'une partie du secret de Pichegru transpira. Le comte de Montgaillard, agent du directoire, en devina le fond, et avec le concours de son frère l'abbé, en informa Barras. Celui-ci ne pouvait en aucune manière attacher une pleine confiance à ce qui lui venait par une telle voie; il pensait peut-être que les deux frères Montgaillard, pour se faire valoir, inventaient ce qu'ils lui rapportaient. Néanmoins la prudence lui faisait un devoir de ne pas négliger entièrement leur avis, que d'ailleurs n'appuyait aucune preuve, aucun acte ni pièce probante; en conséquence il s'arrêta à la mesure simple de retirer à Pichegru le commandement de l'armée du Nord. Ceci eut lieu avec tant d'adresse, que Pichegru

parut presque l'avoir abandonné de plein gré ; c'était beaucoup, ce n'était pas assez. Toutefois Pichegru, s'il avait eu le genre de talent propre aux conspirations intérieures, aurait été peut-être plus redoutable à Paris que dans un camp : sa réputation militaire jetait toujours un grand éclat ; il serait désormais le centre autour duquel se rallieraient les royalistes, les mécontens, les esprits inquiets et dévorés de la fantaisie des nouveautés ; et si par cas les sections de Paris reprenaient encore les armes, Pichegru, appelé à les commander, soutiendrait autrement la lutte contre le directoire que ne l'avait fait le général Danican contre la convention.

Mais il aurait fallu pour parer à cet inconvénient faire arrêter Pichegru et le mettre en jugement ; cela ne se pouvait guère : les preuves matérielles manquaient, ai-je dit ; le comte de Montgaillard, malgré sa bonne volonté, n'ayant pu en fournir aucune, on eût, en essayant un tel procès, exaspéré l'armée, qui aurait accusé le directoire de jalousie envers les habiles capitaines, et donné plus de force à l'opposition royaliste. Force fut donc de laisser Pichegru en pleine

liberté, de le voir refuser l'ambassade de Suède, et arriver à la législature en la qualité de membre du conseil des cinq-cents. C'était mettre l'ennemi en présence et placé avantageusement pour combattre s'il le voulait.

Les royalistes, à l'élection de Pichegru, tressaillirent de joie; un homme enfin leur était donné, homme selon leur cœur, tout à eux, et qui possédait autant de bravoure que de génie militaire. Ils ne doutent plus de triompher avec lui, et de mener battant le directoire et la révolution tout entière. Ceci leur inspire de l'audace : les gens faibles aiment tant à se cacher derrière la force et la supériorité de vue! Ils croient s'identifier avec elles en acceptant Pichegru pour chef. Or, dès qu'ils l'auront parmi eux, ils se montreront impatiens de courir à l'attaque; eux aussi se mirent en campagne.

Pichegru hésitait néanmoins encore lorsque la catastrophe arriva; il aurait souhaité plus de temps devant lui, et ici il avait tort; mais, dans ce cas, il rentrait dans la partie inhabile de son caractère; lui, autant que le grand Condé, ne se sentait aucun attrait pour la *guerre des pots de chambre*.

Telles étaient les positions diverses des partis en France au commencement du printemps et vers l'approche de l'été de 1797. Chacun avait son désir de triomphe, son besoin d'entrer en lice, et tous possédaient des chances de succès : ce n'est pas ici le moment de les signaler. J'y reviendrai plus tard ; il me suffit d'avoir bien décliné la physionomie caractéristique de l'époque, d'avoir peint les chefs principaux qui agiraient ; il ne me reste plus qu'à les mettre en scène ; c'est ce que je ferai dans les chapitres qui suivront ; d'autres auraient pu le faire avec plus de talent, mais pas avec plus de sincérité.

CHAPITRE XVII.

Népomucène Lemercier. — Agamemnon, tragédie. — Baour-Lormian. — Quelques-uns de ses ouvrages. — Ses combats littéraires. — Épigrammes contre lui. — Ses ripostes. — Barras veut le voir. — Je l'amène au Luxembourg. — Conversation politique. — Succès de Lormian. — Complimens mérités de Barras. — Modestie du poète. — Pourquoi madame de Montesson a maltraité madame de Genlis. — David. — Gros. — Guérin. — Gérard. — Meynier. — Gautherot. — Vien. — Vincent. — Renaud. — Robert. — Carle Vernet et son fils. — Raymond. — Les deux inséparables. — Quelques sculpteurs. — Clodion. — Ce que le gouvernement devrait faire pour la statuaire.

Au milieu des agitations politiques, et tandis que des esprits vivement excités semblaient n'être attentifs qu'aux grands actes réels qui ébranlent ou consolident les empires, une œuvre dramatique appela cependant l'attention des hommes qui conservaient encore du goût pour les arts, la tragédie d'*Agamemnon*, par Lemercier. Cet auteur aussi recommandable par l'élévation de son caractère, ses vertus morales et privées, et qui a

conservé sans nuage l'estime des gens de bien, est né en 1770, et à dix-huit ans se fit connaître par un *Méléagre*, représenté au théâtre Français. Cette pièce fut suivie de *Lovelace*, comédie en cinq actes; du *Lévite d'Éphraïm*, tragédie; du *Tartufe révolutionnaire*, comédie. Mais le succès que ces ouvrages purent avoir fut entièrement éclipsé par celui d'*Agamemnon*, véritable conception supérieure, et demeurée à la tête de nos tragédies modernes comme un modèle à offrir à ceux engagés dans la même carrière. Ce fut avec enthousiasme que le parterre vit se dérouler devant lui une action forte, habilement nouée, et qui nous fit passer par tous les sentimens de la pitié, de la terreur. Le style énergique en releva les beautés, et on put concevoir les plus belles espérances, en conséquence de ce début si brillant.

Talma, dans le rôle d'Égisthe; mademoiselle Vanhove, qui depuis devint sa femme, dans celui de Cassandre la prophétesse, enlevèrent tous les suffrages, et augmentèrent, s'il était possible, le succès de l'auteur. Je le voyais souvent, à cette époque, dans les so-

ciétés, ou nous nous retrouvions chez madame Bonaparte entre autres, où il était admis familièrement.

Alors il faisait de Bonaparte son héros, parce qu'il le voyait au rang des soldats de la liberté, dont lui, Lemercier, était idolâtre. Il advint que plus tard cet auteur s'éloigna de notre ami, et passa dans les rangs de ceux qui désiraient sa perte. Napoléon le regretta; il aurait bien voulu le ramener à soi, ce fut impossible; Lemercier, véritable barre de fer, demeura inflexible. Les circonstances le forcèrent toutefois, vers la fin de l'empire, à chanter l'empereur, et non pas à l'aimer; il se maintint dans un éloignement que nous déplorâmes. Il se peut que je le retrouve dans le cours de mon récit.

Baour-Lormian, à la même époque, débutait également dans la carrière des lettres; il avait à peu près livré incognito au public une première version de la traduction en vers de la *Jérusalem délivrée.* Bien que ce travail fût supérieur à tous ceux sur ce sujet qui avaient déjà paru, et qu'il annonçât un poète de plus à la France, il ne répondit pas à l'attente des

amateurs, quelque peu rendus difficiles par les prétentions de monsieur de Lormian.

Celui-ci était, et je m'en rappelle parfaitement, un grand, beau et élégant jeune homme; il avait vingt-cinq ans en 1797, et cherchait autant à plaire aux dames qu'à cueillir les lauriers du Parnasse (je parle la langue du temps). Des bruits autant faux qu'indécens revanchaient ses ennemis de sa supériorité naissante. Ils se rendirent les échos d'une femme sans pudeur (la sienne), qui, pour rompre des nœuds dont le poids lui était devenu insupportable, osa intenter un procès qui la couvrit du mépris public. Le reproche qu'elle faisait à Lormian n'empêcha pas celui-ci d'obtenir des bonnes fortunes très-brillantes, et de tenir son rang dans la meilleure compagnie.

Il y portait alors une naïveté de haute opinion de soi-même poussée à l'excès, et dont depuis il s'est guéri au point de tomber dans l'excès contraire. Il a été pris en sa maturité d'une défiance injuste envers son beau talent, qui n'a jamais brillé avec plus d'éclat que dans ses productions dernières, ses nou-

velles *Satires*, ses *Légendes* et *Fabliaux*, et son roman de *Duranti*, que l'on croirait tombé de la plume de Walter Scott.

En 1797, rempli de confiance en son propre mérite, il ne cacha pas assez le peu de cas qu'il faisait de celui des autres, et voilà qu'en peu de temps la guerre lui fut déclarée de tous les côtés de la littérature. Le satirique Despaze commença d'entrer dans la lice; Lebrun vint ensuite; Chénier ne se fit pas attendre; une foule d'autres les suivirent. Ce fut pendant quelque temps un véritable tocsin littéraire contre Lormian; il n'en conçut aucune épouvante, tint tête à chacun de ses adversaires par des épigrammes étincelantes de sel, de malice, et même de poésie, car il en met partout, et les engloba dans les *Trois Mots*, satires que plusieurs hommes de goût placent dans leur bibliothèque après celles de Despréaux et avec celles de Gilbert. Le vers de Lormian est plein de force; il détache l'épigramme de manière à ce qu'un seul suffit à tuer un adversaire. Un grand nombre sont devenus proverbes, et le méritaient.

De part et d'autre on s'attaquait avec au-

tant de vivacité que de fiel. Lebrun multipliait les coups de flèche, Lormian les lui renvoyait avec usure. Le premier disait :

Ci-gît l'eunuque du Parnasse,
Qui r.... sa femme et le Tasse,
N'a laissé ni gloire ni race.

Le second, qui le savait époux de sa cuisinière, répondait :

Connaissez-vous ce vieux barbon,
Devant lui toujours en extase?
Son vers est pur, son cœur est bon !
Il a Marat pour Apollon,
La Montagne pour Hélicon,
Et sa servante pour Pégase.

Lebrun s'écriait, toujours dans le style lapidaire :

Au marais d'Hélicon, Pégase, l'autre jour,
Frappant du pied la fange en fit jaillir Baour.

Lormian aussitôt rimait en réplique :

Qui ne peut s'empêcher de rire
En voyant de Lebrun le vol audacieux,
Se précipiter dans les cieux [1]
Pour tomber dans la poële à frire?

[1] Vers de Lebrun.
(*Note de l'auteur.*)

Ces attaques servaient de petites pièces à la grande ; il est certain que l'avantage demeura du côté de Lormian. Barras, qui entendait parler de lui en cent endroits, eut envie de le connaître.

« Amenez-le au Luxembourg, me dit le directeur; je serais charmé de le voir et de l'entendre. C'est, affirme-t-on, le type du Gascon par excellence.

— C'est, repartis-je, un homme d'esprit qui connaît sa valeur.

— Nous verrons bien. »

Ce fut la phrase banale que Barras employa, et il alla causer avec Cambacérès, qui entrait. De mon côté je courus à la recherche de Lormian, que je trouvai auprès de la ci-devant princesse de V...., à laquelle il faisait une cour assidue. Je lui fis part de la demande du directeur; il l'écouta sans peine; nous prîmes jour, et, le moment venu, lui et moi entrâmes dans l'appartement du directeur. L'accueil de Barras flatta la superbe du poète; il lui parla d'abord de ses productions en homme qui les avait lues et appréciées, et puis, du ton de la bonhomie la plus simple :

« Citoyen Lormian, quel est, à votre avis, le premier littérateur de l'époque ?

Lormian. Citoyen directeur, je serais très-embarrassé de désigner même le second.

Barras. Allons, faites preuve de franchise.

Lormian. Le trône des lettres est pareil aux fauteuils du directoire ; on y monte et on en descend plusieurs fois. D'ailleurs, il y a la république, sauf la conquête.

Barras, *avec gaîté.* Ou l'usurpation... Que vous semble de Chénier ?

Lormian. C'est un poète politique ; et d'ailleurs, citoyen directeur, on est rarement juste envers ceux contre qui l'on guerroie, et lui et moi sommes dans ce cas.

Barras. Je veux vous rapatrier, et qu'il vous embrasse.

Lormian. Et après le baiser vinrent les trente deniers. »

La rancune du poète fit sourire l'homme d'état, qui, reprenant la parole :

« Pourquoi traduisez-vous ? à votre place, j'inventerais.

Lormian. Une erreur assez commune fait croire que traduire est simplement copier. La chose manque d'exactitude ; le travail du tra-

ducteur a sa part d'imagination; il doit transporter, dans une langue dont les élémens sont différens, les beautés d'une autre langue; rencontrer les mots correspondans, qui souvent dans la sienne manquent de noblesse, de grâce ou d'énergie. Alors il faut y suppléer par des tournures équivalentes, par un art bien difficile et que l'on n'apprécie pas. La copie d'un tableau est nécessairement plus facile que la traduction d'une œuvre de génie. La nature est la même chez tous les peuples, et on prendra dans mille nations sur une palette des couleurs pareilles pour rendre le modèle qu'on a devant soi; la règle est invariable; les teintes sont à peu près fixées, qui, réunies, représenteront des corps humains, des édifices, des paysages. Il y aura seulement plus ou moins de mérite dans l'exécution. Il n'en est pas ainsi quand, par exemple, il s'agit de faire connaître à la France Homère, Virgile, Milton ou Le Tasse; nos mœurs, nos usages, nos goûts, les convenances admises, les délicatesses de mots, du fond des choses, l'harmonie de la phrase poétique, et mille autres écueils qui ne sont connus qu'au moment du travail, arrêtent,

tourmentent, refroidissent la verve; ce sont des obstacles supérieurs qu'il faut vaincre, qui arrêtent à chaque pas. Pensez-vous, *monsieur*, que pour se démêler de ce dédale inexplicable il ne faille pas un génie supérieur, ou qu'on puisse parvenir facilement à faire passer dans notre idiome tant de beautés qui ne seront naturalisées que par des tours de force et de véritables inspirations, dont le public vulgaire ne conçoit pas les difficultés? »

Lormian, en s'exprimant ainsi, remporta une victoire complète. Barras, que nous avions trouvé de bonne humeur, n'aurait pas mieux demandé que de se jouer aux dépens du Gascon vaniteux; et celui-ci, tout-à-coup, par la réserve et la raison victorieuse de ses reparties, lui ayant inspiré beaucoup d'estime et de considération, le contraignit à changer de forme à son égard. Je m'aperçus de cette nouvelle manière d'agir à la bienveillance grave qui remplaça sur le visage du directeur une teinte légère de malice apparente précédemment : il prit dès lors un air plus réservé, et sa réponse prouva combien Lormian avait fait de progrès dans son esprit. Il le remercia des lumières qu'il avait fait jaillir devant lui, fé-

licita la France de posséder un littérateur aussi capable de bien faire que de bien penser, et engagea fortement le poète à ne pas s'arrêter dans sa brillante carrière. Il ajouta :

« Vous nous rendez Boileau, et je trouve dans votre style de quoi nous faire espérer que plus tard, grâce à vous, nous aurons à regretter moins Racine. »

Ce compliment flatteur alors a été pleinement justifié lorsque Lormian a publié son *Ossian*, que certes il peut dire sien, *les Veillées poétiques*, *Omasis*, ses *Fabliaux* et ses autres ouvrages, empreints d'une poésie étincelante de pureté, d'élégance et de beautés du premier ordre.

Après une conversation que Barras ne se pressait pas de finir, nous prîmes congé, et dès que nous fûmes dans la rue :

« Parbleu, dis-je à Lormian, vous vous êtes bien défendu.

— Cela devait être. Quand on s'attaque de puissance à puissance, il faut bien que chacune déploie tous ses moyens. Il a la force, j'ai le génie, nous sommes égaux. »

Madame Bonaparte accueillait aussi, de même que madame de Montesson, avec un

plaisir extrême, notre ami Lormian; elles avaient pour lui des attentions délicates, dont sa reconnaissance a conservé le souvenir. A propos de madame de Montesson, en parlant d'elle, de ses vertus, de ses qualités, comment se fait-il que j'aie passé sous silence ses talens littéraires? C'était un auteur très-agréable, et qui a eu assez de succès pour éveiller la rivalité de sa nièce, la comtesse de Genlis. Celle-ci, ayant survécu à sa parente respectable, a eu le courage d'en dire autant de mal qu'elle en avait reçu de bien. Ses mémoires, qu'elle publie maintenant, sont un monument honteux de sa haine et de sa malignité sans raison. Elle se plaint à tout propos de *la veuve d'Orléans*, ainsi que madame de Montesson était obligée de signer chaque acte qu'elle passait, sous peine de l'entacher de nullité en ne prenant pas la qualité qui lui était légitimement dévolue. Madame de Genlis, dis-je, accuse sa tante de plusieurs torts à son égard; mais elle oublie d'avouer par quels torts très-supérieurs ceux-là avaient été provoqués. Elle passe sous silence les calomnies sans nombre, les méchancetés qui, de sa part, précédèrent la froideur de madame de Montesson. Elle ne

se vante pas qu'après avoir tout essayé, tout mis en œuvre pour lui enlever le prince qui devint l'époux de cette dame, lorsqu'elle-même eut consenti à se faire la maîtresse du fils du duc d'Orléans, elle ne négligea aucune insinuation, aucune perfidie pour nuire à sa tante, par le secours du duc de Chartres; qu'elle tourna perpétuellement en ridicule son esprit, ses manières; qu'elle lui supposa des défauts et jusqu'à des vices. Je n'avance rien que les mémoires de madame de Genlis ne prouvent jusqu'à l'évidence. Enfin, autant la conduite de la tante fut grave, réservée et honorable, autant celle de la nièce affligea par son étourderie, son immoralité, son orgueil et son hypocrisie. Elle acheva par se faire démocrate sans pudeur au début de la révolution; et certes rien dans tout cela n'était propre à provoquer la tendresse de madame de Montesson, à laquelle ses principes et sa position commandaient impérieusement le royalisme. Telles sont les causes positives du peu d'estime, plutôt que du peu d'amitié, que madame de Montesson manifesta dans les derniers temps à sa nièce. Elle avait commencé par lui faire autant de bien que possible, et

finit par enrichir les enfans légitimes ou petits-enfans que celle-ci avait. Il est vrai que la testatrice arrangea les choses de manière à ce que les adultérins ou bâtards ne pussent en avoir leur part un jour.

A propos de Lormian, je suis revenu à des dames auxquelles je ne pensais pas en commençant ce chapitre, où je voulais parler de quelques artistes distingués dans la peinture avec qui je me suis trouvé en rapport de société ou de liaison. J'ai déjà signalé Girodet et Isabey; je dirai peu de chose de David, parce qu'il est tout connu : j'apprendrai seulement à ceux qui pourraient croire que celui-là se perpétuait dans son jacobinisme austère, que, tout au contraire, et à mesure que l'on revenait aux formes monarchiques, lui se rapprochait de celles-ci l'un des premiers. Il m'a paru courtisan par système; il ne fut démagogue que par mauvaise humeur. Il faisait une cour assidue aux membres du directoire, et plus tard il alla jusqu'à l'adoration devant l'empereur. Ces manières serviles dans ce républicain féroce (c'est le mot) n'enlevaient rien à la sublimité de son génie, à la vigueur et à la grâce de son pinceau.

Après lui venaient pêle-mêle, sans que ni moi ni les contemporains fassent encore à chacun la place que la postérité seule est en droit de leur adresser, plusieurs hommes supérieurs et tous ses élèves; Girodet, que j'ai déjà cité; Guérin, dont les débuts furent si brillans. Je me rappelle encore l'enthousiasme que nous inspirèrent ses premières productions, et entre autres son *Marcus Sextus* et sa *Phèdre*. Avec quels transports, nous autres amateurs des arts, applaudîmes de tels coups d'essais, véritables coups de maître! Guérin a continué à tenir ce qu'il promettait si bien; mais pourquoi lui aussi a-t-il été atteint de cette paresse funeste à tous les peintres de cette époque, qui, les détournant de multiplier leurs ouvrages, à l'exemple de leurs prédécesseurs, ne les fera connaître aux temps à venir que dans la seule ville de Paris? Pourquoi lui et les autres se firent-ils hommes politiques au lieu de se contenter d'être hommes d'art? Guérin était d'une société douce, quoiqu'il eût des opinions politiques un peu exaltées. Elles se sont refroidies depuis, et à son grand avantage, il faut en convenir.

Gros, dont la fougue rappelle celle de Mi-

chel-Ange, et dont la couleur brillante ne laisse pas à regretter le pinceau de Rubens, faisait déjà parler de lui à cette époque. Il brûlait à la fois du feu patriotique et de celui de la peinture. Ardent, impétueux, aimant peu la gêne que l'on rencontre dans la fréquentation du beau monde, il préférait, et n'a pas perdu cette habitude des sociétés sans cérémonie, celle des lieux publics, auxquelles il prend part lorsque cela le délasse, et qu'il abandonne sans ménagement quand il lui plaît de se trouver seul. Simple dans ses goûts, et en rapport avec les peintres flamands, le plaisir n'est pour lui que dans l'indépendance, mais du moins il y puise les inspirations d'un esprit fier et maître de ses volontés. Il n'a jamais craint d'aborder de grandes toiles, et il sait les couvrir de chefs-d'œuvre. A qui sont inconnus *la Bataille d'Aboukir*, et *le Lendemain de celle d'Eylau*, et son admirable *Peste de Jaffa,* peut-être le chef-d'œuvre de la peinture moderne, si la coupole de Sainte-Geneviève n'existait pas ?

J'aimais la simplicité de Gros, sa belle figure, sa riche taille, son amour des arts, sa manie de liberté. Il continuait à rêver la ré-

publique, cette amante de ses jeunes années: tandis que tous nous la fuyions à pas de course, lui cherchait à la retenir encore. Hélas! ce ne serait pas elle qui un jour le ferait baron!

David portait à Gros une affection particulière; il m'a dit à son sujet: « Celui-là me recommencerait s'il le voulait, mais il ne le voudra pas; la couleur est une Armide qui perd plus d'un Renaud. » David voyait la peinture presque toute dans le dessin, et il étendait à tous les coloristes la haine extravagante qu'il portait à Rubens.

Je n'oublierai pas Gérard, Gérard aujourd'hui premier peintre du roi, et qui, pendant le règne de la terreur, était juré au tribunal révolutionnaire. Il a bien changé d'opinion depuis. Je me plais à croire que son exagération d'alors appartenait à la frayeur; on peut avoir un beau talent et manquer de courage moral. Gérard nous faisait frémir alors par ses propos démagogiques, maintenant il nous enthousiasme par ses allocutions royalistes; jamais il ne fut fait volte-face pareille, et, sans doute, toujours avec une égale conviction. Mais, à part ces erreurs du caractère, et ces

faiblesses de l'esprit, le républicain baron Gérard est l'un des premiers peintres de l'époque moderne ; ses productions, toutes empreintes du feu d'un génie supérieur, se recommandent par tant de parties qu'on ne peut assez les admirer. Son *Bélisaire*, en 1795, fut un début éclatant ; il marcha depuis lors de triomphe en triomphe. Raphaël, le divin Raphaël, aurait voulu dessiner *l'Amour et Psyché*, auquel Gérard a eu la gloire d'attacher son nom. Je ne parlerai pas, non plus que je ne le fais pour ses autres confrères, de tous ses chefs-d'œuvre, ils sont trop connus, et ce soin est inutile. Je le plaindrais d'avoir fait *le Sacre de Charles X*, que je viens d'admirer dans son atelier, si je ne savais que c'est un travail expiatoire de tous ses coups de pinceau jacobins [1].

Meynier venait bien loin toutefois après ces hommes de mérite, et se faisait remarquer par la grâce molle de ses compositions. Gautherot, autre républicain superbe, a laissé des tableaux qui ont du prix aux regards du con-

[1] On croit devoir répéter que cet ouvrage a été écrit avant juillet 1830.

(*Note de l'éditeur.*)

naisseur. Il y avait en outre, et en dehors de l'école de David, d'autres peintres sur qui l'attention publique se reposait encore. Le respectable Vien, l'un des restaurateurs de la peinture en France; l'âge avait glacé sa main, et non son cœur. C'était une digne créature, qui avait eu un vrai talent: Bonaparte l'en récompensa en l'appelant plus tard au sénat.

Vincent, contemporain de David sans être son égal, Vincent peignait néanmoins avec agrément, avec goût, non sans une certaine force. Son *premier Président Molé en présence des rebelles*, son *Guillaume Tell tuant Gessler*, sont de belles pages dans l'histoire de l'art. Il est auteur d'une foule d'autres œuvres remarquables que l'avenir classera convenablement.

Renaud venait avec lui, auteur de *l'Éducation d'Achille*, son meilleur titre de recommandation, et qu'il n'a pu surpasser; Renaud, peintre gracieux, mais dont le coloris trop mignard n'atteint pas la vigueur de celui de la nature. Il cherchait à rendre les femmes fraîches et belles; il le faisait aux dépens de la vérité.

Il y avait encore le vieux Robert, dont le

pinceau infatigable s'était promené sur tant de toiles, et qui ne put effacer par la multitude de ses tableaux le mérite de ceux qu'il voulait soigner. Il peignait avec supériorité l'architecture et le paysage, entendait la perspective linéaire en maître, et il y a telles de ses productions qui luttent sans désavantage contre les plus belles de l'Italien Panini.

J'aurais tort d'oublier dans cette nomenclature Carle Vernet, fils digne de son illustre père; Carle, qui, en peignant à ravir les chevaux, est parfois parvenu à faire de bons tableaux d'histoire; lui enfin qui à son tour serait remplacé par l'héritier de son nom et le successeur agrandi de tous les talens de cette illustre famille, *notre Horace Vernet*, ce peintre si éminemment patriotique, le seul qui fait beaucoup, parmi nos habiles maîtres, et qui fait très-bien, voilà l'essentiel.

C'était au milieu de cette société d'artistes que je me délassais de mes occupations politiques, occupations auxquelles, s'il faut le dire, je me livrais par goût. J'aimais ces intrigues secrètes, ces combinaisons diplomatiques, ces actes importans, où je me trouvais mêlé. Je pourrais bien aussi raconter ma part person-

nelle d'aventures galantes, mais je n'en ai guère le loisir; elles seraient d'ailleurs d'un intérêt bien médiocre au milieu des grandes scènes que je retrace. Le lecteur certes ne se plaindra pas de leur oubli. Je n'ai voulu mettre jusqu'ici sous ses yeux que celles dont le fond se rattachait à la politique; je compte avoir jusqu'au bout la même retenue, sans m'engager à une telle discrétion lorsqu'il s'agira de personnages véritablement historiques.

Relativement aux artistes que je fréquentais, on remarquera peut-être que je ne cite ni architectes ni sculpteurs; j'en ai connu cependant plusieurs, et dans le premier art Raymond, homme habile, aux idées un peu colossales, mais que les circonstances n'ont pas servi de manière à lui faciliter les moyens de se montrer dans tout son jour. J'ai rencontré parfois MM. Fontaine et Percier, honorables par leur union touchante, et d'une haute habileté de détails et de décorations d'intérieur; couple malheureux chaque fois qu'il a dû s'exercer en plein air, comme ne le prouve que trop l'arc de triomphe du Carrousel.

J'ai connu, parmi les statuaires, Chalgrain, Houdon, Roland, Julien (je parle de ceux cé-

lèbres avant le règne de Bonaparte); c'étaient des hommes d'un talent consommé, et qui, par le malheur des temps, ne jouissaient pas de toute la réputation dont ils étaient dignes. Il y avait en outre Clodion, qui éparpilla durant toute sa vie un talent qui, plus resserré, aurait paru avec bien plus d'éclat. Ses bacchanales, ses priapées en plâtre, en terre cuite, eurent beaucoup de succès: j'aurais préféré pour lui la gloire qui lui serait revenue de quelque grand morceau de sculpture.

C'est malheureusement un tort bien commun aux artistes, ou plutôt une conséquence de leur position gênée, le loisir, la faculté même leur manque, de s'attacher à des œuvres majeures qui les placeront dans un rang supérieur. Ils ont besoin de vivre, et, pour vivre, ils sont contraints de travailler à des riens qui emportent leur temps, et ne leur laissent pas celui de songer à leur gloire. Les sculpteurs sont particulièrement dans ce cas; c'est un art où tout est cher dans son matériel, et presque toujours les artistes sont pauvres. Le gouvernement devrait venir à leur secours à l'aide d'une munificence éclairée, en donnant aux jeunes sculpteurs que des concours locaux et

multipliés en montreraient dignes des logemens, des ateliers, des marbres gratis; en leur fournissant des modèles qui seraient payés à l'année sur les fonds publics; en multipliant les commandes de sculpture. Par là on encouragerait, on créerait des artistes, et la France s'enorgueillirait du développement de tant de génies qui meurent étouffés dans les liens de la pauvreté.

CHAPITRE XVIII.

Il faut une compensation à l'empereur. — Bonaparte la trouve aux dépens de Venise. — Précis des derniers momens de cette république. — Lettre de Bonaparte au doge. — Suite des événemens. — Proclamation du grand conseil. — Les Français à Venise. — Le lion de Saint-Marc. — Barrère élu aux cinq-cents et chassé. — Diatribe de Lalande contre La Harpe. — Récit du début de la lutte entre les conseils et le directoire. — Détails. — Séance du tirage au sort, pour la sortie d'un directeur. — Fourberie du scrutin dévoilée. — Letourneur s'en va.

La paix à conclure avec l'empereur ne se présentait pas sous un point de vue facile à résoudre. On ne pouvait guère espérer que ce

souverain consentirait à renoncer à tout ce que nos armes lui avaient enlevé ; aux riches états de Belgique, à ce duché de Brabant, si fertile, si populeux, et dont l'industrie était la source de trésors, où, en cas de besoin, on puiserait. A cette perte, déjà consommée depuis quelque temps, il faudrait y joindre celle de la superbe Lombardie, de ce Milanais, objet d'envie pour tous les souverains, et qui, maintenant érigé en république, ne pouvait plus retourner sous le *joug de la tyrannie ;* phrase de convention par laquelle on désignait, à cette époque, tout gouvernement monarchique.

Si donc on ne se flattait pas d'un abandon volontaire de ces beaux pays, il y avait également, d'une autre part, impossibilité entière de les rendre à leur ancien possesseur. La Belgique était devenue partie intégrale du système français ; et la Lombardie devait rester en république, fille de la nôtre, et fille, dont sa mère espérait retirer de grands profits. Comment donc asseoir sur une base solide cette paix pourtant avantageuse ? c'était un problème à résoudre. Barras espérait que la solution en serait retardée, parce qu'il ne

voyait aucun moyen de concilier toutes les prétentions; mais Bonaparte, mieux placé pour bien envisager les choses, se promit de dénouer plus facilement qu'on ne le présumait cet autre nœud gordien, et voici comment :

Il y avait en Italie une puissance fausse, menteuse, perfide, autant par goût que par faiblesse, qui, à force de se redouter dans ses propres citoyens, avait fini par éteindre en eux toute vertu, tout courage, tout héroïsme. Elle s'enorgueillissait pourtant de son œuvre, parce qu'en place de ceci elle avait mis la duplicité. Elle pesait sur le peuple d'un poids de terreur, et pas de force. Il n'y avait là que du fantastique, et plus de réalité; une apparence de gouvernement, et même de nation; sorte d'ombre réelle, et qui ne résisterait pas au moindre choc dont on la frapperait. Cette puissance était la république de Venise.

Jadis elle joua un grand rôle; maintenant elle vivait sur sa vieille réputation, entièrement vermoulue, et qui faisait eau de toutes parts. Venise existait en corps d'état, parce que nul autre royaume ne voulait sa chute, et la balance convenue de l'Europe assurait seu-

lement la vie à ce gouvernement. Il vit, dès l'aurore de la révolution française, celle-ci de mauvais œil ; elle en eut une frayeur entière lorsque la révolution déborda sur l'Italie, et vint frapper aux frontières vénitiennes. Alors les patriciens de cette ville de mystère et d'exécution sanglante flattèrent la république par des bassesses, et en même temps s'attachèrent à lui nuire autant qu'il était en leur pouvoir. Ils espéraient la tromper au moyen de cette politique tortueuse, jusqu'au moment où ils verraient jour à l'écraser. En conséquence, ils prêtaient en dessous aide à l'empereur, négociaient avec l'Angleterre, tâchaient de ressusciter une ligne italienne de tout le milieu et le midi de cette contrée ; fomentaient les révoltes, les émeutes, les assassinats, dans la portion occupée par les Français ; y répandaient les bruits sinistres, les fausses nouvelles ; croyant à l'avance avoir paré à tout en congédiant outrageusement Louis XVIII, qu'ils avaient d'abord accueilli à Véronne, dans leur seul intérêt.

Mais de pareilles manœuvres ne pouvaient échapper au regard d'aigle de Bonaparte. Il voyait à découvert la fourberie vénitienne, la

supportait par prudence, attendant le moment favorable pour le punir. Il plaçait là, d'ailleurs, l'indemnité qu'il faudrait accorder à l'empereur en dédommagement de la perte de ses états héréditaires. L'heure fatale de Venise sonna enfin dès l'ouverture des préliminaires de Léoben. Aussitôt Bonaparte se mit en mesure, et le premier coup de tonnerre de sa colère qui retentit à Venise, fut la lettre suivante, datée du quartier-général de Tunderbourg, le 9 avril, et adressée au sérénissime doge.

« Dans toute la Terre-Ferme, les sujets de « la sérénissime république sont sous les ar« mes. Le cri de ralliement est : *Mort aux « Français!*

« Le nombre des soldats de l'armée d'Italie « qui en ont été les victimes se monte déjà à « plusieurs centaines. Vous affectez en vain de « désavouer des attroupemens que vous« même avez préparés. Croyez-vous que, « quand j'ai pu porter nos armes au cœur de « l'Allemagne, je n'aurai pas la force de faire « respecter le premier peuple du monde? « Pensez-vous que les légions d'Italie puis« sent souffrir des massacres que vous exci-

« tez? Le sang de nos frères d'armes sera « vengé; et il n'est pas un seul bataillon fran- « çais qui, chargé de cette mission généreuse, « ne se sente trois fois plus de courage et de « moyens qu'il ne lui en faut pour vous pu- « nir. Le sénat de Venise a répondu par la « plus noire perfidie à notre générosité sou- « tenue à son égard.

« Je prends le parti de vous envoyer mes « propositions par l'un de mes aides-de-camp « et chef de brigade. *La guerre ou la paix*, si « vous ne prenez sur-le-champ toutes les me- « sures pour dissiper les attroupemens; si « vous ne faites arrêter au plus tôt, et remet- « tre en mes mains, les auteurs des meurtres « qui se commettent, la guerre est déclarée.

« Le Turc n'est pas sur vos frontières; au- « cun ennemi ne vous menace, et cependant « vous avez fait arrêter, de dessein prémédité, « des prêtres, pour faire naître un attroupe- « ment, et le tourner contre l'armée.

« Si, malgré la bienveillance que vous a « montrée le gouvernement français, vous me « réduisez à vous faire la guerre, ne pensez « pas que le soldat français, comme les bri- « grands que vous avez armés, aille ravager les

« champs du peuple innocent et malheureux « de la Terre-Ferme. Non, je le protégerai, et « il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé « l'armée française de l'arracher à la tyrannie « de votre gouvernement.

« *Signé* BONAPARTE. »

De telles expressions, des menaces aussi positives, étonnèrent singulièrement l'oreille superbe de ceux de Venise, mais n'éveillèrent pas dans leur âme la moindre étincelle du feu qui respirait dans leurs ancêtres. Ils comprirent qu'il fallait, en attendant mieux, continuer le rôle d'astuce. On répondit donc à la véhémence des reproches par une justification lâche et menteuse. Ils excusèrent l'insurrection de la Terre-Ferme par l'amour des peuples alarmés sur le compte de leur gouvernement chéri. Ils promirent une justice sévère des assassins que l'on rencontrerait; et l'on envoya deux provéditeurs, avec la mission de calmer Bonaparte. Au demeurant, on ne fit rien de ce qui aurait apaisé celui-ci : les mêmes manœuvres continuèrent.

Le 3 mai, nouvelle proclamation menaçante

de Bonaparte, spécifiant ses griefs contre le sénat de Venise. Ils étaient graves; ils devaient être amplement réparés. Il terminait par enjoindre au ministre de France de sortir de Venise, et à tous les Vénitiens de quitter dans vingt-quatre heures les lieux occupés par les républicains. En même temps, le citoyen Lallement remit lui-même au doge une note dans laquelle il osait demander l'arrestation des trois inquisiteurs d'état..... les premiers de fait, et les plus puissans du gouvernement de Venise.

La guerre aurait dû être la réponse à cet outrage. Le sénat accéda à l'affront, en déclarant que l'emprisonnement des inquisiteurs aurait lieu. On croyait apaiser l'orage par une telle concession; l'orage ne fit que redoubler. Bonaparte ne voulût entendre à aucun accommodement. Véronne fut occupée, ainsi que Padoue. Les troupes françaises parurent sur le bord des Lagunes; et on signifia au gouvernement de Venise qu'on ne souffrirait plus son existence, et qu'il eût à se dissoudre, afin que *le peuple souverain* rentrât dans ses droits. Le sénat lutte encore, et prolonge seulement son agonie. Déjà des fer-

mens d'insurrection se manifestent dans Venise. Le 9 avril la révolte éclate, et le 12 mai le doge, les autres autorités de l'état, le grand conseil, tous abdiquent; et l'acte suivant consomme la chute d'un pouvoir qui se perpétuait depuis tant de siècles.

« EN GRAND CONSEIL,

« La nécessité de pourvoir au salut de la « religion, de la vie, et des propriétés de tous « les chers habitans de cet état, a déterminé « le grand conseil à prendre les délibérations « du 1er et du 4 de ce mois, qui donnent à ses « députés, près le général en chef de l'armée « d'Italie, Bonaparte, tous les pouvoirs néces-« saires pour remplir cet objet si important.

« Aujourd'hui, pour le salut de la religion « et de tous les citoyens, dans l'espérance « que leurs intérêts seront garantis, et avec « eux ceux de la classe patricienne et de tous « les individus qui participaient aux priviléges « concédés par la république, enfin pour la « sûreté du trésor et de la banque;

« Le grand conseil, constant dans les prin-« cipes qui ont dicté les deux déclarations

« susdites, et d'après le rapport de ses dé-
« putés, adopte le système qui lui a été pro-
« posé d'un gouvernement représentatif pro-
« visoire, en tant qu'il se trouve d'accord
« avec les vues du général en chef; et, comme
« il importe qu'il n'y ait point d'interruption
« dans les soins qu'exige la sûreté publique,
« les diverses autorités demeurent chargées
« d'y veiller. »

Ainsi l'antique gouvernement de Venise se suicida sans honneur. Il ne lui restait plus aucun moyen de résistance. Le peuple déjà sortait de sa longue et muette obéissance; et aussitôt que cette délibération eut été prise, le grand conseil se dissipa, et tout fut fini. Après quelques jours d'agitation, l'ordre se rétablit. On créa une municipalité provisoire, composée de soixante membres, parmi lesquels dix patriciens seulement. Le 10, les Français entrèrent dans Venise; le 4 juin, le fameux livre d'or fut brûlé en cérémonie devant l'arbre de la liberté et sur le livre ouvert que le lion de l'état tenait en ses pattes. A la place de l'ancienne légende : *Pax tibi Marce evangelista meus*, on substitua ces mots : *Droits de l'homme et du citoyen.*

Malgré cette révolution, le patriciat et enfin le peuple de Venise espéraient un meilleur sort de l'avenir; il ne se réalisa pas. Bonaparte fit offrir à l'empereur, en compensation de ses états héréditaires, le beau duché de Venise dans sa totalité; l'empereur, après avoir balancé, finit par accepter, et le traité de *Campo-Formio* lui assura plus tard ces provinces, qui valaient au moins tout ce que les Français lui avaient enlevé. Ce traité, auquel je reviendrai à l'époque où il fut conclu, mécontenta le parti républicain. Il était alors en pleine fermentation, et, pour montrer son intention secrète, il manœuvra de manière à faire nommer, dans les élections qui avaient lieu pour le renouvellement triennal des conseils, le fameux Barrère!... Barrère, devant qui la majorité du directoire ellemême recula au moment de rentrer dans la voie de la terreur, et qui fut exclu par le conseil des cinq-cents! C'était une tentative déplorable, qui, en 1815, se répéterait avec plus de succès.

Chacun, à cette époque, se mettait en guerre avec son voisin. La littérature, la philosophie, étaient en combustion. On se battait

au Parnasse et sous le Portique. La Harpe tenait tête aux gens de lettres et aux philosophes. Son cours, au Lycée, lui servait admirablement à soutenir cette lutte avec avantage. Il publia je ne sais quelle brochure, dans laquelle il déclarait les athées capables de tous les crimes. Lalande, qui faisait profession de ne pas croire en Dieu, persuadé que cette triste opinion accroissait son importance, Lalande prit feu, et, ne sachant comment se venger, fit insérer dans les journaux la note suivante, en manière de manifeste ou de défense.

« Le citoyen La Harpe, dans son ouvrage « de fanatisme, s'obstine à confondre les « athées avec les ennemis de la morale et des « gouvernemens ; rien ne peut expliquer, se« lon moi, ce désir de la calomnie, que la « peur qui affaiblit les organes. L'auteur a « été en prison, il a été en danger ; cela suf« fit pour excuser un homme d'esprit qui est « parvenu à ce degré d'affaissement. Le ci« toyen La Harpe peut se consoler encore « par l'exemple de Newton, ce génie étonnant « d'ailleurs, qui finit par trouver l'histoire « d'Angleterre dans l'Apocalypse. L'âge expli-

« que ce paradoxe, et il faut plaindre l'hu-
« manité exposée à une honteuse décrépitude.»

Et Lalande avait signé. Alors il y avait une sorte de gloire à se dire athée; aujourd'hui on vous sifflerait. La Harpe ne se tint pas battu non plus; il continua ses déclamations, et Lalande poursuivit la série de ses injures.

Il y avait véritablement dans Paris tous les élémens de la guerre civile; plus nous allions, moins on s'entendait. C'était le moment où l'intrigue régnait en souveraine, où elle agitait les esprits par l'appât du pouvoir ou l'effroi de la proscription. Les membres du directoire, ceux de la majorité, n'étaient point sans inquiétude. Letourneur venait d'être nommé président; c'était au moment précis où on travaillait à le faire consentir à la retraite. Le directoire, d'une autre part, frémissait à la vue des nouveaux membres que les élections amenaient: c'étaient des hommes antipathiques avec lui, vrais républicains ou royalistes achevés. Il se demanda comment il pourrait s'y prendre pour diminuer le nombre de ses ennemis; il crut l'avoir trouvé en proposant aux nouveaux élus un serment qu'il espérait déplaire à plusieurs,

au point qu'ils refuseraient de le prêter. En conséquence, et dans la séance du 27 ventose, il avait fait parvenir aux cinq-cents un message dans lequel il demandait que ce serment fût prêté par les électeurs avant les nominations.

Cette exigence du directoire excita de grands débats. On lui reprocha de vouloir jeter parmi les citoyens de nouveaux brandons de discorde. Pastoret le dit en termes précis. Enfin on convint d'un serment rédigé en ces termes :

Je promets attachement et fidélité à la république et à la constitution de l'an IV*; je m'engage à les défendre de tout mon pouvoir contre les attaques de la royauté et de l'anarchie.*

Les conseils, en revanche de cette pierre d'achoppement, en jetèrent une au directoire qui fit beaucoup de bruit. Les cinq-cents, en particulier, jugeant que la constitution ne s'expliquait pas clairement sur la manière dont le sort déciderait de la sortie de l'un des membres du directoire exécutif, forma une commission pour lui proposer des mesures relatives à cet objet important. Dans la séance

du 10 mai, le rapporteur de cette commission, Philippe Delville, présenta deux projets, dont il laissa le choix au conseil. Par le premier, le directoire eût été chargé de régler le sort du tirage; par le second, les deux conseils, ainsi que les premiers magistrats de la république, se fussent mis en séance dans leurs palais respectifs, et l'on eût choisi au sort, dans chaque section du corps législatif, trois commissaires spéciaux. Ceux du conseil des cinq-cents écriraient sur quatre billets différens le mot *restant*, et sur le cinquième le mot *sortant*. Ces cinq billets, cachetés et déposés dans une urne, que l'on eût scellée et remise à deux messagers d'état, auraient été portée au directoire, sous l'escorte de cinquante grenadiers. Là le président eût brisé le scellé, et constaté le nombre des billets, sur l'un desquels chaque directeur eût inscrit son nom, après quoi ils eussent été réunis dans la même urne sans avoir été ouverts, et cachetés du sceau de la république. Les deux messagers d'état l'auraient enfin portée au conseil des anciens sous la même escorte. Le président, après avoir brisé le scellé, eût proclamé le nom

qui eût été inscrit à l'extérieur du billet, portant à l'extérieur le mot *sortant*. Toutes ces opérations devaient être faites toujours séance tenante.

Ce projet parut ingénieux. La discussion néanmoins lui fut contraire; on se rangea à celui proposé par Pastoret. Il réglait simplement que, pendant les années v, vi, vii et viii, où le tirage au sort serait nécessaire entre les membres du directoire, ceux-ci le feraient entre eux, en audience publique, le 30 floréal (18 juin) suivant, à midi. Le directoire, à qui ce mode laissait une grande latitude, se refusa à l'adopter. Il voulut agir par lui-même sur ce point, et non en vertu d'une loi du corps législatif. En conséquence, il adressa aux cinq-cents un message pour l'engager à ne pas sortir de la constitution. Le conseil trouva que le directoire en sortait lui-même, et, pour le lui faire sentir, on passa à l'ordre du jour; puis on arrêta : « Que, quant à l'époque où le membre sortant du directoire cesserait ses fonctions, et à celle où le membre nouvellement élu commencerait les siennes, celui-ci serait installé aussitôt après sa nomination, mais, dans aucun cas, le premier ne

pourrait rester en exercice passé le 29 mai prochain.

Le directoire, malgré cette loi, ne se crut pas lié. Il tendait à s'affranchir de toute soumission envers la volonté des conseils légalement exprimée, et n'entendit pas se soumettre à celle-là, qui, d'une manière très-imparfaite, réglait le mode de remplacement d'un de ses membres. En conséquence, et sans s'arrêter à aucune considération, ceux-ci se rassemblèrent, le vendredi 19 mars, en public, procédèrent à la cérémonie. Deux vases étaient préparés sur le bureau, avec dix boules vides dans l'intérieur, fermant à vis, et destiné à recevoir les billets dont il va être fait mention. Cinq de ces boules furent successivement ouvertes, et dans chacune on renferma un billet contenant un numéro, depuis et compris le numéro 1, jusqu'à 5 chaque. Les billets furent lus par chacun des membres avant d'être renfermés dans les boules, et celles-ci furent jetées dans l'un des vases dont j'ai déjà parlé.

On fit ensuite cinq autres billets. Sur quatre étaient écrits, *Membre du directoire restant;* sur le cinquième, *Membre du directoire sortant.* On ouvrit pareillement les cinq dernières

boules restées sur le bureau, et chacun de ces billets fut enfermé dans une; et toutes allèrent prendre leur place au fond de la seconde urne, où les attendait, dans une cachette adroitement pratiquée dans un double fond, celle que tirerait Letourneur : elle renfermait aussi un papier conforme aux autres, où était tracée la phrase de renvoi. On fit la jonglerie de fermer, de remuer, de renverser même les vases à plusieurs reprises; puis chacun des membres, dans l'ordre d'âge, tira successivement du premier vase une boule, à l'effet de régler d'après le numéro qu'il obtiendrait l'ordre dans lequel se ferait le tirage en apparence plus important du vase second. Le sort décida de cette façon : La Révellière n° 1, Carnot n° 2, Barras, n° 3, Letourneur n° 4, Rewbell n° 5.

On passa à l'autre tirage. Le billet contenant le mot *sortant* échappa aux trois premiers qui puisèrent dans l'urne; Letourneur vint en quatrième; il fit jouer le ressort intérieur, et trouva son renvoi, tandis que la boule de trop descendait à la place cachée; si bien que le public crut à la sincérité de cette jonglerie. Le directoire transmit ce ré-

sultat aux conseils : les cinq-cents l'admirent, sans rappeler que la loi rendue n'avait pas été exécutée ; et aux anciens, Durand Maillane ayant voulu en faire l'observation, des murmures couvrirent sa voix, et l'acte, approuvé par là, reçut son exécution.

CHAPITRE XIX.

Mes rapports avec Barras augmentent d'intimité. — Conversation que nous avons ensemble. — Elle me fait deviner les événemens futurs. — Lettre de Bonaparte à Carnot. — J'essaie d'éveiller l'attention des royalistes sur leur danger présent. — Erreur dans laquelle ils tombent à mon égard. — Soirée chez madame d'Esparbès. — Ma conférence avec l'abbé de Montesquiou. — Inconséquence du parti. — Je rapporte à Barras ce qu'on lui offre. — Sa réponse. — Madame d'Esparbès peu contente de moi. — L'abbé de Montesquiou m'en veut. — Je refuse de m'expliquer avec lui. Fin du volume.

Barras, depuis quelque temps, ajoutait envers moi à la bienveillance de son accueil ordinaire. Il aimait à m'entendre raconter avec une pleine franchise l'opinion du faubourg Saint-Germain, qui commençait à se reconstituer, et avec lequel j'étais en relation par

mes liaisons à la Place-Royale. Je ne lui nommais pas les parleurs, mais ne lui cachais rien des parleries, hors toutefois ce qui tenait aux actes positifs. Il comparait mon commérage loyal avec les rapports officiels des gens de qualité, hommes ou femmes, espions qu'il avait à sa solde, je le dis à regret; et, par ce moyen, se formait une idée exacte des opinions de ceux d'autrefois.

En retour de ce que je lui disais, lui, emporté par sa légèreté naturelle, me faisait des aveux dont je profitais, soit pour donner aux royalistes des avis utiles, soit dans les intérêts de Bonaparte, auquel j'étais entièrement dévoué. Cette liaison ainsi fondée prenait tout le caractère de l'intimité : la confiance de Barras en moi augmentait en raison de l'habitude; et, au milieu des tracasseries qu'amena la sortie de Letourneur, il s'ouvrit à moi sur des points très-importans. Un soir, nous étions seuls par extraordinaire, il se promenait dans son salon, gardant le silence; je me taisais aussi; tout-à-coup il s'arrête, croise les deux bras, me regarde fixement, et répète la question banale qu'il m'adressait presque chaque fois que j'arrivais à lui :

« Eh bien! que disent, que pensent les royalistes?

— Leur joie, répliquai-je, est extrême, de la division qui règne entre les fractions diverses du gouvernement.

BARRAS. Ils ont raison, elle leur est profitable : les rats dansent, dit le proverbe, quand les chats se battent. Mais, de par Dieu, c'est une satisfaction qu'ils ne conserveront pas long-temps.

MOI. Seriez-vous en voie de raccommodement?

BARRAS. Oui. »

Ce oui fut dit avec tant de lenteur et d'hésitation, qu'il me fournit matière à réfléchir. Néanmoins, n'en laissant rien paraître, je repris la parole.

MOI. Tant mieux; si la paix est solide et bien faite, la chose publique y gagnera.

BARRAS. Tranquillisez-vous, mon cher ami. Le moyen à employer sera infaillible. Aussi bien ces misérables disputes ont duré trop long-temps. Au train où vont les affaires, le directoire serait réduit avant peu à mettre la clef sous la porte, et à attendre que le comte de Lille ou Barrère vînt la prendre.

Moi. Ne craignez-vous que ceux-là? »

Je venais de faire une école. Je m'en aperçus au nouveau regard tout scrutateur que Barras m'adressa. Je le soutins en homme qui sait son monde, et mes traits ne perdirent rien de l'indifférence apparente à laquelle je les avais montés. Barras alors dit :

« Qui pourrai-je craindre? des militaires? Moreau n'est connu maintenant que par sa retraite; et qui recule à l'armée n'avance pas vers le trône. Quant à Bonaparte, il ne quittera pas l'Italie de sitôt..... Est-il mécontent? qu'en savez-vous?

Moi. Rien; et vous avez erré sur le sens de ma question : je généralisais les motifs de crainte. Il y a les conseils, par exemple, et ce Pichegru, qui vient avec eux.....

Barras, *m'interrompant.* Les conseils joueront la fable de La Fontaine du *Dragon à plusieurs têtes.*

Moi. Et si Pichegru leur fournit la sienne, il fera des queues des leurs, et alors.....

Barras. Oui, Pichegru est ou peut devenir redoutable. C'est une chance à courir. On aura sur lui un grand avantage, celui du pouvoir exécutif.

tenus contre lui. Le général se justifie, emploie ensuite une phrase banale de politesse, et voilà tout.

Barras. Vous ne croyez donc pas à un rapprochement intime

Moi. Non. D'ailleurs, je le juge impossible. Bonaparte estime Carnot, et ne l'aime point.

Barras. Pourquoi ne l'aimerait-il point, surtout si celui-ci le cajole?

Moi. Avez-vous présente la comédie de don Japhet d'Arménie, par Scarron?

Barras. Pas trop.

Moi. Tant pis, vous y trouveriez la raison de l'éloignement que je maintiens.

Barras. Une folie!

Moi. Une sentence sans réplique. Je joue sur le mot, et je dis vrai.

Barras, *impatienté*. Qu'est-ce? Dites.

Moi, *déclamant*.

> Deux soleils renfermés dans un lieu trop étroit
> Rendent trop importun le contraire du froid.

Barras. Carnot un soleil! Allons, c'est une lune pâle.

Moi. Lune ou soleil, Bonaparte préférerait

avoir un autre supérieur que celui-là; et, quant à ce qui serait de marcher d'accord avec lui, ils se battraient au second sillon à creuser ensemble.

Barras. Dieu le veuille, si cela est ainsi! Les conseils et Pichegru me tourmentent. Ce dernier est un traître, et lorsque Bonaparte le connaîtra..... Mon cher ami, vos amis de la Place-Royale et environs du Luxembourg vont jouer de leur reste. Leur audace niaise nous lasse; elle doit avoir un terme, et avant peu.

Barras s'arrêta, puis reprit :

« Au train qu'on suit, on nous égorgerait en nous endormant par de belles paroles. La manière dont on me joue est une indignité. »

Ceci me fit encore beaucoup réfléchir, et me confirma plus que jamais dans ma pensée que le directeur avait des rapports avec le comte de Lille ou Louis XVIII, comme il plaira de l'accepter. Je ne traitai pas non plus ce sujet, il ne m'appartenait pas de le faire, le péril eût été trop grand. Je me contentai des révélations des demi-conférences qui m'étaient faites; c'était déjà plus que je ne souhaitais.

Il y a toujours du péril pour ceux auxquels

on accorde une part dans les secrets d'état; ils doivent plus redouter le repentir de ceux qui leur témoignent cette confiance que l'attaque ouverte des ennemis. Il me fut donc prouvé que le directoire prenait des mesures propres à conserver le pouvoir, et que, dans la circonstance, le tour des royalistes d'être accablés était venu. Je les plaignais, quoique je doive avouer que mes vœux étaient pour un autre parti, celui dont j'espérais un jour voir Bonaparte devenir le chef; c'était, selon moi, ce que la France pouvait espérer de plus heureux. Mon désir ne m'empêchait pas de m'intéresser à ceux de ma société, et de souffrir à l'avance du sort qu'on leur préparait; aussi je me rendis plus souvent chez la marquise d'Esparbès, et là, en généralisant mes inquiétudes, j'essayai de les faire partager par ceux qui avaient réellement à redouter la vengeance du directoire. Je ne fus pas entendu; l'aveuglement et la surdité morale sont extrêmes. J'allai aussi loin que je pus sans me compromettre. Tous ces messieurs, toutes ces dames étaient dans une passe d'ivresse incroyable. La contre-révolution leur semblait proche; ils la touchaient déjà. On avouait, avec une indiscré-

tion étrange, que l'on l'attendait de la coopération de Pichegru. Il devenait le héros du jour, le balai qui purifierait la France. Oh! que les illusions des comploteurs de salon sont douces et entières! Elles deviennent pour eux des réalités palpables.

On se méprit complètement au sens de mes propos. L'abbé de Montesquiou, à qui on les rapporta, et que je ne voyais guère, eut la fantaisie de me rencontrer pour parler d'*affaires*. Ce fut madame d'Esparbès qui arrangea l'entrevue. D'abord, et afin qu'elle fût bien secrète, on décida qu'elle aurait lieu un beau moment d'une soirée privée. Voilà des invitations qui pleuvent aux élus. On devait danser à la Place-Royale. Je fus convié particulièrement. Un neveu de l'abbé de Besplas fut chargé de me prévenir que je ne devais pas y manquer. Il ne me dit pas autre chose. Le cercle me parut au grand complet, tous les royalistes marquans, hommes et femmes.

On m'environnait avec une expression de curiosité que je ne m'expliquais pas. On chuchotait autour de moi. Il y en avait qui entraientet ressortaient, rentraient pour ressortir

encore, et tout cela avec une pompe mystérieuse qui me surprenait fort. Enfin, et tandis que la danse était suspendue, la marquise d'Esparbès vint à moi, et en même temps tous les yeux se tournèrent vers nous.

« Pourriez-vous, me dit-elle, passer dans mon cabinet de toilette? Il y a quelqu'un d'envieux de causer avec vous. »

Tant d'importance fut mise à ce propos, que j'en conçus une frayeur véritable. J'allai m'imaginer qu'un prince du sang était arrivé à Paris. Mon cœur battit..... car, enfin, on allait me compromettre. Je ne pouvais cependant pas refuser. Je partis d'assez mauvaise grâce, ne sachant ce que je dirais ni comment je me tirerais de ce mauvais pas..... Je cessai d'être inquiet lorsque je ne vis dans le cabinet que l'abbé de Montesquiou tout seul. Ceci leva un poids énorme qui pesait sur mon cœur. Je le saluai, il me prit les mains; et, se baissant un peu, nos tailles étant de mesure opposée, lui très-grand et moi fort petit, il me complimenta sur ma position sociale, mes excellens principes et mes bonnes intentions. Je ne le compris pas, et le lui avouai franchement.

« Mais, dit-il, ne doit-on pas vous savoir gré des offres que vous faites à la bonne cause ?

Moi. Je voudrais certainement la servir là où elle existe, si je savais où la trouver.

M. de Mont..... Et où serait-elle, si elle n'était avec nous, mon cher monsieur ? Madame d'Esparbès, les Montchal, La Harpe, M. de Clermont et tant d'autres, ne m'ont pas laissé ignorer que vous vous faisiez fort de ramener au repentir Barras et le général Bonaparte.

Moi, *étonné*. Monsieur, il y a du malentendu entre nous. Je suis trop sage pour me parer d'un crédit imaginaire ; je suis trop jeune pour avoir aucune influence sur Barras, et pas assez hardi pour me flatter de dominer les volontés de Bonaparte.

M. de Mont..... Cependant vous avez dit avoir mission de négocier en leur nom avec le comité royaliste ?

Moi, *de plus en plus surpris*. Jamais je n'ai avancé une pareille extravagance ni reçu pareille mission.

M. de Mont....., *un peu déconcerté*, *et me reprenant les mains*, *geste qu'il affectionnait.*

Allons, mon bien cher monsieur, ayez en moi plus de confiance; je sais que vous avez des pouvoirs très-amples. J'ai, moi, la direction des affaires de S. M., et nous pourrons parvenir à un heureux résultat. Je ne marchanderai pas les conditions.

MOI. Monsieur, je vous certifie qu'on vous a et qu'on s'est trompé. Je ne suis ministre plénipotentiaire de qui que ce soit, je vous le jure sur l'honneur; ceci doit vous suffire. N'insistez donc pas davantage, je vous en prie. Poursuivre ce chapitre serait me désobliger.

M. DE MONT..... Mais voilà qui est fort extraordinaire; votre bouche est en contradiction manifeste avec ce qu'on lui attribue. Qu'avez-vous donc dit, depuis quelque temps, qu'on ait pu interpréter de façon à me faire concevoir de belles espérances que vous détruisez? »

Je pris alors mon parti, et lui répliquai :

« Monsieur, je ne désire aucunement être initié en des secrets, en des actes que je crois dangereux; mais, en même temps, j'affectionne la bonne compagnie dont je suis membre. Aussi il en résulte que, devinant beaucoup de choses hors de sa portée, j'ai pu pressentir

les périls qui la menacent, découvrir des mesures qui frapperont peut-être bientôt certains de ses membres, et alors chercher à les prévenir de ce péril, le tout à mots couverts, pour ne pas manquer à la prudence; c'est là, monsieur, ce que j'ai fait. Si on a pris le change, si on a formé des châteaux en Espagne là-dessus, j'en suis fâché et non responsable. »

L'abbé de Montesquiou m'écouta attentivement sans avoir aucune envie de m'interrompre. Je pus me convaincre que cette explication le contrariait. Il me l'affirma par sa réponse, qu'il termina en disant :

« Il est un point que du moins vous ne nierez pas : votre accointance intime avec *ce monde*. Eh bien ! monsieur, faites-la servir aux intérêts du roi. Offrez à Barras des conditions.....

Moi, *l'interrompant*. Je ne les présenterai pas plus à lui qu'au général Bonaparte; ma résolution est arrêtée irrévocablement, celle de ne me mêler en rien d'aucun acte politique, secret ou patent. Je tiens à ne compromettre ni ma liberté ni mon caractère. »

La fermeté de ma réplique acheva d'embarrasser l'abbé. Cependant il me reprit en sous-

œuvre, essaya de me gagner par ses raisonnemens spécieux, et, croyant faire un acte de haute diplomatie en paraissant parler par pur désir de prolonger la conversation, il déroula avec insistance la série des offres que le roi faisait au directeur et au général.

J'écoutai tout, et puis répliquai que je ne répéterais rien de tout cela. Monsieur l'abbé sourit. Je compris son impertinence, et je ressortis du cabinet.

La société tout entière était pour ainsi dire aux écoutes. Dès que je me montrai, madame de B..... m'embrassa.

« Enfin, s'écria-t-elle, vous êtes des nôtres? »

Et le cercle d'applaudir, et moi de répliquer :

« Des vôtres? j'en suis toujours lorsque l'on danse. »

On me quitta pour aller en foule rejoindre l'abbé, qui était là *incognito*. Le cher homme cacha son désappointement du mieux qu'il put, se montra satisfait, et peu après se retira, prétextant l'heure avancée, une heure du matin. Il me tardait d'en faire autant; et, dès que je le pus, je partis de mon côté.

J'étais dans la nécessité de tenir conseil avec moi-même; on m'avait fait jouer une sotte comédie en présence d'une foule d'indiscrets, et où certainement il y avait des espions aux gages de la police et du directoire. Compromis malgré moi, comment devais-je m'y prendre pour échapper à la suspicion de l'autorité, et surtout pour me retirer d'un rôle actif qui ne me convenait en aucune manière? Je décidai que le lendemain j'irais au Luxembourg, de bonne heure, et m'y expliquerais avec Barras.

Je n'y manquai pas, et, avant midi, j'entrai chez Bottot, et par les derrières arrivai au cabinet du directeur.

« Quel fruit nouveau m'apportez-vous? me demanda celui-ci.

Moi. Je ne viens pas en effet les mains vides; je vous apporte le don d'une terre de cinquante mille livres de rente, cinquante mille autres de pension, un million comptant, et des lettres de grâce bien entérinées.

Barras. En effet, c'est quelque chose; mais avouez pourtant que ces gens estiment peu la valeur de la couronne de France?..... Où vous a-t-on chambré? »

La discrétion ici eût été ridicule sur un fait réellement public. Je rapportai à Barras, de point en point, ma conversation avec l'abbé de Montesquiou, lui taisant néanmoins ce qui avait trait à Bonaparte. Barras me laissa aller jusqu'au bout, et quand j'y fus arrivé :

« Vous vous êtes conduit en homme de sens, et l'abbé en jeune homme; c'est ainsi qn'ils sont tous. Or, comme vous ne vous êtes chargé de me rien transmettre, je n'ai ni à refuser ni à accepter. Les choses d'ailleurs sont au point que je serais en droit de regarder ceci comme une nouvelle perfidie. Je doute qu'on effectuât aujourd'hui des promesses fallacieuses; je suivrai ma pointe, tant pis pour qui se rencontrera sur mon chemin. Il y a quelques mois que j'aurais pu être pris pour dupe; maintenant, je suis trop bien averti. Au reste, je savais déjà en gros ce qui s'était passé chez la marquise d'Esparbès. Je rends hommage à votre franchise.

Moi. Ainsi la trahison est au milieu des purs?

Barras, *riant*. Les purs sont passablement souillés! Si vous saviez combien il y en a

parmi eux qui sont à nous tendre les mains..... L'espèce humaine ne vaut pas la peine ni qu'on la respecte ni qu'on se respecte pour elle. »

Deux ou trois jours après je retournai chez madame d'Esparbès.

« Eh bien! me dit-elle, que nous mande Barras? »

Je témoignai ma surprise d'une question semblable, et, pour en finir, je m'expliquai en de tels termes qu'il n'y eut plus à se méprendre sur ma détermination de me tenir à l'écart. La marquise, à travers sa furie d'opinion, était remplie d'esprit et peut-être même de sens; elle ne m'approuva donc pas, mais du moins comprit mes intentions, les apprécia, et, tout en me grondant sur mon jacobinisme, avoua pourtant que je pouvais avoir raison, et que, d'ailleurs, pour eux il serait avantageux d'avoir, auprès du plus influent des directeurs, un homme qui les secourût à propos, le cas y échéant. Aussi me traita-t-elle moins mal que je ne m'y attendais, et, dès cet instant, cessa toute persécution à ce sujet envers moi. Je raconterai en temps et

fins quelle part je pris postérieurement aux négociations renouées qui eurent lieu depuis entre Louis XVIII et Barras.

L'abbé de Montesquiou fut moins clément que la marquise; il me garda toujours une rancune dont il m'a donné des preuves en 1814. Celui-là avait bien volé la réputation d'*homme d'état* qu'on lui fit je ne sais comment : c'était, avec beaucoup d'esprit et de grâce, le musardisme, la paresse, la niaiserie, sous un costume clérical. Il ne fut jamais bon prêtre, mais fort homme du monde, et n'a pas plus brillé au ministère de la restauration que dans le reste de sa carrière. Il se plaignit beaucoup de moi en 1797, prétendant que je m'étais moqué de lui, que je l'avais mystifié. J'avais, au contraire, employé à son égard les formes de la plus haute considération. Mon tort à ses yeux fut sans doute de ne m'être pas immolé à son profit. En vérité, j'aurais poussé trop loin la complaisance envers quelqu'un point mon ami, et dont j'étais très-éloigné.

On me rapporta ses propos; je haussai les épaules. On me proposa d'avoir une explication avec lui; je m'y refusai, me figurant

qu'elle pourrait devenir un piége. Je crois pourtant aujourd'hui que la chose n'eût pas été ainsi, surtout après les derniers rapports que nous eûmes ensemble à la suite du 18 fructidor, lorsque je devins l'intermédiaire entre lui et Barras. Il est vrai que ma défection, plus tard, ne dut pas lui complaire; il me l'a bien prouvé depuis.

FIN DU SECOND VOLUME.



TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

